

صوتنا من الامم

MAIRE DE LYON
DEPUIS 1957
M. Louis Pradel
est mort
LIRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, 0,85 ; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 16 dr. ; Iran, 40 rir. ; Italie, 200 L. ; Liban, 120 p. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 85 cts. ; Yougoslavie, 10 d. din.
Tarif des abonnements page 12
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 03
C.C.P. 6297-23 Paris
Tél. Paris 65 65 72
Tél. : 246-72-23

Une double démarche diplomatique de Moscou

Le pacte de Varsovie renforce ses structures

La session que les chefs de parti et de gouvernement de l'Est européen, réunis dans le cadre du comité politique consultatif du pacte de Varsovie, viennent de tenir à Bucarest illustre la relative détente qui s'est instaurée entre l'U.R.S.S. et certains de ses amis socialistes, notamment après les voyages que M. Brejnev a fait en Roumanie et en Yougoslavie.

La Roumanie, membre quelque peu récalcitrant jusqu'ici de l'organisation militaire du bloc de l'Est, a non seulement accepté, mais approuvé, une mesure qui vise à renforcer les structures du pacte de Varsovie : la création d'un comité des ministres des affaires étrangères qui fera pendant au comité des ministres de la défense, créé en mars 1969 à Budapest. Sans doute, fait-on valoir à Bucarest, que ce comité devrait accentuer la dimension politique du pacte (donc lui donner une image moins militaire) et à surtout pour objet de donner un caractère plus formel et régulier aux rencontres des chefs de la diplomatie de l'Est européen. Mais le développement de la concertation devrait déboucher sur une coordination plus étroite des politiques, et c'est aussi ce but que poursuit la mise en place d'un « secrétariat unifié ». Le geste est quelque peu surprenant dans la mesure où un secrétariat unifié avait déjà été créé, il y a vingt ans et où un vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Mikhaïlov, assure les fonctions de secrétaire général du pacte depuis de nombreuses années. Il faut croire que ses fonctions soient élargies et ses services développés.

A l'adresse de leurs partenaires européens neutres et atlantiques, les dirigeants du pacte de Varsovie ont adopté une déclaration générale qui, tout en saluant les progrès de la liquidation des séquelles de la guerre froide, dénonce dans les termes traditionnels les « forces réactionnaires, militaristes et revanchardes » en Europe et réaffirme les « grandes difficultés » auxquelles se heurte le processus de détente. Une nouvelle proposition est faite, visant à suspendre l'application des clauses qui, dans le pacte atlantique comme dans le pacte de Varsovie, prévoient l'adhésion de nouveaux membres. Une manière de dire que, si l'U.R.S.S. et ses alliés ne songent nullement à recruter de nouveaux membres, la Yougoslavie par exemple, ils verraient d'un mauvais œil une éventuelle adhésion de l'Espagne à l'OTAN.

La principale proposition faite à l'Ouest en matière de désarmement n'est pas nouvelle, puisqu'elle reprend une offre faite à plusieurs reprises depuis la guerre, et plus récemment en 1965 à l'ONU, pour la conclusion d'un traité interdisant l'emploi de l'arme atomique en premier. Mais alors que ce projet s'adressait aux seules puissances nucléaires, celui d'aujourd'hui est destiné aux trente-cinq Etats signataires de la conférence d'Helsinki. La réaction des Occidentaux aux propositions de ce genre a toujours été négative et il y a peu de raisons pour qu'il en aille autrement aujourd'hui. Sans doute un engagement de chaque Etat de renoncer à employer le premier, en aucune circonstance, plus jours été négative, et il y a peu fait-il l'humanité du cancheur d'une guerre nucléaire. Mais il est aussi important d'empêcher toute agression. C'est notamment parce qu'ils redoutaient et redoutent toujours la puissance des armées soviétiques classiques que les Occidentaux n'ont pas voulu s'engager à renoncer à employer éventuellement les premiers l'arme nucléaire. Parmi les puissances nucléaires majeures, seule la Chine continue de proclamer, à chaque de ses essais nucléaires, qu'elle n'utilisera jamais l'atome en premier. Mais elle dispose, avec la masse de sa population et l'étendue de son territoire, d'autres facteurs de dissuasion. Et n'est pas à elle que s'adresse la proposition de Bucarest.

Les négociations sino-soviétiques sur le tracé de la frontière vont reprendre à Pékin

Des radios chinoises font état de troubles en province

M. Leonid Ilytchev, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, est arrivé à Pékin, le samedi 27 novembre, pour la reprise des négociations sur le tracé de la frontière sino-soviétique interrompues il y a un an et demi. M. Ilytchev rencontrera l'un des vice-ministres chinois des affaires étrangères. Il s'agit là du contact sino-soviétique au niveau le plus élevé depuis la mort de Mao Tse-tung.

Malgré les déclarations officielles d'hostilité au « social impérialisme » soviétique, les nouveaux dirigeants de Pékin ne sont peut-être pas totalement hostiles à la recherche d'un compromis, indique notre correspondant en Chine.

D'autre part, selon des dépêches en provenance de Hongkong, des radios de plusieurs provinces chinoises ont fait état d'agitation. Le radio du Fukien, notamment, a signalé, sans en préciser la date, des « affrontements armés » et des « troubles dans des villes et des villages ».

De notre correspondant

Pékin. — La visite de M. Ilytchev avait été précédée, il y a deux mois, par celle de son adjoint à la tête de la délégation soviétique, chargée de la négociation sur les problèmes frontaliers, le général Gangovsky. Le moins qu'on puisse dire est que les Chinois n'ont rien fait, ces derniers temps, pour donner l'impression qu'une ère nouvelle allait s'ouvrir dans leurs relations avec l'U.R.S.S. Aux diplomates qui les interrogeaient récemment à ce sujet, des responsables autorisés du ministère des affaires étrangères ont donné comme référence le discours prononcé le 15 novembre par M. Li Hsien-nien au banquet offert en l'honneur du maréchal Bockass, discours si peu conciliant qu'il avait provoqué la sortie de l'ambassadeur d'U.R.S.S. au milieu du banquet (le Monde du 17 novembre).

Est-ce à dire que le retour à Pékin de M. Ilytchev n'est qu'un geste dépourvu de signification réelle, par lequel Moscou cherche uniquement à démontrer qu'avec la meilleure volonté du monde il est impossible de s'entendre avec les Chinois ?

Sans remonter à 1969, c'est-à-dire aux incidents sanglants de l'Oussouri et à l'ouverture à l'automne

de la même année de négociations demeurées jusqu'à présent sans résultat, on doit distinguer plusieurs phases dans l'évolution des relations sino-soviétiques.

Il ne fait aucun doute que, pendant l'hiver 1970-1971, les Soviétiques ont cherché un rapprochement. En témoignent notamment une proposition d'accord de non-recours à la force adressée à Pékin le 16 janvier 1971 par M. Brejnev, d'autant plus sérieuse qu'elle ne fut rendue publique qu'à la fin de 1972 à Moscou. Les Chinois, à l'époque, se montrèrent peu intéressés. Ils étaient plus préoccupés, apparemment, par une autre opération d'envergure : le rétablissement de leurs relations avec les Etats-Unis, matérialisé en juillet 1971 par le premier voyage de M. Kissinger à Pékin.

ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 4.)

LES ARMES ET LES URNES

par ANDRÉ FONTAINE

De l'arme blindée, ne l'aide-t-elle pas à accéder son image de « ressemblance », l'idée qu'il pourrait représenter le dernier recours ?

Des indices réconfortants

Il faut se garder, bien entendu, d'amalgames trop faciles pour n'être pas fallacieux. Dans plus d'un pays l'armée a constitué un facteur de progrès social. On en a même vu, comme la Turquie ou le Portugal, où c'est elle qui a imposé le retour à la démocratie représentative. En beaucoup d'endroits du tiers-monde, c'est elle qui a jeté bas des régimes féodaux et corrompus. Dans les pays socialistes, l'armée n'est pas un corps ou une caste à part, mais l'élément du parti qui, grâce au système des commissions politiques, la contrôle à tous les échelons. On aurait tort, de toute façon, de conclure des échecs répétés subis au cours des dernières années par l'idée démocratique à son irrémédiable déclin. En Grèce et au Portugal, elle est venue à bout de dictatures solidement implantées. L'Espagne, un an après la mort de Franco, retrouve son pluralisme politique. Le Sénégal et l'Égypte viennent de renouer au parti unique. Des élections relativement libres viennent de se dérouler au Maroc, au Québec, le poids formidable des intérêts en place et des conservateurs de toute nature n'a pu empêcher la victoire électorale du parti « indépendantiste ». Enfin, aux Etats-Unis, les Noirs, si opprimés jadis que le chemin des urnes leur était pratiquement barré, ont quasiment arbitré la dernière élection présidentielle.

(Lire la suite page 2.)

LE BONHEUR CONSTRUIT

Henri Sauvage l'architecte inconnu

Merlon Brando poursuivant Maria Schneider dans « le Dernier Tango à Paris » était venu mourir sur la terrasse d'un immeuble recouvert de faïence blanche, rue des Amiraux. Le film de Bernardo Bertolucci s'est achevé sur un clin d'œil à la culture architecturale moderne. Henri Sauvage, vous connaissez ? Beaucoup d'ouvrages d'architecture, et non des moindres, l'ignorent. Pourtant, chacune de ses réalisations mériterait de figurer dans une anthologie de la ville contemporaine.

L'immeuble du 12, rue des Amiraux est une curiosité de l'architecture parisienne des années 20-30, période de transition marquée à la fois par la mode superficielle « art-déco » (à nouveau au goût du jour) et par les premières recherches d'architecture rationnelle, l'architecture pour le plus grand nombre. Henri Sauvage fut un maître de l'architecture à la mode et un visionnaire des temps modernes. Le bâtiment des Amiraux est une de ces grandes « habitations hygiéniques » à bon marché qui ménageaient une terrasse à chaque étage et intégraient des équipements sportifs (notamment une piscine) à l'intérieur d'un immeuble collectif.

Aujourd'hui, les architectes du « dernier quart de siècle » ont saturé l'espace urbain de ces som-

maires machines à « stocker » les travailleurs qui renouvellent leurs forces, et commencent à peine à découvrir l'intuition d'Henri Sauvage d'il y a un demi-siècle. Construit en 1923, le projet de la maison des Amiraux a été esquissé en 1909 et, rue Vavin, on peut voir le pendant « bourgeois » de cette « maison à gradins sportive », équipée de salles de gymnastique, avec la même façade blanche de « style méro » et ses sept niveaux de terrasses conçues pour le plaisir d'habiter. Le sport, le soleil, la « verdure suspendue », autant d'idées qu'on retrouvera un peu plus tard chez Le Corbusier, mais intégrées dans la doctrine du bonheur de l'architecture moderne.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 22.)



JACQUES FATH
CRAVATES
CHEMISES
PULLS
LUNETTES

DIPLOMATIE

PAR CENT VINGT QUATRE VOIX CONTRE UNE

L'Assemblée générale des Nations unies «regrette profondément» le veto américain à l'admission du Vietnam

Nations unies (New-York). — Onze jours après que les États-Unis eurent utilisé leur veto au Conseil de sécurité pour empêcher le Vietnam d'être admis au sein de l'Organisation internationale, l'Assemblée générale a voté vendredi 26 novembre par 124 voix contre 1 (États-Unis) et 3 abstentions (Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Israël) une résolution exprimant «son profond regret et sa profonde préoccupation» à propos de l'attitude américaine dans cette affaire. Selon la résolution, l'Assemblée «considère que le Vietnam devrait être admis à l'ONU» et «recommande au Conseil de sécurité de reconsidérer la question favorablement».

M. Pierre-Bernard Couaté, député du Rhône (app. à l'U.D.R.), qui représentait la France au

De notre correspondant

cours du débat, a déclaré : «Il est paradoxal que notre organisation, dont le but essentiel est précisément d'éliminer les tensions, en crée en refusant de s'ouvrir à un peuple qui de longue date s'est toujours identifié à une nation et qui de haute lutte s'est constitué en un État de notre temps.»

M. Scranton, le délégué américain, a dit : «En refusant de fournir des précisions concernant les soldats américains disparus pendant la guerre, le Vietnam a prouvé qu'il n'est pas disposé à s'acquiescer des devoirs humanitaires fondamentaux, conformément à la charte des Nations unies.»

L'écrasante majorité des pays membres — y compris les amis de l'Amérique — ont mis en évidence par leur vote l'isolement à peu près total des États-Unis dans cette question. Tous les diplomates qu'on peut interroger s'accordent pour estimer qu'une question bilatérale (celle des disparus), même sérieuse, ne peut servir de prétexte pour interdire à un pays d'occuper son siège dans le conseil des nations. A tort ou à raison, nombre de représentants attribuent le veto américain au ressentiment personnel de M. Kissinger envers le gouvernement de Hanoi. On ne pense pas que le Conseil de sécurité réexaminera la question de l'admission du Vietnam avant l'investiture du président Carter.

LOUIS WIZNITZER.

LES ARMES ET LES URNES

(Suite de la première page.)

Ces indices réconfortants, s'ils montrent que le sens de l'histoire n'est ni uniforme ni rectiligne, ne sauraient faire perdre de vue le poids, dans l'ensemble grandissant, que jouent les militaires dans la vie politique contemporaine. Il n'y a pas lieu d'en être surpris quand on médite sur les sommes fantastiques consacrées dans le monde aux dépenses d'armements : 300 milliards de dollars par la seule année 1975. En beaucoup d'endroits, la démocratie est en quelque sorte en liberté surveillée : l'armée est dans ses casernes, mais il est de notoriété publique qu'elle ne laissera pas faire n'importe quoi.

Le cas le plus frappant de ce point de vue est sans doute celui de l'Espagne. Un système d'avalancement très rigide a peuplé le haut commandement d'éléments particulièrement conservateurs. Habités à la discipline, ils laissent faire un roi qui, apparemment, sait très bien, pour reprendre l'expression consacrée « jusqu'où il peut aller trop loin » ; mais il y a une décision — et Juan Carlos le sait — qu'il n'aura pas. Ce sera la décision de la légalisation du parti communiste. D'où, de la part du souverain et de ses collaborateurs immédiats, un jeu subtil qui consiste à essayer de persuader l'opposition démocratique de se prêter à l'élection d'une Constituante sans participation officielle du P.C.E., étant entendu tacitement que l'existence de celui-ci sera reconnue officiellement par l'Assemblée élue. On veut espérer à Madrid que l'armée, que le général Gutiérrez, ami du roi, reprend progressivement en main, n'osera pas s'opposer à une mesure approuvée par la représentation nationale.

L'ombre de Bonaparte

Au Portugal aussi, encore que dans une perspective bien différente, l'armée est là, sur le seuil des casernes, veillant au grain. En Turquie comme en Grèce, elle ne laissera pas le gouvernement transiger sur la question de Chypre. En Italie, les tentatives putschistes de certains officiers généraux ont fait l'objet d'enquêtes judiciaires. En Allemagne fédérale, le gouvernement a dû relayer de leurs fonctions le commandant en chef de l'armée de l'air et son adjoint, coupables d'avoir approuvé l'hommage rendu dans une caserne au colonel Rudel, ex-ces de la Luftwaffe et nazi bon teint, et attaqué devant des journalistes, pour son passé communiste. M. Herbert Wehner, président du groupe social-démocrate du Bundestag, au Mexique, seul pays d'Amérique latine avec le Costa Rica qui puisse s'enorgueillir de n'avoir eu, depuis un demi-siècle, que des gouvernements civils, le président élu, M. Lopez Portillo, ne se cache pas de redouter une « sud-américanisation ». Et l'on se demande à quel point peut bien rêver une armée de cinquante mille hommes, surentraînés, à laquelle le gouvernement vient de faire cadeau d'un « collège militaire » ultra-moderne et ultra-coûteux, à l'architecture inspirée des pyramides aztèques. De quels périls extérieurs peut-elle bien protéger un pays dont les voisins s'appellent, au nord, les États-Unis, et, au sud, les Guatemalas ?

Dans les pays socialistes eux-mêmes, l'armée ne va pas sans poser quelques problèmes. Staline

et Trotski s'accusaient mutuellement de tendances bonapartistes. Le premier nommé a pratiqué, en 1937, une purge fantastique du haut commandement. Outre le maréchal Toukhatchevski et sept des principaux chefs militaires de l'U.R.S.S., envoyés au peloton d'exécution pour complot en faveur de Hitler, quatre maréchaux, treize des quinze commandants de région, trente-cinq mille officiers, furent limogés, exécutés ou envoyés dans les camps du Goulag. Lorsque Khrouchchev, en 1957, fit face à la conjuration du « groupe antiparti », il ne dut son salut qu'à l'aide du maréchal Joukov, alors ministre de la défense. Il l'en remercia en le nommant membre à part entière du Politburo. Mais, moins de six mois plus tard, il sacrifia à la règle de l'ingratitude en profitant de ce que le vainqueur de Berlin se trouvait en voyage en Albanie pour le mettre à la retraite. M. K. n'en dut pas moins renoncer par la suite à son projet de renvoyer à la vie civile quelques milliers de cadres militaires. Plus tard, M. Brejnev fit du commandant en chef des forces armées, le maréchal Grechko, un membre à part entière du Politburo. Si son successeur n'est pas un militaire à proprement parler, mais un ingénieur des armements, lui-même membre du Politburo, il s'est trouvé rapidement promu colonel-général, puis, en peu de temps, après M. Brejnev, maréchal.

En Chine aussi les forces armées ont été mêlées étroitement à la vie politique. Mao a eu besoin de leur appui pour venir à bout de l'agitation créée par la révolution culturelle, et leur rôle était devenu tel qu'on a pu voir, il y a quelques mois, sur une affiche de propagande, un soldat soldat faire se serrer la main à un ouvrier et à un paysan. Lin Biao était commandant en chef et successeur désigné du Grand Timonier quand il a essayé de prendre sa place. Aujourd'hui on trouve de nombreux militaires dans l'entourage immédiat

de M. Hua Kuo-feng, et il ne fait aucun doute que le ralliement à son pouvoir des commandants de région l'a fortement aidé à l'emporter finalement sur le « groupe des quatre » gauchistes. Enfin, en Yougoslavie, si les rumeurs qui avaient couru il y a quelques années à propos d'un possible putsch militaire n'ont reçu aucune espèce de confirmation, c'est un fait reconnu par tous que l'armée constitue un facteur de première importance et qu'elle sera, selon toute vraisemblance, appelée à dire son mot lorsqu'il faudra faire face à la crise de succession qui pourrait bien s'ouvrir lors de la disparition de Tito.

En France, par comparaison, l'armée paraît bien discrète. Elle a montré, en mai 1968, qu'elle était capable de résister aux tentations. Il est vrai que le drame algérien, après celui de 1940, l'avait terriblement éprouvée. Il n'en reste pas moins que l'on se pose beaucoup de questions dans les milieux militaires devant la crise morale et spirituelle que traverse un pays volontiers accusé de ne pas consentir un effort suffisant en faveur de sa défense. Les divisions de la nation n'apportent pas ses cadres militaires et l'on rencontre de plus en plus non seulement de sous-officiers, mais d'officiers subalternes et même supérieurs disposés à voter en faveur de cette union de la gauche qui inspire tant d'inquiétudes aux gardiens de l'ordre et de la tradition. En laissant même de côté les enjeux proprement électoraux, n'est-il pas normal que des militaires se passionnent pour des débats qui les concernent au premier chef, comme ceux qui opposent les partisans de l'indépendance nationale à ceux de l'intégration atlantique ou européenne et les avocats de l'armée de métier à ceux de la conscription ? L'accroissement relatif de l'encadrement ajoute au malaise : en quinze ans le nombre des officiers généraux ou supérieurs aurait plus que doublé par rapport à

UN ACCORD SOVIÉTO-AMÉRICAIN EST CONCLU SUR LA «ZONE DE PÊCHE» DES ÉTATS-UNIS.

Washington (A.F.P.). — Les États-Unis et l'Union soviétique ont signé vendredi 26 novembre à Washington un accord sur les pêcheries par lequel l'U.R.S.S. reconnaît implicitement la limite des 200 milles marins protégeant la zone de pêche des États-Unis. Ce texte, précise le département d'État, «régira les droits de pêche de l'U.R.S.S. dans la zone de conservation des pêcheries des États-Unis à partir du 1^{er} mars 1977».

[D'autres pays, en particulier ceux de l'Europe des Neuf, ont décidé de porter à 200 milles leur zone de pêche. La « zone communautaire » entrera en vigueur le 1^{er} janvier, et les Neuf ont proposé la négociation d'accords de réciprocité ou autres avec les pays qui cette décision intégreront à leur législation. L'accord soviéto-américain indique que l'U.R.S.S. est disposée à négocier de tels accords. La discussion avec la Communauté pourrait être assez ardue, les pêcheurs soviétiques étant très actifs dans les eaux européennes.]

EUROPE

AVANT LA RÉUNION

Le fouillis européen

(Suite de la première page.)

Faudra-t-il longtemps se résigner à cette Europe figée, éclatée, impuissante ? Le temps n'est pas bon prince. C'est dans les heures vives de la politique agricole commune que le ver est mis, du fait de la baisse catastrophique de la livre, Londres refusant d'adopter un cours spécifique de sa monnaie (la « livre verte ») pour son commerce de produits agricoles. Les « montants compensatoires » destinés à remédier aux effets du décrochage de la livre sur les consommateurs pompent de plus en plus les ressources du Fonds européen d'orientation et de garantie (FEOGA), tirelire commune des Neuf, et soulèvent dans les milieux agricoles continentaux de plus en plus d'irritation. (Le Fonds verse actuellement des subventions de 40 % sur toutes les importations de produits agricoles en Grande-Bretagne.)

Autre danger, combat jusqu'ici pour l'essentiel mais toujours renoué, celui du protectionnisme. Le 1^{er} octobre dernier, l'Italie avait institué pour quinze jours une taxe de 10 % sur les achats de devises. Elle fut bien levée à la date prévue, mais une semaine plus tard le gouvernement de Rome, pour ralentir les importations et favoriser les exportations frappait d'une taxe de 7 % — pour quatre mois cette fois — les achats de devises, violant ainsi délibérément les règles communautaires. Les Anglais, heureusement, résistèrent aux facilités du protectionnisme classique. Interrogé par Paul Fabra (1) sur le risque de dispositions restrictives sur les importations, M. Healey, chancelier de l'Echiquier, lança spontanément : « Quelles détestables mesures ! » Souhaitons qu'il pense ainsi longtemps...

Inquiétantes escarmouches

Vis-à-vis de l'extérieur, on comprend en tout cas que la Communauté soit plus sourcilieuse. Après lées à un haut niveau, les 11 et 12 novembre à Bruxelles, entre les représentants de la CEE et ceux de Tokyo, les Européens ont obtenu un plafonnement des exportations d'acier en provenance du Japon. Elles s'élevaient multipliées cette année par cinq ! Mais sur d'autres secteurs « sensibles » (automobiles, navires, chaussures, électronique, roulements à billes) les Japonais sont restés de marbre, si bien que la Commission européenne a dû, le 18 novembre dernier, élever le ton et brandir des menaces de rétorsion. Si Tokyo ne faisait pas de propositions de réduction avant la réunion du Conseil européen des 29 et 30 novembre.

Les États-Unis ont également été sur la sellette au G.A.T.T. cette fois à la requête de la C.E.E. Après avoir plus ou moins « fermé les yeux » depuis quatre ans sur ce que les experts appellent le système DISC (Domestic International Sales Cooperation), qui revient à exonérer largement les sociétés exportatrices de leurs charges fiscales, les Neuf ont attaqué, cette fois sèchement. Du même coup, les États-Unis ont protesté contre certaines pratiques fiscales de la Belgique, de la France et des Pays-Bas.

Ce n'est pas la première fois que de telles escarmouches sont enregistrées entre Américains et Européens, mais le climat d'aujourd'hui est propice à leur développement. Les Neuf ne pourront manquer de s'en préoccuper.

Il ne s'inquiéteront pas moins des projets de hausse du pétrole brut, même si les pays producteurs ont quelque raison de ne pas rester les bras croisés en regardant grimper l'inflation mondiale. D'autant moins de raison que le dialogue Nord-Sud, en qui ils avaient mis légitimement quelque espoir, ne s'est jamais vraiment noué et n'a prodigué que des discours et des procédures. Un « nouvel ordre mondial » ne peut évidemment naître d'une suite de réunions d'experts, mais les Neuf vont-ils enfin s'aviser qu'un minimum de volonté politique d'aller de l'avant, de sens de la solidarité, est nécessaire pour déboucher la situation ?

Que faire en commun ?

Puisqu'une politique économique et monétaire des Neuf est aujourd'hui du domaine du rêve, que faire en commun ? La première idée qui vient à l'esprit est celle de la solidarité, mais l'esprit européen ne souffre pas où il veut. La Commission va tout de même négocier un emprunt communautaire sur le marché international de 500 millions de dollars pour aider l'Italie. Quant à l'éradication des fameuses

« balances sterling », ces créances détenues par les étrangers qui pèsent tant sur l'économie britannique et sur les possibilités d'une union monétaire, c'est évidemment une tout autre affaire.

Un homme avait compris depuis longtemps que le statut de monnaie de réserve du sterling était incompatible avec cette union économique et monétaire envisagée par les Six au « sommet » de La Haye fin 1969 ; M. Raymond Barre. Au mois de juin 1971, vice-président de la Commission du Marché commun, il croyait avoir convaincu, au terme de la négociation pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, tous les ministres présents de la nécessité de faire admettre trois objectifs : suppression rapide du rôle de la livre comme monnaie de réserve ; stabilisation par la Grande-Bretagne du niveau des balances sterling qui seraient ensuite progressivement réduites ; avec l'assistance de la Communauté ; aide monétaire au Royaume-Uni de ses partenaires. Le lâchage in extremis de la délégation française conduite par M. Giscard d'Estaing (M. Pompidou ayant craint de braquer les négociateurs britanniques) ne permit pas cet ultime marchandage dont le succès aurait peut-être modifié considérablement le cours des choses (2).

En dehors d'efforts de solidarité financière (et même les mieux pourvus — en l'espèce les Allemands — regarderont toujours de près avant de s'y lancer) quelques initiatives pourraient certes être prises pour donner un peu plus de consistance à l'Europe économique, mais dans la conjoncture politique actuelle, elles ne pourront jamais aller très loin. Courageusement, le ministre des finances hollandais, M. Duisenberg, a proposé à ses collègues, lors de leur dernière rencontre, d'établir des relations plus ordonnées entre les monnaies du « serpent » et celles qui flottent librement. Si tous les pays de la C.E.E. se tiennent aux taux annuels de croissance de la masse monétaire qu'ils ont fixés et si l'on pouvait faire converger ces objectifs, ce ne serait déjà pas si mal.

Plus on regarde le fouillis européen, plus on s'avise que pour en sortir, il faudra d'abord que chaque nation ait remis de l'ordre chez elle. Tout le reste n'étant que mauvaise littérature. Pratiquement, dans les grands pays en difficultés de l'Europe des Neuf, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, essaient de s'en sortir de la même façon, c'est-à-dire essentiellement par une politique de contrôle des prix et des salaires. C'est également la leçon que J. K. Galbraith donne à Jimmy Carter pour son avènement. Si le chômage ne doit pas être utilisé pour juguler l'inflation, il existe une seule solution de remplacement, écrit dans un article de la Presse économique (3) : « L'intervention directe sur les salaires et les prix de l'industrie, la mise en œuvre sous une forme ou sous une autre, d'un contrat de stabilisation accepté par les syndicats et les grands groupes. Ce fut la politique de l'administration Kennedy, à une époque où une expansion solide coïncidait avec des prix stables. »

On ne peut dire qu'elle marche aussi bien de ce côté de l'Atlantique. Il est vrai que l'excès des dépenses publiques en Grande-Bretagne, les fantasmes de la politique italienne, et le fait que le plan Barre ne soit que dans sa phase de démarrage fassent le jeu. Si tous ces plans de redressement ne réussissent pas, faudra-t-il, comme le pensent les « bons esprits » du Wall Street Journal, comprimer bien davantage le taux de croissance monétaire ? Mais à combien s'établira alors le taux de croissance des chômeurs ? Qu'on soit « monétariste » ou « galbraithien » peu importe, l'essentiel est de ramener dans les pays du Vieux Monde ces équilibres économiques fondamentaux sans lesquels l'Europe ne sera qu'une outre vide.

PIERRE DROUIN.

● Après avoir eu plusieurs entretiens avec les responsables de la centrale syndicale I.O. M. Jørgensen, chef du gouvernement danois, a fait une déclaration vendredi soir 26 novembre. Contrairement aux bruits qui avaient couru toute la journée, il n'a pas annoncé sa démission ni la dissolution prochaine de l'Assemblée. Selon lui, alors que la conjoncture internationale menace de perturber l'équilibre économique du pays, des élections anticipées ne résoudre rien, au contraire. Pour sa part, il est prêt « à voir si toutes les possibilités d'accord et de coopération dans l'hémicycle sont épuisées ». Il souhaite aussi que reprennent les conversations, brutalement rompues entre le gouvernement social-démocrate minoritaire et les quatre partis qui l'appuient. — (Corresp.)

Protégez-vous contre les cambriolages, mais attention protégez-vous bien !

Les organisations professionnelles nationale et parisiennes de METALLIERS-SERRURIERS consentent du danger que représentent pour la population, la multiplication inquiétante des cambriolages et la publicité faite par des organismes NON QUALIFIÉS pour y remédier. VOUS METTENT EN GARDE.

Chaque installation de protection est un cas particulier qui doit être étudié et ne peut être mise en place CORRECTEMENT que par une entreprise de serrurerie titulaire de la QUALIFICATION "410".

MÉTALLERIE SERRURERIE délivrée par l'O.P.Q.C.B. (*) sous le contrôle des Pouvoirs Publics.

- PRENEZ CONNAISSANCE de la brochure "AU VOLEUR" éditée par le Ministère de l'Intérieur avec la collaboration des professionnels et des compagnies d'assurances.
- NE CONFIEZ PAS A N'IMPORTE QUI le blindage de vos portes et leur équipement en serrures de haute sécurité.
- EXIGEZ de l'entreprise que vous allez consulter qu'elle possède bien sa carte de qualification "410-Métallier Serrurier" et qu'elle vous la montre.

c'est votre meilleure garantie d'un travail sérieux et efficace.

(*) Organisme Professionnel de Qualification et de Classification du Bâtiment.

سكراش الامال

EUROPE

DU CONSEIL DES «NEUF»

La menace d'une hausse du prix du pétrole

(Suite de la première page.)
Cela étant dit, on ignore encore (mais le savent-ils eux-mêmes ?) s'ils veulent tenir la réunion pour dresser publiquement un bilan négatif de la négociation ou, au contraire, pour réactiver celle-ci dans la perspective d'une nouvelle session ministérielle qui se tiendrait à la fin de l'hiver, une fois l'administration Carter en place.

Une lettre de M. Kissinger

Par ailleurs, on apprend de bonnes sources que M. Kissinger vient d'adresser une lettre à M. Mac Echen, coprésident canadien de la conférence, exprimant son scepticisme sur l'ensemble de l'opération parisienne. Le secrétaire d'Etat indiquait que les Etats-Unis ne voient pas d'intérêt majeur à la prolongation du dialogue Nord-Sud en 1977. Il y préférait que dans le cas où la session ministérielle resterait convoquée le 15 décembre, il n'y participerait pas lui-même, prétextant son souci de ne pas engager la nouvelle administration américaine. Le sens de ce propos, s'il est confirmé, est clair : les Etats-Unis, venus au dialogue Nord-Sud en traçant les pieds, croient moins que jamais à ses vertus et renouant avec leur attitude passée, comptent davantage sur un habile dosage de menaces et de persuasions pour amener l'OPEP à composer.

C'est dire à quel point la position des neuf chefs de gouvernement, à moins d'une détermination chez eux inhabituelle, est délicate. Prendre à leur compte la responsabilité du report de la session ministérielle, c'est donner des arguments à ceux qui, au sein de l'OPEP, ne voient aucun avantage à la modernisation. Tenter d'éviter l'effacement, voire l'échec, du dialogue Nord-Sud et plaider, au contraire, pour un nouveau départ, c'est, pour les Etats-Unis, se démarquer de Washington : une situation que certains jugent désagréable. Mais jouer cette carte de la relance, compte tenu de l'incertitude des pays du tiers-monde, n'est pas sans risque. On se montre enfin ouvert à leur revendication.

Bien des raisons pourraient être invoquées à la Haye pour ne pas choisir cette voie constructive. Certains diront que la hausse du pétrole est inéluctable et insupportable l'éventuelle influence sur l'OPEP d'un signe positif des Neuf. D'autres feront valoir que la Communauté européenne ne peut d'aller de l'avant, ne parviendra pas à faire partager ses convictions par les Etats-Unis.

En admettant que ces arguments définitifs soient balayés, les chefs de gouvernement ne seront pas sortis de l'au-berge. Qu'il s'agisse d'un dialogue ou de vagues promesses ? L'Europe, mal remise de la crise et peu certaine de la reprise, est pauvre et craintive. Ses gouvernements ne semblent pas encore convaincus que l'élaboration d'un nouvel ordre économique mondial implique des sacrifices réels en terme de revenus.

La position française

L'incohérence de la position française est à cet égard impressionnante. Le gouvernement de Paris, qui a pris l'initiative du dialogue et dont le prestige serait atteint s'il venait à échouer, fait preuve de zèle tant qu'il s'agit de discuter ou de négocier, mais, comme les réunions préparatoires des neuf ministères des affaires étrangères l'ont montré, il freine des quatre fers dès lors qu'il faut se prononcer sur des concessions tangibles. C'est peut-être des Allemands, sûrs de la solidité de leur économie, dont il faut attendre à la Haye le plus de raison.

Le chancelier Schmidt, qui a demandé que cette affaire figure à l'ordre du jour arrivant au Conseil européen muni de chiffres, ne se sent pas disposé à payer deux fois. Nous sommes prêts à faire l'inventaire des décisions à prendre pour que notre contribution à la conférence de Paris soit considérée comme positive, et à en évaluer le coût, mais nous demandons, en contrepartie, aux pays de l'OPEP d'en tenir compte. Si le débat s'organise autour d'un tel raisonnement, c'est à une offre conditionnelle, faite après évaluation de la capacité des Neuf d'influencer les décisions des producteurs de pétrole qui pourrait, dans la meilleure des hypothèses, aboutir à la fin du dialogue.

Ce succès étant aléatoire, les Neuf devront réfléchir à ce qu'ils peuvent entreprendre ensemble afin d'atténuer les effets de la hausse du prix du pétrole. Les possibilités de relance d'une coopération économique et monétaire.

● M. MAX VAN DER STOEP, ministre néerlandais des affaires étrangères, fera, les 1^{er} et 2^e décembre, une visite à Belgrade, en qualité de résident en exercice de la Communauté européenne. Il sera accompagné de Sir Christopher Soames, vice-président britannique de la Commission européenne, chargé des relations extérieures. — (A.F.P.)

taire conçue comme dans le passé sur une base égalitaire, chaque Etat membre souscrivant à des engagements identiques, sont nuls.

L'échange de vues pourrait porter plutôt sur les modalités d'un concert direct ou indirect, des pays de la C.E.E. les plus prospères à ceux qui sont le plus atteints (par exemple une intervention auprès du F.M.I. pour que les conditions posées à l'octroi de prêts au Royaume-Uni ou à l'Italie ne soient pas trop rigoureuses). Pour guider leur réflexion, les chefs de gouvernement ont sur la table les premières estimations faites par la Commission de Bruxelles sur les conséquences d'une augmentation du prix du pétrole. Selon ce document, l'effet net (en prenant en compte l'accroissement des exportations de la C.E.E. vers les pays de l'OPEP) d'une hausse de 10 % du pétrole sur la balance des paiements courants des Neuf serait légèrement supérieur à un milliard de dollars (dont 380 millions pour la France). Compte tenu du déficit prévu, le solde négatif de la balance des paiements courants de la C.E.E. en 1977 se situerait aux alentours de 4,8 milliards de dollars, contre 3,7 sans hausse du prix du pétrole.

Une telle surcharge exigera des pays membres un effort accru pour développer leurs ventes extérieures et freiner leurs achats. Les pays de la Communauté souhaiteraient y être aidés. C'est dans cet esprit que M. Callaghan a demandé que les relations commerciales avec le Japon soient instaurées à l'ordre du jour. Le gouvernement de Tokyo, récemment mis en garde par la Commission contre les conséquences fâcheuses d'une politique commerciale agressive, paraît disposé à faire preuve de compréhension, même s'il conteste le bien-fondé des accusations qui lui sont adressées. Les Neuf voudront sans doute maintenir la pression, mais il paraît peu probable que le Conseil européen soit l'occasion d'une nouvelle escalade dans la guerre des nerfs euro-japonaise.

PHILIPPE LEMAITRE.

● Le Centre des démocrates sociaux a publié, vendredi 26 novembre, une déclaration dans laquelle il s'associe pleinement à la volonté manifestée par le président de la République de faire ratifier par le Parlement, au printemps prochain, l'accord de libre-échange conclu avec le Japon. Le Centre des démocrates sociaux a également exprimé son soutien à la proposition de loi relative au suffrage universel direct.

NOUVEAU PRÉSIDENT DE L'INTERNATIONALE

M. Brandt invite les socialistes à prendre en compte le « polycentrisme » dans le mouvement communiste

Genève. — Le résultat essentiel des travaux du congrès de l'Internationale socialiste a été obtenu dès la première séance, vendredi 26 novembre. Lorsque M. Brandt a été élu à l'unanimité président de l'organisation, en remplacement de M. Pitterman.

M. Mitterrand, qui présidait cette séance, a insisté pour que l'Internationale ne se limite pas aux P.S. du monde industrialisé. Il a expliqué que les socialistes sont les mieux placés pour réaliser une synthèse entre les pays développés et ceux du tiers-monde. Il a noté, faisant allusion aux formations communistes, que l'I.S. doit se distinguer des « formes de socialisme qui tournent le dos aux sources ».

Les congressistes ont approuvé la réforme du statut du mouvement et admis au sein de l'organisation une série de nouveaux membres. Comme membres à part entière, font leur entrée : le parti révolutionnaire de la République dominicaine, les partis travaillistes et social-démocrates d'Irlande du Nord, le Parti de la libération du peuple de Côte-d'Ivoire, le P.S. indien et l'Union progressiste du Sénégal. Des formations chypriotes, vénézuéliennes, américaines et paraguayennes étaient admises comme membres consultatifs. Les congressistes, à la demande de la délégation française, ont décidé de surseoir à la réadmission des Malgaches : le bureau de l'I.S. se réserve de procéder à une étude plus approfondie de la situation dans l'île.

Quatorze vice-présidents ont été élus, parmi lesquels figure un chef d'Etat, M. Senghor (Sénégal) ; trois chefs de gouvernement, MM. Krelsky (Autriche), Rabin (Israël) et Soares (Portugal), et aussi MM. Wilson

(1) Un des dirigeants de ce parti, M. Fernandez, est en prison. — (N.D.L.R.)

LES PROLONGEMENTS DE L'AFFAIRE BIERMANN EN R.D.A.

Le professeur Havemann est assigné à résidence

Le professeur Robert Havemann, chimiste et physicien de R.D.A. connu pour ses positions non conformistes, et ami de longue date de Wolf Biermann (et non pas prénommé Rolf, comme une erreur nous l'a fait écrire dans « le Monde » du 19 novembre 1976), a été assigné à résidence, vendredi 26 novembre, à son domicile de la banlieue de Berlin-Est. Dans une lettre que vient de publier l'hebdo-

maida ouest-allemand « Der Spiegel », le professeur avait demandé aux autorités de R.D.A. de laisser le chanteur revenir en Allemagne orientale.

Les protestations contre les mesures prises à l'encontre de Wolf Biermann se multiplient. Une soixantaine d'écrivains français — parmi lesquels Aragon, Hervé Bazin, J.-L. Bory, Jean Cassou, M.-P. Fou-

chet, A. Lanoux, Robert Merle, Vladimir Pozner, — « partisans de la liberté absolue de création et d'expression », lancent un appel au gouvernement est-allemand pour demander l'annulation de ces mesures « nuisibles au socialisme ». Ils se demandent s'il faut y voir « la fin d'une période d'ouverture et de compréhension qui s'était manifestée depuis quelques années ».

PORTRAIT

Un contestataire entêté

L'existence tumultueuse du professeur Havemann est, en un sens, exemplaire. Intellectuel de renom, il n'a jamais cessé de militer, souvent dangereusement, pour les idées de sa jeunesse, auxquelles il est resté fidèle à travers tous les avatars de son pays.

Né à Munich en 1910, il fait ses études de physique et de chimie dans cette ville, puis à Berlin. En 1932, il adhère au parti communiste et s'engage très tôt dans la lutte contre le national-socialisme. Arrêté par la Gestapo, il est condamné à mort en décembre 1943, mais sa peine est commuée et il est assigné à des travaux de recherches pour la défense nationale. Incarcéré à la prison de Brandebourg, il est libéré au printemps 1945, par l'armée rouge. L'un de ses compagnons de cellule avait été Erich Honecker, aujourd'hui secrétaire général du parti socialiste unifié.

Dès sa libération, le professeur Havemann reprend ses activités militantes et participe à la fondation du SED (parti socialiste unifié). Il enseigne à l'université Humboldt, où il dirige l'Institut de physique chimie, et devient, en 1949, président du conseil de la paix de la nouvelle République démocratique allemande. En 1950, il est élu député, mais il se retire de la vie politique à l'âge de 40 ans, en raison de ses prises de position contre l'arme atomique.

En 1956, il se lance à corps perdu dans la désalinisation. Ce qui lui vaut de nombreux ennemis. En 1963, il n'est pas

réélu à la Chambre du peuple et, un an plus tard, il est exclu du parti « pour avoir calomnié l'Etat des ouvriers et des paysans dans des interviews accordées à la presse occidentale ». En 1965, il est exclu de l'Académie des sciences pour un article publié dans le « Spiegel », dans lequel il préconise la création d'un nouveau parti communiste ouest-allemand « évitant toute séquelle du centralisme stalinien ».

Un peu plus tard, il réclame dans la revue « Frontal », publiée à Bonn, Frontal, le droit au libre examen dans le S.E.D. En 1968, il milite pour « le printemps de Prague » et ses deux fils sont interpellés pour avoir participé à une manifestation en faveur de M. Dubcek.

Aujourd'hui, le professeur Havemann vit de sa pension d'ancien résistant et de sa retraite d'enseignant. Il ne manque jamais une occasion de protester contre l'autoritarisme et fait de fréquentes déclarations à la presse de R.F.A. Neues Deutschland, le quotidien officiel du parti ouest-allemand, le documentant régulièrement. Il a récemment qualifié de conseiller idéologique en chef de Wolf Biermann.

En 1972, la traduction française de son livre « Interrogatoire », a été publiée à Paris (le Monde du 7 janvier 1972). Dans ce récit, très intéressant, il raconte son expérience de la vie politique, de la prison à l'université, en raison de ses prises de position contre l'arme atomique.

En 1972, la traduction française de son livre « Interrogatoire », a été publiée à Paris (le Monde du 7 janvier 1972). Dans ce récit, très intéressant, il raconte son expérience de la vie politique, de la prison à l'université, en raison de ses prises de position contre l'arme atomique.

Diverses manœuvres sont, en outre, engagées, tendant à permettre que les partis arabes présents à Genève, en marge du congrès puissent être associés à la vie de l'Internationale. Aucun de ces partis n'a officiellement posé sa candidature et n'envoie de la faire avant d'être sûr qu'elle soit acceptée.

Déjà M. Minoff, premier ministre de Malte, a plaidé la cause arabe en séance publique. Il voit dans l'association de ces partis à l'Internationale socialiste une nécessité pour la sécurité méditerranéenne, moyen de favoriser une attitude plus indépendante de l'Europe occidentale et des Etats arabes vis-à-vis des deux grandes puissances. Après avoir affirmé que les résolutions d'Hel-sinki sur la Méditerranée sont restées lettre morte, il a conclu : « Si cette évolution ne se réalise pas, Malte retournera à son rôle de forteresse au service de l'une ou l'autre grande puissance. A vous de décider laquelle. »

M. Palme, ancien premier ministre suédois, a traité des relations avec le tiers-monde. Il a proposé que l'I.S. fasse campagne contre « la barbarie en Amérique latine ». Il a dénoncé la politique du gouvernement d'Afrique du Sud et s'est prononcé en faveur de la reconnaissance de l'identité du peuple palestinien et de son droit à l'autodétermination.

M. Schmidt, chancelier d'Allemagne fédérale, a expliqué qu'il ne sera pas possible d'instaurer un nouvel ordre économique mondial si le tiers-monde ne met pas de l'ordre dans sa vie politique, économique et sociale. Il a, d'autre part, souligné que chaque pays devait engager la lutte contre l'inflation chez lui.

Les brésiliens se sont montrés favorables à l'ouverture de l'Internationale socialiste au tiers-monde, alors que les Néo-Zélandais ont plaidé la prudence.

THIERRY PFISTER.

Les autorités ont été surprises par les réactions au bannissement du chanteur

De notre envoyé spécial

Berlin. — L'affaire Biermann a commencé, deux jours après le concert du chanteur à Cologne, par la publication dans le « Neues Deutschland » d'un article emprunté au quotidien du parti communiste ouest-allemand « Unsere Zeit (Notre Temps) ». Cette publication était destinée à préparer l'opinion au bannissement de Biermann, qui allait être annoncé le lendemain mais qui, selon toute vraisemblance, était décidé depuis quelques temps.

Les dirigeants du parti communiste ouest-allemand (SED) n'ayant pas l'habitude de réagir par des « coups de tête », il est peu probable que le concert de Cologne ait joué un rôle essentiel dans leur décision. Il apparaît plutôt qu'ils ont accordé le visa de sortie à Biermann pour se débarrasser d'un gêneur.

Après la pétition de treize intellectuels — entre-temps devenus une centaine — qui protestent contre le bannissement de Biermann, les autorités est-allemandes, qui n'avaient certainement pas prévu l'ampleur et la vivacité des réactions, ont tenté un contre-feu, en faisant publier à longueur de colonnes par la presse les listes de signatures favorables à la mesure.

Pourtant, le succès a été mitigé. Beaucoup de ces déclarations, apparemment destinées à soutenir la décision du bureau politique, étaient ambiguës. « Neues Deutschland » a publié par exemple, en gros caractères, avec photo à l'appui, une déclaration de Mme Anna Seghers. La vénérable présidente de l'Union des écrivains ne désapprouve pas mais n'approuve pas non plus la sanction prise contre Biermann. Elle se contente de dire avoir signé la protestation des treize, et elle ajoute : « La R.D.A. est depuis sa création le pays où je veux vivre. Je ne veux pas que Wolf Biermann n'affirme pas autre chose. »

Le cas du sculpteur Fritz Cremer est également significatif. Il a d'abord signé la protestation puis, à l'annonce de la décision, s'est rétracté. Entre-temps, son œuvre avait été arrêtée puis remise en liberté. Avec deux autres artistes, Fritz Cremer a ensuite envoyé un message au S.E.D. dans lequel il écrit : « Nous avons besoin de changements critiques, mais nous en avons besoin ici, où nous allons notre chemin, difficile, pas toujours compris tout de suite par tous, mais nous sommes sûrs que nous allons vers le bien. » Et il demande que la sanction prise contre Biermann soit reconsidérée. On remarque aussi à Berlin-Est que l'écrivain Harald Hausen, l'un des bannisés de Soljenitsyne d'U.R.S.S., avait écrit pour « Neues Deutschland » la requête de la R.D.A. ne sont peut-être pas unanimes sur la politique à suivre, mais les « durs » l'emportent actuellement.

DANIEL VERNET.

Une prudence à double sens

Les premiers protestataires qui ont pris ensuite leurs distances l'ont fait parce qu'ils étaient en accord avec l'« exploitation » de la pétition à l'Ouest. En cela, ils ne se distinguent pas de ceux qui sont restés fidèles à leur signature et qui sont également très prudents vis-à-vis de la presse occidentale.

Les uns et les autres considèrent qu'il s'agit d'une affaire intérieure à la R.D.A. et ils ne veulent pas livrer à l'« ennemi de classe » des arguments contre leur propre pays. Ils n'apprécient pas en général l'aspect de curiosité que s'est brusquement portée sur eux.

La prudence des intellectuels s'explique aussi par la réaction des autorités. Les arrestations de l'écrivain Jürgen Fuchs, du chanteur Gerulf Panach et du guitariste du groupe Renst-Combo, disons au début de l'année sur l'ordre personnel de Honecker, le secrétaire général du SED (1), l'assignation à résidence du professeur Havemann, ne contribuent pas à créer un climat de confiance. Les représailles sont d'autant plus faciles que les intellectuels se trouvent dans une situation privilégiée par rapport au reste de la population, ne serait-ce que parce qu'ils peuvent voyager à l'étranger.

Pourtant, cette répression, pour l'instant, semble-t-il, limitée, montre à contrario que les gens ont moins peur d'exprimer des opinions hétérodoxes. C'est vrai des intellectuels qui, pour la première fois, ont osé se prononcer sur l'arrestation de Biermann. Mais ces informations sont très difficiles à vérifier.

mière fois depuis plus de vingt ans, ont signé une pétition et se sont sentis comme libérés d'avoir osé franchir ce pas. C'est vrai aussi de gens moins en vue qui demandent l'autorisation d'émigrer en République fédérale et qui osent en parler publiquement.

Depuis quelques mois, un peu plus de 125 000 Allemands de l'Est auraient demandé à partir. Les ambassades occidentales à Berlin-Est reçoivent de véritables pétitions signées par plusieurs personnes qui se réfèrent à l'acte final d'Helsinki, à la charte internationale des droits de l'homme, voire à la Constitution de la R.D.A. pour exiger le respect de leurs droits fondamentaux.

Il semble que les citoyens de la R.D.A. soient de plus en plus conscients du décalage entre les principes de l'Etat socialiste et la réalité de leur situation. La conjonction entre un mécontentement exprimé par les demandes d'émigration et l'opposition latente de certains intellectuels fondée sur une critique interne du système, à la suite de la conférence des P.C. européens, a pu paraître dangereuse aux dirigeants de Berlin-Est.

Elle expliquerait le durcissement des derniers mois, dont le symbole reste jusqu'à nouvel ordre le retour de M. Stoph à la présidence du Conseil. Le suicide par le feu du pasteur Brusewitz, et les discussions qui ont suivi dans l'Eglise évangélique puis l'invitation faite à Biermann par un pasteur de la petite ville de Prenzlau de venir chanter dans son église ont pu faire craindre aux autorités que le malaise latent ne se cristallise autour des églises protestantes. Dans ces conditions, l'affaire Biermann ne devrait pas être considérée comme un incident isolé mais comme un élément parmi d'autres, avec l'exclusion de Reiner Kunze de l'Union des écrivains.

L'intensité de cette tentative dépend dans une large mesure de l'évolution à l'intérieur du camp socialiste. Dans certains milieux occidentaux, on pense que les Soviétiques ne sont pas satisfaits du bruit fait autour de Biermann et de la « maladresse » de leurs alliés est-allemands à quelques mois de la conférence européenne de Belgrade et de la visite à Bonn de M. Brejnev. D'autres remarquent que les Allemands de l'Est n'ont fait qu'imiter les Soviétiques. Les dirigeants de la R.D.A. ne sont peut-être pas unanimes sur la politique à suivre, mais les « durs » l'emportent actuellement.

● La présidence de l'Association France-R.D.A. se fait à l'interprète de l'émotion exprimée par nombre de ses adhérents pour déplorer la décision de déchéance de la citoyenneté de la République démocratique allemande d'un poète chansonnier Wolf Biermann.

La présidence de France-R.D.A. a souligné que son rôle est une mesure qui risque de ternir l'image de la République démocratique allemande dans notre pays.

Espagne

LA PROPAGANDE EN FAVEUR DE L'ABSTENTION N'EST PAS ILLEGALE, ESTIME LE MINISTRE DE L'INTERIEUR.

Madrid (A.F.P., Reuter, U.P.I.). — La commission épiscopale pour l'apostolat social a publié, vendredi 26 novembre, une déclaration critiquant l'organisation du référendum du 15 décembre. La commission a estimé que ce référendum « pourrait être une comédie hypocrite » et l'abstention une attitude « normale » si plusieurs conditions n'étaient pas remplies : telles que l'entière liberté d'expression de toutes les parties en cause, l'absence de pression sur les électeurs, le contrôle impartial des bulletins de vote et l'explication claire des choix proposés.

M. Rodolfo Martín Villa, ministre de l'Intérieur, est, d'autre part, revenu sur la déclaration qu'il avait faite mercredi dans laquelle il jugeait « illégale » toute propagande en faveur de l'abstention (prônée par une partie de l'opposition). Il a affirmé qu'il n'a pas eu d'interview que l'« abstention était légale » mais qu'il ne croyait pas en son efficacité.

PROCHE-ORIENT

Liban

L'O.L.P. dénonce violemment la politique de Damas

De notre correspondant

Beyrouth. — Le conflit entre la résistance palestinienne et la Syrie, qui avait rebondi au milieu de la semaine écoulée, se développe publiquement. Dans un communiqué diffusé dans la nuit de vendredi à samedi 27 novembre, l'O.L.P. critique violemment tous les aspects de la politique de la Syrie au Liban et sur le plan régional, sans toutefois nommer expressément ce pays. L'ensemble du monde arabe est mis en cause par les Palestiniens.

Ce communiqué a été diffusé à l'issue d'une réunion regroupant toutes les organisations de la résistance, y compris celles du Front du refus, mais à l'exclusion, bien sûr, de la Saïka, pro-syrienne. M. Arafat, qui transmettait au même moment par Damas en se rendant à Ryad, était absent. Cependant, le Fath était largement représenté à la réunion.

Cette prise de position fait suite à un article du journal *Al-Bas* de Damas, recommandant une réunion, sans la participation de l'O.L.P., du Conseil national palestinien, qui fait fonction de Parlement (le Monde du 26 novembre). Elle fait suite également à un désaccord sur les conditions de réinsertion de la Saïka au sein de l'O.L.P., et à un différend avec la force de dissuasion arabe, c'est-à-dire en fait syrienne, sur le sort des armes lourdes au Liban.

Le contrôle des armes lourdes

Pas plus les Palestiniens que leurs alliés progressistes ou leurs adversaires conservateurs chrétiens ne sont prêts à livrer leurs armes aux forces arabes. En résumé, l'opération projetée consistait, non pas à « récupérer » les armes lourdes mais à les regrouper en quelques points fixes, chaque parti ou organisation en gardant la propriété et le contrôle direct, sous la surveillance de la force de dissuasion.

Les Palestiniens, estimant avoir fait suffisamment de concessions au cours du déploiement de troupes syriennes de la force arabe, ont refusé de placer leurs armes lourdes sous une telle surveillance. Ils ont exigé qu'avant d'aborder le problème des armes lourdes, les forces arabes achèvent leur déploiement, c'est-à-dire se rendent au sud ; ce qu'elles n'ont nullement l'intention de faire, sinon de façon symbolique.

Le communiqué reprend les termes de ses précédentes po-

miques avec Damas, sans, encore une fois, que la Syrie soit expressément citée. Ses thèmes sont, pour l'essentiel, les suivants : une et forte, la résistance palestinienne doit demeurer à l'abri de toute tutelle. En qualité d'unique représentant du peuple palestinien, l'O.L.P. met en garde contre les tentatives de liquidation de la cause palestinienne et de création d'un nouveau commandement, en vue de préparer la voie à des solutions « capitulaires » de la crise du Proche-Orient, sous forme d'union confédérale ou de toute autre formule visant à conclure la paix avec Israël. Elle fait assumer aux régimes arabes la responsabilité de la solution basée sur la liquidation de la cause palestinienne, et annonce qu'elle s'oppose à tout projet de solution n'impliquant pas l'indépendance du peuple palestinien sur sa terre ; en particulier, elle rejette la résolution 242 du Conseil de sécurité comme base de règlement.

Concernant le Sud-Liban, les Palestiniens demandent aux pays arabes d'assumer leurs responsabilités, afin que la résistance puisse de nouveau y exercer sa liberté d'action. On souligne, de source palestinienne, qu'en faisant monter les enchères et la tension ces derniers jours au sud, Israël a voulu aboutir à un arrangement avec le peuple palestinien en échange d'une présence militaire symbolique syrienne à Tyr et Nabatieh. Damas s'engageait à éloigner les Palestiniens de la frontière et à interdire leurs opérations.

Le mouvement national libanais progressiste s'est élevé, de son côté, contre le « déséquilibre » dans le déploiement de la force arabe de dissuasion dans le secteur qu'il contrôle et dans celui des conservateurs chrétiens. Il a également exprimé son inquiétude concernant la situation au Sud-Liban et l'installation éventuelle d'une force de police internationale à la frontière avec Israël.

LUCIEN GEORGE.

A Mascate

La conférence des pays du golfe Persique s'est achevée sur un constat d'échec

La première conférence des ministres des affaires étrangères des pays du golfe Persique (le Monde du 27 novembre) s'est achevée vendredi 26 novembre à Mascate sur un constat d'échec.

A l'issue de la séance de clôture, M. Zayawi, ministre des affaires étrangères omanais, a déclaré aux journalistes que « la conjoncture actuelle n'a pas aidé les ministres des pays du Golfe à arriver à un accord ». Le chef de la diplomatie omanaise a exprimé l'espoir qu'ils « ont pu échanger des vues afin d'arriver à jeter les bases d'une coopération qui serait acceptée par tous les pays riverains du Golfe ».

La conférence paraît avoir échoué en raison des réalités existant entre les huit pays participants (Arabie Saoudite, Iran, Irak, Oman, Emirats arabes unis, Koweït, Qatar et Bahreïn) et de

l'incident survenu mercredi 24 novembre dans l'espace aérien de la République démocratique du Yémen. Un avion des forces iraniennes, qui participait dans le sultanat d'Oman à la lutte contre les rebelles du Dhofar, avait été abattu par la D.C.A. sud-yéménite. Téhéran a qualifié cet incident d'« agression flagrante » destinée à saboter la conférence.

À Aden, la télévision du Sud-Yémen a diffusé des images de l'appareil militaire iranien détruit. Selon cette télévision, des documents ont été retrouvés sur le pilote, qui a été blessé. Ces documents, dont des cartes des zones militaires du Sud-Yémen, qui ont été présentés au cours de l'émission, avaient été fournis au pilote, selon le commentateur, par les forces du sultanat d'Oman. Le pilote, le major Galali, a reconnu, selon la même source, que des avions militaires iraniens basés à Oman faisaient des missions d'espionnage et parfois des raids au Sud-Yémen. — (A.F.P., A.P.)

Révolution AFRIQUE

Pour la solidarité entre travailleurs français et immigrés, pour faire naître un front de lutte contre la politique répressive d'ensemble que le pouvoir cherche à imposer à l'immigration et à toute la classe ouvrière, l'Organisation des Communistes Africains a développé depuis quatre ans son activité autour du journal « Révolution Afrique ».

En Afrique, l'essor des luttes nous met face à nos responsabilités, et notre participation au développement de ces luttes prend souvent la forme d'une aide matérielle aux organisations touchées par la répression.

En France, « Révolution Afrique » paraît mensuellement et a besoin de 10 (dix) millions de francs anciens (5 millions de francs C.F.A.) et d'un local pour poursuivre ses activités.

Nous lançons donc un appel à tous les anti-imperialistes afin qu'ils nous aident à remplir nos objectifs financiers.

Correspondance à « R.A. », B.P. 319 - 75325 Paris Cedex 11.

Chèques à l'ordre de C. Gourbin, C.C.P. 32.484-08 U, La Source.

AMÉRIQUES

Canada

M. René Lévesque a formé le nouveau gouvernement du Québec

De notre correspondant

Montréal. — M. Lévesque, nouveau premier ministre du Québec et chef du parti québécois (P.Q., indépendantiste), a présenté vendredi 26 novembre son gouvernement, qui compte vingt-trois membres. Parmi eux, cinq ont le titre de ministre d'État et n'ont pas de département ministériel déterminé. Ils participeront avec quatre autres ministères et M. Lévesque à un « Comité des priorités », qui sera chargé de préparer et de coordonner les réformes inscrites au programme du parti québécois. C'est une équipe jeune, le moyenne d'âge est d'environ quarante ans — et qualifiée.

Avant les changements en profondeur et le référendum, qui devrait décider de l'indépendance, le gouvernement devra s'attaquer à la difficile situation économique de la province, où le taux de chômage est de 10 %. Il héritera d'un déficit budgétaire supérieur à 1 milliard de dollars qu'il paraît exclu de résorber par de nouvelles taxes. La province est déjà la plus improductive du Canada ; cela pose un problème pour les investissements sociaux que souhaite le parti québécois.

Tous les ministres ont été élus députés lors des élections, le 15 novembre. Le vice-premier ministre, M. Jacques-Yvon Morin, était le chef du groupe parlementaire « péquistes » à l'Assemblée nationale du Québec. M. Morin, qui reçoit aussi le portefeuille de l'éducation, est un ancien professeur de droit international et de droit constitutionnel à l'université de Montréal. Agé de quarante-cinq ans, il a dirigé, en 1969, l'Institut européen des hautes études internationales à Nice. Il a été également membre de la Cour internationale d'arbitrage de La Haye de 1964 à 1968. M. Robert Burris (francophone comme tous ses collègues), assistant de plusieurs d'État chargé de la réforme parlementaire, est considéré comme appartenant à l'aile gauche du parti québécois.

M. Claude Michaud, plusieurs fois ministre des affaires intergouvernementales, qui correspond à un ministère des « affaires étrangères » à l'intérieur même de la Confédération, a été confié à Claude Michaud, qui a été également sept ans, celui-ci est le promoteur de l'idée d'un référendum sur l'indépendance. Il a été sous-ministre (chaque ministre est, au Québec, assisté de plusieurs « sous-ministres ») des affaires intergouvernementales de 1963 à 1971 et a participé à la signature d'accords de coopération avec la France. Il n'a adhéré au parti québécois qu'en 1972.

M. Jacques Parizeau, quarante-six ans, a été nommé comme prévu ministre des finances et des revenus. Il est depuis longtemps

Un cabinet « provisoire »

M. Camille Laurin, cinquante-quatre ans, devient ministre d'État chargé du développement culturel. Ce psychologue de renommée internationale qui passe pour un des rares amis de M. Lévesque, a été député du P.Q. de 1970 à 1973 et sera le nouveau chef parlementaire du parti. Enfin, M. Pierre Marois, ministre d'État chargé des affaires sociales, est, à trente-six ans, le plus jeune membre du « Comité des priorités ». Il a été président de l'exécutif du P.Q. de 1971 à 1973 et s'est occupé pendant plusieurs années, comme avocat, de mouvements de défense des consommateurs.

Plusieurs de ces ministres cumulent des portefeuilles qui étaient distincts dans le précédent gouvernement. M. Lévesque a dit que son cabinet choisi en une dizaine de jours avait un caractère provisoire. Le parti québécois, en effet, ne croyait pas lui-même à sa victoire en 1976 et espérait seulement l'emporter aux élections suivantes. Le chef du gouvernement a laissé prévoir des remaniements en cours de législature. C'est à la réforme parlementaire et à la revalorisation du rôle des députés — très important dans un pays qui suit le modèle britannique, que le nouveau premier ministre a consacré une bonne partie de son discours de présentation.

M. Lévesque a cependant donné son sentiment au cours d'une conférence de presse, sur les récentes déclarations du premier ministre canadien, M. Trudeau. Il s'est félicité des propositions encouragées par M. Trudeau au sujet du partage des pouvoirs entre les gouvernements provinciaux et le gouvernement d'Ottawa (le Monde du 26 novembre) ; il a, en revanche, regretté une déclaration faite jeudi par celui-ci dans laquelle l'indépendance éventuelle du Québec était comparée à « un retour au tribalisme ».

ALAIN-MARIE CARRON.

● M. Bourassa, ancien premier ministre du Québec, battu aux élections du 15 novembre, va passer un an à Bruxelles pour étudier le fonctionnement de la Communauté européenne, et la possibilité de créer un système du même genre au Canada, affirme le *Montréal Star*. — (Reuters.)

AFRIQUE

DÉBLOQUANT LA NÉGOCIATION DE GENÈVE

MM. Mugabe et Nkomo acceptent la proposition britannique fixant au 1^{er} mars 1978 le transfert du pouvoir aux Noirs de Rhodesie

De notre correspondante

Genève. — Après plusieurs jours de vaines négociations, et en dépit des rumeurs persistantes d'un éventuel départ de M. Mugabe pour le Mozambique (le Monde du 27 novembre), la conférence de Genève sur la Rhodesie vient de sortir de l'impasse. Le Front patriotique des nationalistes noirs a accepté, vendredi 26 novembre au soir, la proposition de la Grande-Bretagne — le 1^{er} mars 1978 — pour la passation du pouvoir à la majorité noire. Jusqu'à ce jour, MM. Nkomo, Vinton du peuple du Zimbabwe (ZAPU) et Mugabe insistaient pour que cette date fût fixée au plus tard au 1^{er} décembre 1977. Au cours de la crise qui avait précédé cette acceptation, de nettes divergences étaient apparues parmi les délégations, et l'évêque Murocowa, de l'African National Council, avait adressé au président britannique de la conférence, M. Richard, une lettre de protestations assurant en termes très vifs que la conférence n'avait pas avancé d'un pas, que l'indépendance était retardée sans raison valable, et que, si des progrès essentiels n'étaient pas réalisés dans les huit jours, il quitterait Genève.

Selon M. Richard, MM. Nkomo et Mugabe sont d'accord pour reprendre les travaux lundi 29 novembre. L'ordre du jour porte désormais sur la formation du gouvernement provisoire et sur les étapes nécessaires pour conduire le pays à l'indépendance. Toutefois, les deux dirigeants nationalistes ont demandé à la Grande-Bretagne d'apporter certaines modifications à son plan. Selon le porte-parole de M. Nkomo, la date des élections générales que Londres souhaitait voir fixée au

1^{er} février 1978 ne figure plus dans le plan proposé par M. Richard.

ISABELLE VICHNIAC.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● LA DISPARITION D'UN CITOYEN FRANÇAIS, M. Robert Marcel Boudet, enlevé le 24 octobre dans la capitale argentine, a provoqué l'envol, depuis Lima, d'un télégramme de A. Valdez, président mondial de l'organisation Pax Romana, à M. Giscard d'Estaing. M. Boudet, âgé de vingt-six ans, professeur à l'Alliance française de Buenos-Aires, résidait dans cette ville depuis 1974. — (Corresp.)

Etats-Unis

● M. PAUL WARD, chef du service diplomatique et directeur du bureau du *Baltimore Sun* à Washington depuis 1952, est mort mercredi 24 novembre à Washington. Prix Pulitzer en 1948, pour un reportage sur l'U.R.S.S., il avait été, pendant la deuxième guerre mondiale, correspondant à Washington de l'Agence française indépendante constituée à Londres par d'anciens journalistes de l'Agence Havas favorables au général de Gaulle. Il était chevalier de la Légion d'honneur. — (A.F.P.)

ASIE

Chine

Les négociations sino-soviétiques sur le tracé de la frontière vont reprendre à Pékin

(Suite de la première page.)

La position chinoise, par la suite, évolua lentement mais de manière indubitable. En août 1973, Chou En-lai, dans son rapport au dixième congrès du P.C.C., écarta l'idée d'une menace imminente de l'U.R.S.S. contre la Chine, affirmant que les ambitions soviétiques sont avant tout dirigées vers l'Europe. Un peu plus d'un an plus tard, le message adressé par Pékin à Moscou à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'octobre se distingue de ceux des années précédentes par une offre précise d'accord « conforme à l'entente réalisée en septembre 1969 » entre Chou En-lai et M. Kossyguine. Ce sont les Soviétiques qui, cette fois, se montrent peu intéressés. Le message chinois n'éveille aucun écho à Moscou. Au contraire, M. Brejnev dénonce quelques jours plus tard la politique de Pékin comme « contraire à la détente ».

On assiste actuellement à un nouveau renversement de la situation. Depuis la mort de Mao Tse-tung, le 9 septembre dernier, les Soviétiques ont multiplié les signes de bonne volonté — au point même de tenter un rapprochement entre partis, difficilement envisageable du côté chinois — invariablement accueillis à Pékin avec une froideur marquée, sinon une hostilité déclarée. L'arrivée

dans la capitale chinoise de M. Hlytchev montre que le Kremlin ne se décourage pas.

Les conversations auront sans doute d'autant plus d'importance que leur teneur demeurera secrète. Toute la question est, en effet, de savoir si l'étrange ballet auquel se livrent les diplomates soviétique et chinoise a un autre objectif que de servir les propagandes des deux pays. Une certaine complaisance des diplomates soviétiques à évoquer l'idée d'un rapprochement peut éveiller des doutes sur les intentions réelles du Kremlin.

Des contradictions

Inversement, certains observateurs estiment que les responsables chinois « en font un peu trop » pour convaincre le monde que leur attitude envers l'U.R.S.S. n'a pas changé. Les contradictions ne manquent pas d'ailleurs dans le comportement des Chinois. S. M. Li Hsien-nien a récemment payé de sa personne pour dénoncer à plusieurs reprises le « social-imperialisme » soviétique, cette expression n'a pas été employée par M. Hua Kuo-feng — ni même par quiconque en sa présence — depuis sa nomination à la présidence du P.C. chinois.

Les meilleures raisons « objectives » existent de part et d'autre pour une approche plus pragmatique des relations entre les deux pays. Diplomatiquement, la Chine comme l'U.R.S.S. ont tout à gagner à une modification de rapports qui, pour le moment, n'avantagent guère que les Etats-Unis dans le « triangle ». M. Kissinger a manifesté, à cet égard, des préoccupations révélatrices et divers observateurs, à Pékin, estiment que la partie soviétique est d'autant plus pressée d'agir qu'elle souhaiterait obtenir l'apparence de quelque résultat avant l'installation de M. Carter à la Maison Blanche.

Sur le plan économique, l'U.R.S.S. est en mesure d'offrir à la Chine un type d'échanges qui correspondrait assez précisément aux besoins actuels de la République populaire. Non seulement les biens d'équipement que recherchent les Chinois sont disponibles en U.R.S.S. (matériels de transport par exemple), mais le principe des accords de troc ou viguer entre les deux pays s'appliquerait à la Chine des sortes de devises fortes, dont elle est démunie. Un pas en avant, dans ce domaine, a d'ailleurs été accompli dès l'été dernier avec l'accord commercial sino-soviétique de 1976, qui prévoit une réévaluation des prix de certaines matières premières (tungstène notamment) à l'avantage des Chinois.

Restent les considérations de politique intérieure, les moins favorables sans doute à un rapprochement entre deux pays dont les opinions publiques ont été abreuvées depuis plus de dix ans par des propagandes hostiles. À Pékin, certains observateurs soviétiques se demandent eux-mêmes si la nouvelle direction chinoise n'a pas besoin de se conserver un « ennemi extérieur » clairement identifié pour consolider son autorité à l'intérieur. Il est certain, en toute hypothèse, que les changements d'orientation consécutifs à l'élimination des éléments les plus « radicaux » du bureau politique du P.C.C. contraindront à beaucoup de révisions dans le domaine diplomatique si l'apparence, au moins, d'une fidélité à l'héritage politique de Mao Tse-tung doit être préservée.

En un sens, le retour de M. Hlytchev à Pékin survient un peu trop tôt et s'entoure d'un peu trop de publicité pour qu'on puisse y voir le signal d'un nouveau départ dans les relations sino-soviétiques. A moins qu'à Pékin comme à Moscou on ne songe surtout à faire réfléchir Washington.

ALAIN JACOB.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EST ATTAQUÉ, SUR DES AFFICHES, A CANTON.

Selon un journal de Hongkong, « Kung Sheung », des affiches, lues à Canton par des voyageurs, reprochent à M. Chiao Kuan-hua son association avec la bande des quatre. Le ministre des affaires étrangères n'a pas été vu en public depuis le 11 novembre. On dit à Pékin qu'il est « malade ». Sa femme, haut fonctionnaire dans son ministère, est également indisposée.

D'autre part, un mouvement diplomatique semble en préparation. Pékin, M. Chen Chu, premier ambassadeur chinois à Tokyo depuis la normalisation des relations entre les deux pays, vient d'annoncer son prochain départ. Le chef de la mission chinoise aux Nations unies a également été remplacé. — (A.F.P., A.F.P.)

سكراة الامم المتحدة

JAPON

LA FIN D'UNE ÉPOQUE

EN fêtant, le 10 novembre, le cinquantième anniversaire de l'accession au trône de l'empereur Hirohito, le gouvernement de M. Miki a tenu à célébrer la continuité de l'histoire contemporaine du Japon. Cette cérémonie a suscité de vives critiques de la part de l'opposition, qui estime que 1945 doit au contraire marquer une rupture entre un temps révolu et la situation présente. Ce jubilé pouvait, en tout état de cause, difficilement voiler qu'une époque touche à sa fin : celle du monopole du pouvoir par les conservateurs. Les observateurs s'accordent à penser à Tokyo que les élections générales du 5 décembre, et plus encore sans doute celles prévues en juillet 1977 pour le renouvellement de la Chambre haute, pourraient être les premiers sursauts d'une vie politique figée depuis 1855 sous la houlette du parti libéral démocrate (P.L.D.).

C'est sans doute cet immobilisme politique qui est à l'origine de la situation paradoxale présente : le P.L.D. est sur le déclin sans qu'aucune solution viable de la gauche soit apparue. Usés par une attitude oppositionnelle continue et sans conséquences réel-

les sur la vie publique, les partis de gauche nippons ne semblent pas prêts à cueillir le fruit du pouvoir, comme s'ils hésitaient à s'engager dans un jeu qui les dépasse — et surtout qu'ils n'ont jamais pratiqué.

Les conservateurs gouvernent le Japon depuis trente et un ans. C'est assurément l'un des meilleurs exemples de stabilité politique dans l'histoire des démocraties parlementaires. Les prochaines élections n'en illustrent pas moins les problèmes auxquels est confronté le Japon, devenu, certes, la troisième puissance économique mondiale mais qui, sur le plan politique, a continué à fonctionner, à travers le système parlementaire dont il s'est doté en 1945, avec des structures héritées du passé.

La période qui s'ouvre pose d'abord aux Japonais la question de la nature de leur démocratie. Le scandale Lockheed, dans lequel sont impliqués bien des personnalités politiques de premier plan, n'est sans doute qu'un épiphénomène dans une société où les affaires de corruption et de concussion sont nombreuses. Il n'en a pas moins mis en évidence l'inféodation des milieux politiques et de

l'administration au monde de l'argent et, surtout, a considérablement aggravé les dissensions au sein de la majorité.

Depuis la création du P.L.D., c'est en fait essentiellement au niveau de la lutte entre les différentes factions des libéraux démocrates qu'il faut chercher le véritable combat politique. Le P.L.D. n'a jamais été monolithique qu'en apparence. Il est en fait composé de « familles » qui rivalisent pour accéder au pouvoir.

Aujourd'hui, malgré la remontée de la gauche, c'est encore les querelles de la majorité qui dominent la vie politique japonaise. Le premier ministre, M. Miki, a tenté de réformer son parti, seul moyen de lui permettre, estime-t-il, de conserver le pouvoir. Son rôle dans la poursuite de l'enquête sur l'affaire Lockheed, son action pour assainir les rapports du P.L.D. et des milieux d'affaires, ont d'abord suscité des résistances, puis provoqué une véritable levée de boucliers des libéraux démocrates. Son avenir dépend du résultat des élections mais aussi des arbitrages entre chefs de faction. Les conservateurs perdront

peut-être avec M. Miki une chance réelle d'offrir un visage neuf à l'opinion publique. Quel qu'il soit, le premier ministre qui sera désigné après les élections aura à faire face à une situation politique intérieure plus difficile que par le passé, quand le P.L.D. disposait d'une majorité confortable : il devra aussi donner une nouvelle orientation à la croissance économique. Il est symptomatique que les partis d'opposition, la presse et aussi le simple citoyen demandent avec un bel ensemble une amélioration de la qualité de la vie. Les Japonais paraissent fatigués de la haute croissance, les des ravages qu'elle a provoqués dans leur vie quotidienne.

La résistance, en somme, du système économique nippon à la crise mondiale, le caractère encore limité, par la structure même de la société, des revendications ouvrières, constituent encore des atouts importants pour le prochain gouvernement. Mais les dirigeants doivent aussi avoir conscience que le temps paraît révolu où ils pouvaient sans scrupules profiter à l'extrême du soutien de la majorité silencieuse.

PHILIPPE PONS.

La démocratie à l'épreuve

par ROBERT GUILLAIN

DANS une Asie presque tout entière soumise aujourd'hui à des régimes dictatoriaux ou totalitaires, le Japon constitue une remarquable exception : il est une terre de liberté, où le régime démocratique a pris fortement racine depuis plus de trente ans, même s'il est vrai que la démocratie est chez lui un arbre qui a retenti à la japonaise. Le contraste avec ses voisins est d'autant plus notable que le Japon avait été un pays de régime autoritaire lui aussi, et bien avant eux. La démocratie, chez lui, représente un complet retournement par rapport au régime qu'il s'était donné, ou s'était laissé imposer, pendant l'âge militaire qui conduisit à sa défaite. Mais c'est peut-être ce retournement même qui a donné à la démocratie japonaise un de ses meilleurs éléments de solidité. En 1945, l'angoisse de la défaite et l'annexion de l'occupation étrangère furent atténuées pour les Japonais, dans une assez large mesure, par un sentiment de libération. Les occupants les dévalaient de maîtres militaires qu'ils avaient fini par détester, et leur apportèrent des libertés dont ils avaient soif. Le réajustement de ces libertés et la pratique du régime démocratique furent en outre une des plus importantes manifestations de leur volonté nouvelle de réparer l'image du Japon dans le monde, en montrant qu'il voulait être par excellence le pays bon élève, dans la politique comme dans l'économie. Etre bons démocrates, c'était pour les Japonais faire preuve de leur désir immense de se réintégrer dans la communauté internationale et d'y retrouver, comme récompense de leur bonne volonté, une place importante.

un certain temps, jusqu'à l'étrangement progressif des libertés par les militaires, commencé vers la fin des années 20, le Japon connut un apprentissage du système parlementaire et du jeu des partis, qui lui donna un avant-goût de la liberté. L'expérience ne fut pas perdue après tout : il s'en est vivement ressourcé quand il a entrepris après la guerre sa reconstruction politique. Sa transformation du fascisme au libéralisme s'en est trouvée facilitée.

Les libertés publiques

Quoi qu'il en soit, laissons de côté pour le moment les ombres qui peuvent exister au tableau de la démocratie japonaise, pour prendre conscience de ses bons côtés. On peut dire du Japon que c'est, tout compte fait, un pays où pour des hommes libres il fait bon vivre, beaucoup mieux que chez tel ou tel de ses voisins ou que dans bien des pays dans le monde. Les libertés n'y sont pas seulement des mots inscrits dans la Constitution, la nouvelle Constitution de 1946 : elles sont des réalités vécues. Certes, aucune liberté, dans aucun pays, n'est à l'abri des tentatives d'empiétement ni ne se maintient sans combat. Mais on peut dire aujourd'hui du Japon qu'il respecte l'ensemble des libertés fondamentales. La liberté de conscience et d'opinion y est à peu près totale, comme le sont la liberté de parole, d'assemblée et de réunion, la liberté de religion, celle de choisir une profession ou un lieu de résidence, celle de circuler dans le pays. La presse japonaise, en y incluant les médias, comme on dit, est une des plus libres du monde, et probablement la plus importante en volume et en puissance. Devant la justice et la loi, les droits humains fondamentaux sont assurés. Le Japon est en Asie et dans le monde un des pays les mieux policés, en même temps qu'un des moins policiers : contraste frappant avec ce qu'il fut jadis, mal policé et effrayamment policier.

un sur trois, poussent leurs études jusqu'à l'obtention d'un diplôme universitaire. La promotion sociale est facile et active : ces trente dernières années on a vu beaucoup plus frémir qu'aujourd'hui chez nous les fils d'ouvriers ou de paysans entrer à l'université, et devenir, par exemple, ingénieurs ou fonctionnaires, et faire monter avec eux leur famille à un niveau de ce qu'on appelle la classe moyenne.

Le système politique, caractérisé par l'existence de deux Assemblées parlementaires, ne diffère guère, dans le schéma qu'en donne la Constitution nouvelle, de celui d'une démocratie occidentale. La monarchie a été conservée, mais l'empereur, privé pratiquement de tout pouvoir, n'a plus qu'une autorité morale, celle de « symbole de l'Etat et de l'unité de la nation ». La Constitution proclame que la souveraineté appartient au peuple, et que l'empereur doit sa position à la volonté populaire. Elle affirme le caractère laïc de l'Etat et assure la séparation des pouvoirs. L'élection au suffrage universel, avec droit de vote ouvert aux femmes comme aux hommes, joue à tous les niveaux depuis la Chambre haute et la Chambre basse, jusqu'aux assemblées locales et même au pouvoir

exécutif à l'échelon local, celui des gouvernements, nous dirions les préfets, qui ne sont plus nommés comme autrefois, et comme chez nous, par le pouvoir central, mais élus par leurs administrés.

La vie politique, marquée par la libre concurrence des partis, est fort active, particulièrement lors des élections générales pour l'une ou l'autre Chambre. La participation électorale est en général très importante : les Japonais, et les Japonaises, croient à leur devoir de citoyen et s'acquittent consciencieusement. Il en est de même sur le plan local. La décentralisation a été très poussée, en réaction contre l'ancienne tyrannie du pouvoir central : au niveau préfectoral ou communal il n'existe plus aucun organe de l'Etat, et la communauté locale, complètement autonome, se gère librement et choisit elle-même ses fonctionnaires comme ses représentants.

Le pacifisme inscrit dans la Constitution

Au niveau gouvernemental, le premier ministre est choisi par le Diète (c'est l'appellation du Parlement japonais), et l'empereur n'a le pouvoir que de ratifier ce choix. Le cabinet est solidairement responsable devant les Chambres : le premier ministre peut dissoudre la Chambre basse. Un militaire ne peut plus être premier ministre, ni même ministre ordinaire : seuls des civils peuvent faire partie du cabinet. D'une manière plus générale, on peut dire qu'une des principales sauvegardes de la démocratie japonaise réside dans le pacifisme du peuple japonais, pacifisme qui, chose unique dans l'histoire du droit public, est un principe inscrit dans la Constitution elle-même. Le principe a sans doute été partiellement tourné, puisque le Japon a des forces armées dites d'autodéfense, mais diverses dispositions légales assurent le contrôle du pouvoir civil sur ces forces, et le ministre de la Défense lui-même est obligatoirement un civil.

A la brève description que nous venons de faire des institutions japonaises dans leur schéma théorique, il faudrait ajouter un bilan de leurs conséquences dans l'ordre de la vie pratique. Les Japonais sont un peuple essentiellement réaliste, sont moins intéressés par les principes que par les résultats. De ce point de vue, le tableau de la démocratie chez eux

n'est pas complet s'il évoque pas l'amélioration générale de leurs conditions d'existence dans le nouvel âge d'après-guerre. On peut dire du peuple japonais qu'il a acquis pour ses libertés nouvelles un attachement solide, qu'il a pris goût à la liberté, parce qu'il a su dans l'ensemble en faire bon usage, et qu'elle a valu à beaucoup de ses citoyens au moins un commencement de satisfaction à cette « poursuite du bonheur » qui est inscrite aussi dans la Constitution comme un de leurs droits.

La liberté a été « payante » bien au-delà des espoirs qu'elle pouvait nourrir au lendemain de la défaite. Le régime démocratique a apporté une grande stabilité politique en même temps qu'un relèvement considérable du niveau de vie économique. Il est inséparable des transformations et des progrès qui sont apparus dans la structure économique et sociale du pays, comme par exemple la libération des paysans par l'accès à la propriété du sol, l'accès du peuple à une masse énorme de produits de consommation à la portée des bourses modestes, le progrès de la santé publique, etc.

(Lire la suite page 7.)

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Fermeté dans l'incertitude

par CHRISTIAN SAUTTER (*)

A LA veille des élections législatives du 5 décembre, la situation économique de leur pays plonge les Japonais dans la perplexité. L'industrie japonaise sort de la récession par paliers et se maintient depuis le début du mois d'avril. Pour plus de sécurité, le gouvernement a décidé, le 12 novembre, d'injecter 1 000 milliards de yens supplémentaires (soit 0,65 % du P.N.B.), sous forme d'investissements en transports ferroviaires et télécommunications, de prêts à la construction et d'extension des capacités bancaires de prêts aux petites et moyennes entreprises.

Le caractère cahotant de la reprise économique tient à ce que n'y participent en rien les moteurs usuels de la croissance japonaise que sont la consommation des ménages et l'investissement productif privé. Les ménages japonais sont sur la réserve, et il n'y a aucun mystère à cela. Une enquête auprès des ménages effectuée en août par le bureau statistique auprès du premier ministre a montré que le pouvoir d'achat d'un ménage de travailleurs avait diminué de 5,5 % depuis un an. Cette baisse du pouvoir d'achat s'explique pour un cinquième de l'accroissement des impôts et pour le reste par la modicité des hausses de salaires de base obtenues lors des « offensives de printemps » de 1975 et 1976 (un peu moins de 10 % soit à peu près la hausse des prix à la consommation) et par la diminution des bonus et des heures supplémentaires.

L'investissement productif privé, en dehors des compagnies d'électricité, de la sidérurgie et de firmes automobiles, n'est guère plus dynamique. La reconstruction importante des marges bénéficiaires n'est qu'une condition nécessaire à la reprise de l'investissement. Encore faut-il qu'il existe des perspectives de débouchés prometteuses.

Ce qui fait marcher actuellement l'économie japonaise, ce sont les exportations, les commandes publiques et la réaffectation des stocks qui tire à sa fin. L'exportation japonaise, vue des Etats-Unis ou de nos pays d'Europe, a un aspect « torrentiel » (le mot se trouve dans le *Japan Economic Journal* du 2 novembre). Vue de Tokyo, elle revêt un caractère épique. Les chiffres ont, en effet, quoi qu'il en soit, été très élevés. Durant le premier semestre de 1976, les exportations d'acier ont augmenté de 68,9 % vers les Etats-Unis, de 61,2 % vers l'Europe par rapport au premier semestre de 1975. Les exportations de voitures particulières ont progressé de 23,5 %, ce qui signifie qu'avec un peu de chance les ventes de véhicules à l'étranger en 1976 feront un bon d'un million d'unités par rapport à l'année précédente. Les importations d'automobiles ont aussi fait un bond... mais dans l'autre sens. En 1975, le Japon a exporté 2 567 612 véhicules et en a importé 46 145, soit soixante fois moins. La disparition de 100 voitures exportées pour une importée n'est pas inconcevable en 1976.

On comprend qu'après de telles envolées l'effort s'essouffie quelque peu. D'autant que les pays de la C.E.E. commencent, avec quelque retard, à se rendre compte que l'obtention d'un excédent commercial sur l'Europe constitue pour le Japon un élément majeur de sa stratégie mondiale et ceci dès avant la crise pétrolière, qui n'a fait que renforcer cet impératif (1).

Il est douteux que les discussions bilatérales entre la C.E.E. et le Japon qu'entraînent des perspectives de débouchés prometteuses.

suffisent à réguler un échange bilatéral de toute évidence inégal. Car la rivalité est tout aussi vive et tout aussi importante sur les marchés tiers. Ainsi, alors que les exportations japonaises d'acier sont « volontairement » limitées vers les pays de la Communauté des Neuf, celles destinées aux autres pays européens, non membres de la Communauté, ont presque doublé, si bien qu'au total les ventes à l'Europe au sens large ont presque rejoint les ventes à l'Amérique du Nord (2).

A court terme, l'exportation fébrile permet de payer le pétrole, de gagner du temps et de reprendre l'impérieux investissement à l'étranger. En 1975, celui-ci a atteint 3,3 milliards de dollars, soit un gain de 37 % par rapport à la (mauvaise) année précédente. Il semble qu'une évolution se dessine vers davantage d'investissements dans les pays développés d'Amérique et d'Europe, précédemment pour tempérer la critique soulevée par les massifs excédents commerciaux. Peut-être faut-il rabattre à cette nouvelle orientation le fait que Mitsubishi Motors, petit constructeur nippon, va faire construire un de ses modèles par les filiales européennes de Chrysler, en leur fournissant 51 % des pièces (3).

Pessimisme des planificateurs

A plus long terme, les perspectives ne sont guère plus claires, comme l'a montré le premier colloque franco-japonais sur les méthodes de planification, qui s'est tenu à Tokyo en septembre dernier. Les planificateurs japonais sont beaucoup plus pessimistes que leurs homologues français en ce qui concerne l'évo-

lution de l'économie internationale. Ainsi, alors que les perspectives quantitatives élaborées au cours de la préparation du VII^e Plan français (1976-1980) tablent sur une progression de 8 % par an du commerce mondial entre 1975 et 1980, le VII^e Plan japonais (1976-1980) n'estime que 6 %.

Tandis qu'en France le débat politique porte sur le contenu et les moyens de la croissance, davantage que sur son rythme, que tous souhaitent rapide, la situation est plus confuse au Japon. Le taux de croissance du P.N.B. japonais de 8 % retenu par les planificateurs japonais (le même taux que celui figurant dans le plan français) résulte d'un compromis entre des positions d'autant plus complexes à saisir que certaines sont informelles. De façon très caricaturale, il y a d'un côté le « monde des affaires », confiant dans le potentiel d'accumulation de l'économie japonaise et dans la cohésion des relations sociales au sein de l'entreprise, un moment ébranlée par la vigueur des offensives salariales de printemps qui se sont soldées par des échecs en 1974 et 1975. Pour ces dirigeants, 6 % de 1975 à 1980 est un taux ridicule bas : cela ne fait que le 4 % l'an d'augmentation des capacités de production de 1973, dernière bonne année avant la crise, à 1980. Et 4 % l'an est un taux très faible par rapport aux 10 % de moyenne réalisés au cours des vingt années qui ont précédé le choc pétrolier.

(Lire la suite page 8.)

(1) Voir Ph. Pons et Ch. Sautter : Les industriels japonais ont besoin des marchés d'Europe, *Le Monde diplomatique*, août 1976.
(2) *Japan Economic Journal*, 16 novembre 1976.
(3) En première page du *Japan Economic Journal* du 2 novembre.

JAPON

Un autre monde à découvrir



Pour toute documentation, envoyez ce bon à L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME JAPONAIS 3 rue de Richelieu, Paris 1^{er} Tél. 296-20-29

Nom : Adresse :

DEPUIS 1973

P.U.K. JAPON— commercialise les produits du Groupe
PECHINEY UGINE KUHLMANN— représente et conseille, à leur demande,
les exportateurs français.

TOKYO POB.242 Mitsui Building
Shinjuku-Ku
Tokyo - 160 - Japon
Tél. (03) 344.4343
Télex : J. 2324895 Pukjap

OSAKA Yuman Building
3-5 Minami Honmachi
Higashi-Ku
Osaka-Japon
Tél. (06) 252.5566
Télex : J. 5225248 Pukosa

PARIS 23, rue Balzac
B.P. 787.08
75360 Paris Cedex 08
Tél. 766.52.00
Télex : 290.503 Pechine Paris

**1- L'économie japonaise est aussi compliquée
que l'économie française.**

**2- Les Japonais parlent beaucoup japonais,
un peu anglais avec un accent spécial et pas du tout
français.**

**3- Avant de dire bonjour, les Japonais échangent
des cartes de visite en souriant.**

4- Le yen flotte, mais pas comme le franc.

5- Le franc flotte, mais pas comme le yen.

**6- Au Japon, on consomme le boeuf en tranches
très fines et bouillies. Et il n'y a pas de frites...**

**7- Si vous avez encore envie de faire des affaires
au Japon mieux vaut partir avec nous...**

Pour aider les hommes d'affaires à réussir leur voyage au
Japon, JAL a conçu l'Executive Service.

Si vous souhaitez en savoir plus sur tout ce que l'Executive
Service peut vous apporter, téléphonez au 225.55.01 ou
envoyez votre carte de visite à Japan Air Lines,
75 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

JAPAN AIR LINES

Personne ne pourra vous aider au Japon mieux que nous.

Le système des factions ou l'argent dans la politique

« **U**NE faction est une petite armée privée que son chef entretient comme force de combat pour la conquête du siège le plus élevé du pouvoir, et comme force de sécurité pour se protéger contre les menaces des autres factions ». Cette définition teintée d'humour était donnée l'autre jour par le grand journal *Asahi*. La géographie actuelle et l'histoire récente des factions de la droite japonaise peuvent constituer une bonne introduction à la connaissance de la politique intérieure de ce pays. Nous verrons d'ailleurs que le phénomène n'est pas seulement propre à la droite : la gauche socialiste a aussi ses factions.

Le parti libéral-démocrate, au pouvoir depuis une trentaine d'années, compte à l'heure présente cinq factions principales au sein du Parlement, Chambre basse et Chambre haute ou Sénat. Ce sont bien les petites armées politiques dont parle l'*Asahi*, dirigées chacune par un des cinq principaux personnages de la politique japonaise. Il s'agit des factions respectives de M. Miki, premier ministre et président du parti, Fukuda, vice-premier et grand maître de l'économie, Nakasone, secrétaire général du parti jusqu'à une date récente, Tanaka, prédécesseur de M. Miki au pouvoir, et, enfin, Ohira, actuellement ministre des finances. A côté d'elles, quelques petites factions secondaires n'ont guère qu'un rôle d'appoint, comme celles de M. Shibusawa ou Ishii. On peut dire que toute la politique japonaise est faite des alliances et des rivalités entre les cinq grandes factions, et des changements de poids qui interviennent entre elles à la faveur des élections. Leurs effectifs dans les deux Chambres sont indiqués par le tableau ci-contre.

« Un courant principal »

Il y a toujours eu dans le parti libéral-démocrate ce qu'on a appelé un « courant principal » et un « contre-courant ». Le courant principal est composé de la faction dont le chef est arrivé au pouvoir et des factions qui sont ses alliées, entre lesquelles s'est faite la répartition des portefeuilles et des bénéfices divers du pouvoir : postes directs dans le parti, présidences de commissions au Parlement, etc. Depuis la fin de 1975, il s'agit des factions Miki, Fukuda et Nakasone. Le contre-courant est une sorte d'opposition à l'intérieur du parti gouvernemental. Il est fait des factions qui n'ont pas eu part à la distribution, ou reçu seulement une portion congrue. Il s'agit, depuis la même date, de la faction de M. Tanaka, écarté du pouvoir à la suite d'un scandale financier, et de celle de son allié M. Ohira.

La venue de M. Miki au pouvoir y a porté avec lui sa faction qui, se situant à l'aile gauche du parti gouvernemental, était jusqu'alors le contre-courant. L'aile droite du parti, avec ses chefs successifs, les premiers ministres Kishi, Ikeda, Sato et Tanaka, était le courant principal. L'opposition installée au gouvernement, c'est la « *Waikyo* » japonaise et la chute de M. Tanaka, fin de 1974, pour que le pouvoir soit saisi par l'aile gauche dirigée par M. Miki et que le courant se « renverse », la faction Miki devenant, avec ses alliées, les factions Fukuda et Nakasone, le courant principal.

Cette alliance peaufinée à son tour par l'instabilité. Les factions ont commencé à manœuvrer dès le printemps 1976, en vue de se placer favorablement pour recueillir la succession de M. Miki, calculant, ou souhaitant, que son règne ne durerait plus bien longtemps. Les candidats au pouvoir après lui ont été d'emblée le vif et spirituel M. Fukuda, avec l'appui de sa faction et le silencieux M. Ohira, soutenu par la faction Tanaka et par la sienne propre.

Nettoyage nécessaire

Le système des factions est étroitement lié aux méthodes de financement des élections et de la vie politique en général. Les hommes politiques japonais ont de grands besoins d'argent dans la vie courante et plus encore en période électorale. Cet argent ne va nullement dans leur poche, ni leur sert à mener grand train. Il représente le coût du pouvoir et de la célébrité. Il ne faut que passer entre leurs mains, leur sert à s'acquitter des devoirs qui, au Japon, vont avec le pouvoir, c'est-à-dire à faire

en quelque sorte, ruisseler d'argent en étagé, en dessous d'eux, sur la pyramide de toute une clientèle, toute une abondance de bénéficiaires, tout un financement généreux.

Paradoxalement, l'argent ainsi dépensé est bien moins destiné à combattre les socialistes et autres rivaux — du parti libéral-démocrate — qu'à consolider et améliorer la place et le poids de la faction dans le parti, à lui permettre d'égaliser ou de battre les autres factions conservatrices qui sont ses concurrentes. Deuxième paradoxe remarquable, les factions en quête d'argent se trouvent en concurrence avec le parti lui-même. Celui-ci en tant que tel a aussi d'énormes besoins financiers et devrait être le seul à recueillir les subventions qui arrivent à la droite de diverses sources du milieu conservateur. Mais il ne parvient jamais à empêcher qu'une partie au lieu de parvenir à la machine directrice du parti, pour être ensuite redistribuée par ses soins à ses diverses fonctions, n'aille directement aux chefs de celles-ci sans passer par le sommet.

S'il était possible d'abolir la pratique du financement indépendant des factions, pour permettre au seul parti d'encaisser

la clientèle de base est beaucoup moins gourmande, et c'est encore une preuve de l'importance abusive que la droite a donnée, dans son camp, à la « politique de l'argent ». Cela dit, le parti socialiste japonais est divisé lui aussi en diverses factions, d'une géographie politique assez compliquée.

La droite du parti socialiste a pour chef M. Saburo Eda, qui prêche un socialisme populaire et non marxiste, un peu comme le travaillisme britannique. Sa faction compte, en mai 1975, vingt-trois députés. M. Eda est le fondateur et le président d'un groupe d'études qui, en pratique, se confond avec sa faction et qui se nomme *Atarashi Nagano Kai*, c'est-à-dire « Société du nouveau cours ». Plus à gauche est la faction de M. Koso Sakaki, un des principaux chefs du parti, qui compte vingt-huit députés. Elle a aussi son groupe d'études très influent, le *Shakushugi Kenkyukai*, ou Groupe d'études du socialisme. Elle est la plus fortement représentée au comité central du parti, où elle compte huit membres, contre deux à la faction Eda, et elle constitue ainsi dans le parti le courant principal.

La gauche du parti socialiste se réclame de M. Isuro Sakisaka,

PRINCIPALES FACTIONS POLITIQUES DANS LE PARTI LIBÉRAL-DÉMOCRATE JAPONAIS (au début de 1976)

Chefs de faction	Députés	Sénateurs	Total
MIKI	36	10	46
FUKUDA	33	23	56
NAKASONE	35	5	40
TANAKA	47	48	95
OHIRA	47	5	52

et de répartir l'argent, c'en serait fini des factions : elles disparaîtraient. On a beaucoup parlé, ces années dernières, de la nécessité de moderniser le parti libéral-démocrate, et, par modernisation, on entendait essentiellement, en fait, ce retour à un financement du parti par le haut. Jusqu'à la venue de M. Miki au pouvoir, cependant, personne n'était passé de la parole à l'action. Il reste à savoir si celui-ci, servi par l'affaire Lockheed, qui a montré la nécessité d'un grand nettoyage du milieu politique, réussira la réforme de financement qu'il a entreprise.

D'où vient l'argent qui arrive au parti gouvernemental ou aux factions ? Essentiellement du milieu des affaires, qui s'est montré toujours généreux quand il s'agit de maintenir la droite au pouvoir à travers trois décennies consécutives. C'est ce qu'on a pu appeler, par comparaison avec ce qui s'est ajouté plus tard, de l'argent relativement « propre ». Mais deux phénomènes nouveaux ont fait leur apparition dans les années 70. Le premier a été le « phénomène Tanaka », qui a consisté à trouver une importante partie du financement nécessaire au parti et aux factions dans la fortune personnelle du richeissime premier ministre lui-même, fortune acquise d'ailleurs pour une bonne part en mettant son pouvoir politique au service de ses affaires privées. Le second phénomène a été l'apparition de nouvelles sources abondantes de financement non seulement frauduleuses et clandestines, mais d'origine étrangère. De deux côtés à la fois, un argent « sale » s'offrait, tentateur, au milieu politique. Trop peu regardants, un certain nombre de personnages officiels ont accepté qu'une partie de cet argent aboutisse dans les caisses électorales de leurs factions.

Factions socialistes

Il aura fallu l'affaire Lockheed, déclenchée aux États-Unis, pour que les Japonais découvrent la corruption régnant chez eux, ou plus exactement pour qu'ils se décident — car ils en connaissent l'existence, surtout depuis l'affaire Tanaka, mais s'y résignent — à ne plus demeurer passifs, mais à s'attaquer au nettoyage nécessaire. D'un mal peut sortir un bien, et l'affaire Lockheed sera peut-être retenue, dans l'histoire contemporaine du Japon, comme plus bénéficiante que nuisible, si elle peut aboutir à réformer dans un même élan le système de financement de la droite et son système des factions.

Chose curieuse, un député socialiste a besoin, pour se faire élire, de beaucoup moins d'argent qu'un député du parti gouvernemental. Cela coûte beaucoup moins cher d'être un parlementaire de gauche que de droite :

professeur d'université, animateur d'un groupe d'études de tendance marxiste militante, la *Shakushugi Kyokai-ha*, ou Association socialiste, qu'on appelle plus brièvement la *Kyokai-ha*, ici, pas de faction, à la *Daijishi*, où trois députés seulement se réclament de M. Sakisaka ; la *Kyokai-ha* est également minoritaire au comité central, avec deux membres seulement. Mais au niveau de la base, elle est très active et en progrès dans le parti, populaire auprès des jeunes, influente dans Sohyo, la grande centrale syndicale socialiste. Cela lui vaut, lors des congrès du parti, d'y envoyer un bon tiers des députés.

En face de cette gauche militante du parti, la faction Sakaki et la faction Eda se sont réconciliées et ont fait alliance, malgré leurs différences de tendances, accusant ensemble la *Kyokai-ha* d'employer des méthodes quasi-dictatoriales pour essayer de s'imposer seule dans le parti.

Enfin, il existe une tendance socialiste modérée et centriste, qui compte au Parlement quelques petites factions, gravitant autour de celle qui dirige M. Katsumata Seichichi, médiateur et conciliateur de tempérament. Au comité central, cinq membres sont de la tendance Katsumata.

On voit qu'à gauche, dans le parti socialiste, comme à droite, dans le parti libéral-démocrate, on est en présence d'une alternation des hommes autour de quelques personnages qui se sont imposés par leur dynamisme ou par leur expérience de vétérans. Mais, plus qu'à droite, les idées et les programmes sont tout de même un facteur important dans la formation et l'alignement des factions. Le résultat n'est d'ailleurs guère favorable à la cohésion du parti. Celui-ci, à un moment où il a les meilleures chances de se rapprocher du pouvoir, demeure finalement affaibli par ses divisions internes.

R. G.

COURCHEVEL 1850
Le Nouvel Solarium
Hôtel ★★★★★
offre un séjour GRAND LUXE
d'une semaine en pension
complète à partir de 140 F
avec piscine-sauna-gymnase
cinéma privé-site exceptionnel
accès direct aux pistes
Rens.-Tél. 225 31 31/359 40 25
78, Champs Élysées, Paris 8^e

صلى الله عليه وسلم

La démocratie à l'épreuve

(Suite de la page 5.)

Tous ces aspects positifs du système sont apparus avec évidence pendant la période de prospérité presque ininterrompue qui a duré jusqu'à l'ère de la décennie actuelle. Mais, à partir de ce tournant marqué par le début de sérieuses difficultés économiques et par une certaine détérioration de l'atmosphère politique, les Japonais, ainsi que les observateurs étrangers, ont quelque peu tempéré l'optimisme de leurs vues sur la démocratie japonaise. Il leur est apparu que, sous l'image rassurante et restauratrice d'un système éloigné d'un système occidental, apparaissent souvent des traits très particuliers, très japonais, de conduire la vie politique, des écarts considérables par rapport à nos institutions démocratiques.

Ombres au tableau

Une particularité de l'histoire politique du Japon d'après-guerre, qui est une des premières à frapper l'observateur étranger, est l'absence complète du jeu de bascule entre la droite et la gauche, qui chez nous est un trait majeur de la vie politique. Hormis une expérience avortée de ministère socialiste en 1947, les conservateurs (aujourd'hui le parti libéral-démocrate) règnent sur le pays depuis trente ans sans interruption. La gauche, avec les quatre partis qu'elle compte actuellement — démocrates-socialistes, Rengo ou parti du gouvernement propre, socialistes et communistes — n'est jamais devenue assez forte pour accéder au pouvoir. Certes, cette situation a donné au Japon une grande stabilité, mais, en faisant du pouvoir le monopole de la droite, elle a représenté une sorte de déni du jeu parlementaire normal, ou d'impulsion à la faire fonctionner.

La majorité des électeurs ont toujours jugé la gauche trop incertaine dans son programme et trop inexpérimentée en pratique pour qu'on lui confie le gouvernement. Par un cercle vicieux, ce rejet même l'a privée de toute expérience et a maintenu les socialistes dans les nuages, comme on a dit, les nuages de débats idéologiques détachés des réalités. La gauche n'a même jamais formé ni placé ses gens à elle dans l'administration. Elle n'est pas capable de présenter au pays une équipe de « change dans le cas » — qui risque enfin de se produire dans un avenir proche — où la droite perdrait la majorité.

Le Japonais a un tempérament intérieurement conformiste et discipliné, et là se trouve peut-être, pour une part, une explication du caractère monochrome de la politique japonaise et du régime exclusif de la droite. Pour faire une comparaison, dans une entreprise japonaise il n'existe le plus souvent qu'un syndicat unique, d'ailleurs très influencé par la direction, et si un deuxième syndicat se forme pour la lutte et l'indépendance syndicales, ses membres sont considérés comme coupables d'une sorte de trahison envers la maison. N'est-ce pas le Japon comme d'une grande entreprise qui attend de tous les bons citoyens qu'ils appartiennent à une formation unique ? La difficulté de former une gauche forte ne vient-elle pas en partie d'un sentiment d'indépendance chez les électeurs qui votent contre l'établissement d'est ce montrer mauvais citoyen et nuire aux intérêts du pays ?

La prépondérance de la droite peut encore s'expliquer par la persistance dans le système électoral de certaines injustices qui la favorisent. Il faut sensiblement moins de voix

pour être élu à la Diète dans une circonscription rurale qu'une dans une circonscription urbaine. Or les campagnes votent pour la droite, et les villes votent en majorité pour l'opposition. La gauche a protesté et demandé un nouveau découpage des circonscriptions, mais la droite s'est débrouillée jusqu'ici à ce changement.

Autre avantage encore des conservateurs : faire campagne pour se faire élire coûte très cher, au Japon, et la droite, grâce à ses relations étroites avec le grand capital, a toujours des caisses électorales beaucoup plus riches que celles de ses concurrents les partis d'opposition. L'absence d'alternance entre droite et gauche ne veut pas dire que la vie politique japonaise demeure immobile ni que le pouvoir ne change pas de mains. En réalité, la politique est agitée à souhait, mais c'est à l'intérieur du parti gouvernemental que les changements s'opèrent. Celui-ci — le parti libéral-démocrate — n'est pas, en effet, une formation homogène, mais une juxtaposition de groupes politiques qui ont chacun leur direction et leur organisation propre. Ce sont les factions, comme les Japonais les appellent. Elles n'existent d'ailleurs pas seulement à droite, mais aussi, à des degrés divers, dans les partis d'opposition, particulièrement dans le parti socialiste. Elles ne sont pas loin de constituer autant de petits partis, ou « sous-partis », fédérés sous une organisation commune. Au sein de la droite, au gré des manœuvres des factions, des accords qu'elles concluent ou des rivalités qu'elles opposent, on voit le pouvoir passer d'une faction ou d'une alliance de factions à une autre, le chef de la faction gagnante devenant premier ministre, et président du parti libéral-démocrate en même temps.

Autour d'un homme

Qu'est-ce qui distingue les factions ? Représentent-elles des écoles de pensée, des familles idéologiques différentes ? Il n'en est rien, au moins à droite. Les factions ne se forment pas autour d'un programme, mais autour d'un homme. Il s'agit généralement d'un vétéran du Parlement, qui a amassé autour de lui un certain nombre d'hommes liges, affiliés à lui par des affinités de lieu, de personnes, de clans, etc., attirés surtout par le poids de son patronage, par ses chances de monter au sommet, également par son habileté à remplir les caisses de sa faction en vue des élections. Un député nouveau ne peut pas se permettre, à la Diète, de se montrer indépendant. Individualité brillante : ce n'est pas japonais, et il n'y pense même pas. Il n'existe que par son groupe, surtout au début de sa carrière. Il doit s'y conduire en subordonné effacé, obéissant, zélé, envers le chef et la faction. Le chef de la faction, à l'inverse, est dans son organisation un petit souverain féodal.

Féodal est bien le mot : les relations humaines au sein du milieu politique, et le réseau politique lui-même, ont gardé bien des traits de l'ancien Japon. On ne comprend la politique intérieure japonaise que si l'on sait y retrouver en filigrane tout ce qui subsiste en abondance des mœurs et usages anciens, et notamment la tendance à former les clans, ayant leur organisation, leur hiérarchie personnelle, leur morale. En échange de la loyauté de ses intéressés, le chef de faction d'aujourd'hui, comme le chef de clan d'autrefois, a le devoir de les récompenser par toutes sortes de bénéfices, de bienfaits, de protection. Il doit en

particulier leur assurer un financement abondant pour leurs opérations politiques.

Un Parlement peu influent

Les relations des factions entre elles et leurs forces respectives commandent la vie du parti, l'élection des députés. Elles déterminent tout spécialement le choix du premier ministre, évidemment major de la vie parlementaire : ce choix dépend complètement des tractations entre les factions. Celles-ci ont pour objectif premier d'être parmi les chefs de faction celui qu'elles veulent, pour trois ans en principe, avoir comme président du parti libéral-démocrate, et leur élu sera automatiquement premier ministre au même temps. Certes, la Diète est prise ensuite de voter, afin de donner au nouveau premier ministre l'investiture de la majorité. Mais en réalité il n'a nullement été choisi par le Parlement, encore moins par le peuple que celui-ci représente. Tout s'est passé en coulisses, c'est le parti — en fait le parti libéral-démocrate — et derrière lui ce sont en réalité les factions, qui l'ont porté à la première place, après s'être entendues sur une répartition entre elles des portefeuilles et autres bénéfices du pouvoir. Voilà donc un Parlement peu influent, en tant que représentant de la volonté populaire, et cela se voit encore au moment où le premier ministre s'en va, ayant terminé son temps ou perdu la confiance qu'il inspirait. Depuis trente ans, aucun premier ministre japonais n'est tombé sur un vote de la Diète ni à l'initiative de celle-ci : c'est toujours une décision du parti qui a amené sa démission et celle de son cabinet, c'est-à-dire, en fait, une décision des factions qui voulaient le remplacer.

Le Parlement est d'autre part affaibli, et il est assez sérieusement déconsidéré aujourd'hui auprès de l'opinion, par les à-coups et désordres de son fonctionnement. De même que le jeu de bascule droite-gauche n'est pas pratiqué, la règle de la décision prise à la majorité, subit de fréquentes entorses. L'opposition, se voyant condamnée par son déclinisme à une minorité à une frustration perpétuelle, recourt souvent pour se faire entendre à la méthode de la rébellion et du sabotage. Elle refuse par exemple d'assister aux séances, pour n'y revenir que quand elle a enfin arraché des concessions à la droite. La même méfiance envers la règle de la majorité, ou la même incapacité à la pratiquer, apparaît dans la curieuse règle du consensus. Héritée elle aussi de l'ancienne mentalité collective du clan, elle interdit en fait aux détenteurs du pouvoir d'invoquer la loi du nombre pour imposer une décision, quand il s'agit du moins d'une décision importante et controversée. La majorité, aussi forte soit-elle, doit se rabattre sur des décisions de compromis, prises d'un consentement unanime, après de laborieuses négociations avec l'opposition. Le Parlement s'en trouve relégué dans ses travaux et souvent rendu incapable de trancher vraiment un problème.

Autre faiblesse du système démocratique au Japon, la participation des citoyens à la vie publique ne se produit guère qu'au moment des élections. La vie politique, en dehors de celles-ci, est essentiellement une partie qui se joue au sommet entre politiciens professionnels, le peuple n'étant qu'un spectateur souvent désabusé. A l'exception du parti communiste, ainsi que du parti Komeito à sa façon, les partis ne

sont guère plus que des états-majors dépourvus de troupes à la base. Au niveau des simples électeurs, on ne sait presque jamais ce que c'est que d'adhérer à un parti comme dans une démocratie occidentale, de payer une cotisation et d'avoir une carte de membre. Le parti socialiste comptait en 1976 environ cinquante mille membres seulement, dans tout le Japon. C'est seulement lors des élections que se produit un « swell » de la base. Le parti libéral-démocrate, pour sa part, est servi alors non pas par des organisations politiques à proprement parler, mais par sa clientèle sociale traditionnelle, c'est-à-dire l'ensemble des clans ou catégories sociales qui sont toujours dans sa vassalité, depuis les paysans et les pêcheurs jusqu'aux gangs de ce qu'on peut appeler la mafia japonaise, en passant par les artisans, les petits exploitants familiaux, la bourgeoisie conservatrice, la bureaucratie d'Etat, etc.

Une société très élitiste

Gardons-nous de penser que ces points faibles du système politique japonais doivent forcément être fatals au régime. Jusqu'à maintenant, il s'en est assez bien accommodé, et la démocratie japonaise a pu mettre, à son actif trente années de réussite. Ses défauts ont été moins sensibles aux Japonais qu'ils ne l'auraient été chez nous. Leur société est en effet très différente de nos sociétés occidentales. Dans son essence même, elle n'est pas égalitaire. Le Japonais se considère presque toujours comme un supérieur ou comme un inférieur par rapport à un autre Japonais qu'il rencontre, rarement comme un égal.

La société japonaise est hiérarchisée et construite, dans son ensemble ou dans ses parties, sur un schéma pyramidal où la base est faite d'une masse obéissante. Il en résulte une société très « élitiste », subordonnée à un « établissement » relativement étroit. Malgré la démocratisation

de l'éducation et l'enseignement de masse instaurés après la guerre, les milieux privilégiés, de l'école à l'université, aboutissant encore à la formation de cette élite.

Le pays qui transforme

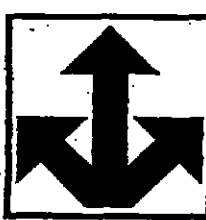
Ve-t-on conclure de tout cela que la démocratie japonaise n'est qu'un faux semblant, une façade trompeuse placée sur un féodalisme persistant ? Ce serait faire grossièrement erreur, pensons-nous, et tomber dans l'illusion si commune des Occidentaux, qui croient que leurs propres institutions doivent non seulement s'implanter dans les pays plus récemment développés, mais y demeurer les mêmes qu'en Occident. Le Japon, pour sa part, a toujours été le pays qui transforme ce qu'il emprunte au « dehors » en quelque chose de différent. Ses institutions, politiques, religieuses, culturelles ou économiques, ne dérivent pas de l'ancien pour construire le nouveau, mais commencent par juxtaposer les deux, puis les amalgame et les combine. Les libertés y sont aujourd'hui réelles, nous l'avons dit, et la démocratie est à bien des égards une réalité, mais les mœurs et traditions d'autrefois y conservent en même temps une rare vigueur. Il en résulte un système politique souvent peu rationnel, mais le Japon en préoccupe peu de rationalisme. Il croit même que c'est à la solidité de ses traditions anciennes, combinées avec ses institutions modernes, qu'il doit d'avoir été, ces dernières années, moins ébranlé que les démocraties occidentales par les difficultés qu'il a traversées.

Cela dit, on ne saurait contester que son problème le plus préoccupant aujourd'hui, c'est le problème intérieur. En tête figure un mal évident : l'usure du parti gouvernemental actuel. Le parti libéral-démocrate est resté trop longtemps au pouvoir. Il s'est laissé gagner par une grave corruption. Il s'est habitué à une fâcheuse gérontocratie. Il a souvent perdu dans le jeu des fac-

tions le sens de l'intérêt général. Il n'a pas su résister à une tentation grandissante entre le peuple et son gouvernement. L'heure de nettoyer et réformer le système est venue. Cela n'a sans doute pas sans secousses. Mais ce pays fondamentalement solide paraît capable de montrer que non seulement il ne veut pas sacrifier la démocratie pour surmonter cette crise, mais que c'est par plus de démocratie qu'il veut la résoudre. On n'y pourra parler d'une faillite de la démocratie que si elle se montre incapable de faire son auto-critique et de se réformer. La crise politique que la Japon traverse depuis quelque temps est pour une part un signe de santé. Elle le montre décidé à entreprendre de corriger les défauts de son système, et conscient de la nécessité d'opérer un transfert du pouvoir soit à une droite « nettoyée », soit à une coalition centriste, soit même à une gauche renouée. Cette épreuve devrait pouvoir renforcer la démocratie, et non la faire périr.

ROBERT GUILLAIN.

Au soleil en hiver,
faites du naturisme
aux Iles Maldives
dans l'Océan Indien.
Là où le paradis
terrestre est réalité.
14 jours Paris-Paris
5.370 f
CLUB NATURE
10, rue Pierre Dumoulin
75017 Paris, tel. 706 38 75



SCAC
Transport International.

ACTIVITES

Agences et filiales
dans les principales
villes de

- Agence de Compagnies de navigation
- Consignation de navires
- Manutention portuaire
- Commission de transport international
- Opérations de Douane
- Transports routiers et fluviaux
- Fret aérien
- Stockage et distribution

FRANCE • AFRIQUE • MOYEN-ORIENT • ETATS-UNIS
CANADA • BRESIL • EXTREME-ORIENT

SCAC

A Paris : SCAC
30, Quai National
92006 Puteaux
Tél. : 776.41.00 Poste 36.35
Télex : SCAC 620391 F

A Tokyo : SCAC

Banque de l'Indochine Building
1-1-2 Akasaka, Minato-Ku
C.P.O. Box 2139 - Tokyo
Tél. : 585.99.39
Télex : 23381

Vous devez implanter vos produits et votre société au Japon !

Créateurs et animateurs responsables d'entreprises sur place, depuis près de vingt ans pour certains d'entre nous, nous prendrons en charge vos intérêts et vous montrerons que votre capacité d'innovation technique ou commerciale, le dynamisme de votre marque ou la qualité de vos produits ou de vos matériels peuvent vous assurer un marché solide et permanent au Japon.

L'analyse sur le vif des réussites de certaines entreprises nous a permis de mettre au point des modèles précis de développement éprouvés depuis des années par les faits et adaptables à chaque cas. Si vous avez la volonté d'apprendre avant d'entreprendre, de remettre en cause les notions trop souvent erronées qui ont encore cours à propos du Japon, et si vous avez l'expérience que rien ne se fait en un jour, venez nous voir ou écrivez-nous.

P. Martin, J. Pigeaire, Y. Gasqueres, G. Austin, A. Bouilleux.

P.M.C. TOKYO, C.P.O. BOX 2127. Telex J 22831. Tél. 585-1135/9

NIHON OLIVIER K.K

Une structure d'action commerciale intégrée
au service des industriels français

Siège social : Tokyo

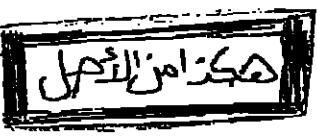
Bureau d'Osaka

French Bank Building
1-2, 1 - chome Akasaka
Minato-ku - Tokyo
Tél. : (03) 582-0871/6
Telex : J 22869
Câble : Austrasia Tokyo

Shinto Building
7, 1 - chome Saiwai-Cho-Dori
Naniwa-ku - Osaka
Tél. : (06) 561-9391/2
Câble : Olivielco Osaka

FILIALE DE COMPAGNIE OLIVIER S.A.

Siège social : 1, rue Robert-de-Fiers 75740 PARIS CEDEX 15
Tél. : 578-61-27 Télex 270606 Astrasia Paris



Vous souhaitez développer vos relations commerciales ou financières avec le Japon.

- Vous recherchez :
 - des renseignements sur ce marché
 - débouchés commerciaux, réglementations...
 - moyens d'accès au marché des capitaux.
- des conseils et une assistance dans l'étude et la négociation de vos contrats.
- des crédits adaptés à vos opérations.

La bourse de Tokyo vous intéresse.

- Vous recherchez des informations sur cette place ainsi que sur la conjoncture économique et financière de ce pays.
- Vous avez le projet d'investir en valeurs mobilières mais désirez connaître les meilleures opportunités de placement.

Présent au Japon

par sa Représentation (conjointe avec le Banco di Roma et la Commerzbank)

M. Bernard DUPUY D'ANGEAC
Rooms 521-522 Fuji Building
2-3 Marunouchi 3 Chome, Chiyoda-Ku
Tokyo 100-91

par sa Société financière (filiale conjointe avec le Banco di Roma et la Commerzbank)

NIPPON EUROPARTNERS
Nishikawa Building
1-5-3 Nihonbashi Chuo-Ku
Tokyo - Japon 103

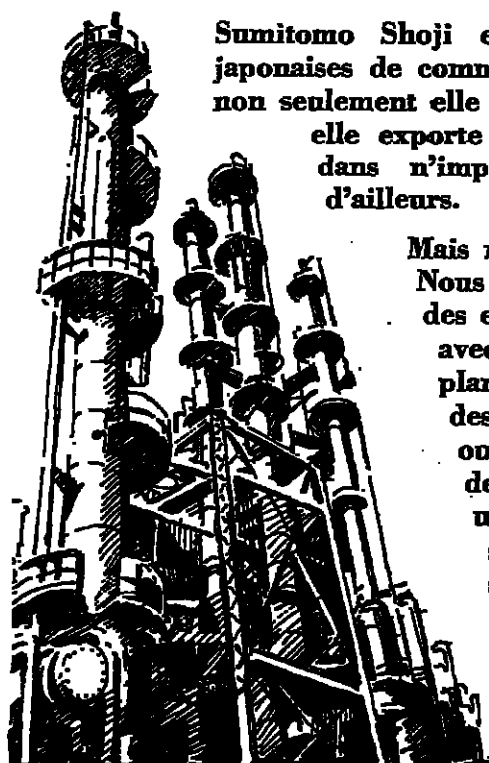
Le Crédit Lyonnais peut vous aider à résoudre tous vos problèmes financiers, professionnels ou personnels.

CRÉDIT LYONNAIS

Affaires Internationales
16 rue du Quatre-Septembre - 75002 Paris
Tél. 255.70.00 - Télex : 630.200 Credit

Europartners : Banco di Roma - Banco Hispano Americano - Commerzbank - Crédit Lyonnais

SUMITOMO Partners in trade with France



Sumitomo Shoji est une des principales compagnies japonaises de commerce international. En tant que telle, non seulement elle importe des produits en France, mais elle exporte des produits français au Japon. Ou dans n'importe quel autre pays du monde, d'ailleurs.

Mais nous sommes beaucoup plus que cela. Nous sommes associés, par exemple, dans des entreprises communes (*joint ventures*) avec des entreprises françaises de premier plan pour des projets de mise en valeur des ressources naturelles au Moyen-Orient ou aux Etats-Unis. Nous installons aussi des usines complètes, nous fournissons une assistance technique, ainsi que des services d'information et de conseils sur le marché.

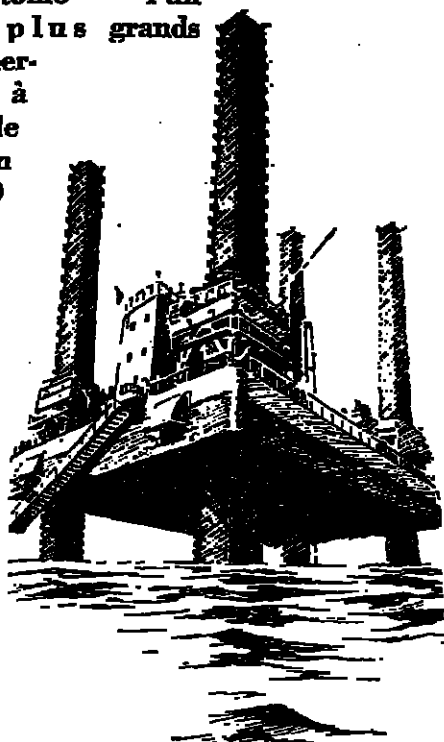
Nous sommes la branche commerciale du Groupe Sumitomo — l'un des plus grands

ensembles industriels, financiers et commerciaux du Japon dont l'histoire remonte à plus de 350 ans. Grâce à un personnel de près de 8.000 spécialistes qualifiés et un réseau de plus de 120 bureaux dans 80 pays étrangers, nous pouvons satisfaire vos besoins à l'échelle internationale.

Avec de telles références dans le domaine des affaires, on peut compter sur nous comme partenaires dignes de confiance.



Fonte du cuivre dans la première usine Sumitomo vers 1690.



SUMITOMO SHOJI

SUMITOMO SHOJI KAISHA, LTD. Tokyo & Osaka, Japan

SUMITOMO SHOJI FRANCE S.A.

15, Rue de Berri, 75008 Paris Tel. 359-67-24 to 359-67-27
Telex: 650013 "SUMITO PARIS"

Fermeté dans l'incertitude

(Suite de la page 5.)

De l'autre côté se trouve l'opinion japonaise, quelque peu « désenchantée ». Elle est moins séduite par les charmes de la croissance à tout prix même si, de façon contradictoire, elle souhaite toujours des gains importants de pouvoir d'achat et, en même temps, une Sécurité sociale et des services collectifs convenables. Tout ceci est difficile à bien comprendre et l'on doit s'en tenir à des manifestations de résistance passive, que la crise n'a pas désamorçées : le Japon risque de manquer d'électricité en 1980 parce que les collectivités locales s'opposent à la construction de centrales nucléaires, sans parler des centrales thermiques, que des esprits inventifs veulent mettre sur des îles flottantes ou au fond des océans, faute de leur trouver un havre sur la terre ferme. Ainsi, dans le Hokkaido, les résidents s'opposent au passage d'une ligne d'une centrale achevée. C'est par le même moyen que les rivaux du nouvel aéroport de Tokyo empêchent son ouverture depuis plusieurs années.

Ces grincements internes, qui n'ont rien de révolutionnaire, joints aux aises externes sur les débouchés et les approvisionnements, expliquent le choix d'une cible assez basse qui, comme d'habitude, sera considérée comme un minimum par les industriels japonais. Ceux-ci se préparent à vivre des années de concurrence exacerbée sur les marchés mondiaux et les attendent sans trop de crainte. En premier lieu, ils sont très bien informés. On citera une anecdote révélatrice. Lors d'une réunion de travail entre chefs de service de l'Agence japonaise de planification et la délégation française au colloque précité, chacun de nos interlocuteurs japonais avait devant lui la traduction intégrale en japonais du VII^e Plan français, publié à peine deux mois plus tôt.

« La concurrence excessive »

En second lieu, les industriels japonais sont familiers de ce qu'ils appellent « la concurrence excessive » car ils ont édifié la puissance manufacturière de leur pays en se faisant concurrence entre eux (4).

L'équipement le plus récent est le plus efficace et le plus rentable.

LE MONDE diplomatique

NUMERO DE NOVEMBRE

L'AMÉRIQUE DE JIMMY CARTER

- Une stratégie « trilatérale » (Diana Johnston).
- Intérêts économiques disparates contre stratégie globale : une contradiction interne de la diplomatie américaine (Joyce Kolko).
- La signification politique de l'abstentionnisme aux élections (Marie-France Tesson).
- L'influence des groupes économiques et ethniques (Charles Zengib).

Le numéro : 5 F.
Publication mensuelle du Monde.
5, rue de la Harpe, 75001 PARIS
CROIX 06.
(En vente partout.)

Cette loi des « rendements croissants » les a souvent poussés à investir plus que de raison, c'est-à-dire plus que les débouchés anticipés. Car, en cas de capacité excédentaire, l'usine condamnée n'est pas celle qui est la plus récente et qui a provoqué l'excédent de capacité, mais l'usine la plus ancienne qui n'est plus capable d'atteindre les nouvelles normes d'efficacité et de rentabilité imposées par la dernière unité installée. De ce processus, la construction navale est un excellent exemple. La concurrence d'investissement a sévi durant les années précédant la crise de 1973 : les capacités de production de pétroliers géants sont considérables et environ un tiers de la flotte mondiale est actuellement en état d'obsolescence, ce qui décourage évidemment les commandes. Les perspectives à horizon 1980 ne sont guère encourageantes. Les commandes seraient pour l'ensemble des constructeurs mondiaux de 10 à 12 millions de tonnes (durant la meilleure année, 1975, les seuls chantiers japonais ont reçu des commandes de 34 millions de tonnes). Comment les Japonais vont-ils la répartir de ce gâteau de malgre épaisseur ? Le Conseil de rationalisation des transports maritimes et de la construction navale (5) a prévu que les chantiers japonais en prendraient un peu plus de la moitié (6,5 millions de tonnes) ; cette proportion annoncée est probablement sous-estimée pour ne pas effrayer inconsidérément les concurrents européens. Pour les 5,5 millions de tonnes restantes, les Japonais prévoient que la Corée du Sud et Taiwan,

grâce à leur main-d'œuvre à bas salaires (et leurs capitaux de quelle origine ?) en prendront 3 millions. Combien reste-t-il pour l'Europe ? Ce n'est pas le problème essentiel pour les constructeurs nippons. Leur problème est que leur capacité de production sera de 19 millions de tonnes. Supprimer des chantiers, en ne gardant que les plus modernes, pose un problème délicat de main-d'œuvre. Quant aux capitaux investis, il semble que dans les bonnes années certains chantiers puissent s'amortir en trois ans. Le problème délicat est que ces réductions « drastiques » de capacités risquent d'entraîner des licenciements de travailleurs, ce qui est absolument contraire aux usages consistant à assurer l'emploi à vie à un tiers de la main-d'œuvre, soigneusement sélectionnée. Le licenciement des travailleurs contractuels, les départs en retraite (à cinquante-cinq ans obligatoirement), les transferts dans des usines du groupe fabricant d'autres produits en d'autres endroits, risquent de ne pas être suffisants et d'autant plus difficiles que la situation générale de l'économie sera moins prospère.

Dans le brouillard où ils sont plongés, plutôt que de fermer les yeux, les industriels japonais font des assoupissements.

CHRISTIAN SAUTTER.

(4) Voir Ch. Sautter, « Japon, le prix de la puissance », Seuil, 1973, chap. 3.
(5) Japon Economic Journal, 16 novembre 1976.

Banque Européenne de Tokyo S.A. PARIS

Fondée en 1968
Total du bilan : 2381 millions de francs
au 31 décembre 1975

FINANCEMENT A MOYEN ET LONG TERME
EN EURO-DEVICES
PLACEMENT D'EURO-OBLIGATIONS

BANQUES PARTICIPANTES

- The Bank of Tokyo Ltd.
- The Industrial Bank of Japan Ltd.
- Bank of Tokyo Holding S.A.
- The Long-Term Credit Bank of Japan Ltd.
- The Nippon Fudosan Bank Ltd.
- The Kyowa Bank Ltd.
- The Taiyo Kobe Bank Ltd.
- The Saitama Bank Ltd.
- The Hokkaido Tokai Bank Ltd.

Le total de l'actif
des banques participantes dépasse
170 milliards de dollars.

AUJOURD'HUI

les grandes affaires ne sont plus nationales. Elles ont des ramifications dans le monde entier et il leur faut l'aide de banquiers experts dans le domaine international. Mitsubishi est de ceux-là. C'est une banque multinationale disposant de capitaux qui lui permettent de financer quelques-uns des plus importants projets de notre époque — depuis

la mise en valeur des ressources naturelles jusqu'aux découvertes les plus récentes de la technique moderne. Mitsubishi, qui est l'une des plus anciennes banques du Japon, est au premier rang pour conseiller les groupes français souhaitant faire des affaires au Japon et dans d'autres pays asiatiques. Notre représentant à Paris sera heureux de vous aider.

Tél: 742-0001

Bureau de Représentation de Paris.
4, pl. de la Concorde, 75008 PARIS, France - Tél: 742-0001.
Télégramme: BISHIBANK PARIS 123 - Télex: 680.810.



MITSUBISHI BANK

Dans toutes les grandes villes du monde
Conseillers Financiers Internationaux

SIÈGE SOCIAL: Marunouchi, Tokyo, Japon. — NOS BUREAUX A L'ÉTRANGER: New-York, Los Angeles, Chicago, Toronto, Sao Paulo, Londres, Düsseldorf, Paris, Beyrouth, Séoul, Singapour, Hong-Kong, Djakarta, Sydney, The Mitsubishi Bank of California à Los Angeles, Mitsubishi Bank (Europe) S.A. à Bruxelles, Banco Mitsubishi Brasileiro S.A. à Sao Paulo. BANQUES ASSOCIÉES: Japan International Bank à Londres, Orion Multinational Services à Orin Bank à Londres, Libra Bank à Londres, Australian International Finance Corporation à Melbourne, Thai Mitsubishi Investment Corporation à Bangkok, Diamond Lease (Hong-Kong), Orion Pacific, Liu Chong Hing Bank à Hong-Kong, P.T. Indonesian Investments International à Djakarta, Ayala Corporation à Manille, Amanah Chiao Merchant Bank à Kuala Lumpur.

مكتبة الادب

De puissants réseaux de communications clefs du succès des sociétés de commerce

On a dit des sociétés de commerce du Japon, les fameuses *shosha*, que ces géants font commerce de tout, « depuis les fusées jusqu'aux crayons à bille ». Elles ont en fait dépassé depuis longtemps le stade des simples échanges commerciaux, pour devenir des institutions aux activités extraordinaires, variées, sans équivalents ailleurs dans le monde. Elles négocient par exemple des fusions d'entreprises, organisent des groupements entre sociétés, investissent dans l'industrie, achètent des matières premières, financent des entreprises étrangères encore trop risquées pour intéresser les banques, etc. Tout cela demande une grande activité dans la recherche et la centralisation des renseignements venant du monde entier.

Par nécessité, les sociétés de commerce nippones ont été amenées à développer certains des systèmes de communications « maison » les plus perfectionnés et les plus ramifiés dans le monde d'aujourd'hui. Un journaliste américain disait un jour du groupe Mitsui qu'il n'est dépassé en importance que par la C.I.A., et c'est à peine une exagération. Mitsui a cent douze agences outre-mer dans soixante-quinze pays, et chacune est un poste d'écoute qui fournit constamment au siège central une masse d'informations commerciales. En moyenne, ces postes extérieurs sont seulement à quatre minutes de distance des centres de décision du sommet, grâce aux transmissions par satellite et aux ordinateurs.

Suivre des fluctuations de minute en minute

Le volume d'informations reçues ou émises par les bureaux centraux des sociétés de commerce de Tokyo est stupéfiant. Quelque trente mille messages distincts atterrissent chaque jour dans les corbeilles *ad hoc* chez Mitsui, soit environ deux millions quatre cent mille mots par jour. C'est presque autant que le service mondial de nouvelles de l'agence américaine Associated Press.

Le groupe Mitsubishi dépense des sommes considérables pour ce genre d'activité : environ 6 700 000 dollars par an. Pratiquement, les frais de transmission d'une grande agence internationale de presse, comme A.P. ou Reuters, Mitsubishi ayant un chiffre d'affaires de près de 20 milliards de dollars par an, cette dépense n'est pas superflue.

Le réseau d'information de Mitsui est un outil si efficace que plus d'une fois le ministère des affaires étrangères du Japon a eu recours à lui dans des cas d'urgence : par exem-

ple, lors du détournement d'un avion par des terroristes il y a trois ans à Koweït. Les *shosha* entretiennent outre-mer un personnel et des organisations qui dépassent en importance n'importe quelle organisation gouvernementale officielle, et elles ont le devoir de rapporter au siège tout ce qui peut affecter les intérêts japonais. En raison de l'insularité du Japon et des relations étroites entre le gouvernement et les milieux d'affaires, une telle collaboration est habituelle et admise par tous.

Aussi bien que le réseau du Pentagone

Salon certains experts, le réseau de communications de Mitsui ne peut être comparé, pour son extension géographique et sa rapidité, qu'à celui du département de la défense des États-Unis. Certes, le réseau du Pentagone est plus vaste, mais la configuration générale en est assez semblable.

Le courant central du flot d'informations de Mitsui passe par trois *clearing houses* dotées d'ordinateurs : un Univac-1108 à Tokyo, un Collins à Londres et un R.C.A. à New-York. Chaque ordinateur joue le rôle d'un agent de la circulation, dirigeant les messages selon leur adresse codée, réservant le passage à ceux qui ont des priorités urgentes. Des lignes privées en location réunissent ces terminus avec d'autres points du réseau. Tokyo a douze branches vers l'Asie du Sud-Est, l'Australie et le Moyen-Orient, New-York en a vingt et une, couvrant les États-Unis, le Canada et l'Amérique du Sud. Londres en a seize vers l'Europe occidentale, l'Europe de l'Est et l'Afrique.

C'est en 1971 que Mitsui a installé le premier de ses systèmes de transmission automatique des messages d'information. Mitsubishi a rapidement suivi avec son propre *Diatrac* (*Diamond Telecommunications Automatic Switching Center*), qui utilise un Okitac 7700 à Tokyo, un R.C.A. à New-York et un M.F.X. à Londres. Les transmissions du *Diatrac* se font par satellite, lignes terrestres, câbles sous-marins, micro-ondes et radio ondes courtes, selon les systèmes existant dans les divers postes Mitsubishi. C. Itoh, autre grande société de commerce, a installé en 1973 son *Citac* (*Citibank Transworld Automatic Communications System*), contrôlé par un Facom 230-355 à Tokyo, qui met en communication cent quarante agences et bureaux locaux dans le monde. Le système peut transmettre quarante mille messages à l'heure.

Mitsui a encore un autre procédé : les lecteurs automatiques de carac-

tères optiques (O.C.R.), qui accroissent la vitesse de traitement des informations. Chacune de ces machines peut faire le travail de soixante télétypistes à perforateurs, en ne faisant en pratique aucune erreur. Le message est « lu » par un rayon lumineux, passe à l'ordinateur et se voit répercuté immédiatement vers les destinations prescrites. En même temps, il est enregistré dans une « banque de messages » et conservé sur une bande magnétique pendant un mois.

La valeur de ces procédés dans le commerce international est évidente. Le siège central peut suivre des négociations ou se tenir au courant des fluctuations de cours du marché dans la plupart des centres d'opérations extérieurs, presque de minute en minute. Si l'agent de Mitsubishi à Manille désire acheter un cargo, il peut s'enquérir simultanément à travers le monde auprès d'une douzaine de postes Mitsubishi, ou davantage, où il a des chances de trouver le bateau.

Mitsubishi et Mitsui rédigent environ 60 % de leurs messages en anglais. Il y a des raisons spéciales à cela. Il est généralement plus facile à un Japonais de lire un texte en anglais que de le lire rédigé en japonais avec des caractères en romaji, c'est-à-dire en caractères romains. Dans sa langue, en effet, les homonymes sont très nombreux : à moins de pouvoir se référer au texte original, il risque de lire de travers la version « romanisée ». Il faut ajouter que, dans les agences d'outre-mer, les sociétés de commerce japonaises ont des centaines d'employés étrangers qui comprennent l'anglais, mais non le japonais.

Pourtant des moments de faiblesse

Chaque grande société de commerce a ses réseaux d'information organisés selon ses propres besoins, mais Mitsui peut être pris pour un exemple typique. L'organisation répond à la fois aux catégories de produits et aux régions géographiques. Au siège, les départements fer et acier, par exemple, ou métaux non ferreux, produits chimiques, produits alimentaires, etc., communiquent directement avec les agences d'outre-mer pour les transactions dans leur domaine spécial. Une division des plans possède, comme un ministère des affaires étrangères en miniature, des spécialistes couvrant l'Amérique, l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, l'Asie et l'Océanie. Elle suit les activités des départements « affaires » et les aide dans leur stratégie à long terme. Une demande d'information, par exemple, sur un projet d'investissement dans une mine du Brésil ira à la fois au département fer et acier et à la division des plans, section Amérique du Sud.

La division des plans peut demander aux postes d'outre-mer de lui fournir des renseignements spécialisés. Elle peut aussi commander au département des recherches et informations une analyse approfondie des conditions politiques et sociales dans tel ou tel pays. Les recherches et informations ont une bibliothèque de neuf mille volumes et sont abonnées à deux cent cinquante journaux et périodiques étrangers. Le département fait circuler, sur la base d'un dévouement de ces publications, un bulletin en japonais pour la direction et les autres départements intéressés. Un rapport est fourni à toute personne de la direction qui a besoin d'un « briefing » sur n'importe quel sujet. Tout représentant de Mitsui qui part en mission est très informé sur les pays, les sociétés et les personnages qu'il visitera.

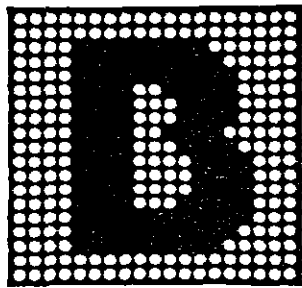
Malgré ce formidable système d'information, les *shosha* ont leurs moments de faiblesse. Elles se mon-

tront quelquefois curieusement ignorantes des changements de climat des milieux d'affaires. Les statistiques et les faits ne sont pas tout : bien souvent, des contacts personnels pourraient en dire davantage sur ce qui se passe ou se prépare. Mais les Japonais sont timides, cela est bien connu, quand il s'agit de relations de cette sorte. C'est ainsi, par exemple, que Mitsui, en 1973, n'avait pas prévu les émeutes antijaponaises de Djakarta et de Bangkok, qui pourtant la prirent, entre autres, comme cible.

Perfectionnement

Les systèmes d'information des grandes sociétés de commerce nippones sont encore en train d'être perfectionnés, et l'on peut s'attendre à des nouveautés en ce domaine. Mitsui projette par exemple d'étendre les liaisons par ordinateurs à tous les membres de ce qu'on appelle le *Nimokukai*, c'est-à-dire l'association des sociétés affiliées à Mitsui. Les effets d'une telle mesure peuvent facilement être prévus. Le *Nimokukai*, ou groupe Mitsui, comprend vingt-deux sociétés membres qui sont liées par des participations en capital et par une collaboration mutuelle au niveau de la direction. Si les divers bureaux départementaux (départements des affaires) de Mitsui Bussan, de la banque Mitsui, de Mitsui Mining, de Mitsui Construction, de Toray Industries (textiles), de Mitsui Petrochemical Industries et de Mitsui Shipbuilding venaient à être liés par un même système de communications, l'action coordonnée de tout cet ensemble prendrait encore une force accrue.

EDUARDO LACHICA.



BNP

パリ国立銀行
Au JAPON
Tokyo

929, Kokusai Building,

1-1 Marunouchi,

3-Chome Chiyoda-ku

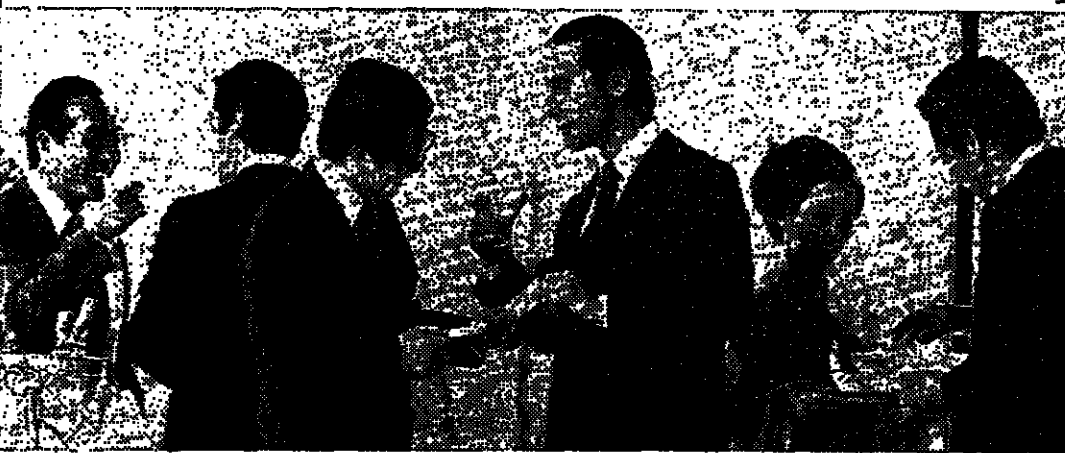
Tél. 214.2881 Téléc. J 24825

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège Social : 16, Boulevard des Italiens 75009 Paris

Tél. 523.55.00

Nous ne pouvons pas vous apprendre
le japonais, par contre
nous pouvons vous aider à le comprendre.



Le Japonais est une langue très difficile à apprendre et les usages commerciaux sont également très différents des nôtres. Ils sont réglés par des coutumes très strictes et dont chacune a une signification très particulière. Mais rassurez-vous, nous sommes là pour vous aider à les comprendre.

Par exemple, lors de réunions ou de réceptions, il est d'usage au Japon de distribuer des cartes de visite. Pour un Japonais, échanger ces cartes est aussi important que serrer la main pour un Européen. Et ce n'est pas seulement pour des raisons de politesse. En fait, c'est une coutume très utile, qui vous permettra de retenir les noms de vos interlocuteurs et de connaître précisément la position qu'ils occupent dans leur société. Aussi pour vous aider le JAL

Executive Service peut imprimer, pour une somme très modeste, vos propres cartes de visite bilingues.

D'autre part, et toujours pour vous aider, JAL a édité un ouvrage qui fait autorité : « Les Affaires au Japon ».

Ce livre vous donnera des informations précieuses sur tous les aspects des usages commerciaux japonais. Il vous donnera un aperçu de la philosophie des affaires japonaises et du comportement des Japonais tout simplement parce que ces deux points influencent quotidiennement les discussions commerciales.

Mais tout cela n'est qu'une petite partie de l'aide que le JAL Executive Service peut vous fournir avant, pendant et après votre séjour au Japon. Si vous désirez en savoir

plus sur le JAL Executive Service, découpez ce bon et dites-vous bien que ce n'est pas sans raison que la JAL transporte plus d'Européens sur ses lignes vers le Japon que n'importe quelle autre compagnie.

Japan Air Lines,
75, av. des Champs-Élysées,
75008 Paris.

Nom _____
Fonction _____
Adresse _____

Vous êtes
notre raison d'être.



La première dans
les affaires
bancaires
internationales
depuis 1880

Bank of Tokyo,
présente partout dans
le monde grâce à plus
de 250 succursales, bureaux
de représentation ou participations,
est fière d'avoir un rôle
à jouer dans le
développement économique
de la France.

BUREAU À PARIS:
4-8, rue Sainte-Anne, Paris-1^{er} Tél: 261-58-33
BANQUE EUROPÉENNE DE TOKYO S.A.:
4-8, rue Sainte-Anne, Paris-1^{er} Tél: 261-58-55

Banque et financement mondiaux
BANK OF TOKYO
SIÈGE SOCIAL: TOKYO, JAPON
32 succursales au Japon
Réseau de plus de 5000 correspondants dans le monde

A ses lecteurs
qui vivent
hors de France
Le Monde
présente une
Sélection
hebdomadaire

Ils y trouveront une sélection
des informations, commentaires et critiques parus
dans leur quotidien. Numéro
spécimen sur demande.

ÉDUCATION

Le recteur interdit la fermeture de l'université de Provence

Aix-en-Provence. — L'université de Provence (Aix-Marseille-I) ne fermera pas ses portes du 28 novembre au 4 décembre, comme en avait décidé, le 15 novembre, le conseil de l'université, qui réclamait le versement d'urgence d'une subvention exceptionnelle d'équilibre de 800 000 F. Le recteur de l'académie d'Aix-Marseille, M. Claude Franck, a pris en effet, en application de la loi d'orientation, un arrêté qui suspend cette décision. Cependant, deux inspecteurs généraux de l'administration, MM. Cayrol et Elmary, ont commencé à exé-

cuter la mission qui leur a été confiée par Mme Alice Samier-Séité, secrétaire d'Etat aux universités.

L'UNEF et l'assemblée générale des étudiants, réunies vendredi à Marseille, ont décidé d'organiser avec l'intersyndicale des enseignants de l'université de Provence (C.G.T., SNE-Sup, SGEN-C.F.D.T.) une manifestation, le jeudi 2 décembre. Une grève des personnels administratifs et techniques pourrait avoir lieu ce jour-là.

De notre correspondant régional

« C'est la première fois que les rigueurs de la loi d'orientation sont appliquées à l'égard d'une décision prise souverainement et à l'unanimité par un conseil d'université », nous a déclaré le président de l'université de Provence, M. Claude Méliand. « Le communiqué publié par le secrétariat d'Etat, le 17 novembre, et assimilant la fermeture des locaux à une grève, constituait déjà une intolérance à l'égard des personnels. Nous ne pouvons que nous incliner, mais l'arrêté pris par le recteur Franck ne règle rien. L'université reste ouverte dans l'immédiat mais une subvention exceptionnelle d'équilibre ne nous est pas accordée, nous allons vivre en déficit jusqu'au début du prochain exercice. »

Les difficultés financières d'Aix-Marseille-I sont nées du décapage, décidé en juillet 1973, des centres scientifiques de l'université de Provence et de la création d'une troisième université dans l'académie. Pour les responsables d'Aix-Marseille, une préoccupation des charges d'entretien des trois centres d'enseignement (Saint-Charles et Saint-Jérôme à

Marseille, faculté des lettres à Aix-en-Provence) était possible quand tous les locaux étaient gérés par la même autorité. Or, le centre de Saint-Jérôme, où la densité des étudiants est plus faible mais le coût d'entretien aussi élevé que dans les autres centres, est utilisé désormais par les deux universités. La subvention est cependant allouée entièrement à Aix-Marseille-I. Aux termes d'un projet d'accord établi par le secrétariat d'Etat aux universités, 30 % de cette subvention, soit environ 200 000 francs, devaient être reversés à la nouvelle université de Provence sans que celle-ci ait à participer à l'entretien des locaux qu'elle occupe (20 000 mètres carrés sur 80 000), mais l'accord n'est jamais entré dans les faits.

Le décapage de 1973 a, d'autre part, créé d'importantes charges supplémentaires à Aix-Marseille-I : quatre-vingt-neuf personnes, dont une quinzaine recrutées depuis le partage émergeant aujourd'hui à son budget de fonctionnement (1). Celle-ci a été obligée enfin, pour accéder à ses quarante mille étudiants d'utiliser à Saint-Charles des locaux vétustes qui ne sont pas compris dans les surfaces utiles subventionnées.

« La subvention de 800 000 F que nous sollicitons est amplement justifiée par les charges spécifiques que nous devons supporter », estime M. Méliand. Le secrétariat d'Etat aux universités a d'ailleurs reconnu la réalité de nos difficultés, puisqu'il nous a attribués, lors des deux exercices précédents, deux subventions exceptionnelles de 700 000 F et d'un million de francs. Malheureusement, ces crédits supplémentaires n'ont pas été reconduits. En mars 1976, nous avons voté un « budget-vérité », dont les charges excédaient les recettes de 40 % afin de faire la démonstration des obstacles financiers insurmontables dont les locaux nous trouvaient. Un budget d'office a été établi par le recteur-chancelier intérieur, en francs réels, à celui de l'exercice de 1976. Nous ne nous sommes pas déclarés en déficit, nous avons déclaré dès le mois d'avril qu'il serait inapplicable et nous avons informé mois par mois le secrétariat d'Etat de l'évolution de nos dépenses. En vain. Nous avons alors pris nos responsabilités car il est impossible d'envisager sur

le plan comptable de faire de la « capitalisation ». Mme le secrétaire d'Etat aux universités aurait, étrangement, accepté de fermer les yeux sur un tel état de fait. Mais, nous ne pouvons pas accepter que des locaux, qui sont destinés à servir la recherche, soient utilisés pour des fins purement administratives. Nous avons été obligés de fermer un amphithéâtre de Saint-Charles à cause du détachement des tables. Les chaises sont défectueuses. Des travaux urgents de sécurité ont été suspendus : nous avons consommé une bonne partie de nos stocks de fournitures courantes et nous ne pouvons honorer toute une série de factures (téléphone, eau, électricité) qu'en janvier ou février.

« Il faudra bien, poursuit M. Méliand, qu'une solution soit trouvée. Matériellement, la situation de l'université est devenue critique. Nous avons été obligés de fermer un amphithéâtre de Saint-Charles à cause du détachement des tables. Les chaises sont défectueuses. Des travaux urgents de sécurité ont été suspendus : nous avons consommé une bonne partie de nos stocks de fournitures courantes et nous ne pouvons honorer toute une série de factures (téléphone, eau, électricité) qu'en janvier ou février. »

Le décapage de 1973 a, d'autre part, créé d'importantes charges supplémentaires à Aix-Marseille-I : quatre-vingt-neuf personnes, dont une quinzaine recrutées depuis le partage émergeant aujourd'hui à son budget de fonctionnement (1). Celle-ci a été obligée enfin, pour accéder à ses quarante mille étudiants d'utiliser à Saint-Charles des locaux vétustes qui ne sont pas compris dans les surfaces utiles subventionnées.

La réorganisation de la recherche pédagogique

La section C.G.T. de l'I.N.R.P. met en cause la direction

La réorganisation à laquelle a procédé M. René Haby en scindant l'ancien Institut de recherche et de documentation pédagogiques (I.N.R.P.) en deux organismes distincts : l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.) et le Centre national de documentation pédagogique (C.N.D.P.), a suscité des réactions syndicales.

La section C.G.T. de l'I.N.R.P. conteste la capacité de son directeur nouvellement nommé — M. Pierre Magnin — à assumer ses responsabilités (il est à Paris trois jours par semaine) en raison de ses autres activités à Besançon, où il était précédemment recteur. M. Magnin enseigne en effet à la faculté de médecine de cette ville, y dirige un service hospitalier, et il prépare les élections municipales à la tête de la liste de la majorité.

Pour la section syndicale C.G.T., il est scandaleux de confier la direction d'un Institut national de recherche pédagogique, que l'on veut de « haut niveau scientifique », à un recteur qui n'a obtenu son poste dans l'académie de Besançon que pour pouvoir mener une campagne électorale dans cette ville en vue des municipales de 1977 et des législatives de 1978. Sa candidature a été annoncée le même jour que sa nomination. Ses nouvelles activités politiques et ses anciennes activités qu'il a conservées, il est projeté en outre que son activité de directeur de l'I.N.R.P. ne devienne qu'une activité d'appoint, entre autres lieux, à l'I.N.R.P. Il a, en effet, déclaré toute rémunération au titre de ses fonctions de directeur, M. Magnin trouve en outre que son activité se développe, entre autres lieux, à l'I.N.R.P., de 6 h. 30 à 21 h. 30, durant les trois jours de présence effective.

Pour la section de la Fédération de l'éducation nationale de l'I.N.R.P., « la situation budgétaire s'annonce catastrophique pour 1977 (...). Certaines dépenses se trouvent déjà en état d'asphyxie (...). Une vingtaine de personnels contractuels se voient imposer des contrats qui représentent pour certains une diminution du temps de travail, des pertes de salaire de 400 à 500 F et qui ne prennent pas en compte les diplômes universitaires s'ils sont supérieurs au DEUG. »

M. Magnin, qui ne nie pas le caractère provisoire de ses fonctions, nous a confiés sa candidature à la mairie de Besançon, où il conduira une liste « majorité élargie, qui regroupe tous les partis qui ne sont pas d'accord avec le programme commun ». « Le C.G.T. dans cette affaire, cherche à se disqualifier », a ajouté M. Magnin.

On peut toutefois s'étonner que la responsabilité de mettre en place et de gérer un organisme de cette importance, qui — selon les termes de M. Haby — doit se consacrer à la

Les dates du baccalauréat 1977

LE MINISTRE ENTEND MOINS PERTURBER LE DERNIER TRIMESTRE

Commentant le choix des dates retenues pour la session 1977 du baccalauréat (le Monde du 26 novembre), le ministre de l'éducation s'affirme soucieux de « remédier aux perturbations provoquées par le déroulement et la correction des examens pendant le dernier trimestre de l'année scolaire ». C'est pour cette raison que « le début des épreuves est retardé d'une semaine par rapport aux années précédentes », et que « la date de la fin des épreuves reste approximativement la même ». Le détachement de l'épreuve de philosophie des séries A, B, C et D, qui aura lieu dans l'après-midi du mardi 14 juin, est justifié par « la longueur des corrections dans cette discipline ».

Par décision du recteur

LE LYCÉE DE CORBEIL EST FERMÉ JUSQU'À NOUVEL ORDRE

Après les incidents qui ont eu lieu les jeudi 25 et vendredi 26 novembre au lycée de Corbeil (Seine-et-Marne) et les interventions de la police (« le Monde » du 27 novembre), le recteur de l'académie de Versailles, M. Pierre Albarède, a décidé la fermeture de l'établissement depuis le début de l'après-midi de vendredi et jusqu'à nouvel ordre.

UN PROJET D'ARRÊTÉ DU MINISTÈRE

Tolérances orthographiques

« Gai de grosseille ou de grossesilles. Quatre-vingt dix ou quatre-vingt-dix. Référendum ou referendum. Ils ont été leur chapeau ou leurs chapeaux. Beaucoup de gens savent sans doute que l'un ou l'autre se dit ou se disent, de tous temps (ou de tout temps). Mais sans doute pas les examinateurs, puisque le ministre de l'éducation a jugé bon de rappeler ces « tolérances grammaticales », qui figurent, parmi d'autres, dans un arrêté datant du 26 février 1901. Un projet d'arrêté approuvé par le conseil de l'enseignement général et technique, jeudi 25 novembre, reprend ce texte ancien « au goût du jour » en introduisant « quelques mentions supplémentaires qui répondent à des besoins constatés ». La discussion a été très vive, car chacun sait que les enseignants tiennent beaucoup à l'orthographe.

Le texte, qui avait été préparé par l'inspection générale, était l'application d'une décision prise par M. René Haby, qui souhaitait, comme il l'avait écrit dans le Monde de l'éducation de janvier 1976, « admettre, pour un nombre limité de mots-pièges, à côté de la graphie régulière, une autre graphie usuelle et plausible, bien que non retenue par le dictionnaire » et réviser la liste des « tolérances » en attendant une réforme de l'orthographe qui lui paraissait peu réaliste aujourd'hui. Le ministre a précisé, après la réunion du C.E.G.T., que ces tolérances « il faudra attendre la publication du texte pour les connaître toutes — ont pour seul objet la correction des examens et concours passés par les élèves : elles n'ont pas à être enseignées dans les classes ». « A plus forte raison, poursuit le ministre, elles ne sauraient mettre en cause les caractéristiques grammaticales et orthographiques qui

s'imposent à la langue d'aujourd'hui. » Tolérer, donc, n'est pas encourager.

Le projet invite les correcteurs « à ne pas exiger des candidats la parfaite perception des tonalités, parfois délicates de la pensée ou du style » et conseille, « lorsque l'usage a fixé une règle déterminée, de ne pas pénaliser une transgression qui n'implique pas une déviation choquante du jugement ». Il admet aussi quelques entorses à la stricte concordance des temps. On aurait ainsi souhaité qu'elles fussent (ou qu'elles soient) acceptées, étant données (ou étant donné) les circonstances.

Francisation

Outre les différences d'accord, le projet accepte la francisation de certains mots étrangers au pluriel (comme les *beds*, les *jazzes*, les *speghettis* ou les *navies*), et l'absence d'accord circonstanciel lorsqu'il n'y a pas doute sur le mot : ainsi, pour-on acheter des maximums de sandwichs et raconter les faits crues dans une *après* très crâne (mais il faudra toujours éviter de confondre *roder* dans le *ford* et *roper* un *ford*).

L'inspection générale avait finalement renoncé à proposer d'autres innovations qui auraient notamment à remplacer les doubles consonnes par un *à* avec un accent grave (à la façon d'un *journal*). Les examinateurs continueraient donc à sanctionner les candidats qui « jettent un coup d'œil sur une étiquette », et il faudra attendre la nouvelle édition du dictionnaire de l'académie pour savoir si l'on peut écrire *imbécillité* avec un *seul*.

GUY HERZLICH.

LE GOUVERNEMENT : LES EFFECTIFS ONT BAISSE DE 5,5 %

La situation de l'université de Provence a fait l'objet, vendredi 26 novembre, à l'Assemblée nationale, d'une question orale de M. Philibert (P.S., Bouches-du-Rhône) auquel il a été répondu par M. Christian Beullac, Mme Samier-Séité n'assistant pas à la séance. Le député socialiste a reproché au gouvernement d'obliger les universités à travailler dans des conditions de plus en plus difficiles.

M. Beullac a notamment répondu : « La situation financière de cette université ne s'est pas améliorée par rapport à l'année précédente. Au lieu d'un crédit renouvelable de 8 344 000 francs en 1976, elle a reçu, pour 1976, 9 081 500 francs, soit 8,8 % de plus, alors que ses effectifs étudiants ont baissé de 5,5 %. La sous-dotation apparente des services généraux résulte des décisions du conseil d'université, non de la politique du secrétariat d'Etat. »

JEUNESSE

LA PERCÉE D'ANTIROUILLE

Antirouille, un « bouquin » pour jeunes non « branchés », fête son premier anniversaire. En clair : entre la presse militante à usage des « branchés » et les *Hill*, *Salut L.* et autre *O.K.*, seconde génération des magazines voués à la mémoire de Mike Brand et aux plats préférés des « idoles », il y a peut-être place pour un mensuel « sans publicité », pour lecteurs « ne sachant pas très bien par quelle porte ils vont entrer dans la société ni s'ils ont envie d'y entrer ».

Avec pour seul vantage cette belle déclaration d'intention et un optimisme à toute épreuve pour affronter les fins de mois, une poignée d'anciens journalistes de *Liberation* et d'animateurs socio-culturels reconvertis dans la « B.D. » (bande dessinée) sont en passe de réussir une percée qui donne quelque idée des quinze-dix-huit ans cuvés 1976 — en tout cas d'une partie d'entre eux.

Quinze mille exemplaires vendus, peut-être trois fois plus de lecteurs. La recette ? Des fiches techniques : « Plus de panique pour une panne », « Un mini-haut-parleur pour une mini-cassette », Un agenda, « Les Carnets de Tante Tirolle », « concerts, bouquins, ciné, télé. Une « zone politique » alimentée par les lecteurs. Un penchant manifeste pour les témoignages bruts. Quelques dessinateurs au talent prometteur. Le dossier du mois : « Gare aux pourous » (sur les sectes), « Spécial drogues », « Je te drague, tu me dragues », l'argent de poche (« Trois millions de Français gagnent moins de 100 francs par mois »). Et un générique en forme de manifeste où figure le nom des journalistes — pour le plupart non professionnels — suivi de leur

âge : dix-huit ans, vingt et un ans, quinze ans.

Cousin, à des titres divers, de feu *Actuel* et de *Liberation*, *Antirouille* ne ressemble à aucun d'eux. Aux certitudes de leurs aînés, la route, la « dé-tention », le militantisme, la contre-culture, — ses lecteurs — lycéens pour la plupart et provinciaux — opposent l'aveu et le doute, 1986 est loin.

Interrogé sur la « drague », une lycéenne confie : « Je voudrais me marier. Je ne sais pas exactement pourquoi ; mais je voudrais fonder une famille. » Militante de la Jeunesse communiste, Isabelle explique qu'entre copains, le samedi soir, on fume parfois de la « herbe » : « Tu sais, un communiste, c'est un jeune comme un autre, c'est pas le mec strict et tout. »

Est-ce à ce ton qu'Antirouille doit l'écho qu'il semble rencontrer ? Quelques appels lui ont suffi pour mettre sur pied un réseau de cent cinquante diffuseurs et propagandistes bénévoles, dont les offres de service en disent long sur la disponibilité des jeunes à qui il s'adresse. Depuis quelques semaines, il ouvre ses portes le mercredi à ses lecteurs. Une jeunesse hirsute et emmitouflée vient y proposer ses services, critiquer le journal, refaire le monde ou simplement parler, « parce que le n'arrive pas à le faire avec les gens que je connais ».

Un peu plus qu'un simple journal, *Antirouille* doit-il sa percée à cet aveu paru dans des derniers numéros : « Nous ne pensons pas avoir tout compris ni tout inventé ? »

L. G.

* *Antirouille*, 2, square Feltre, 75009 Paris. Tél. 536-84-79.

SPORTS

AUTOMOBILISME

PASSAGER D'UN PROTOTYPE DE COURSE

UNE INCURSION DANS L'ÉTRANGE

Le Castellet. — Fin novembre, c'est encore l'été au Castellet (Var). On s'y promène en chemise, sous le soleil, sans aucun souffle de vent. Il y fait bon et chacun va, sans se presser, avec le sentiment d'être en vacances, jeter un œil distrait ou, au contraire, intéressé sur les voitures de course qui attendent conducteur et passagers. Car, une fois l'an, la possibilité est offerte de conduire ou de prendre place à bord de quelques-unes des meilleures voitures qui complètent le sport automobile. La vedette, cette année, est le prototype 2 litres turbo-compressé de la règle Renault. C'est avec ce type de voiture que Renault tentera de gagner les Vingt-Quatre Heures du Mans en 1977, et l'intérêt de l'essai tient, pour une grande part, dans les impressions que l'on peut ressentir dans un engin à moteur suralimenté.

À côté, il y a des formules de promotion et une formule 2, pour se faire la main, et découvrir toutes les difficultés qu'il peut y avoir à manier habilement des voitures aussi sophistiquées. Pour la chronologie des sensations, il vaut mieux faire d'abord quelques petits tours en monoplace, histoire de bien cerner ses maladrotes, avant de se risquer dans le prototype biplace.

Jean-Pierre Jabouille (1), qui a la charge de donner la leçon, promène sa grande silhouette, le regard amusé. Tout à l'heure, il va — peut-être — prendre une revanche sur ceux qui, toute l'année, donnent leur avis sur les pilotes et rapportent quelquefois, à tort ou à raison, leurs fautes ou leurs erreurs. On est entra- nant, mais il n'est pas interdit de jouer un peu avec les nerfs des passagers.

D'abord, la monoplace. Histoire de redécouvrir le circuit, d'en sentir les courbes et les difficultés. Il faut faire attention, car les voitures qui procèdent à des essais sérieux arrivent dans les rétroviseurs à la vitesse

De notre envoyé spécial

d'obus. Et justement, en plus du prototype Renault, il y a les deux Tyrrell à six roues que Patrick Depailler et Ronnie Peterson mènent bon train. On se fait encore plus petit dans le cockpit, quand elles surgissent. À peine aperçues dans les rétroviseurs, elles sont déjà en point de mire, loin devant, dans l'axe du capot. C'est la meilleure façon de les voir tourner, curieusement accrochées à soi par leur double train de roulettes avant et de bien suivre leur manière particulière d'entrer dans les virages.

Retour au stand. Jabouille attend, sanglé dans son baquet avec, à sa gauche, une « place » de passager ou un canotier à la rigueur serait l'aise. Pour s'y glisser, il faut même enlever ses chaussures, ôter le capot avant, et s'enferrer dans le chassis tel un contorsionniste. L'œil en coin, Jabouille, le bougre, s'amuse déjà. Casqué, à moitié allongé, sanglé, coincé, accroché à une barre qui se trouve gentiment là, le passager est prêt. On a d'abord l'impression d'être assis par terre et le court capot donne l'illusion que les pieds servent de pare-chocs. C'est quand même une curieuse sensation pour qui va rouler à près de 300 kilomètres à l'heure.

L'agression de la vitesse

Le bruit de moteur est bien trompeur. Rien à voir avec le hurlement d'une Ferrari ou d'une Porsche 917. C'est un souffle doux, civilisé, en un sens rassurant. Mais pas pour longtemps. Car dès les premiers virages, on sent bien la puissance et à l'entrée de la ligne droite, tout arrive d'un coup. Le turbo s'est enflammé et c'est près de 600 ch qui lancent la voiture à l'assaut de l'horizon. Dans le baquet, à l'air libre, il faut résister, toutes vertèbres cervicales tendues, à l'agression de la vitesse. La courbe

arrive comme un coup de poing, la démonstration a commencé. Accélération, freinage, Jabouille s'en donne à cœur joie.

Dans un premier temps, toute l'attention se porte sur les trajectoires, sur les points de repère connus, bref sur tout le circuit qui semble devenir fou, avalé par Jabouille. Si le corps est coincé, la tête doit rester dans tous les sens. À droite ou à gauche, selon les virages, projetée en arrière par les accélérations, en avant par les freinages, c'est un curieux ballet de casques, qui, d'ailleurs, amuse Jabouille. Le premier tour, est bouclé en un peu plus d'une minute, mais il a bien semblé durer une heure. Au deuxième, le pilote augmente la cadence. Histoire sans doute de ne pas décevoir le passager. Réussite complète, le prototype passe à près de 300 à l'heure la grande courbe en bout de ligne droite, se précipite sur un virage serré. La hampe retient le corps, projeté par le freinage, puis la perspective bascule, on vit dans un monde à part où toutes les lois d'adhérence sont remises en cause. Le moment est venu de concentrer son attention sur les gestes du pilote. Et il y a peu de choses à voir, sinon le travail du volant qui va main droite lâche chaque fois que Jabouille change de vitesse. Pour le reste, tout est naturel, facile, décontracté même. Ce ne sont que des essais de routine.

Le prototype rentre lentement au stand. Et l'on se prend à regretter vraiment que l'expérience ne se prolonge pas. Une incursion dans l'étrange, dans l'irréel, même, donne le goût de continuer. On éprouve un manque à revenir sur terre.

FRANÇOIS JANIN.

(1) Champion d'Europe de formule 2, Jean-Pierre Jabouille, pilote-essayeur de la règle Renault, a reçu la responsabilité de mettre au point et de conduire la formule 1 Renault.

سكنا في الامم

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

The New York Times

La tour de Babel de l'inculture

« Aujourd'hui, être un homme — ou une femme — cultivé ne signifie plus rien. Vous savez peut-être choqué votre programme d'études. Vous savez peut-être tout sur tel ou tel sujet de la vie urbaine ou rurale, mais il n'y a plus de dénominateur commun de la culture. »

Tel est le cri d'alarme du doyen de la faculté des arts et sciences de l'université Harvard, M. Henry Rosovsky, diffusé par le NEW YORK TIMES. Dans un rapport de dix-neuf pages, le doyen demande le retour à la culture générale de façon à « rétablir un discours commun parmi les gens cultivés ».

« Ce document paraît au moment où, pratiquement, tous les établissements d'enseignement littéraire supérieur américains révisent leurs programmes d'études. Nombre d'entre eux, qui avaient abandonné les programmes de culture générale dans les années 60, sont en train d'y renoncer (...) ».

Selon M. Rosovsky, « le problème est né moins des revendications des étudiants ou de l'extension des branches du savoir que du souci des universités, après la guerre, d'élargir leur « clientèle » (...). Le monde est ainsi devenu une tour de Babel dans laquelle nous avons perdu la possibilité de communiquer et de partager les mêmes valeurs ».

« Un individu cultivé doit être capable de communiquer ses idées avec précision, conviction, et posséder une connaissance suffisante des questions suivantes : méthodes mathématiques et expérimentales en sciences naturelles ; principales formes d'analyses, techniques historiques et quantitatives des sciences sociales modernes, principales conceptions religieuses et philosophiques, importants courants humanistes, littéraires, artistiques, des siècles passés. »



Privautés sexuels

Dans une enquête sur l'« évolution du couple italien », le CORRIERE DELLA SERA écrit :

« Nouvelle de la province de Messine : M. Antonio Caracciolo, vingt ans, tue à coups de barre de fer son frère Salvatore. Il fuit le parfait amour avec sa belle-sœur, complice du crime. A Milan, Lucia Menardo tue à coups de couteau Vincenzo Savarese. Elle en attendait un enfant et il refusait de l'épouser. Ailleurs, un pâtissier surprend sa femme au lit avec un géomètre. Quelques jours plus tard, la femme, humiliée et amoureuse — qui sait ? — ligote son époux dans son sommeil, l'arrose d'essence et met le feu. »

« Chaque fois qu'on lit, dans notre presse, ce genre de faits divers, tout le monde s'effraie. Comment est-ce encore possible en 1976 ? Les jeunes n'ont-ils donc pas une nouvelle morale ? Bien sûr, mais superficiellement. On voit des photos pornographiques, des « gorges profondes » au cinéma, mais les faits divers nous rappellent que le chemin de la libération sexuelle est encore bien long. »

Le quotidien de Milan juge que l'Italie « juxtapose des comportements culturels et des situations économiques en violent contraste », et que « les privilèges, même sexuels, de quelques-uns exaspèrent la frustration des autres ».

JYLLANDS-POSTEN

Les forçats de la C.E.E.

« Le fondé de pouvoir des Brasseries Ceres, de Horsens (un petit port du Jutland), raconte le quotidien danois JYLLANDS-POSTEN, a eu des crampes aux phalanges quand il lui a fallu remplir le peu de documents officiels exigés par les autorités pour permettre à sa firme d'exporter vers le Brésil 3 100 tonnes de maïs. Ce malheureux nous a confié qu'il avait dû apposer sa signature mille fois pour que tout soit en règle ! »

« Avant 1973, nous n'avons eu, ce genre d'opération était déjà compliqué. Mais, depuis que nous avons adhéré au Marché commun, la paperasserie à laquelle on nous assujettit a pris des proportions énormes ! Le remplissage des bordereaux devient un travail de forçat quand nous expédions nos marchandises dans un pays qui n'est pas membre de la C.E.E. Ma tâche aurait été plus facile si nos envois avaient été embarqués directement à Horsens ; mais nous avons été obligés de les acheminer par voie ferrée ou par camion via Aarhus, Esbjerg et Copenhague, chaque wagon ou chaque poids lourd devant être muni de son propre éventail de pièces administratives et comptables ! »

Un inspecteur des douanes adjoint, à qui le JYLLANDS-POSTEN a soumis ce cas, a estimé que ledit fondé de pouvoir aurait pu se débrouiller autrement : « Evidemment, nous avons besoin que certains documents nous soient remis en quatre exemplaires. Mais ce monsieur aurait quand même pu utiliser du papier carbone ! »



On demande conjoints sérieux

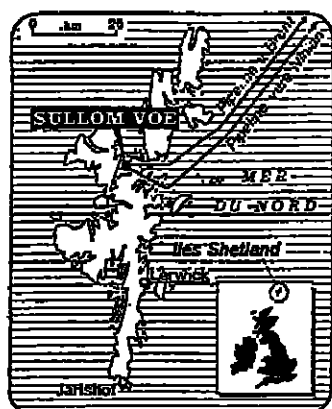
L'hebdomadaire soviétique LITERATOURNAYA GAZETA publie, pour la première fois, des annonces matrimoniales.

« A titre expérimental et à la demande de nombreux lecteurs qui se plaignent qu'il est difficile de se rencontrer dans les grandes villes. »

Les deux premières annonces ont été les suivantes : « Homme, seul, quarante-huit ans, formation littéraire, casanier, désirerait rencontrer jeune femme blonde, moins de trente-cinq ans, aimant théâtre et musique symphonique. » Et : « Divorcé, trente-deux ans, un enfant de six ans, technicienne en construction, voudrait faire connaissance homme sportif, gai, ne buvant pas. »

Lettre de Sullom Voe

Le pétrole ? Oui, mais...



MILLE quatre cent quarante kilomètres carrés de terres réparties entre cent vingt îles et îlots : 1 450 kilomètres de côtes découpées par des baies profondes et innombrables (les voss), au point que nul site des îles n'est à plus de 5 kilomètres de la mer. Dix-neuf mille habitants-dix habitants (en décembre 1975) éparpillés sur dix-neuf de ces îles, mais dont six mille trois cents sont rassemblés dans Lerwick, la capitale insulaire. Trois cent mille moutons (environ). Cent cinquante bateaux de pêche. Des centaines de milliers d'oiseaux de mer. Quelques deux mille phoques. Et dans quelques années 180 000 tonnes de pétrole brut (280 000 tonnes) arrivant chaque jour de plusieurs des champs de la mer du Nord dans ce qui sera le terminal le plus important des îles Britanniques. Les îles Shetland sont habitées, probablement depuis cinq mille ans. Mais jamais, au cours de leurs cinquante siècles d'histoire, elles n'ont subi de choc qui puisse se comparer à celui de l'or noir.

La vie n'a jamais été facile sur ces petites terres, les plus septentrionales du Royaume-Uni. Le climat y est très humide et très venté. En dépit de latitudes comparables, les îles Shetland sont moins froides qu'Anchorage (Alaska), que la pointe sud du Groenland, que le nord du Labrador, que le nord de l'Islande. Grâce au Gulf Stream, les températures moyennes les plus basses sont toujours positives (+ 3 °C en février) et la neige ne « tient » pas longtemps. Mais la moyenne du mois le plus « chaud » (juillet) ne dépasse pas 12 °C et la mer est toujours fraîche : 11 ou 12 °C au plus fort de l'été, ce qui, au dire de certains habitants, permet des bains fort agréables... Le relief est tourmenté, mais le point culminant de l'archipel n'est qu'à 453 mètres. Les tourbières — encore exploitées — tapissent une bonne partie de l'archipel, elles-mêmes très souvent couvertes de bruyères et d'herbes. Mais rares sont les terres cultivées. Quant aux forêts originelles d'arbres rabougris, elles ont disparu presque entièrement depuis longtemps.

DES hommes sont pourtant venus s'installer sur ces terres du bout du monde dès 3500 avant Jésus-Christ. Arrivant peut-être d'Irlande, d'Écosse, ils ont construit des maisons de pierre ovales dont une soixantaine ont été retrouvées. De quoi vivaient ces premiers occupants ? De l'élevage du mouton déjà, de quelques cultures, comme en témoignent des charnières primitives et des meules, et aussi de mammifères marins, de coquillages, de poissons et d'oiseaux de mer, encore plus nombreux alors que maintenant.

Depuis lors, l'occupation des îles n'a jamais cessé. Sur certains sites, tel celui de Jarlshof, tout près de l'actuel aéroport de Sumburgh, au sud de l'île principale, habitations préhistoriques ou protohistoriques et maisons médiévales se superposent, couronnées par une grande construction du dix-septième siècle dont les ruines ont été décrites par Walter Scott dans l'un de ses romans, le Pirat.

L'aspect actuel des îles est d'une beauté austère. Le soleil, certes, y brille par moments. Mais même alors le vent est froid et les grosses vagues se brisent sur les rochers qui hérissent les côtes. A part Lerwick, charmante petite ville dont le centre a l'air fait de maisons de poupée, pas d'agglomération importante. Ici ou là, seulement des vil-

lages ou des maisons isolées. Très peu d'industries, presque toutes dérivées du poisson et aussi de la laine. Pour relier tout cela, des routes, bonnes mais étroites, serpentent de baies en collines entre des enclos délimités par des fils de fer barbelés, où les moutons ne se laissent couper l'appétit ni par la pluie ni par le vent.

LES ressources naturelles fort limitées expliquent que, de 1861 à 1971, la population ait diminué lentement, passant, en cent dix ans, de trente et un mille cinq cent soixante-dix-neuf à dix-sept mille deux cent quatre-vingt-dix-huit personnes. Mais les conditions difficiles expliquent aussi que les Shetlandais forment une communauté très unie, où la population, autochtone en très grande majorité, entend de plus en plus avoir un droit de contrôle sur les affaires la concernant, sans pour cela que soit mise en cause son appartenance à l'Écosse, et donc au Royaume-Uni. L'annexion à la Couronne Écossaise, en 1471, ne fut pourtant pas décidée par la population. Les Shetland, appartenant à la Norvège depuis le temps des Vikings, furent données cette année-là en effet au roi d'Écosse Jacques III pour remplacer la dot non payée de son épouse, la princesse Marguerite, fille du roi de Norvège et de Danemark.

Le problème du pétrole a commencé à se poser en 1972, lorsque les compagnies ayant des intérêts dans les champs de Brent et de Ninian (pour ne citer que les deux plus importants) pensèrent qu'il serait beaucoup moins coûteux d'acheminer le brut vers les Shetland plutôt que vers l'Écosse (1). Les pipe-lines sous-marines de 915 mm d' diamètre — les plus gros à ce jour — comme ceux qui évacueront le pétrole de Brent et de Ninian, reviendront à environ 1 million de livres (8 millions de francs) le mille (1 609 mètres). Or la distance Brent

(1) Deux pipe-lines, presque entièrement posés, arriveront aux Shetland. Le premier amènera le pétrole des champs de Brent, Dunlin, Cromarty, Hutton, Thistle et Murchison ; le second, de Ninian et de Heather. Et, peut-être, ultérieurement, d'Albany.

On estime à 30 millions de livres (240 millions de francs) le rapport des taxes locales qui seront payées au Shetland Islands Council en trente ans. Mais passé ces trois décennies, les paiements seront probablement proches de l'épuisement.

CROQUIS

Divertissement espagnol

IL y a un an déjà que Franco y Bahamonde est mort, et c'est comme si c'était hier que chacun pouvait suivre sa lente agonie dans les journaux et la télévision. Comme le temps passe ! Mais l'Espagne, Dieu merci ! est plus vivante que jamais, et c'est cela seul qui compte.

Récemment, chez Paco le Sévillan, quelque part du côté de la gare du Midi, à Bruxelles, devant un vino tinto d'origine, j'écoutais la grande poésie du flamenco. Elle disait :

On va les arrêter demain
Tous les yeux noirs.
Et toi qui les a noirs
Jette un voile sur ton visage...

Ces hienitos pleuraient, tristes dans l'ambiance enfumée et ruisselante de bruit que seuls peuvent créer les Espagnols. Avez-vous remarqué combien l'Espagnol seul est silencieux ? Il est le silence, le méditatif, sinon le contemplatif, l'être qui se recueille, conscient d'appartenir à la Terre. De maître d'elle et d'y retourner un jour. Il est le philosophe charnel complet. Grâce à sa terre, à cette Castille qui le résume toute, brûlée, rongée, dévastée, éventrée par les pierres. Et le soleil sur tout ça ! Sur quelques herbes roussies, qu'un soleil fon à brûlées l'été, mais qu'une brise sibérienne coupe l'hiver. Par bonheur, l'hiver est aussi fou que le soleil !

Deux Espagnols ensemble, et c'est le bruit : non pas un bruit futile, imbécile, frivole, mais l'intime conjonction de deux gorges qui ont besoin d'assourir leur soif d'absolu en parlant. De quoi ? De l'Espagne, claro ! Et ça doit parler clair, fort, cela doit claquer, l'Espagne ! Je vous défie de passer une soirée avec un Espagnol de rencontre sans qu'il fasse allusion à sa terre, à sa musique, à cette façon de vivre, donc de sentir, de retenir au creux de sa mémoire l'essentiel de ce qu'il faut nicher dans son cœur. Je connais des Espagnols illettrés qui ont une conception du monde, une philosophie de la vie plus riches que le premier docteur à lettres sorti de l'Univer-

sité. Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas étudier les lettres et la philosophie ! Le peuple espagnol combat encore, en ce moment même, pour avoir accès à l'Université. Qui miera l'importance de ce combat pour l'avenir de la démocratie ?

Trois Espagnols ensemble, et c'est la déroute ! Ce sont trois Christophe Colomb à la recherche de leurs ancêtres ; leur imagination fertile se meut, vogue et découvre des continents inconnus. Le bruit règne encore, s'empiffre, mais c'est un bruit terrible, insolite, une animation passionnée qui happe votre conscience sur le vif, la route en boue et force votre esprit à penser, à réfléchir, à parler d'autre chose que de la pluie et du beau temps !

Je me souviens, sous le règne de Franco, d'un petit café madrilène, à deux pas de la Plaza Mayor, la grand-place de Madrid, de ce bistrot qui ressemblait tant à un petit café andalou de Bruxelles ! Et pour cause ! Quand un Espagnol émigre, il emmène tout, et même un peu de sa terre, dit-on. Dans ce petit café, un autre Paco trônait derrière le comptoir, la moustache en bataille. Des gorges mâles sortaient les précieuses éruptions de la Solea. Car les Andalous sont des voyageurs, que ce soit en Ibérie, en Europe ou au Nouveau-Monde. Des voix rauques criaient l'émerveillement d'être au monde, en même temps que la consternation de vivre sur cette planète, avec cette conscience lucide, quotidienne, de se savoir poussière, d'y être réduit au jour de la grande déroute.

« Adios », « Por Dios » ! Même s'il n'existe pas, Dieu, nous l'avons inventé : tant pis pour nous ! Il faut le prendre en charge, ou essayer de lui ressembler ! Paradoxe fatal : c'est, parmi les peuples les plus négateurs de la Terre, celui qui prononce le plus souvent son nom ! Parce que l'Espagnol est un mystique à l'état pur, un mystique migrateur qui, pour un oiseau pour un non, s'embarque, quitte son pays pour mieux en parler, pour mieux l'aimer encore quand il est « ailleurs », « Ailleurs », cette

Le site de Sullom Voe, situé à une quarantaine de kilomètres au nord de Lerwick, dans une région pratiquement inhabitée, réunissait les conditions nécessaires à l'installation d'un grand terminal (dont le coût est estimé à 500 millions de livres, soit 4 000 millions de francs). En 1974, fut créé un groupe mixte, probablement le premier de son genre, le Sullom Voe Environmental Advisory Group (S.V.E.A.G.), sur l'initiative du Shetland County Council et des trente compagnies pétrolières intéressées, dont le chef de file est la B.P. En plus du Council et des pétroliers, la S.V.E.A.G. comprend des représentants des organismes officiels responsables de la conservation de la nature et de la faune sauvage ainsi que deux professeurs des universités d'Aberdeen et de Dundee, spécialistes des problèmes d'environnement, et il a reçu de nombreuses aides, en argent ou en études, venant d'institutions, d'associations ou de laboratoires. Commencé en 1975, le terminal devait être mis en route en 1978 et marcher à plein vers 1980-1981.

Le S.V.E.A.G. a publié en juin dernier un rapport où sont présentées les différentes questions soulevées par la construction du terminal de Sullom Voe : protection des réserves naturelles et des « sanctuaires » d'oiseaux, mesures prévues pour lutter contre les fuites de pétrole, reconstitution et drainage du sol après la pose des segments terrestres des deux pipe-lines, développement de la pêche sportive et protection des zones de pêche professionnelle, équipements de lutte contre les incendies, évolution de l'état sanitaire de la population autochtone, services médicaux d'urgence...

Les spécialistes semblent avoir tout prévu, même l'intégration esthétique des énormes réservoirs de stockage (capacité unitaire : 90 000 tonnes de pétrole) : la hauteur de ceux-ci devrait être fonction du profil du terrain environnant et un revêtement de peinture vert foncé ou brun clair devrait les mettre en harmonie avec les couleurs dominantes du paysage.

YVONNE REBEYROL.

non-Espagne, cette absence de soi et de chaleur, cette absence de lumière, de toros, cette absence d'amour et de cruauté confondues qui font que l'homme, quand il les vit, ressemble un peu mieux aux dieux qu'il s'est créés.

Mais, « ailleurs », on mange parfois un peu mieux qu'en Espagne : naguère, tout au moins. Ailleurs, c'est le travail et les gros sous. Ailleurs, on prononce un peu moins souvent le mot hambre, qui vous donne si justement l'air de mourir quand vous le prononcez. La hambre, c'est la faim. Voilà pourquoi l'Espagnol a dû redécouvrir le monde en plein vingtième siècle. Mais ! Il est en train de redécouvrir son Amérique, car « la vieillesse pauvre », comme disait Sartre en parlant de l'Espagne, change de peau, rajoute sa carcasse, bref renait, avec, en plus, le rêve éternel de don Quichotte.

Espagne, Espagne ! « Si vous avez aimé une femme et un pays, nous dit Hemingway, vous êtes très favorisé, et si vous mourez ensuite, c'est sans importance. » Je crois que cette petite phrase, qui ressemble tant à une copia flamenco, a vécu inconsciemment dans le cœur de ceux qui se battent héroïquement pour le sol de leur Espagne. Que c'est peut-être pourquoi tant d'Espagnols méprisent la mort, même s'ils sont fascinés par elle.

Je suis sorti du petit café andalou de la gare du Midi, égaré par la voix de Carmen Amaya, qui chantait et dansait le Tragicque. Sa voix et le bruit terrible de ses pieds martelant le sol, comme les sabots des chevaux de l'Apocalypse, surprenaient d'une vieille boîte à musique. Je suis sorti, car je ne voulais pas que l'on vit mes larmes. Carmen, la précieuse, la géniale gitane, qui réunissait tout un peuple, Carmen, morte il y a treize ans déjà, dans l'indifférence presque générale : elle n'était pas un dieu.

Les talons de la grande danseuse avaient trop battu la terre, elle voulait s'y confondre, en lui apportant sa révolte flamboyante. Elle avait cinquante-quatre ans.

SERGE VILAIN.

صلى الله عليه وسلم

RADIO-TELEVISION

Les classes moyennes à « Vendredi »

ENTRE LA ROLLS ET LE DRAPEAU ROUGE

SOUS-TITRE au dossier-documentaire sur les classes moyennes en France diffusé sur FR 3, au cours de deux magazines « Vendredi » successifs : Le défi et l'enjeu.

Le défi : une imagerie historique. « La boutique aux avant-postes du changement » pendant la première moitié du dix-neuvième siècle. La bourgeoisie commerçante sur les barrières en 1830 et en 1848. Les progrès de l'épargne, la naissance des grandes banques, la voie ouverte à l'industrialisation, les premières grandes surfaces, le capitalisme sauvage... A la libre entreprise rien d'impossible.

L'enjeu : une imagerie politique. La disponibilité idéologique (supposée) d'une « troisième force » prétendument homogène que le pouvoir, quel qu'il soit, se doit et se devra d'annexer. Le « grand groupe central avec des ailes » qui résume, selon M. Giscard d'Estaing, la société française. « Un tissu économique assez exceptionnel », pour l'ancien radical de gauche Henri Caillaud.

Ni défi ni enjeu, enfin pas seulement cela, dans l'émission en deux parties de Michel Galan (enquêteur) et d'Alain Tafel (réalisateur). Mais des cas difficiles, exprimés par les intéressés dans des discours contradictoires. Une réalité en effet, plurielle.

Ici, M. Josse, septuagénaire, chef d'entreprise florissante et dynamique à Crépy-en-Valois, cent soixante employés, collectionneur de coléoptères — sa femme comptable dans l'entreprise — rose, net, inquiet de « donner le bon exemple », consent d'avoir mérité son opulence par une vie privée exemplaire. « On ne peut pas être patron et entretenir des danses ».

Dans la même ville, une situation qui aurait pu être similaire et qui, pour une erreur de prévision, tourne au tragique. Une usine de meubles en faillite, les ateliers occupés, la comptabilité éphémère, un jeune chef d'entreprise ruiné, amer, avec l'impression d'« avoir été le premier loup ». Il se sentait soldat de ses employés : pas eux. C'est pour lui une découverte.

Là, Mme Pavoin, épicière et aubergiste, 30 millions anciens d'amende pour fraude fiscale involontaire, treize heures de présence quotidienne dans le magasin, soit un rendement qu'elle évalue à 150 F l'heure.

Ailleurs, des cadres en chômage. L'un croise et recroise les jambes dans l'attente de son examen de passage. L'autre exhibe son passeport, ses visas, comme des certificats de bonne conduite. Un troisième bredouille un peu sous le regard de la psychologue Moments-clés où des salariés non productifs trouvent, comme les prolétaires, en situation de ne posséder et de ne vendre que leur force de travail. Ailleurs encore, cet agriculteur normand qui investit dans l'exploitation paternelle, construit des écuries, restaure le manoir, engraisse des cochons et élève des vaches avec un capital appartenant pour plus de la moitié aux banques, le seul de son âge, dans la région, à ne pas monter chaque matin dans le car de ramassage des usines.

Embourgeoisement et prolétariat

Alors quoi, au total ? Des ouvriers qui se mettent à leur compte pour, bientôt, faire faillite ; des commerçants anéantis prenant le chemin de l'usine ; des fermiers gérant leur affaire avec des méthodes d'industriels ; des « fils de rien » devenant, à la force du poignet, magnats du pipe-line ; des contremaîtres se voyant déjà sans situation ; la mobilité, une disposition particulière pour monter ou descendre l'échelle sociale, seraient-ce là les seuls critères permettant d'identifier ces indéfinissables « classes moyennes » ?

Classe. Le mot, d'ailleurs, est-il juste ? s'interroge Michel Galan et Alain Tafel. Ne faudrait-il pas lui substituer le terme de « couche intermédiaire », délimitée négativement par ce que ses représentants ne possèdent pas (une Rolls immatriculée en Suisse) et par ce qu'ils ne feraient à aucun pris d'adhérer à l'« Internationale » ? La question, importante, se dilue au fil de l'enquête. Seul un notaire à moins que ce ne soit un industriel, filmé dans une soirée du Rotary-Club, refuse la notion de classe moyenne, comme il refuse la notion de lutte des classes. Ce n'est qu'une réponse.

ANNE REY.

* Les vendredis 3 et 10 décembre, FR 3, 20 h. 30.

« Le Trésor de Tarzan »

L'icône d'un singe-blanc

TOUS les quinze jours le mardi, sur FR 3, revient Tarzan tel qu'en lui-même le cinéma et le dessin (quarante-deux films, cinquante-sept épisodes de télévision, et surtout plus de douze mille bandes dessinées) ont fixé son personnage : d'une beauté masculine, imberbe et purement athlétique, à la fois chaste et apollinien, c'est bien le spécimen de l'homme-blanc, Tarzan des Singes, comme l'appellent ses créateurs Edgar Rice Burroughs (lequel, à partir de 1912, écrivit vingt-six romans avec le même Tarzan, tirés depuis à 90 millions d'exemplaires), héros ou prototype le plus « racé » qu'imagina jamais l'Amérique.

En présentant plusieurs versions, toutes parlantes, du mythe Tarzan, FR 3 donne sans doute au téléspectateur l'occasion d'une redécouverte. Sous l'aspect du cinéma réduit — plus exactement du « serial » adapté à l'extraordinaire fécondité de l'histoire, — et en dépit de réalisateurs souvent quelconques, celui-ci reste très pressant : parce que le public, ici heureusement naïf, se plonge à la suite de son héros dans un monde vraiment merveilleux, un univers écologique imaginé pour l'homme-blanc et qui demeure toujours le même.

Tel quel, semble-t-il, caricatural, d'un romantisme extravagant, le mythe a pris son sens véritable. Car, à la différence de Batman (autre homme-volant, mais civilisé), Tarzan continue sa carrière en passant de liane en liane, et donc dans le décor inchangé, éternel, luxuriant, qu'offre la jungle africaine. FR 3 justement s'inspire du modèle sportif américain, celui de Johnny Weissmuller, de Gordon Scott ou de Ron Ely, à l'époque, pour le rendre plus « humain », le héros surgit à l'image sous les traits d'un champion superbe et chevelureux, vrai « chef naturel » de la jungle — les Noirs le disent « tabou », — c'est-à-dire des animaux et tout autant des hommes. Pourtant on découvre vite que cet étrange destin est placé sous le signe d'une fatalité biologique : Tarzan n'est pas un primate comme les autres, mais ce n'est pas non plus un primitif. A l'envers de l'indigène (toujours affreux dans sa nudité), on le voit « humaniser », faire bonne figure, puis, paraît-il, se souvenir Adam, on le voit retrouver l'amour.

Sang vert

Fils d'un lord anglais, abandonné sur la côte de l'Angola, nourri au sein d'une guenon, Tarzan (littéralement : le « singe-blanc »), adopté par les animaux, se procure roi des singes à dix-huit ans. Mais, loin d'être seulement un « enfant sauvage », réduit à l'état bestial et infra-humain, le héros surgit à l'image sous les traits d'un champion superbe et chevelureux, vrai « chef naturel » de la jungle — les Noirs le disent « tabou », — c'est-à-dire des animaux et tout autant des hommes. Pourtant on découvre vite que cet étrange destin est placé sous le signe d'une fatalité biologique : Tarzan n'est pas un primate comme les autres, mais ce n'est pas non plus un primitif. A l'envers de l'indigène (toujours affreux dans sa nudité), on le voit « humaniser », faire bonne figure, puis, paraît-il, se souvenir Adam, on le voit retrouver l'amour.

Tarzan n'est donc pas un singe à part entière : il appartient à l'espèce sentimentale. A tel point que ses sentiments lui feront sublimer ce que le désir pourrait encore avoir, chez lui, de grossier et d'animal. Il construira pour Jane, sa compagne (d'ailleurs de la même caste que lui), une villa suspendue où le confort est au luxe sans obies, où l'abondance des fruits et des viandes rend le travail inutile. Il adopte un fils, qu'il défend jalousement. Bref, sa vie entière est un poème moral. Et si le « sang vert » qui coule dans ses veines fait palper l'histoire comme une « odyssée chlorophyllienne », c'est que l'Amérique ne peut plus vivre une telle odyssée que dans la terre de ses esclaves, l'Afrique, terre vierge et maléfique, purifiée par la générosité de Tarzan.

A preuve du contraire, Tarzan incarne la mauvaise conscience de l'âge colonial. Il est sûr que de cela Edgar Rice Burroughs était pleinement lucide. Son héros ne compose pas seulement une figure exotique : il condamnait pour toujours ceux qui venaient troubler le bonheur de la jungle (chasseurs d'ébène et d'ivoire, faux savants et vrais aventuriers, explorateurs, ethnologues, etc.). Tarzan, mythe « racé », défendeur avoué de la « loi du plus fort », incarne en réalité le modèle humain avant qu'il ait pu dégénérer. C'est bien le héros vengeur d'une humanité disparue, tout le contraire d'un « animal politique ».

Les grands dessinateurs (Frazetta, et surtout Hogarth) l'ont compris, qui dévoilent dans une exase musclicar l'homme en, libéré par le dessin d'un hérosisme de convention. Dans les films que présente FR 3, l'illustration, ou plus encore l'« animation », ne dément pas la séduction de Tarzan. Juvénile et pragmatique, l'homme qui échappe à la pesanteur est par essence l'archétype d'une image : c'est un fauve humain, c'est une proie photographique, en un mot c'est une « bête de cinéma ». Tarzan est le plus beau trophée du safari-photo. Et les épisodes que l'on peut voir à la télévision renaissent sous cette image consensuelle et captivante. En devenant la proie du film, Tarzan « se » devenu une vedette pour le jungle du film, où les spectateurs ébahis se sont les singes eux-mêmes, imitant les hommes, et s'engageant avec un talent indéniable le cirque du monde humain.

Mais, jamais l'homme ne pousse au tel cri d'angoisse, cri jauriculé et terrible. La nage, l'agilité féline, la rouerie repêlée, toute l'animalité est assumée par Tarzan, dans le paradis perdu qui laissait les animaux tenir un langage que nous ne comprenons plus.

JEAN-MAURICE MONNOYER.

* Le Trésor de Tarzan : mardi 30 novembre, FR 3, 20 h. 30.

« Le Journal

d'un prêtre ouvrier»

Exposé d'un itinéraire

Le sujet n'est plus d'actualité, dira-t-on. Les prêtres ouvrier, les P.O., ont marqué une génération, qui s'est éteinte de l'interdiction papale en 1954. Les saints vont en enfer, de Gilbert Cesbron, que l'on s'arrachait encore dans les cours secondaires il y a dix ans, est paru en 1952. Aujourd'hui, les catholiques sont davantage préoccupés par la question du climat et la crise de la coaction que par les religieuses dans le monde et les prêtres dans les usines, même s'ils sont parfois remis en question.

Mais ils sont près d'un millier à travailler dans les ateliers. Maurice Vidal et Maurice Failliez ont rencontré cinquante d'entre eux, se sont imprégnés d'un langage, d'une sensibilité, d'une philosophie, ont passionnément discuté (ils ne sont pas catholiques, c'est important de le savoir) et il en est ressorti le Journal d'un prêtre ouvrier, où Maurice Failliez reprend un thème qu'il avait déjà traité dans l'« Engrenage » : celui de la bonté. Une synthèse a été faite de toutes les données recueillies, et l'on aboutit, disent les auteurs, à une sorte d'« archétype », et non à une caricature.

Un certain accent

Ils auraient pu aussi bien travailler dans la région de Marseille, mais il se trouve que c'est FR 3 Lille qui produit le film. Le Journal d'un prêtre ouvrier a donc été tourné dans le Nord, dans un atelier de soudure. Tous les comédiens, sauf les prêtres, sont de ce pays-là, ont un certain accent, certains idiomes, et tous les personnages existent par leur référence à une réalité lilloise actuelle.

Georges Gauthier (Gérard Dauzet) s'aperçoit qu'il n'a plus aucune raison d'être, en tant que curé de campagne. Il va rejoindre les gens où ils souffrent, où il pense pouvoir être utile. Il se fait embaucher comme manoeuvre, partage une maison en banlieue avec un autre prêtre ouvrier, plus âgé que lui. Le film est son journal, c'est-à-dire la manière dont il vit et se raconte, les épreuves physiques et morales qu'il traverse, sa prise de conscience de la lutte des classes et son choix final. Cela ne traite pas de la condition ouvrière, mais d'une conception. Et tout le film est devenu catholique, à cause de la fidélité des auteurs, de l'émotionnelle façon dont ils ont compris ce qui se passe dans le cœur et la tête des prêtres ouvrier pour en créer un tout à fait vraisemblable ou, peut-être, plus vrai que nature.

Plus loin que le reportage

Il est rare que la télévision expose aussi complètement un tel itinéraire. Autrement qu'un reportage qui, s'il est réussi, débouche les blocages, mais ne diffuserait plus loin, le documentaire-fiction (type de dramatique, école dont Maurice Failliez est un des pionniers) confronte le spectateur à une réalité (reconstituée) que seul il n'aurait pas vue. Ce prêtre ouvrier espérera certains, sa foi et son engagement seront étrangers à beaucoup, c'est là tout l'intérêt.

CLAIRE DEVARRIEUX.

* Mercredi 1^{er} décembre, FR 3, 20 h. 30.

Mme BAUDRIER PRESIDERA LA COMMUNAUTE FRANCOPHONE

Mme Jacqueline Baudrier, président-directeur général de Radio-France, vient d'être nommée présidente de la Communauté radiophonique des programmes de langue française (C.R.L.F.) ; elle succédera à M. Jean Adigout, directeur des programmes de la radio belge, à partir du 1^{er} janvier 1977.

LA RADIODIFFUSION DES ANNÉES 80

Le canal des citoyens américains

COMME on le sait, le dernier engagement américain en matière de communication est la radio de « Citizensband », la C.B. Radio. Déjà plus de douze millions de citoyens ont leur licence de transmission et la Federal Communications Commission (F.C.C.) voit s'accumuler les demandes au rythme de cinquante mille par mois. Un poste émetteur-récepteur coûte environ 200 dollars et, avec une puissance limitée à 4 watts, a une portée normale de 15 à 20 kilomètres. Avec ce poste, souvent installé à bord des voitures, vous pouvez entrer en communication avec vos compagnons de route ou de vol, sur vingt-trois canaux différents, dont certains ont des usages déterminés d'un commun accord : canal 11, pour appeler, canal 9 pour les signaux de détresse, canaux 10 et 19 pour les transporteurs routiers, etc.

Il ne s'agit pas de radios amateurs qui, eux, emploient d'autres fréquences et ont des émetteurs plus puissants ; ce n'est pas non plus un radio-téléphone puisqu'il n'y a pas de station centrale mettant les correspondants en communication entre eux. C'est en fait un réseau, chaque fois reformé, de walkie-talkies fixes ou mobiles.

Devant ce système de communication multilatéral et à la portée de l'individu, les planificateurs parlent de chaos, les sociologues de gadget inutile, « quel est le message caché ? », les politiques d'instruments dangereux pour l'équilibre de la société, les techniciens d'utilisation abusive et inutile du spectre des fréquences. La police cependant est en faveur de la C.B. Radio et la F.C.C., de son côté, non seulement a récemment levé toute réglementation restrictive, mais compte étendre prochainement le nombre de canaux disponibles de vingt-trois à quarante puis ultérieurement à cent, de manière à faire face à un besoin qu'elle estime devoir satisfaire. C'est des citoyens de communiquer entre eux.

L'on dira en Europe qu'il ne s'agit là que d'une nouvelle démonstration de l'extrême vulnérabilité de cette société de consommation toujours prête à suivre l'industrie quand celle-ci crée de nouveaux besoins. Or c'est en fait l'inverse qui s'est produit : les vingt-trois canaux pour la C.B. Radio ont été ouverts par la

F.C.C. en 1958 et, pendant seize ans, n'ont été que peu utilisés. Le soudain enthousiasme ne s'est révélé qu'il y a deux ans et a pris l'industrie par surprise : elle n'avait pas prévu cette demande brutale.

On ne doit donc se demander si tout cela ne mérite pas quelques instants de réflexion. Le manque d'intérêt de ce côté-ci de l'Atlantique pour les problèmes de communication et leurs conséquences sociales et politiques est étrange. Il semble que l'on s'y contente en général de subir, en des matières qui paraissent à la plupart uniquement techniques, sans mesurer à quel point les systèmes de communication correspondent à des types de sociétés et finissent les modèles.

Une certaine ignorance et une certaine confusion règnent apparemment en ces domaines. Il est courant par exemple de confondre information et communication, d'identifier moyens de communication et mass media, souvent abrégés en médias. Tous les médias ne sont cependant pas des mass media. Dans le cas de la C.B. Radio, cela paraît évident. Il en est de même pour la distribution ou les radios locales : tous deux sont des modes de communication de groupes, n'ayant ni les mêmes caractéristiques ni les mêmes effets que les mass media car tout s'y passe à l'échelle des relations humaines directes. Il est fréquent aussi d'entendre parler de messages avec adresse : la poste, le téléphone ; et de messages sans adresse, la radio, la télévision. On en déduit un peu rapidement qu'il y a deux types de « communication » : la communication individuelle et la communication sociale, justifiant l'existence en France de deux monopoles distincts. Toute communication établie est en fait sociale. Le jour de l'assassinat de Kennedy, la courte statistique des appels téléphoniques de la Bell Téléphone connut un décrochage extraordinaire : le téléphone était devenu un média de masse. Jane le cas de la C.B. Radio, s'agit-il de messages « avec adresse ou de messages sans adresse ? Des deux simultanément.

En fait, la révolution des communications, à l'ère des satellites, du câble, des vidéo-cassettes et vidéo-

disques, de la télé-informatique, des moyens légers de production et de transmission, n'a pas été suivie de la réflexion nécessaire. Nous devons intellectuellement liés à une technologie donnée, maintenant dépassée, celle des années 30 à 50, qui vit la croissance démesurée des mass media et a profondément façonné nos sociétés actuelles. Un autre modèle de fonctionnement est maintenant possible, mais notre mentalité mass media nous empêche de le voir.

Nous vivons partout en Europe, d'autre part, sous le régime d'une interprétation restrictive, héritée des temps de pénurie, du monopole des communications : elles appartiennent aux gouvernements et leur sont réservées. Ce n'est que par leur autorisation que les citoyens peuvent communiquer entre eux. Ce qui était concevable en temps d'occupation, de difficulté de la communication, aux temps des postes royales et du télégraphe. Châpée, l'est-elle encore aujourd'hui ?

Ce n'est pas le monopole des communications qu'il s'agit de remettre en question, mais l'interprétation toujours très restrictive et centralisatrice qui en est faite, à quelques exceptions près, partout en Europe. En vertu de quel concept aujourd'hui, puisque la technologie le permet, devrait-on empêcher les citoyens de communiquer librement entre eux par l'intermédiaire de machines, alors qu'un régime de liberté de réunion, de liberté d'association, leur en garantit partout l'exercice lorsqu'il s'agit de communication orale directe ?

Il semble surtout que l'on n'ait pas prêt suffisamment attention au fait que lorsque, au dix-neuvième siècle, dans nos pays d'Europe, furent établis les différents monopoles et systèmes de communication, ils le furent en fonction de sociétés différentes de nos sociétés actuelles. L'apparition de nouvelles techniques de communication avec leurs larges possibilités de décentralisation, en opposition à la centralisation quasiment obligée d'antan, amène aujourd'hui, loi et loi, à poser le problème de la politique de communication que chaque pays entend suivre en fonction du modèle de société qu'il se le sien.

En Italie, l'an passé, la Cour constitutionnelle eut à décider d'un cas de

cette nature : dans ce pays dont l'épanouissement culturel repose sur la traditionnelle richesse de création des régions et des cités, tout un système de communication centralisateur, hérité de l'« avant-guerre », risquait d'étouffer la libre expression à l'échelon local : la Cour a donné raison aux requérants en déclarant inconstitutionnelle l'interprétation, donnée par l'administration, du monopole d'Etat des communications en matière d'établissement de réseaux et relais. En Allemagne de l'Ouest, face à une radiodiffusion fédérale remarquablement décentralisée depuis la guerre, l'existence d'une Bundespost, relevant depuis toujours de la conception d'un Etat centralisateur, pose dès maintenant en certains Länder de sérieux problèmes. En Grande-Bretagne, la commission présidée par lord Annan et chargée en particulier d'étudier des questions relatives à la télévision, a récemment remis son rapport.

L'Espagne, le Portugal, sur la voie de la démocratisation de leurs institutions, auront certainement un jour à réexaminer toute leur politique de communication.

En France, la loi, du 7 août 1974, de réforme de l'O.R.T.F. a introduit en son article premier, et pour la première fois, la communication parmi les missions du service public national de radiodiffusion-télévision. Il s'agit là d'une réforme particulièrement importante bien que passée pratiquement inaperçue : il est certain, par exemple, que l'on ne construit pas un système de la même façon, selon que la but est de distribuer de l'information de haut en bas sur le type monolithique des mass media ou de communication des individus et des groupes entre eux. La mise en œuvre de cet objectif nouvellement fixé mettra certes fort longtemps.

L'exemple du canal des citoyens, de la C.B. Radio, n'a été utilisé ici qu'à titre de cas de figure. Le problème ne se posera que plus tard en Europe, bien que la Suède ait déjà un « medborgar bandet » et que la controverse commence en Suisse. Il apporte simplement une fois de plus la démonstration que c'est en fonction d'un modèle de société qu'une politique nationale de communication doit être formulée et non par référence à une technologie dépassée se rapportant à des sociétés d'hier ou d'avant-hier.

Par JEAN D'ARCY



RADIO-TELEVISION

Libres opinions

Le vrai cinéma

par MICHEL CASTE (*)

L'« HOMME est un bouillon de culture pour points d'interrogation », disait Paul Valéry. Jamais cette phrase n'a été aussi vraie qu'aujourd'hui. Nous nous interrogeons — et d'autant plus que le temps de l'enseignement s'allonge et que le temps du travail tend à diminuer — sur nous-mêmes, sur les crises des sociétés, et sur la finalité du monde.

Notre soif de savoir est si grande qu'elle finit même par nous amener à faire l'impasse de l'art pour nous entraîner directement vers le document. Dans cette univers d'interrogations, la télévision est apparue à point nommé, mais peut-être nous la voyons-elle détourner des réalités que nous cherchons au profit de fictions sans grand intérêt. A l'heure de la plus grande écoute, la majorité, quand ce ne sont pas les trois quarts, des téléspectateurs regardent : les dimanche, lundi, mardi, mercredi et jeudi, un grand film. Le vendredi : « Au théâtre ce soir ». Et le samedi : « Numéro un », seule de ces émissions à être conçue pour la télévision — les accords passés avec le cinéma interdisant la programmation de soir-télé d'un film de long métrage.

Même la télévision américaine, jugée avec sévérité par les Français, n'est jamais tombée à ce niveau et d'abord parce qu'elle ne programme pas de grands films aux heures de plus grande écoute.

Pulchre le président de la République souhaite une télévision de création et puisque les parlementaires examinent le budget des télévisions, qu'ils prennent la simple décision de ne plus laisser diffuser de grands films entre 20 h. 30 et 22 h. et beaucoup sera changé. Imaginez, pour ne prendre qu'un exemple, FR 3 programmant quatre fois par semaine un film à 18 h. ou 19 h. 30, du même coup quatre soirées pourraient être consacrées à de la vraie télévision, voire à la télévision régionale. Et encore, songez à une même soirée sur les trois chaînes consacrée à l'information. M. Roger Chénouard ne pourrait plus déclarer comme il l'a fait en évoquant l'émission « C'est à dire » à laquelle participait M. François Mitterrand : « Je me suis aperçu que ce soir il y avait aussi un très bon film historique, alors peut-être les gens choisiront-ils le vrai cinéma... », ce qui pour le moins va à l'encontre de l'idée de service public.

La télévision se doit de « révéler » et de « mettre en question » mais actuellement elle évite soigneusement de le faire. La prostitution n'est certes pas une priorité, mais constatons que ce

problème n'a été évoqué qu'à travers le livre de Jeanne Cordelier — la Dérivade — et jamais sur le fond alors que le gouvernement a demandé un rapport sur ce sujet même s'il semble depuis l'avoir oublié.

Et comment ne pas être frappé par l'absence de la jeunesse dans les programmes de la télévision. Mais qui, plus que les jeunes, peut se faire « révélateur » et peut « mettre en question ». Le désert ressenti par ceux qui regardent la télévision est aussi celui que sentent ceux qui la font — étrange phénomène, il n'y a plus de créateurs heureux à la télévision. La machine petit à petit s'est mise à tourner dans le vide au rythme des sondages et non à celui des problèmes de société.

Mais rien n'est jamais fait du hasard. On nous souhaite fondue dans la grisaille d'une Europe floue ou d'un mondialisme indéfini : il faudrait vivre la morale ambiguë de la consommation comme un bonheur et la ressentir dans un même temps comme une culpabilité. Fumer est agréable mais nocif, conduire est viril mais dangereux, posséder est important mais inopportun, et bientôt, en toute écologie, nous nous demandons si respirer un bon oxygène pour nos poumons n'est pas honteux puisque cela nous oblige à rejeter vers les autres du gaz carbonique.

La télévision se fait, à tous moments, par sa fausse innocence, complice de ce cycle séduction-répulsion, qui est censé nous amener à vivre dociles en acceptant la société telle qu'elle est. Mais la télévision est plus, plus encore, car se voulant rassérénante, elle nous fait voir une famille tout ce qui pourrait devenir facteur d'inquiétude, elle essaie de nous faire croire que tout changement des structures risquerait de nous faire chuter dans des déséquilibres dont nous aurions tout à craindre.

L'idéal qui nous est proposé est infantile. C'est si visible, chacun le sait, que les programmes préférés des enfants sont ceux qui sont fabriqués pour les adultes, programmes qui n'ont aucune difficulté à saisir le monde ce n'est pas ce qui est devenu l'essentiel de notre culture télévisuelle : le Far-West et la guerre de l'indépendance.

Il faut comme à l'école, la télévision, faute d'aborder les vrais problèmes, est en train de se couper du peuple et de ses racines populaires. Mais il faut savoir qu'il y a dans cette attitude le ferme : de tous les dangers c'est de loin le plus avéré.

(*) Ancien conseiller à la direction de la télévision.

Écouter, voir

● **FEUILLETON : HISTOIRE D'UN PAYSAN.** — Lundi 29 novembre à 20 h. 05, et tous les jours à 18 h. 30 à partir du 30 novembre. France-Culture.

David-André Lang et Georges Godard ont adapté en quarante épisodes *Histoire d'un paysan*, d'Eckmann-Chartrian. Michel Bastien, paysan alsacien, raconte la révolution de 1789 telle qu'il l'a vécue, avant, pendant, après. En 1867, la première partie du roman paraît dans la Presse et attire les foudres du gouvernement sur le journal.

Quant aux auteurs, ils disent : « Il faut écrire des livres pour le peuple et ne pas s'occuper du reste. Une fois que le peuple connaît son histoire, on ne lui fera plus prendre des vessies pour des lanternes et des bonnets de pois pour des bonnets de liberté ».

● **DOCUMENT : LES DEUX PIEDS SUR TERRE.** — Mardi 30 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Des hommes heureux de vivre, intéressés par leur métier : ce sont les militaires tels que les montre Raoul Coutard dans cette enquête sur l'armée de terre.

Il a interrogé le simple soldat — qui n'est pas tel le « bidasse » que l'on croit — et aussi le chef d'état-major. Raoul Coutard, ancien opérateur de Jean-Luc Godard, a également visité les appels du contingent, dans les divisions stationnées dans l'Est et en Allemagne fédérale, un régiment d'artillerie atomique.

● **SOCIOLOGIE : LA FRANCE SE DÉPEUPLE-T-ELLE ?** Mercredi 1^{er} décembre, TF 1, 22 heures.

Rien ne paraît plus logique que l'existence de relations entre la situation économique et la fécondité, et pourtant rien n'est moins simple à mettre en évidence. En France, comme dans tous les pays occidentaux, le nombre des naissances n'a cessé de diminuer depuis 1964, déjà le taux de natalité est en dessous du niveau nécessaire au renouvellement des générations. Les chiffres, les courbes suivent les évolutions, les ordinateurs extrapolent.

L'émission de Jacques Mousseau éclaire les méthodes de la démographie. Des spécialistes expliquent, s'expliquent, disent leurs incertitudes. Les Français, s'ils veulent une meilleure politique familiale, refusent toute politique nataliste, ils veulent moins d'enfants. Pour-

quoi ? A Bourges, ville moyenne au centre de la France, des femmes, des couples jeunes et âgés, des médecins donnent de curieuses réponses, déroutantes, contradictoires. L'enquête chiffrée devient étude psychologique.

● **CROQUIS : SI PRÈS, SI LOIN, PLACE DE LA RÉUNION.** — Dimanche 5 décembre, TF 1, 22 heures.

Une jeune femme embauchée temporairement pour effectuer le recensement de la population découvre un vieux quartier de Paris, celui où elle vient d'arriver : le vingtième arrondissement, où la vie de village existe encore, un peu. Mais les grands ensembles se multiplient, les habitants changent. Les nouveaux venus ne sont pas ceux qui jouent aux boules sur la place de la Réunion (ouvriers qui travaillent la nuit, Algériens, Portugais, Espagnols) : les nouveaux venus, eux, ne s'arrêtent guère dans la rue, ils ne s'assent pas sur les bancs publics pour fumer.

Ni histoire ni fiction, reportage peut-être, cette émission, réalisée par Geneviève Bastid et Geneviève Candre, donne un regard nostalgique, sentimental : la réalisatrice compte sur le charme des photos jaunies.

Les films de la semaine

● **L'AFFAIRE MATTEL**, de Francesco Rosi. — Dimanche 28 novembre, TF 1, 20 h. 30.

L'histoire d'un « citoyen Kane » italien qui périt dans un accident d'avion peut-être criminel — liée à l'impérialisme économique, la guerre du pétrole et les rapports avec le « tiers-monde ». Cherchant à résoudre l'énigme d'une destinée individuelle qui fut exceptionnelle, Rosi la relie à la « mode moderne », trouve le mythe derrière la vie, la politique derrière les données psychologiques. Le puzzle finit par s'ordonner, bien qu'il y manque des pièces, et l'on voit se préciser un jeu qui se joue à l'échelle mondiale. Ce film-enquête, c'est du grand cinéma d'aujourd'hui.

● **HÉROS A VENDRE**, de William Wellman. — Dimanche 28 novembre, FR 3, 22 h. 30.

Comme *Wild boys of the road*, récemment présenté au ciné-club d'Antenne 2, ce film de William Wellman est inédit et fait revivre — à l'époque même — l'Amérique ravagée par la crise économique ouverte en 1929. Deux anciens combattants, un faux héros de guerre, un vrai, ignorent et devenu esclaves de la drogue, vivent leur vie dans la dépression et le chômage. Le machinisme est mis en cause et Wellman dévoile les agissements des « brigades rouges » qui surveillaient les « extrémistes ». Courageux, étonnant à plus d'un titre.

● **OBJECTIF 500 MILLIONS**, de Pierre Schoendoerfer. — Lundi 29 novembre, TF 1, 20 h. 30.

A travers une histoire de « film noir » (le vol de 500 millions dans l'avion postal Paris-Bordeaux), Schoendoerfer trace le portrait d'un homme, survivant des guerres coloniales, qui n'est plus capable de s'adapter à un monde où il ne trouve pas de raisons de vivre. Derrière l'aventure et l'action apparaît le visage de la mort et aussi une certaine nostalgie romantique du temps des baroudeurs.

● **TRANHON SUR COMMANDE**, de George Seston. — Lundi 29 novembre, FR 3, 20 h. 30.

D'après une histoire authentique, un film au scénario romanesque, qui mêle l'aventure de guerre (la deuxième guerre mondiale en Europe), le drame psychologique et le suspense d'espionnage. Le réalisateur traîne un peu en route puis accélère le rythme dans les derniers tiers (William Holden traqué par les nazis). Tout compte fait, on passe une bonne soirée.

● **ELLE COURT, ELLE COURT, LA BANLIEUE**, de Gérard Pires. — Mardi 30 novembre, A2, 20 h. 30.

« Métro, boulot, dodo » d'un jeune couple habitant dans un grand ensemble à 50 kilomètres de Paris, et dont l'amour résiste mal à une vie fatigante. D'un problème social, Gérard Pires a fait, d'après une étude de Brigitte Gros, adaptée, dialoguée par Nicole de Buron) un film comique, semé de gags agressifs à la manière des dessins animés américains. On rit constamment de choses tristes tournées en dérision, et cela se termine par une pirouette amusante.

● **LE TRÉSOR DE TARSAN**, de Richard Thorpe. — Mardi 30 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Une fois de plus, les hommes blancs venus du monde civilisé (attirés, cette fois, par l'appât de l'or) tombent le paradis africain de Tarsan où, déjà, les tribus noires ne sont pas de tout repos. Boy, le fils adoptif, est un digne émule de l'homme-singe, et les scènes spectaculaires ne manquent pas dans ce film qui appartient encore à la grande époque du mythe cinématographique.

● **LE CHEVALIER DES SABLES**, de Vincente Minnelli. — Jeudi 2 décembre, FR 3, 20 h. 30.

Richard Burton, pasteur très puritain, tombe amoureux

d'Elizabeth Taylor, femme peintre de la communauté de Big-Sur (Californie) et mère célibataire. Opposition sommaire entre la « femme égalitaire » de la femme (affublée de vêtements inoxydables) et l'esprit dogmatique du pasteur. Ennuieux et décevant quant au sujet « philosophique » à l'hollywoodienne. Mais Minnelli, en artiste, en esthète, sait faire parler la couleur et les paysages. Un certain charme tout de même.

● **LE BLANC ET LE NOIR**, de Robert Flory. — Vendredi 3 décembre, A 2, 22 h. 50.

Les dialogues brillants et l'ironie féroce de Sacha Guitry dans une comédie de mœurs habilement mise en scène par Robert Flory (dont ce fut l'un des rares films tournés en France). Un homme — Raimu, dans son premier grand rôle — découvre que sa femme l'a trompé, le jour où elle accouche d'un bébé à peau noire. Il est vrai que cet adultère fut consommé dans l'obscurité ! Les choses s'arrangent grâce à l'Assistance publique où ne manquent pas les bébés blancs. Étonnante pièce de boulevard où la morale bourgeoise, le couple bourgeois, sont tournés en dérision. Fernandel apparaît pour la première fois à l'écran, en groom (vierge).

● **LE TATOUÉ**, de Denys de La Patellière. — Dimanche 5 décembre, TF 1, 20 h. 30.

Jean Gabin, ancien légionnaire à cheveux blancs, râleur et rouillard, est aux prises avec Louis de Funès, marchand de tableaux, qui veut lui acheter un dessin de Molière tatoué sur son dos. On n'a pas misé sur le comique — absurde — de cette situation mais sur l'opposition des deux vedettes. Gabin fait un numéro pachydermique et de Funès grimace plus que de raison. Deux talents gâchés, ce qui n'a pas empêché le succès commercial.

● **LA FIANCÉE DE FRANKENSTEIN**, de James Whale. — Dimanche 5 décembre, FR 3, 22 h. 30.

Un joyau du cinéma fantastique américain des années 30. Le monstre de Frankenstein est une créature douloureuse et pourchassée, victime de la folie scientifique et de l'intolérance. Le docteur Pretorius, qui a créé des monstres vivants dans des bocaux (superbe brusage), est le mauvais génie du docteur Frankenstein et représente la puissance du mal. Poésie macabre et fable philosophique. Boris Karloff bouleversant sous son masque horrible. La rencontre du monstre et de l'ermite aveugle est un des grands moments de ce chef-d'œuvre, avec la naissance de la fiancée, la fiancée du monstre qui jette un cri d'effroi à sa vue.

● **LE PIÈGE AU GRISBI**, de Surt Kennedy. — Lundi 6 décembre, TF 1, 20 h. 30.

Un inspecteur de police dévoyé par l'attrait d'un million de dollars se comporte comme un gangster. Un film violent et dur sur le rôle que joue l'argent dans la société américaine. Densité sociale de l'interprétation, particulièrement de Glenn Ford et de Rita Hayworth (ancien couple terrible de *Gilda*).

● **LE PONT DE REMAGEN**, de John Guillermin. — Lundi 6 décembre, FR 3, 20 h. 30.

Reconstitution à grand spectacle d'une page d'histoire de la deuxième guerre mondiale. Le dernier pont sur le Rhin doit sauter pour ralentir l'avance des armées alliées. Le récit dépasse les clichés du genre, met l'accent sur le mécanisme du combat, sur les responsabilités des officiers impliqués dans l'affaire. D'un côté, un major allemand qui a mauvaise conscience de participer au désastre de son pays, de l'autre un général américain que le souci du prestige pousse à ne pas ménager la vie de ses soldats.

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h., Le journal d'Yves Mourroux ; 20 h., Le journal de Roger Gicquel (le dimanche, Jean-Claude Bourret présente une édition à 19 h. 45) ; vers 23 h., TF 1 dernière. Pour les jeunes : « Les Infos », de Claude Pierrat (le mercredi, 17 h. 30).

A 2 : 13 h., (les samedi et dimanche), le journal du week-end ; 14 h. 30, « Flashs » (sauf les samedi et dimanche) ; 18 h. 30, (sauf les samedi et dimanche), le journal d'Hélène Vida ; 20 h., Le journal de Guy Thomas (Patrick Poivre d'Arvor), les samedi et dimanche ; vers 23 h., Dernière édition. FR 3 : 18 h. 55 et 19 h. 55, « Flashs » (sauf le dimanche) ; vers 22 h., Journal.

ÉMISSIONS PRATIQUES

TF 1 : A la bonne heure (du lundi au vendredi, 18 h.) ; Une minute pour les femmes

(du lundi au vendredi, 19 h. 45) ; Objectif savoir (le jeudi, 13 h. 35) ; Six minutes pour vous défendre (le samedi, 19 h. 10) ; Jeunes pratiques (le samedi, 12 h. 45).

A 2 : D'accord, pas d'accord (le mardi, le jeudi, puis le samedi à 20 h. 20). FR 3 : 90 secondes pour le consommateur (le jeudi, 19 h. 40).

RELIGIEUSES

ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 : (le dimanche), 9 h. 30, Orthodoxie (le 28), La Source de vie (le 5) ; 10 h., Présence protestante ; 10 h. 30, Le jour du seigneur : « L'Eglise pour quoi faire ? » (le 28), « En route vers l'Eglise, l'annonciation du lycée » (le 5) ; 11 h., Messe à la basilique du Bon Secours, Guingamp, Côté-Nord (le 28), à la chapelle du lycée Hoche, à Versailles (le 5).

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE-INTER : (Informations toutes les heures) ; 5 h., La main à la pâte ; 7 h., Gérard Sire ; 9 h. 10, Le magazine de Pierre Bouetier ; 10 h., Sés à malices (samedi) ; Questions pour un samedi ; 11 h., Anne Gaillard ; 12 h., Retro-nouvelles ; 13 h., (le 5) Journal de Jean-Pierre Elkabbach ; 14 h., Le temps de vivre (samedi et dimanche : L'oreille en cor) ; 16 h., L'heure de musique classique ; 17 h., Radioscope ; 18 h., Histoires ; 19 h., Journal ; 20 h. 10 Marche ou rêve (samedi) ; La tribune de l'histoire ; dimanche : Le musée et la plume ; 22 h. 10, Le Pop-Club.

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Informations à 7 h. (cult.) ; 7 h. 30 (cult. mus.) ; 8 h. 30 (cult.) ; 9 h. (cult. et mus.) ; 12 h. 30 (cult. et mus.) ; 15 h. (cult.) ; 15 h. 30 (mus.) ; 19 h. 30 (mus.) ; 23 h. 55 (cult.) ; 24 h. (mus.).

EUROPE 1 : (Informations toutes les heures) ; 5 h., Musique et nouvelles ; 6 h. 40, Philippe Gildas ; 9 h. 15,

Denise Fabre ; 11 h., Pile ou face ; 12 h., Cash ; 13 h., Journal d'André Arnaud ; 13 h. 30 (le 5) Les dossiers extraordinaires du crime ; 14 h. (le 5) Une femme, un homme (le samedi) ; Histoire d'un jour ; 16 h. 30 Tout peut arriver ; 18 h., Le journal de Pierre Lescure ; 19 h., Jean-Loup Lattaud ; 20 h. 30 Pierre Pechin ; 22 h. 10, Europe-Panorama ; 22 h. 55, Top à Wall Street (samedi) ; Ça va être la fête ; 24 h., G. Saint-Bris.

R.T.L. : (Informations toutes les heures) ; 5 h. 40 Maurice Pavères ; 9 h. 15 A.-M. Prevost ; 11 h. 30, La case trésor ; 13 h., Le journal de Philippe Bonvard ; 14 h., 15 h., 22 h., 23 h., 24 h., 30, Appellez, on est là ; 18 h. 30, Journal de Jacques Paoli ; 19 h., Hifi Parade ; 21 h., Les routiers sont sympas ; 22 h., Journal ; 24 h., Variétés.

RADIO MONTE CARLO : (Informations toutes les heures) ; 5 h. 30, José Sacré ; 7 h., Frédéric Gérard ; 9 h. 30, J.-P. Roussat ; 11 h. 30, Jeux ; 12 h. 40, Quatre ou double ; 13 h., R.M.C. Choc ; 14 h. 30, Le

coeur et la raison ; 15 h. 30, Toute la vérité ; 17 h., Rapsodie ; 18 h., Hifi Parade ; 20 h. 30, Gérard Klein ; 22 h. 30, Journal ; 0 h., Momo.

Religieuses

et philosophiques

FRANCE-CULTURE : (le dimanche) ; 7 h. 15, Horizon ; 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Protestantisme ; 9 h. 10, École Israel ; 9 h. 40, L'Union nationale (le 28) ; le Grand Orient de France (le 5) ; 10 h., Messe.

Radioscopiques

FRANCE-INTER : 17 h., Jacques Chancel reçoit, MM. Denis Manuel, comédien (lundi), Marc Chodolanko, écrivain (mardi), Jean-Paul Olivier, écrivain (mercredi), le sculpteur César (jeudi), Thierry le Luron (vendredi).

Tribunes et débats

FRANCE-INTER : 11 h., les invités d'Anne Gaillard répondent aux auditeurs sur les joues (lundi), l'école des consommateurs (mardi), l'asthme (mercredi), les voitures d'occasion (jeudi), les maladies osseuses (vendredi).

FRANCE-CULTURE : 12 h. 5, Jacques Paganin reçoit, sur le thème « la génération perdue », Christian Jambet (lundi), Roger-Pol Droit (mardi), Jean-Marie Benoist (mercredi), Michel Legris (jeudi), Jean-François Biot (vendredi).

EUROPE 1, dimanche 21 à 19 h., le Club de la presse reçoit M. Olivier Guichard, ministre d'État, garde des sceaux.

TF 1 : 18 h., Jean-Pierre Guéno a préparé un reportage-débat sur l'amianthe (lundi, mardi et mercredi) les enfants handicapés et les enfants de la tumeur (jeudi et vendredi).

PROTESTATION DES CADRES F.O. A PROPOS DES « DOSSIERS DE L'ÉCRAN »

● Dans une lettre adressée à M. Armand Jammot, producteur des « Dossiers de l'écran », M. Robert Cottave, secrétaire général de la Fédération nationale des ingénieurs et cadres C.G.T.-F.O., déclare avoir suivi « dans le plus grand étonnement » le débat consacré aux cadres qui (contrairement à ce qui était annoncé dans nos premières éditions du 25 novembre) a eu lieu le mardi 23 novembre. « Dans une grande confusion, peu de problèmes réels des cadres, tels que nous les vivons quotidiennement, ont été traités », estime M. Robert Cottave, également « choqué » de constater l'absence d'un représentant de la C.G.T.-Force ouvrière. Les cadres C.G.T. (le Monde du 25 novembre) n'avaient pas non plus de porte-parole.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES CHASSEURS DE SON

● Animée par Jean Thévenot et Paul Robert, avec la collaboration de Claude Dufour et Georges Bidal, une Journée internationale des chasseurs de son aura lieu samedi 11 décembre. Des émissions spéciales sur France-Musique (13 h. 30 à 14 h. 15), sur France-Culture (18 h. 19 h.), de brèves interventions dans diverses émissions de France-Inter, marqueront cette journée. Les meilleures réalisations de l'enregistrement et d'amateur de l'année seront ainsi proposées au public de Radio-France.

● Le magazine hebdomadaire de France-Culture, « Événement-musique », fête son cent cinquantième numéro le lundi 29 novembre, de 11 à 12 heures. A cette occasion, Pierre Boulez, Maurizio Kagel, Sylvano Bussotti et Pierre Henry ont été invités.

RADIO-TELEVISION

Samedi 27 novembre

CHAINE I : TF 1
20 h. 30, Variétés : récital Guy Béart ; 21 h. 30, Série américaine : Mac Goy, avec T. Curtis ; 22 h. 30, Hommage à André Malraux (R.) ; « La Légende du siècle » (L'espoir est mort), de Cl. Santelli.

GUY BEART
"L'EVENEMENT DE LA RENTREE"
"CHANSONS DE NOTRE TEMPS
ET D'ESPERANCE"
33 TOURS GB 00018 DISTRIBUTION RCA

CHAINE II : A 2
20 h. 30 (R.), Téléfilm : Les enquêtes du commissaire Maigret (Les scrupules de Maigret), avec J. Richard, réal. J.-L. Muller.
Un vendeur des magazines du Louvre, passionné de trains électriques, se croit empoisonné à petit feu par sa femme.

CHAINE III : FR 3
20 h. 30, Téléfilm : « Frankenstein », de J. Smight, avec L. Whiting (deuxième partie).
Le docteur Frankenstein réalise, par des greffes, l'animation de deux créatures, l'une mâle, l'autre femelle.

FRANCE-CULTURE
20 h. (R.), « Thomas Corneil », de Lydie Marguet, avec T. Baluchova, P. Constant, R. Crouzet ; 21 h. 55, Ad lib, par M. de Bréville ; 22 h. 5, « La fugue du samedi », ou « L'homme à la main », divertissement de B. Jérôme ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE
20 h., Concert donné à Lens par l'Orchestre régional de Lille, direction J. Casadesu, avec P. Gaillois, flûte ; « Don Juan », ouverture (Mozart) ; « Deux concertos pour flûte » (Mozart) ; « Nocturne pour vents » (J.-C. Nachon) ; « Les Étranges » (Liszt) ; 21 h., Prestige de la musique... « Elias » (Mendelssohn), par l'Orchestre national, direction K. Richter, avec J. Norman, R. Hesse, H. Laubenthal ; 22 h. 15 (R.), Vieilles chansons : A. Greif ; 0 h. 5, Un musicien dans la nuit, Claude Ballif.

ABRÉVIATIONS
Dans ce supplément radio-télévision, les symboles (*) renvoient à la rubrique Écouter, voir, ou aux articles de première page de l'insert ; (R) indique des émissions sortant de l'ordinaire ; (N) les programmes en noir et blanc diffusés sur les chaînes en couleurs ; (S) les rediffusions ; (S) les émissions de radio en stéréophonie ; (C) les programmes de TF1 passant en couleurs sur FR 3, en province.

Dimanche 28 novembre

CHAINE I : TF 1
9 h. 15 (III), Émissions religieuses et philosophiques ; 12 h. (III), La séquence du spectateur ; 12 h. 30 (III), Magazine : Bon appétit ; 13 h. 20 (III), Vire le cirque ; 14 h. (III), Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 35 (III), Direct à la une ; 16 h. (III), Téléfilm américain : « La



Rage de survivre » ; 18 h. 40, Chronique : Fautes sonores de la vénération de J.-Ch. Cabanis ; 19 h. 15, Les animaux du monde.

CHAINE II : A 2
20 h. 30 (R.), Film : « L'Affaire Mattel », de F. Rosi (1972), avec G.-M. Volonte, L. Squarzina, L. Colitti, F. Graziosi.
Enquête sur la personnalité et la mort de Enrico Mattel, président de la Société nationale italienne des hydrocarbures, tué dans un mystérieux accident d'avion, le 27 octobre 1962.

CHAINE III : FR 3
22 h. 20, Documentaire : Harlem, réalisation F. Contini.
D'après des documents filmés par la télévision suédoise, la visite d'un quartier noir et « dur » de New-York.

Chacun chez soi ; 18 h. 15, Série : Super Jaimé ; 19 h. 15, Stade 2.

CHAINE III : FR 3
11 h., Écrans ouverts ; 11 h. 30, Immigrés parmi nous ; 17 h. 35, Pour les jeunes : Colar-poli ; 17 h. 50 (R.), Méditerranée (reportage de la huitième partie) ; 18 h. 45, Spécial DOM-TOM ; 19 h., Hexagonal.

FRANCE-CULTURE
7 h. 2, Poésie ; 7 h. 7, La fenêtre ouverte ; 7 h. 15, Horizon ; 7 h. 40, Chasseurs de son ; 8 h., Émissions philologiques et religieuses ; 11 h., Regard sur la musique ; 12 h. 5, Allégo ; 12 h. 45, Disques rares ; 13 h. 5, Poésie ; 14 h. 5, La Comédie-Française présente : « Mon Faust », de Paul Valéry, avec F. Charrin, M. Elcheverry ; 16 h. 5, Concert au Théâtre d'animation de Paris, par le Quatuor Bernède (Mozart, Beethoven, C. Baille) ; 17 h. 30, Rencontre avec le commissaire Chevalier, directeur de la police judiciaire ; 18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h. 10 (R.), Le cinéma des cinéastes ; 20 h., Poésie ; 20 h. 5, Poésie interrompue ; 20 h. 40 (R.), Atelier de création radiophonique : « Chiffre 11 » ; La chasse aux frères est ouverte, par Andrew Orr ; 23 h., Black and blue ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE
7 h. 3, Concert promenade ; 8 h., Cantate pour le premier dimanche de l'Avent ; « Cantate BWV 26 » (J.-S. Bach) ; 9 h. 2, Musical graffiti ; 11 h., En direct du Théâtre d'Orsay, Pierre Amoyal et Pascal Rogé (Debussy, Ravel) ; 12 h., Sortilèges du flamenco ; 12 h. 35, Concerto-bourgeois ; « La Montserrat », deuxième acte (N. Piccini) ; 13 h. 45, Petites formes ; 14 h., La tribune des critiques : « Quatuor K 595 » (Mozart) ; 14 h. 30, Concerto de Faton (Stravinski), M. Lepand, Montevendi, E. Sella, Schubert, Verdi, C. Nougare, Caldara, Bach) ; 19 h., La route des jongleurs ; 19 h. 55, Jazz vivant : le grand concert 1976 de l'U.E.R. à Barcelone ; 20 h. 30, Échanges Internationaux de Radio-France... Orchestre du Conservatoire de Paris, direction J. Narin, « L'Amour sorcier » (de Falla) ; « Concerto pour Dantigiles » ; « Deuxième suite du Tricorne » (de Falla) ; 21 h., Cycle de musique de chambre : Mozart ; 0 h. 5 (R.), Inventeurs et bricoleurs de la musique, par A. Almuero ; 1 h. (R.), Trève.

Lundi 29 novembre

CHAINE I : TF 1
12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi première ; 13 h. 35 (III), Émissions régionales ; 13 h. 50 (III), Restez donc avec nous... à 14 h. 50 (R.), Série : Maîtres et valets ; à 16 h. 5 (R.), Magazine : L'encadrement sur les chantiers du bâtiment, document J. Serror ; 17 h. 35 (III), La France est à vous ; 18 h. 5 (III), A la bonne heure ; 18 h. 35, Pour les petits ; 18 h. 40, L'île aux enfants ; 19 h. 5, Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien ! raconte ; 20 h. 30, La caméra du lundi : « Objectif 500 millions », de P. Schoendoerffer (1966), avec B. Cremer, M. Mell, J.-C. Rolland.
Après avoir fait trois ans de prison pour crimes atroces, un ancien des services révolutionnaires, qui ne peut se réadapter, accepte de participer à un hold-up.

CHAINE II : A 2
13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Chantiers et musiciens des rues ; 14 h., Aujourd'hui, madame... à 15 h. (R.), Série : Les rues de San Francisco ; à 15 h. 50, Aujourd'hui magazine ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45 (R.), La caméra invisible ; 20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55, Chronique : Les années Bonheur racontées par Gaston Bonheur (1938-22 h. 50, Polémique : L'huile sur le feu, de Ph. Bourvard.

CHAINE III : FR 3
18 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : M. René Huyghe, de l'Académie française ; 20 h., Les jeux de 20 heures ; 20 h. 30 (R.), Cinéma public : « Trahison sur commande », de G. Seaton (1961), avec

W. Holden, L. Palmer, H. Griffith, E. Dahlbeck.
Pendant la seconde guerre mondiale, un homme d'affaires suédois, d'origine américaine, est contraint, par l'intelligence Service, à une mission d'espionnage auprès des Allemands. Démuni, il est traqué par la Gestapo.

FRANCE-CULTURE
7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Les révolutions scientifiques au vingtième siècle ; 9 h., 10 h., 11 h., 12 h., 13 h., 14 h., 15 h., 16 h., 17 h., 18 h., 19 h., 20 h., 21 h., 22 h., 23 h., 24 h., 25 h., 26 h., 27 h., 28 h., 29 h., 30 h., 31 h., 32 h., 33 h., 34 h., 35 h., 36 h., 37 h., 38 h., 39 h., 40 h., 41 h., 42 h., 43 h., 44 h., 45 h., 46 h., 47 h., 48 h., 49 h., 50 h., 51 h., 52 h., 53 h., 54 h., 55 h., 56 h., 57 h., 58 h., 59 h., 60 h., 61 h., 62 h., 63 h., 64 h., 65 h., 66 h., 67 h., 68 h., 69 h., 70 h., 71 h., 72 h., 73 h., 74 h., 75 h., 76 h., 77 h., 78 h., 79 h., 80 h., 81 h., 82 h., 83 h., 84 h., 85 h., 86 h., 87 h., 88 h., 89 h., 90 h., 91 h., 92 h., 93 h., 94 h., 95 h., 96 h., 97 h., 98 h., 99 h., 100 h., 101 h., 102 h., 103 h., 104 h., 105 h., 106 h., 107 h., 108 h., 109 h., 110 h., 111 h., 112 h., 113 h., 114 h., 115 h., 116 h., 117 h., 118 h., 119 h., 120 h., 121 h., 122 h., 123 h., 124 h., 125 h., 126 h., 127 h., 128 h., 129 h., 130 h., 131 h., 132 h., 133 h., 134 h., 135 h., 136 h., 137 h., 138 h., 139 h., 140 h., 141 h., 142 h., 143 h., 144 h., 145 h., 146 h., 147 h., 148 h., 149 h., 150 h., 151 h., 152 h., 153 h., 154 h., 155 h., 156 h., 157 h., 158 h., 159 h., 160 h., 161 h., 162 h., 163 h., 164 h., 165 h., 166 h., 167 h., 168 h., 169 h., 170 h., 171 h., 172 h., 173 h., 174 h., 175 h., 176 h., 177 h., 178 h., 179 h., 180 h., 181 h., 182 h., 183 h., 184 h., 185 h., 186 h., 187 h., 188 h., 189 h., 190 h., 191 h., 192 h., 193 h., 194 h., 195 h., 196 h., 197 h., 198 h., 199 h., 200 h., 201 h., 202 h., 203 h., 204 h., 205 h., 206 h., 207 h., 208 h., 209 h., 210 h., 211 h., 212 h., 213 h., 214 h., 215 h., 216 h., 217 h., 218 h., 219 h., 220 h., 221 h., 222 h., 223 h., 224 h., 225 h., 226 h., 227 h., 228 h., 229 h., 230 h., 231 h., 232 h., 233 h., 234 h., 235 h., 236 h., 237 h., 238 h., 239 h., 240 h., 241 h., 242 h., 243 h., 244 h., 245 h., 246 h., 247 h., 248 h., 249 h., 250 h., 251 h., 252 h., 253 h., 254 h., 255 h., 256 h., 257 h., 258 h., 259 h., 260 h., 261 h., 262 h., 263 h., 264 h., 265 h., 266 h., 267 h., 268 h., 269 h., 270 h., 271 h., 272 h., 273 h., 274 h., 275 h., 276 h., 277 h., 278 h., 279 h., 280 h., 281 h., 282 h., 283 h., 284 h., 285 h., 286 h., 287 h., 288 h., 289 h., 290 h., 291 h., 292 h., 293 h., 294 h., 295 h., 296 h., 297 h., 298 h., 299 h., 300 h., 301 h., 302 h., 303 h., 304 h., 305 h., 306 h., 307 h., 308 h., 309 h., 310 h., 311 h., 312 h., 313 h., 314 h., 315 h., 316 h., 317 h., 318 h., 319 h., 320 h., 321 h., 322 h., 323 h., 324 h., 325 h., 326 h., 327 h., 328 h., 329 h., 330 h., 331 h., 332 h., 333 h., 334 h., 335 h., 336 h., 337 h., 338 h., 339 h., 340 h., 341 h., 342 h., 343 h., 344 h., 345 h., 346 h., 347 h., 348 h., 349 h., 350 h., 351 h., 352 h., 353 h., 354 h., 355 h., 356 h., 357 h., 358 h., 359 h., 360 h., 361 h., 362 h., 363 h., 364 h., 365 h., 366 h., 367 h., 368 h., 369 h., 370 h., 371 h., 372 h., 373 h., 374 h., 375 h., 376 h., 377 h., 378 h., 379 h., 380 h., 381 h., 382 h., 383 h., 384 h., 385 h., 386 h., 387 h., 388 h., 389 h., 390 h., 391 h., 392 h., 393 h., 394 h., 395 h., 396 h., 397 h., 398 h., 399 h., 400 h., 401 h., 402 h., 403 h., 404 h., 405 h., 406 h., 407 h., 408 h., 409 h., 410 h., 411 h., 412 h., 413 h., 414 h., 415 h., 416 h., 417 h., 418 h., 419 h., 420 h., 421 h., 422 h., 423 h., 424 h., 425 h., 426 h., 427 h., 428 h., 429 h., 430 h., 431 h., 432 h., 433 h., 434 h., 435 h., 436 h., 437 h., 438 h., 439 h., 440 h., 441 h., 442 h., 443 h., 444 h., 445 h., 446 h., 447 h., 448 h., 449 h., 450 h., 451 h., 452 h., 453 h., 454 h., 455 h., 456 h., 457 h., 458 h., 459 h., 460 h., 461 h., 462 h., 463 h., 464 h., 465 h., 466 h., 467 h., 468 h., 469 h., 470 h., 471 h., 472 h., 473 h., 474 h., 475 h., 476 h., 477 h., 478 h., 479 h., 480 h., 481 h., 482 h., 483 h., 484 h., 485 h., 486 h., 487 h., 488 h., 489 h., 490 h., 491 h., 492 h., 493 h., 494 h., 495 h., 496 h., 497 h., 498 h., 499 h., 500 h., 501 h., 502 h., 503 h., 504 h., 505 h., 506 h., 507 h., 508 h., 509 h., 510 h., 511 h., 512 h., 513 h., 514 h., 515 h., 516 h., 517 h., 518 h., 519 h., 520 h., 521 h., 522 h., 523 h., 524 h., 525 h., 526 h., 527 h., 528 h., 529 h., 530 h., 531 h., 532 h., 533 h., 534 h., 535 h., 536 h., 537 h., 538 h., 539 h., 540 h., 541 h., 542 h., 543 h., 544 h., 545 h., 546 h., 547 h., 548 h., 549 h., 550 h., 551 h., 552 h., 553 h., 554 h., 555 h., 556 h., 557 h., 558 h., 559 h., 560 h., 561 h., 562 h., 563 h., 564 h., 565 h., 566 h., 567 h., 568 h., 569 h., 570 h., 571 h., 572 h., 573 h., 574 h., 575 h., 576 h., 577 h., 578 h., 579 h., 580 h., 581 h., 582 h., 583 h., 584 h., 585 h., 586 h., 587 h., 588 h., 589 h., 590 h., 591 h., 592 h., 593 h., 594 h., 595 h., 596 h., 597 h., 598 h., 599 h., 600 h., 601 h., 602 h., 603 h., 604 h., 605 h., 606 h., 607 h., 608 h., 609 h., 610 h., 611 h., 612 h., 613 h., 614 h., 615 h., 616 h., 617 h., 618 h., 619 h., 620 h., 621 h., 622 h., 623 h., 624 h., 625 h., 626 h., 627 h., 628 h., 629 h., 630 h., 631 h., 632 h., 633 h., 634 h., 635 h., 636 h., 637 h., 638 h., 639 h., 640 h., 641 h., 642 h., 643 h., 644 h., 645 h., 646 h., 647 h., 648 h., 649 h., 650 h., 651 h., 652 h., 653 h., 654 h., 655 h., 656 h., 657 h., 658 h., 659 h., 660 h., 661 h., 662 h., 663 h., 664 h., 665 h., 666 h., 667 h., 668 h., 669 h., 670 h., 671 h., 672 h., 673 h., 674 h., 675 h., 676 h., 677 h., 678 h., 679 h., 680 h., 681 h., 682 h., 683 h., 684 h., 685 h., 686 h., 687 h., 688 h., 689 h., 690 h., 691 h., 692 h., 693 h., 694 h., 695 h., 696 h., 697 h., 698 h., 699 h., 700 h., 701 h., 702 h., 703 h., 704 h., 705 h., 706 h., 707 h., 708 h., 709 h., 710 h., 711 h., 712 h., 713 h., 714 h., 715 h., 716 h., 717 h., 718 h., 719 h., 720 h., 721 h., 722 h., 723 h., 724 h., 725 h., 726 h., 727 h., 728 h., 729 h., 730 h., 731 h., 732 h., 733 h., 734 h., 735 h., 736 h., 737 h., 738 h., 739 h., 740 h., 741 h., 742 h., 743 h., 744 h., 745 h., 746 h., 747 h., 748 h., 749 h., 750 h., 751 h., 752 h., 753 h., 754 h., 755 h., 756 h., 757 h., 758 h., 759 h., 760 h., 761 h., 762 h., 763 h., 764 h., 765 h., 766 h., 767 h., 768 h., 769 h., 770 h., 771 h., 772 h., 773 h., 774 h., 775 h., 776 h., 777 h., 778 h., 779 h., 780 h., 781 h., 782 h., 783 h., 784 h., 785 h., 786 h., 787 h., 788 h., 789 h., 790 h., 791 h., 792 h., 793 h., 794 h., 795 h., 796 h., 797 h., 798 h., 799 h., 800 h., 801 h., 802 h., 803 h., 804 h., 805 h., 806 h., 807 h., 808 h., 809 h., 810 h., 811 h., 812 h., 813 h., 814 h., 815 h., 816 h., 817 h., 818 h., 819 h., 820 h., 821 h., 822 h., 823 h., 824 h., 825 h., 826 h., 827 h., 828 h., 829 h., 830 h., 831 h., 832 h., 833 h., 834 h., 835 h., 836 h., 837 h., 838 h., 839 h., 840 h., 841 h., 842 h., 843 h., 844 h., 845 h., 846 h., 847 h., 848 h., 849 h., 850 h., 851 h., 852 h., 853 h., 854 h., 855 h., 856 h., 857 h., 858 h., 859 h., 860 h., 861 h., 862 h., 863 h., 864 h., 865 h., 866 h., 867 h., 868 h., 869 h., 870 h., 871 h., 872 h., 873 h., 874 h., 875 h., 876 h., 877 h., 878 h., 879 h., 880 h., 881 h., 882 h., 883 h., 884 h., 885 h., 886 h., 887 h., 888 h., 889 h., 890 h., 891 h., 892 h., 893 h., 894 h., 895 h., 896 h., 897 h., 898 h., 899 h., 900 h., 901 h., 902 h., 903 h., 904 h., 905 h., 906 h., 907 h., 908 h., 909 h., 910 h., 911 h., 912 h., 913 h., 914 h., 915 h., 916 h., 917 h., 918 h., 919 h., 920 h., 921 h., 922 h., 923 h., 924 h., 925 h., 926 h., 927 h., 928 h., 929 h., 930 h., 931 h., 932 h., 933 h., 934 h., 935 h., 936 h., 937 h., 938 h., 939 h., 940 h., 941 h., 942 h., 943 h., 944 h., 945 h., 946 h., 947 h., 948 h., 949 h., 950 h., 951 h., 952 h., 953 h., 954 h., 955 h., 956 h., 957 h., 958 h., 959 h., 960 h., 961 h., 962 h., 963 h., 964 h., 965 h., 966 h., 967 h., 968 h., 969 h., 970 h., 971 h., 972 h., 973 h., 974 h., 975 h., 976 h., 977 h., 978 h., 979 h., 980 h., 981 h., 982 h., 983 h., 984 h., 985 h., 986 h., 987 h., 988 h., 989 h., 990 h., 991 h., 992 h., 993 h., 994 h., 995 h., 996 h., 997 h., 998 h., 999 h., 1000 h., 1001 h., 1002 h., 1003 h., 1004 h., 1005 h., 1006 h., 1007 h., 1008 h., 1009 h., 1010 h., 1011 h., 1012 h., 1013 h., 1014 h., 1015 h., 1016 h., 1017 h., 1018 h., 1019 h., 1020 h., 1021 h., 1022 h., 1023 h., 1024 h., 1025 h., 1026 h., 1027 h., 1028 h., 1029 h., 1030 h., 1031 h., 1032 h., 1033 h., 1034 h., 1035 h., 1036 h., 1037 h., 1038 h., 1039 h., 1040 h., 1041 h., 1042 h., 1043 h., 1044 h., 1045 h., 1046 h., 1047 h., 1048 h., 1049 h., 1050 h., 1051 h., 1052 h., 1053 h., 1054 h., 1055 h., 1056 h., 1057 h., 1058 h., 1059 h., 1060 h., 1061 h., 1062 h., 1063 h., 1064 h., 1065 h., 1066 h., 1067 h., 1068 h., 1069 h., 1070 h., 1071 h., 1072 h., 1073 h., 1074 h., 1075 h., 1076 h., 1077 h., 1078 h., 1079 h., 1080 h., 1081 h., 1082 h., 1083 h., 1084 h., 1085 h., 1086 h., 1087 h., 1088 h., 1089 h., 1090 h., 1091 h., 1092 h., 1093 h., 1094 h., 1095 h., 1096 h., 1097 h., 1098 h., 1099 h., 1100 h., 1101 h., 1102 h., 1103 h., 1104 h., 1105 h., 1106 h., 1107 h., 1108 h., 1109 h., 1110 h., 1111 h., 1112 h., 1113 h., 1114 h., 1115 h., 1116 h., 1117 h., 1118 h., 1119 h., 1120 h., 1121 h., 1122 h., 1123 h., 1124 h., 1125 h., 1126 h., 1127 h., 1128 h., 1129 h., 1130 h., 1131 h., 1132 h., 1133 h., 1134 h., 1135 h., 1136 h., 1137 h., 1138 h., 1139 h., 1140 h., 1141 h., 1142 h., 1143 h., 1144 h., 1145 h., 1146 h., 1147 h., 1148 h., 1149 h., 1150 h., 1151 h., 1152 h., 1153 h., 1154 h., 1155 h., 1156 h., 1157 h., 1158 h., 1159 h., 1160 h., 1161 h., 1162 h., 1163 h., 1164 h., 1165 h., 1166 h., 1167 h., 1168 h., 1169 h., 1170 h., 1171 h., 1172 h., 1173 h., 1174 h., 1175 h., 1176 h., 1177 h., 1178 h., 1179 h., 1180 h., 1181 h., 1182 h., 1183 h., 1184 h., 1185 h., 1186 h., 1187 h., 1188 h., 1189 h., 1190 h., 1191 h., 1192 h., 1193 h., 1194 h., 1195 h., 1196 h., 1197 h., 1198 h., 1199 h., 1200 h., 1201 h., 1202 h., 1203 h., 1204 h., 1205 h., 1206 h., 1207 h., 1208 h., 1209 h., 1210 h., 1211 h., 1212 h., 1213 h., 1214 h., 1215 h., 1216 h., 1217 h., 1218 h., 1219 h., 1220 h., 1221 h., 1222 h., 1223 h., 1224 h., 1225 h., 1226 h., 1227 h., 1228 h., 1229 h., 1230 h., 1231 h., 1232 h., 1233 h., 1234 h., 1235 h., 1236 h., 1237 h., 1238 h., 1239 h., 1240 h., 1241 h., 1242 h., 1243 h., 1244 h., 1245 h., 1246 h., 1247 h., 1248 h., 1249 h., 1250 h., 1251 h., 1252 h., 1253 h., 1254 h., 1255 h., 1256 h., 1257 h., 1258 h., 1259 h., 1260 h., 1261 h., 1262 h., 1263 h., 1264 h., 1265 h., 1266 h., 1267 h., 1268 h., 1269 h., 1270 h., 1271 h., 1272 h., 1273 h., 1274 h., 1275 h., 1276 h., 1277 h., 1278 h., 1279 h., 1280 h., 1281 h., 1282 h., 1283 h., 1284 h., 1285 h., 1286 h., 1287 h., 1288 h., 1289 h., 1290 h., 1291 h., 1292 h., 1293 h., 1294 h., 1295 h., 1296 h., 1297 h., 1298 h., 1299 h., 1300 h., 1301 h., 1302 h., 1303 h., 1304 h., 1305 h., 1306 h., 1307 h., 1308 h., 1309 h., 1310 h., 1311 h., 1312 h., 1313 h., 1314 h., 1315 h., 1316 h., 1317 h., 1318 h., 1319 h., 1320 h., 1321 h., 1322 h., 1323 h., 1324 h., 1325 h., 1326 h., 1327 h., 1328 h., 1329 h., 1330 h., 1331 h., 1332 h., 1333 h., 1334 h., 1335 h., 1336 h., 1337 h., 1338 h., 1339 h., 1340 h., 1341 h., 1342 h., 1343 h., 1344 h., 1345 h., 1346 h., 1347 h., 1348 h., 1349 h., 1350 h., 1351 h., 1352 h., 1353 h., 1354 h., 1355 h., 1356 h., 1357 h., 1358 h., 1359 h., 1360 h., 1361 h., 1362 h., 1363 h., 1364 h., 1365 h., 1366 h., 1367 h., 1368 h., 1369 h., 1370 h., 1371 h., 1372 h., 1373 h., 1374 h., 1375 h., 1376 h., 1377 h., 1378 h., 1379 h., 1380 h., 1381 h., 1382 h., 1383 h., 1384 h., 1385 h., 1386 h., 1

RADIO-TELEVISION

Jeudi 2 décembre

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15 (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III). Midi première ; 13 h. 50 (III). Émissions régionales ; 14 h. 50 (III). Émissions pédagogiques : Les vingt-quatre heures ; 15 h. 10 (III). À la bonne heure ; 15 h. 35. Pour les petits ; 15 h. 40. L'île aux enfants ; 15 h. 50. Feuilleton : Anne pour Anne ; 16 h. 45. Une minute pour les femmes ; 16 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Série : La pêche miraculeuse ; 21 h. 25. Magazine d'actualité : L'événement, prés. J. Besançon.

Le Japon avant les élections.

22 h. 25. Allons au cinéma.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Accordéons en balade ; 14 h. 10. Aujourd'hui, madame ; à 15 h. (R.). Série : Les rues de San-Francisco ;

15 h. 50. Aujourd'hui magazine ; 16 h. 35. Le palmarès des enfants ; 16 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 17 h. 45. Émissions consacrées aux formations politiques. (Le parti communiste français.)

20 h. 30. Téléfilm : Messieurs les jurés. (L'affaire Craznek). réal. M. Genoux.

Un homme a-t-il tué le médecin qui n'a pas pu diagnostiquer chez son fils une maladie mortelle ?

22 h. 30. Émission de l'INA : Bhoutan.

Un petit pays possédant du ciel, réal. L. Sagarra. Les pratiques religieuses au royaume du Bhoutan, l'un des derniers États de la culture tibétaine.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Histoire des enfants ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Défense et promotion des langues françaises ; 20 h. Les jeux.

20 h. 30. Les grands noms de l'histoire du cinéma (cycle Vignette) (R.). « Le Chevalier des sables » (1964) avec E. Taylor, R. Burton, E. Marie-Saint Ch. Bronson.

Un pasteur s'oppose à une femme-pêche, bohème et mère célibataire, vivant dans la communauté de Big Sur. Ce qui met à l'épreuve ses conceptions puritaines.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... Les révolutions scientifiques du vingtième siècle ; 8 h. 30. En route avec ; 9 h. 7. Matinale de la littérature ; 10 h. 45. Questions et réponses ; 11 h. 2. Recherche musicale ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des œuvres de France ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Dehors », de L. Fassin ; 15 h. 2. Après-midi de France-Culture. Deux heures pour comprendre comment circule la connaissance scientifique ; 17 h. 10. Les Français s'interrogent ; à 17 h. 15. L'heure du poète ; 18 h. 2. Lecture musicale de « Consuelo » (G. Sand) ; 18 h. 30 (s). Feuilleton : « Histoire d'un paysan

avant et après la Révolution » (Erckmann-Chatrian) ; 19 h. 25. Émission de poésie ; 19 h. 55. Poésie ; 20 h. (s). Nouveau répertoire dramatique de France-Culture, par L. Attias : « La Poudre » (L. Coussaud) ; 21 h. 30 (s). Entretiens avec... G. Genette ; 22 h. Figures de révolutions ; 23 h. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 9 h. 2. Poésie formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. 15. Musique sans paroles : Nouveaux auditions (Chapelier, Hogg, Dupont, Bérard, Hérault, Sautou, Dorel) ; 17 h. 15. Nouveaux talents : Premiers Solistes (Roussel, Scarlatti, Mozart) ; 18 h. 3. École, magazine musical ; à 19 h. Jazz live ; 19 h. 35. Musique ; 19 h. 45. Pierre Henry ; 20 h. 30. Premier jour de la musique : « Atteinte critique » ; 21 h. Orchestre national de France, direction A. Myrtil ; « Symphonie n° 7 » (Schubert) ; 21 h. 55. Festival annuel de Paris : œuvres de Copland, avec S. Verlet, claviers ; 22 h. Armelle : concert illustré ; à 23 h. 5. Appréhension ; à 23 h. 55. Musique traditionnelle européenne ; à 23 h. 55. Artzard.

Vendredi 3 décembre

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15 (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III). Midi première ; 13 h. 50 (III). Émissions régionales ; 14 h. 50 (III). Émissions pédagogiques : Les vingt-quatre heures ; 15 h. 10 (III). À la bonne heure ; 15 h. 35. Pour les petits ; 15 h. 40. L'île aux enfants ; 15 h. 50. Feuilleton : Anne pour Anne ; 16 h. 45. Une minute pour les femmes ; 16 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Au théâtre ce soir : « La Femme de paille », de C. Arloy, mise en scène R. Geronzi, avec L. Seigner, R. Geronzi, M. Caillaud.

Un militaire, son homme de confiance, et une femme femme assés et avide de

22 h. 30. Orchestre philharmonique, dir. E. Krivine. Concert Boccherini.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Journal des sourds et des mal entendus ; 14 h. 10. Aujourd'hui, madame ; à 15 h. (R.). Série : Les

rues de San-Francisco ; 15 h. 50. Aujourd'hui magazine ; 16 h. 35. Le palmarès des enfants ; 16 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 17 h. 45 (R.). La caméra invisible ; 20 h. 30. Feuilleton : Le cœur au ventre ; 21 h. 30. Émission littéraires : Apostrophes.

Les lauréats concourant et les candidats malchanceux des prix Goncourt, Renaudot, Femina et Médias.

22 h. 45 (s). Ciné-club : « Le Blanc et le Noir », de R. Flory (1931), avec R. J. u. S. Dantes, A. Almeras, Pauley, L. Wells (N.).

Une femme trompe son mari avec un inconnu qu'elle reçoit dans une chambre obscure. Elle met un jour à se rendre compte que le mari, sans qu'elle le sache, échange contre un bébé blanc.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Histoire de France et Des livres pour nous ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Le C.D.S. (Centre des démocrates sociaux) ; 20 h. Les jeux.

20 h. 30 (s). Magazine vendredi, de M. Cazeaux et J.-P. Allard. De quoi avons-nous peur ? (Les classes moyennes)

Les classes moyennes sont devenues un enjeu important dans l'échiquier politique. Alain Tabet et Michel Galim les racontent dans leur chronique historique, leurs aspirations et leurs limites. Ils ont rencontré des petits commerçants et des artisans, des agriculteurs, des cadres, des chefs de petites et moyennes entreprises... La seconde partie de l'émission sera diffusée le 10 décembre.

21 h. 30 (s). Culture : Méditerranée (Un seul dieu).

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... Les révolutions scientifiques du vingtième siècle ; à 8 h. 30. Échec au hasard ; 9 h. 7. Matinale des arts du spectacle ; 10 h. 45. La lettre et la marge ; 11 h. 2. Lecture d'un disque ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des œuvres de France ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Sans la terre », de A. Pivara de Mandargues ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture...

Les Français s'interrogent : Sur la correspondance son et image ; Sur le prix d'un homme ; à 14 h. 45. La musique une et divisible ; à 17 h. 15. L'heure du poète ; 18 h. 2. Lecture musicale de « Consuelo » (G. Sand) ; 18 h. 30 (s). Feuilleton : « Histoire d'un paysan avant et après la Révolution » (Erckmann-Chatrian) ; 19 h. 25. Les grandes avenues de la science moderne ; 19 h. 35. Poésie ; 20 h. (s). Musique ; 20 h. 30. Musique de chambre ; 21 h. 30 (s). Entretiens avec G. Genette ; 22 h. Figures de révolutions ; 23 h. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 9 h. 2. Les grandes voix ; 9 h. 30. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. 15. Musique sans paroles : Lisec, Albin, Loh ; à 15 h. 30. Concert Beethoven par l'Orchestre national de France, direction G. Chabrier, avec le pianiste J. Arrau ; 17 h. 15. Concert de la nuit ; 18 h. 3. École, magazine musical ; à 19 h. Jazz live ; 19 h. 35. Musique ; 19 h. 45. Pierre Henry ; 20 h. 30. Premier jour de la musique : « Atteinte critique » ; 21 h. Orchestre national de France, direction A. Myrtil ; « Symphonie n° 7 » (Schubert) ; 21 h. 55. Festival annuel de Paris : œuvres de Copland, avec S. Verlet, claviers ; 22 h. Armelle : concert illustré ; à 23 h. 5. Appréhension ; à 23 h. 55. Musique traditionnelle européenne ; à 23 h. 55. Artzard.

Samedi 4 décembre

CHAÎNE I : TF 1

10 h. 55 (III). C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III). Émissions régionales ; 12 h. 30 (III). Jeu : Midi première ; 12 h. 45 (III). Jeunes pratiques ; 13 h. 35 (III). Restez donc avec nous ; à 14 h. 20 (R.). Série : Colombo (série) par Pierre Bonte ; à 18 h. 30 (R.). Série : Jo Gaillard ; à 17 h. 45 (R.). Série : Joe le fugitif ; à 18 h. 50 (III). Animaux : Trente millions d'amis ; 18 h. 40. Magazine automobile ; 19 h. 15. Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Variétés : Numéro un (Guy Bedos, Claude Nougaro, « Les Jeunes », Zouk) ; 21 h. 35. Série : Mac Coy, avec T. Curtis.

CHAÎNE II : A 2

12 h. 30. C.N.D.P. ; 13 h. 45. Préhistoire ;

L'Anbe des hommes ; 14 h. 35. Les après-midi de France ; 15 h. 50. Aujourd'hui magazine ; 16 h. 35. Le palmarès des enfants ; 16 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 17 h. 45 (R.). La caméra invisible ; 20 h. 30. Feuilleton : Le cœur au ventre ; 21 h. 30. Émission littéraires : Apostrophes.

Les lauréats concourant et les candidats malchanceux des prix Goncourt, Renaudot, Femina et Médias.

22 h. 45 (s). Ciné-club : « Le Blanc et le Noir », de R. Flory (1931), avec R. J. u. S. Dantes, A. Almeras, Pauley, L. Wells (N.).

Une femme trompe son mari avec un inconnu qu'elle reçoit dans une chambre obscure. Elle met un jour à se rendre compte que le mari, sans qu'elle le sache, échange contre un bébé blanc.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Histoire de France et Des livres pour nous ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Le C.D.S. (Centre des démocrates sociaux) ; 20 h. Les jeux.

Un homme, un événement ; 20 h. Les animaux chez eux ; 21 h. 30 (s). Téléfilm : « L'Envolée belle », d'A. Rivemale et J. Prat. Avec D. Rollin, L. Imbert, J. Pignol.

En 1900, un jeune homme découvre, dans un village de Provence, le secret du sol humain. Une découverte qui lui permettra d'épouser la fille du maire.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... Les révolutions scientifiques du vingtième siècle ; à 8 h. 30. Échec au hasard ; 9 h. 7. Matinale des arts du spectacle ; 10 h. 45. La lettre et la marge ; 11 h. 2. Lecture d'un disque ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des œuvres de France ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Sans la terre », de A. Pivara de Mandargues ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture...

20 h. 30. Carte blanche : « La Dame de vertu » (M. Bellet), avec L. Sini, M. Merino, J. Mouchet ; 21 h. 35. Ad lib. ; 22 h. 5 (s). La fugue du samedi, ou, mi-fugue, mi-raï ; 23 h. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Pictogrammes et légendes ; à 8 h. 30. Musique ; 9 h. 2. Les grandes voix ; 9 h. 30. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. 15. Musique sans paroles : Lisec, Albin, Loh ; à 15 h. 30. Concert Beethoven par l'Orchestre national de France, direction G. Chabrier, avec le pianiste J. Arrau ; 17 h. 15. Concert de la nuit ; 18 h. 3. École, magazine musical ; à 19 h. Jazz live ; 19 h. 35. Musique ; 19 h. 45. Pierre Henry ; 20 h. 30. Premier jour de la musique : « Atteinte critique » ; 21 h. Orchestre national de France, direction A. Myrtil ; « Symphonie n° 7 » (Schubert) ; 21 h. 55. Festival annuel de Paris : œuvres de Copland, avec S. Verlet, claviers ; 22 h. Armelle : concert illustré ; à 23 h. 5. Appréhension ; à 23 h. 55. Musique traditionnelle européenne ; à 23 h. 55. Artzard.

Dimanche 5 décembre

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 30 (III). Émissions religieuses et philosophiques ; 12 h. (III). La séquence du spectacle ; 12 h. 30 (III). Bon appétit ; 13 h. 20 (III). Vive le cirque ! ; 14 h. (III). Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 35 (III). Sports : Direct à la une ; 17 h. 30. Téléfilm : Vol AE 612 sans autorisation d'atterrir ; 18 h. 45. Chasse : Festes sonores de vénérie ; 19 h. 15. Les animaux du monde ; 20 h. 30 (R.). Film : « Le Tatoué », de D. de La Patellière (1968), avec J. Gabin, L. de Funès, D. Davray, L. Chardonnat.

Un marchand de tableaux veut acquiescer un dessin de Modigliani, tatoué sur le dos d'un ancien légionnaire, vieillard qui a une mauvaise caractéristique.

22 h. (s). Émission de l'INA : Place de la Réunion, réal. G. Bastid.

CHAÎNE II : A 2

10 h. 30. C.N.D.P. ; 11 h. Réflexion faite ;

12 h. Magazine du spectacle : Écran blanc, rideau rouge ; 13 h. 30. Série : Kim et Cie ; 14 h. 10. Monstre Cinéma ; 14 h. 35. Jeu : L'ami public ; 15 h. 45 (s). Burlesque : De bons petits diables (Un mécano très moderne) ; 16 h. 15. Des animaux et des hommes ; 17 h. 10. Résultats sportifs ; 17 h. 15. Jeu : Chacun chez soi ; 18 h. 5. Série : Super Jaimie ; 19 h. 10. Sports : Stade 2 ; 20 h. 30. Variétés : Récital Michel Fugain et le Big Bazar ; 21 h. 30. Série : Rush ; 22 h. 20 (s). Chefs-d'œuvre en péril.

CHAÎNE III : FR 3

11 h. A écrans ouverts ; 11 h. 30. Immigrés parmi nous ; 17 h. 35. Pour les jeunes : Colargol ; 17 h. 50 (R.). Culture : Méditerranée (reprise de la neuvième partie) ; 18 h. 45. Spécial DOM-TOM ; 19 h. Magazine : Hexagonal ; 20 h. 5. Pour les jeunes : Flèche noire (premier épisode) ; 20 h. 30. Débats : L'homme en question...

le cinéaste Marco Ferreri ; 21 h. 30. Aspects du court métrage français ; 22 h. 30 (R.). (s). Cinéma du dimanche (cycle de l'âge d'or hollywoodien, 1932-1945) : La France de Frankenstein, de J. Wahle (1935), avec B. Karloff, C. Clive, V. Hobson, E. Lancaster, E. Thesiger (v.o. sous-titrée, N.).

Un assaut quelques peu sorcier pousse le docteur Frankenstein à ordonner une femme qui sera la compagne de son monstre. Celui-ci sera toujours dans la campagne, semant la terreur.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... Les révolutions scientifiques du vingtième siècle ; à 8 h. 30. Échec au hasard ; 9 h. 7. Matinale des arts du spectacle ; 10 h. 45. La lettre et la marge ; 11 h. 2. Lecture d'un disque ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des œuvres de France ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Sans la terre », de A. Pivara de Mandargues ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture...

G. Castle, B. Agnès ; 16 h. 5. Concert ; 17 h. 30. Échec au hasard ; à 18 h. 30. Cours d'interprétation ; 19 h. 10 (s). Le cinéma des années 1930 ; 20 h. Poésie intermédiaire ; 21 h. 40 (s). Atelier de création radiophonique : « Mémoires de Sébastien de M. Chaillet et J.-L. Rivière, suivi de Courant-Alternatif ; 23 h. Black and blue ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Pictogrammes et légendes ; à 8 h. 30. Musique ; 9 h. 2. Les grandes voix ; 9 h. 30. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. 15. Musique sans paroles : Lisec, Albin, Loh ; à 15 h. 30. Concert Beethoven par l'Orchestre national de France, direction G. Chabrier, avec le pianiste J. Arrau ; 17 h. 15. Concert de la nuit ; 18 h. 3. École, magazine musical ; à 19 h. Jazz live ; 19 h. 35. Musique ; 19 h. 45. Pierre Henry ; 20 h. 30. Premier jour de la musique : « Atteinte critique » ; 21 h. Orchestre national de France, direction A. Myrtil ; « Symphonie n° 7 » (Schubert) ; 21 h. 55. Festival annuel de Paris : œuvres de Copland, avec S. Verlet, claviers ; 22 h. Armelle : concert illustré ; à 23 h. 5. Appréhension ; à 23 h. 55. Musique traditionnelle européenne ; à 23 h. 55. Artzard.

Lundi 6 décembre

CHAÎNE I : TF 1

10 h. 30 (III). C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III). Midi première ; 12 h. 45 (III). Restez donc avec nous ; à 14 h. 20 (R.). Série : Colombo (série) par Pierre Bonte ; à 18 h. 30 (R.). Série : Jo Gaillard ; à 17 h. 45 (R.). Série : Joe le fugitif ; à 18 h. 50 (III). Animaux : Trente millions d'amis ; 18 h. 40. Magazine automobile ; 19 h. 15. Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte ; 20 h. 30. Variétés : Numéro un (Guy Bedos, Claude Nougaro, « Les Jeunes », Zouk) ; 21 h. 35. Série : Mac Coy, avec T. Curtis.

grisbi », de B. Kennedy (1986), avec G. Ford, E. Sommer, R. Hayworth, J. Cotten, R. Montalban.

Un inspecteur de police de San Francisco, qui a des ennuis d'argent, cherche, au cours d'une enquête, à s'emparer d'un million de dollars provenant d'un trafic de drogue.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Chantiers et musiciens de rue ; 14 h. 10. Aujourd'hui, madame ; à 15 h. (R.). Série : Les rues de San Francisco ; 15 h. 50. Aujourd'hui magazine ; 16 h. 35. Le palmarès des enfants ; 16 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 17 h. 45 (R.). La caméra invisible ; 20 h. 30. Feuilleton : Le cœur au ventre ; 21 h. 30. Émission littéraires : Apostrophes.

Les lauréats concourant et les candidats malchanceux des prix Goncourt, Renaudot, Femina et Médias.

22 h. 45 (s). Ciné-club : « Le Blanc et le Noir », de R. Flory (1931), avec R. J. u. S. Dantes, A. Almeras, Pauley, L. Wells (N.).

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Histoire de France et Des livres pour nous ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Le C.D.S. (Centre des démocrates sociaux) ; 20 h. Les jeux.

19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Défense et promotion des langues françaises ; 20 h. Les jeux.

20 h. 30. Cinéma public : « Le Pont de Remagen », de J. Guillemin (1969), avec G. Segal, R. Vaughn, B. Gazzara, B. Dillman, P. van Eyck.

Elle a tenté de renverser le dernier pont sur le Rhin est l'ennemi d'une bataille entre Allemands et Américains.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... Les révolutions scientifiques du vingtième siècle ; à 8 h. 30. Échec au hasard ; 9 h. 7. Matinale des arts du spectacle ; 10 h. 45. La lettre et la marge ; 11 h. 2. Lecture d'un disque ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des œuvres de France ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Sans la terre », de A. Pivara de Mandargues ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture...

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 9 h. 2. Poésie formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. 15. Musique sans paroles : Lisec, Albin, Loh ; à 15 h. 30. Concert Beethoven par l'Orchestre national de France, direction G. Chabrier, avec le pianiste J. Arrau ; 17 h. 15. Concert de la nuit ; 18 h. 3. École, magazine musical ; à 19 h. Jazz live ; 19 h. 35. Musique ; 19 h. 45. Pierre Henry ; 20 h. 30. Premier jour de la musique : « Atteinte critique » ; 21 h. Orchestre national de France, direction A. Myrtil ; « Symphonie n° 7 » (Schubert) ; 21 h. 55. Festival annuel de Paris : œuvres de Copland, avec S. Verlet, claviers ; 22 h. Armelle : concert illustré ; à 23 h. 5. Appréhension ; à 23 h. 55. Musique traditionnelle européenne ; à 23 h. 55. Artzard.

TÉLÉTHÈQUE DE CHAILLOT

DU 50 NOVEMBRE AU 4 DÉCEMBRE

(Programme saisi)

15 h. « Émissions musicales : Max Ernst », de G. Paris et R. Bernier ; 15 h. 45. « Les parents de cœur : l'adoption », de L. Barthe ; 16 h. 15. « Adamos », de G. Demoy ; 17 h. 5. « De la belle ouvrage », de M. Fallier.

Les écrans francophones

Lundi 29 novembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Hawaï 5-0 ; 21 h. Rivière sans retour, film de O. Freminger.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Kojak ; 21 h. L'arme à poignée, film de C. Sautet.

TELEVISION BELGE : 19 h. 35. Monsieur Américain, d'Y. Jamain ; 22 h. 5. Le crayon entre les dents.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 20. Destin ; 21 h. 35. Les comiques associés ; 22 h. La voix au chapitre.

Mardi 30 novembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. La grande vallée ; 21 h. Le Gentleman de Londres, film de J. Smith.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Opération danger ; 21 h. Le triomphe de Bayle-Bill, film de J. Bopp.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 20. Le jour de la vengeance, film de D. Dammann ; 21 h. 55. Les clés du regard.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15. Visions festives ; 21 h. 30. Chapeau melon et bottes de cuir ; 22 h. 20. Jam.

Mercredi 1^{er} décembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Kojak ; 21 h. Gueule d'amour, film de J. Grémillon.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. L'homme de fer ; 21 h. Prisonnier de la peur, film de R. Mulligan.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15. Liberté à Brème ; 21 h. 35. Divertimento ; 22 h. 25. Les petites marguerites, film de P. J. Chavallat.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15. Temps présent ; 21 h. 15. Starkey et Butch.

Vendredi 3 décembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. La naissance du paradis ; 21 h. 15. Les entretiens avec... G. Genette ; 22 h. 20. Figures de révolutions ; 23 h. Poésie.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Colé ; 21 h. 30. Melpomène, film de H. Krummel.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15. Liberté à Brème ; 21 h. 35. Divertimento ; 22 h. 25. Les petites marguerites, film de P. J. Chavallat.

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Can-

REVUE DES REVUES par Yves Florenne

IDEES

Le français du Québec et de Paris — L'affaire Alésia

« **VIVE LE QUEBÉCOIS LIBRE !** » Cette petite variante à un célèbre propos gauchiste pourrait servir d'épigraphe à l'excellent numéro de *Langue française* qui a pour titre : *Le français au Québec* (1). Ce titre a été, à lui seul, l'objet de dédicaces pesées. Les raisons nous en sont données, dans la présentation, avec celles du commun embarras des ordonnateurs du numéro, Jean-Claude Corbell, Québécois, et Louis Guilbert, Français de Manterre. Ce n'est pas l'une des expressions usuelles. Celles-ci, apparemment équivalentes pour quelqu'un du dehors, révèlent une attitude linguistique ou politique, ou les deux. « Franco-québécois » est fédéraliste ; « franco-québécois » implique une double appartenance à l'autonomie ; linguistique, par rapport au français, politique, par rapport à la fédération ; « français du Québec » a une nuance « provinciale », elle souligne l'écart entre deux langues, sinon leur hiérarchie ; mais aussi l'intention de participer à la francophonie universelle. Le titre choisi semble s'engager rien ni personne, sinon un fait incontestable : il y a un pays, le Québec, où l'on parle une langue : le français.

On ne saurait prendre trop de précautions quand on sait que, dans ce pays-là, cette langue-ci est au centre d'un bouillonnement profond, « le lieu et le moyen privilégié d'une définition de soi, comme groupe et comme individu ». Aussi les auteurs se bécotaient-ils — si c'est là se bécoter — à tenter de décrire et d'analyser la question linguistique dans son contexte politique, social, économique. En bonne chrono-logique, on dégage les origines historiques de la question : des origines qui remplissent presque toute l'histoire, puisqu'elles datent de la conquête anglaise, en 1760, et se cloient, comme toute, avec la « révolution tranquille » de 1960. Alors, l'histoire commence. Avec la prise de conscience que le français, langue nationale québécoise, est en fait une langue dominée ; et que la question est donc politique et économique. Deux siècles de domination, trois conséquences : « la rupture de notre évolution linguistique d'avec la France », l'anglicisation de secteurs entiers, l'activité humaine ; la constitution d'une langue technique et scientifique très anglicisée.

Tel est le présent linguistique. Le présent juridique est défini par J.-D. Gendron : l'usage du français est « légalement protégé ». On note que « pro-

tection », « protection », sont les mots qui reviennent sans cesse. Cette « réserve » linguistique américaine est bien faite pour susciter l'inquiétude, même si cette sorte d'indépendance originale de France et encore attachés à leur langue savante sont de dix fois les plus nombreux. Or, cette prépondérance écrasante du nombre (qui n'est pas exceptionnelle) : on la trouve ailleurs pour bien d'autres (sages) coïncide avec la prédominance de fait de la minorité anglophone dans le domaine économique. D'où des conséquences psycho-socio-linguistiques, telles que la « détérioration lamentable de la langue » et le « sentiment de frustration ». Il s'ensuit tout naturellement que le statut de protecteur est dépassé : ce que le français québécois revendique, c'est la souveraineté.

Mais quel français ? A cette interrogation, la « problématique d'un dictionnaire », exposée par Louis Guilbert, apporte les éléments de réponse les plus intéressants. L'auteur évoque le « drame » qui semble au point de crise : le moment où « le destin linguistique d'un peuple peut basculer, soit vers l'assimilation au monde anglophone, soit vers l'affirmation d'une autonomie ». Une langue, en tout cas, autonome elle-même et dont le problème total se trouve posé par tout projet de dictionnaire. L'enquête qui a été conduite sur le contenu d'un tel projet est très instructive.

Certes, nous ne pouvons, nous autres Français, qu'être touchés par certaines volontés nostalgiques d'un retour au français « pur » ou « parisien ». En somme, il ne serait de bon Québec que de Paris. D'ailleurs, une passionnante étude de Guy Labelle nous apporte une surprise : la « constante uniformité » dans l'expression orale, le parler spontané des enfants de Paris et de Montréal. Toutefois, la question de la langue est, pour les Québécois, celle-là même de leur identité. Ce qui est en question, c'est donc l'originalité de cette langue, sa différence. Par rapport évidemment au français que Louis Guilbert appelle « standard ». Il ne nous en voudra pas de regretter, en passant, cet anglicisme. S'il ne vient que trop sous la plume (jusqu'à la « standardisation ») des colons québécois du cahier, il y a tout bien des excuses, encore que... L'originalité française du mot n'y change rien. Parlez de français-type, si vous voulez, sinon de français-drapeau. Qu'on le ventille ou non, standard connoté la série industrielle, l'uniformité mécanique, la banalité confortable et médiocre. Il y a, si

on veut, un français classique ; mieux, un français français. Il n'y a pas, bien entendu, de français « standard ». Reste que le Québec livre le « standard » de la révolte contre l'anglais ; mais aussi celui de l'autonomie devant le français de France. Il y a là toute la différence, entre l'affranchissement à l'égard du conquérant dominateur et à l'égard du père. Un père coupable, d'ailleurs, non de tyrannie mais d'abandon.

Traitant de la littérature au Québec, Mme Lise Gauvin emploie l'expression de « français flottant ». C'est justement l'un des deux maîtres-mots — l'autre étant le « français national » — de la « table ronde » dont le *français aujourd'hui* publie les enregistrements (2). Ce sont les titres de deux livres de Bencie Balbar, présente de la rencontre (assez pacifique, mais à l'air aussi). Tout comme une autre « table ronde » tourne autour de l'ouvrage de M. de Certeau, D. Julia et J. Revel : *Une politique de la langue*.

Ces enregistrements ont l'avantage de restituer les débats dans leur spontanéité vivante, leurs ruptures, leur profusion — et leur confusion. On admire la science que Mme Balbar possède du « français national » et de son acte de naissance, l'ordonnance de Villers-Cotterêts ; peut-être est-elle un peu pessimiste sur l'ignorance des Français en la matière. Il arrive aussi que, chez elle, l'enthousiasme pugnaire bouscule la connaissance : elle nous parle de la prise de pouvoir, en 1880, par « une masse d'ouvriers d'usine ». Les usines auraient tenu dans la paroisse de Versailles, et la « masse » dans l'aise dans la galerie des glaces, ce qu'elle a d'ailleurs fait.

Nous ne songeons pas à donner une synthèse d'un si long échange de réflexions si savantes et contradictoires. Montrons seulement que nous avons lu dans les coins, en relevant deux points mineurs et marginaux. Quelqu'un souligne « l'opposition entre la pratique « primaire » de la rédaction-narration, exercice de « simple » apprentissage de la langue « correcte » exprimant la « réalité » ; et la pratique « secondaire » de la dissertation-explication, de texte, exercice formellement « créateur ». C'est tout juste le contraire (et ce que pense d'ailleurs probablement l'invité à la table, ses guillemets répétés montrant qu'il ne prend pas grand-chose à son compte) : la seconde pratique se modèle sur une critique stéréotypée :

seule la première est — pourrait être — créatrice. C'est la même différence qu'entre le cours académique de dessin et les livres dessinés d'enfants. Certes, la « création » est bien plus barbare et évidente dans le dessin que dans l'écrit, et on voit bien pourquoi. C'est justement ce pourquoi que les enseignants pourraient méditer afin d'en tirer pour eux-mêmes un enseignement.

Le désaccord et l'agressivité étonnent du moins à ces débats universitaires, encore qu'ils soient feints, dans le sous-entendu (ou le « bien-entendu ») entre les présents. On se rassure avec les absents. Ainsi, autour de la seconde « table », la prise à partie de Jean Dutoit pour les propos qu'il a tenus dans le *Monde de l'éducation*. Avouons-lui qu'on y voit surtout quelques grains de ce bon sens, si peu partagé, et une façon de parler et d'écrire plutôt simple et naturelle (tout peu scientifique, certes, et dont abusait, entre autres, ce grand ignorant qui fit un jour Alésia) qu'on aimerait parfois trouver chez les enseignants, et qu'on y trouve d'ailleurs quand ils sont instituteurs.

Au vrai, la raison de cette ire, c'est que Jean Dutoit serait le type de l'« écrivain réactionnaire ». C'est bien possible. Ce « communiste de cœur » du temps des maquis ne s'est-il pas rangé au nombre des réactionnaires au conformisme quel qu'il soit et à la mode : celui qui « penche vers le conservatisme quand la mode est à la révolution, et vice versa ? Quant à qualifier de réactionnaire quelqu'un qui a défilé à Rossini, général et ministre de la Commune, un livre « plein de l'esprit et de l'âme » de ce héros, c'est parler à tort plus encore qu'à travers. Mais quel ! On n'a pas toujours le temps d'avoir lu les auteurs qu'on juge et même ceux qu'on enseigne.

A deux reprises, nous avons signalé les commentaires de M. l'abbé André Wartelle, helléniste, professeur à l'Institut catholique de Paris, sur les hypothèses, les fouilles et les découvertes de M. André Berthier, conservateur en chef aux archives nationales, concernant le site d'Alésia. Dans le bulletin de l'association le *Jura français* (3), l'auteur apporte la plus convaincante démonstration géographique et stratégique : Alésia ne peut être située qu'en Franche-Comté — ce que croyait d'ailleurs Guichard — mais aussi, le site de Syam-Cornu, identifié et exploré par M. Ber-

thier, l'emporte sur tous ceux qui ont été proposés.

Or ce sont les écrits de M. l'abbé Wartelle (et le *Jura français* n'est pas un universel) qui ont à peu près révisé des travaux si importants pour la connaissance des origines de l'histoire nationale. C'est que l'auteur (son titre d'ailleurs ne doit l'autoriser qu'à fouiller les papiers et non le sol) a le meilleur des désirs : l'ordre établi des positions officielles, toujours très théoriques, que la mathématique Alésia. Non seulement il n'a pas aidé, mais les plus beaux efforts sont déployés « pour faire disparaître son hypothèse et les découvertes, par une simple décision d'autorité ».

Or, les fouilles de Syam-Cornu semblent déjà dépasser l'identification d'Alésia : « Sur ce site extraordinaire, que des siècles de la science officielle ont un jour déclaré « archéologiquement nul », M. Berthier et sa petite équipe de volontaires sont en train de découvrir un des ensembles célestes les plus étonnants (...) apparemment capables de renouveler en profondeur, à lui seul, notre connaissance d'une civilisation vers laquelle se porte aujourd'hui un intérêt tout neuf. (...) Voilà la réalité. Devant ces faits et devant ce qu'ils comportent déjà de certitude, d'évidence, les manœuvres pèsent peu, moins encore les jalouses. Certes, on comprend qu'une pareille découverte, d'une si haute importance, d'une telle ampleur, destructrice en même temps de tant d'idées reçues, ne soit pas acceptée d'emblée, même par ceux dont ce devrait être le temps passé (4). (...) nous sommes des hommes de défendre la liberté et la grandeur de la recherche ». M. l'abbé Wartelle, qui a l'éternité pour lui, conclut : « S'il faut vraiment cent ans pour qu'une telle découverte tombe dans le domaine public, les choses ne sont pas en si mauvaise voie : il y a déjà quatre-vingt ans de passés ».

Il ne nous reste donc qu'à patienter quatre-vingt-six ans. Cela n'est pas sans nous rappeler qu'il y a à tout juste vingt-cinq ans (vous voyez bien que le temps passe) (4), nous romptions des lances dans l'affaire Alexandre Vaville, égyptologue non conformiste aux intuitions générales, dont les découvertes sur le terrain et les thèses étaient si lumineuses qu'elles aveuglaient furieusement l'égyptologie officielle. Il pourrait bien y avoir une affaire Berthier-Alésia.

(1) *Langue française*, n° 31.
(2) M. de Certeau, D. Julia, J. Revel, op. cit. p. 35.
(3) *Le Jura français*, n° 151.
(4) *Le Monde* du 22 novembre 1971.

Paris

L'AVENTURE EN PLEINE VILLE

Il arrive qu'on se sente de vagues nostalgiques : comme un obscur manqué. On se dit : il serait peut-être dommage de mourir sans avoir vu la cathédrale de Beauvais, ou les tombeaux étiés, le cimetière gauchiste de Châteaux sous la lune montante, ou les fresques de Saint-Savin, les petites choses torturées et poétiques des jardins japonais. Que sais-je ? Mais voilà. C'est loin, c'est loin, c'est trop près : on n'a pas le temps, on ira un prochain week-end.

Il est une excursion que je vous conseille si vous habitez Paris. Elle demande peu de frais, un peu de courage, l'endroit n'est pas des mieux connus, la posture, un peu désolée d'un adolescent à la porte d'un hôtel étrangement très passant fait lever dans votre esprit comme un odor de came, vous n'aurez pas trop de mal à gérer votre voiture, empruntée pour la circonstance, plutôt que le métro, qui ferait ici à ciel ouvert.

Quelques marches. Un escalier banal. Et c'est le total dépaysement. L'aventure commence. Il faut entrer en ce lieu le cerveau totalement levé. Vide. Occulter radicalement tout ce qu'on aurait pu voir jusque-là.

L'absolu est immense. Je veux dire en élévation. C'est Conques. Elle pourrait être volée, en cul-de-tour, l'arc qui la définit étant du plus pur roman. Toutefois reposant sur deux colonnes effroyablement graciles. Et qui rassembleraient à s'y méprendre à deux niveaux de vivande n'étaient les chapiteaux corinthiens qui les couronnent. Comment tout cela tient-il ? Mystère. D'autant que partout sur les murs des taches, ou plutôt des salissures, allant du gris douteux au noir le plus charbonneux, donnent à penser. Des archéologues découvriraient là les traces manifestes d'un habitat humain inconnu vers l'an... mais ce doit être facile à dater par la méthode du carbone 14. Le tout a défilé les siècles grâce à son pavage bétonné et à quelques ouvertures d'aération, fenêtres sans châssis qui ne donnent d'ailleurs sur rien.

Le narthex est délimité par une clôture électrique que justifie la suite des événements. La nef centrale est garnie de bancs en hém-

cycle, sans dossiers et si bien capitonnés que nul chrétien, fût-il le plus ancré dans sa religion, ne consentirait à y poser les fesses le temps d'une messe. Mais on n'est pas là pour ça.

Entre côté cour une vache qu'on nous dira charolaise et côté jardin une jument sans âge. Une botte de foin, recouverte de la sécheresse estivale, leur permettra d'attendre avec placidité le fin de l'office. Le ruminant et celui qui ne l'est pas mastiquer paisiblement, front contre front. On dirait le bout et l'âne, ce n'est sûrement pas fortuit, d'autant qu'on entendrait parler de la Vierge Marie, mais plus avant. Quant à Joseph, comme d'habitude, il n'a rien à faire ici.

Reste l'Enfant Jésus. Le voilà : il arrive ; il est là. Partout. Assoupi entre les pattes de la jument, tirant sur le pis de la charolaise, qui n'a l'air d'être là — le pis — que pour la figuration tant il est flasque, gaffant sur le dos de la jument, heureusement sans âge — elle aurait même, paraît-il, participé à la guerre de 1870, mais là je ne suis pas très sûr d'avoir bien compris, — tirant à hue et à dia, pas en même temps comme on prend la pelle de nous, l'expliquer, vu que nous, les Parisiens, on s'y retrouve peut-être dans les cylindres, mais quant au ferrage d'une charolaise... esquissant un pas de bourrée bourdonnante (?), tirant sa vache, prise dans une « bouchure », non, un « trasse », à manège de mes « vieux » Nivernais. Non, une hale d'épines, dégringolant de sa jument avant que celle-ci ne fonce — du temps de sa jeunesse — dans la porte d'une grange. Fermée.

Et là cause. Et là cause. Il cause d'événements qui ne concernent personne parmi ces fidèles. Qui n'ont que leur boulot alléant, leurs mètres bondés et leurs doctes incommensurables. Et qui rigolent. Ou qui « veulent dans la sac » à entendre ce diable d'Olivier Périat leur raconter entre sa vache — mais pousse-t-il donc de là ! — et sa jument, dotée d'un collier de cuir comme on n'en voit plus chez les brocanteurs, des diableries et des blagues, des histoires à dormir dans une bouchure, à s'agacarder dans sa cheminée.

en bref des « affaires » qui leur sont aussi proches que les moeurs des Bantous. Serait-ce un air de liberté ? Il a secoué les branches de l'arbre, et son parfum est dans l'air.

Je vous le dis. Il faut parfois tenter l'aventure. Olivier Périat, traitant ses charolaises et sa jument, sans parti sur d'autres chemins. Peut-être pourriez-vous le suivre, lui faire un bout de conduite ? Il sera, paraît-il, en Normandie. Il est certain qu'il est du côté de Troarn, abandonné de tous au milieu des herbes hautes, qu'il faut se donner beaucoup de mal pour trouver mais qui est « facile à nettoyer et commode pour faire entrer mes bêtes de plein-

puied », une église qui, au printemps, jaillit parmi ces épaisseurs de sable qui fleurissent comme des lous d'or.

En attendant, Parisiens, retournez donc faire un coup d'œil aux Bouffes du Nord ; c'est leur nom. Il n'y aura plus ni vache ni jument, ni ancien instituteur recroqué dans les « diseurs de berceuses », mais vous aurez une idée, en regardant autour de vous, des prisons de France, de l'abandon de Vézelay ravagée par le feu de l'été, et de la façon stupéfiante dont on peut extraire une conduite destinée à évacuer les eaux de pluie d'un chapiteau corinthien revu par Viollet-le-Duc.

MICHELE VIDERMAN.

POUR S'Y RECONNAÎTRE

Le « Nobiliaire de France » recense quatre mille familles

RÉPUBLICAINS, les Français ont gardé du goût du noble. Mais voilà : ce qui n'est pas et qui n'est pas ? Le nobiliaire aidant, les faux nobles aux noms empruntés ou truqués, aux titres usurpés, sont nombreux. La pratique, un dictionnaire, une œuvre, ne sont plus une preuve, et il existe des officines spécialisées dans les arbres généalogiques avantageux. Comment s'y reconnaître ?

C'est à cette question que répond le *Nobiliaire de France* du docteur M. Dugast-Rouillé, dont la seconde édition vient de paraître (1). Ce gros ouvrage en deux tomes fait état de quatre mille familles qui constituent, en France, ce qu'on appelle le « nobiliaire ». Il est pratique, facile à consulter : les noms patronymiques y figurent en gros caractères, par ordre alphabétique, suivis des autres noms indiqués entre parenthèses. Les renvois à l'un ou l'autre des noms plus que chez les brocanteurs, des diableries et des blagues, des histoires à dormir dans une bouchure, à s'agacarder dans sa cheminée.

C'est ce « nobiliaire de France » est édité sans concessions ni fioritures, sans esprit de polémique non plus, comme l'écrivait dans la préface de la première édition M. Jean de Malesherbes de Bruc, membre de l'Association d'entraide de la noblesse française (A.N.F.).

Si le titre n'est pas donné en vertu de lettres patentes, le Nobiliaire indique le titre sous lequel les membres de la famille s'ont habituellement connus : marquis, comte ou daron, suivi des initiales, qui signifient « titre de courtoisie ».

Sous le nom des familles étudiées figurent des notes fort intéressantes. On y apprend, par exemple, que telle famille, n'ayant acquiescé aux charges nobiliaires qu'en 1789, est d'origine noble ; que telle autre est d'origine d'origine étrangère, portant dans son pays le titre, depuis telle année ; que cette famille porte un titre de comte romain héréditaire, par bref pontifical de telle date ; que telle autre a été autorisée par jugement de telle date à reprendre un nom de terre joint à son patronyme. Ainsi, ce

conseiller à la Cour des comptes de Montpellier, en 1788, ne paraît pas avoir accepté les noblesses héréditaires parce que ses descendants ne justifient pas avoir conservé cette charge pendant une ou deux générations.

Ainsi, encore, la famille des Grands La Tour d'Auvergne, vicomtes de Turenne, ducs de Bouillon et princes de Sedan, s'est éteinte en 1802. Le nom patronymique a été revendiqué par les familles de La Borie et de La Flacelle, d'une part, et de La Tour Saint-Paul, d'autre part. Mais toutes deux sont totalement distantes des Grands La Tour d'Auvergne, dont elles portent néanmoins le nom et les armes, ce qui ne les a pas empêchées de s'intenter un procès, chacune se disant en droit de reprendre ce nom. Or deux familles et leur descendance s'attribuent les titres de La Tour d'Auvergne.

Un ouvrage considérable, utile et fort instructif.

F. BERNARD-BEAUMAINE.

(1) *Archives du Nobiliaire*, 5 bis, rue des Dervallières, 44000 Nantes.

IMAGES

Le coyote ou le chien ?

C'EST un garçon de six ans, bien sous tous rapports, et au-dessus de tout soupçon. Appelons-le Antoine, par exemple. Il apporte à son père son livre d'images, d'images d'animaux, et il dit : « J'ai à deviner quels sont les animaux que je préfère. D'accord ? » (Comme dans les interviews publiées par la presse, nous mettrons A. pour Antoine et P. pour le père.)

A. — Regarde cette page. L'animal que je préfère commence par un « l ». Il y en a deux : le lynx et le lion. Alors ?

P. — Le lynx.

A. — C'était le lynx, mais

maintenant je les aime autant tous les deux. Personne n'a gagné.

P. — Continuons.

A. — Dans les « c », ici, il y a le coyote du Mexique ou le chien.

P. — Le coyote du Mexique.

A. — Non, le chien. Le coyote est trop laid. Tu n'es pas fort. Gagné !

P. — Attends la suite.

A. — Ici, tu choisis entre le fenec et le renard.

P. — Pas le fenec, le fenec. Répète.

A. — Non ! Alors, entre la hyène et le loup.

P. — Le loup. La hyène est trop laide.

A. — Non, la hyène. Encore gagné. Elle ne mange pas les hommes. Elle mange ce qui est déjà mort. Mais elle a une odeur insupportable. (Il a dû rapporter l'expression de l'école parce qu'il prononce « insupportable » avec beaucoup d'emphase.) Et sur cette page-là, je te dis ou tu essaies ?

P. — J'essais. Le lama, non, le loir, non, la loutre.

Rassurant

A. — Perdu.

P. — Qui a perdu ?

A. — Toi, parce que en vrai je les aime tous ensemble. Et entre les quatre ours, qu'est-ce que je préfère ?

P. — Le polaire.

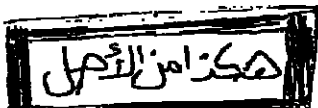
A. — Non, pas le polaire, il ne joue pas. Et l'enlève aussi l'ours brun. Alors, il reste le grizzly et le ponda. Regarde comme le grizzly a l'air méchant.

P. — Oui. Donc tu préfères le ponda.

A. — Non, le grizzly. Je l'ai eu. Il n'a pas l'air méchant. Tout gagné.

C'est rassurant, finalement. Voilà une génération qui va drôlement se défendre dans les années 2000. Les amis du pétrole auront à qui parler. Tout de même...

OLIVIER RENAUDIN.



COUPLE

Humeur

Changer la vie

TÉMOIGNAGE

(Suite de la page 11.)

GUILLEMETTE DE SAIRIGNÉ

PAULE DENOIX.

— Comment va-t-il ?

Au mur, l'affiche salpêtrée donne
un visage qui l'illustre des rava-
lures de fruits gâtés. Un coin s'est
détaché et pend mollement. On lit :
« Changer la vie. »

12312

J. GLUZEL

Après tout, pourquoi pas ?

Lorsque le « père de la naturopathie » et son jeune disciple entrent dans la salle comble — environ trois cents personnes — ils lui viennent expliquer les divers fluides magnétiques, la résistance observe aussitôt le plus complaisamment. Il faut avouer que Pierre-Valentin Marchessault a de l'air. L'œil sombre et vif, le regard perçant sous d'épais sourcils noirs. Fine moustache poivre et sel. Barbiche blanche comme de la neige. Les cheveux épars. Très grand, un rien hautain. Il avance vers l'estrade à grands pas. Quel âge a-t-il ? L'hôte qui se tient

La séance se termine avec cette formule. : « *En bref, nous avons un capital santé que nous perdons en voulant obtenir un capital monnaie.* » Pas bête. Il faut suivre. Mais lorsque l'on a compris, quelle vie tout de même ! Pour la rendre meilleure, demande l'orateur, « *faites une bonne action par jour* ». Pierre-Valentin Marchesseau ouitte la salle sous une

CHRISTIANE CHAMBENOIS.

III. — *Intégration et suspicion*

par OLIVIER
POSTEL-VINAY

Control

Controversy

La majorité des associations compétentes misent, au contraire sur l'hypothèse d'un long séjour en France. C'est le point de vue de France-Terre d'Asile, et aussi celui de l'abbé Glasberg, qui a fondé le premier foyer fonctionnant sur fonds publics. Il se fait

(1) En principe, la naturalisation ne peut être demandée qu'après cinq ans de présence. Mais cette durée peut être ramenée à deux ans pour les réfugiés politiques qui ont un diplôme d'une université française, ainsi que pour ceux dont la femme, le mari ou l'enfant ont déjà la nationalité.

Ce genre d'opérations, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles sont parfois maladroitement menées, a de profondes répercussions dans les milieux de réfugiés politiques, qui ont souvent le sentiment de ne pas jouir en France d'une aussi grande sécurité que le veut la convention de Genève. L'atmosphère de suspicion ainsi créée, et surtout sou-

M. Jacques Chirac déclarait, en février 1976 : « Je crois que ceux qui profitent de leur présence en France pour faire de l'action politique, notamment orientée vers la critique des pays étrangers, méritent que l'attitude n'est pas conforme aux intérêts de la France ». Mais l'attitude que reflètent ces mesures, ces textes, et cette déclaration, ont entraîné une vive réaction de la part de la convention. Les imperfections et les lacunes de celle-ci sont mises à profit sans grand souci des préoccupations d'hommes et de femmes dont le principal défaut est sans doute, aux yeux des autorités françaises, de faire trop souvent preuve d'idéalisme.

FIN

POLITIQUE

QUESTIONS ORALES A L'ASSEMBLEE NATIONALE

« La sidérurgie lorraine n'est pas responsable de la crise »

AFFIRME M. D'ORNANO

Vendredi 26 novembre à l'Assemblée nationale, sous la présidence de M. Ducloux (P.C.), au cours de la séance consacrée aux questions orales sans débat, les sujets suivants ont été évoqués :

● L'AVENIR DE LA SIDÉRURGIE LORRAINE

Répondant à une question de M. KIFFER (R.F., Moselle), qui soulève des problèmes de plus en plus complexes, plus précis, et plus inquiétants, M. D'ORNANO, ministre de l'Industrie et de la Recherche, a déclaré : « La production d'acier brut en France est passée de 19,5 millions de tonnes en 1965 à 13,5 millions en 1970 et à 12 millions en 1974. Les investissements réalisés ont porté notre capacité à quelque 30 millions de tonnes. Les effectifs sont passés de 154 000 personnes fin 1965 à 154 700 en 30 juin 1976 en Lorraine, de 84 800 fin 1971 à 80 600 fin 1972 et 79 700 fin 1975. La productivité a été améliorée. L'imposante tâche de réajuster la sidérurgie lorraine, la responsabilité de la crise et de lui reprocher d'avoir maintenu ses effectifs. »

Il conclut : « Le gouvernement agit dans plusieurs directions : réduction des marchés communs nationaux (un plan vient d'être adopté), gestion de l'avenir en Lorraine, action de reconversion qui devra être menée avec beaucoup de vigueur. »

Pour M. Kiffer, « il faut avoir le courage de ne pas maintenir des effectifs pléthoriques qui empêchent maintenant notre industrie d'être compétitive. Il faut supprimer 10 000 à 14 000 emplois et chercher une solution de rechange du côté des industries de transformation. Qui ou non, demande-t-il pour terminer, y a-t-il, comme la presse locale l'a annoncé, des conversations Etat-sidérurgie pour préparer une convention selon laquelle 14 000 à 20 000 employés seraient licenciés ? ». Le ministre fait un signe de dénégation.

M. GILBERT SCHWARTZ (P.C., Meurthe-et-Moselle) inter-

vient sur le même sujet : « De 1962 à 1976, il y a eu, dans l'hypothèse la moins catastrophique, une diminution de 31,8 % du nombre des sidérurgistes et, dans l'hypothèse la plus pessimiste, une chute de près de moitié. Du coup, la Lorraine va perdre encore de soixante mille à quatre-vingt mille habitants. » Il rappelle que son groupe demande la nationalisation de la sidérurgie et des mines de fer, ainsi que la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les pratiques des grandes sociétés sidérurgiques et l'utilisation des fonds publics qui leur sont accordés.

M. D'ORNANO lui répond : « Les pays à gouvernement socialiste connaissent les mêmes difficultés que nous, les pays capitalistes aussi. Vous parlez des profits de la sidérurgie, alors qu'elle subit des pertes et qu'elle aurait bien besoin de bénéfices pour investir et être compétitive. »

M. SCHWARTZ reprend la parole : « Le référendum que les Lorrains ont organisé prochainement dans chaque commune où résident des mineurs et des sidérurgistes, pour faire aboutir notre proposition de nationalisation, sera la démonstration de leur volonté de vivre et de travailler. »

M. KIFFER intervient alors : « Quel référendum ? C'est une connerie ! »

● L'AMÉLIORATION DE LA NATALITÉ

En réponse à M. GANTIER (R.I., Paris), M. BEULLAC, ministre du Travail, déclare : « Les résultats de la natalité française ont enregistré une baisse très marquée, mais les résultats les plus récents font apparaître un renversement de la tendance. Depuis janvier 1976, on assiste à une reprise sensible. Toutefois, en valeur absolue, le nombre des naissances sera probablement inférieur à celui de 1975 (sept cent quarante mille). Depuis quatre ans, c'est la première fois que le mouvement de baisse est interrompu, mais il sera prématuré d'en déduire qu'il est définitivement. »

● LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Interrogé par M. HAMEL (R.I., Rhône), M. Beullac déclare : « Il ne paraît pas inadmissible que nous dépassions le million d'accidents par an. Une loi sur la prévention des accidents du travail a été adoptée en octobre, malheureusement par la seule majorité et elle devrait être publiée en Journal officiel d'ici la fin de l'année. Quant aux décrets d'application, je me suis engagé à publier celui qui concerne les chantiers de travaux publics dans les trois mois, et je tiendrai parole. Reste à faire respecter cette loi, c'est-à-dire à déployer les moyens nécessaires. Ceux de l'inspection du travail seront très sensiblement renforcés, puisque cent inspecteurs nouveaux seront affectés en poste. »

● L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AGRONOMIQUE

En réponse à M. SÉNÈS (P.S., Hérault), qui déplore l'insuffisance des moyens accordés à l'enseignement supérieur agricole et particulièrement à l'Ecole nationale supérieure d'agronomie de Montpellier, M. MESAIGNIER, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, estime « déraisonnable » le projet formé par l'Ecole de Montpellier d'élargir deux terrains pour affecter le produit de leur vente au financement de diverses constructions, ce terrain ayant été cédé gratuitement à l'Etat. Il précise que, « malgré la rigueur des temps », 1 million sera accordé à l'Ecole de Montpellier pour la construction de résidences pour étudiants et 500 000 F pour la modernisation des locaux de certains bâtiments. »

● L'INDEMNISATION DES VICTIMES DE LA SÉCHÉRESSE

Interrogé par M. BEGAULT (rép., Maine-et-Loire) au nom de M. DESANTIS (rép., Loir-et-Cher), M. Méhaignerie indique : « Frés de 90 % des aides à la culture sont versées à temps. Le reste est versé à la fin de l'année. Quant à l'arrêté d'application réparti dans les masses des crédits entre les départements, il sera publié au début de la semaine prochaine. »

PATRICK FRANCES.

APRÈS LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS L'EST

M. Giscard d'Estaing se rendra une fois par mois en province au cours de l'année prochaine

M. Giscard d'Estaing a achevé vendredi 26 novembre, en début d'après-midi, un voyage de deux jours en Lorraine et en Alsace à l'occasion de l'inauguration de l'autoroute Paris-Strasbourg. Il a fait savoir qu'au cours de l'année 1977 il se rendrait environ une fois par mois en province et qu'il renoncera à tous ses déplacements à l'étranger — à l'exception de ses prochaines visites officielles en Arabie Saoudite (en janvier) et au Mali (en février) — et des rencontres « au sommet » prévues par les accords bilatéraux entre la France et plusieurs pays européens.

Le président de la République, qui avait choisi de s'adresser aux élus et non à la population, a reçu de celle-ci, dans l'Est, un accueil réservé. S'il a trouvé à Strasbourg une foule

un peu plus nombreuse et chaleureuse qu'à Metz et à Nancy, il n'en a pas moins constaté que la place Broglie où se situe l'hôtel de ville, était à moitié vide, comme l'étaient la place d'Armes et la place Stanislas aux chefs-lieux de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle. « Mieux vaut l'indifférence que le chahut », disait-on vendredi soir dans la suite présidentielle.

A Strasbourg, après le passage du chef de l'Etat, deux mille personnes environ ont manifesté dans les rues de la ville aux cris de « Giscard, Barre, au rancart ». Elles se sont ensuite rassemblées place Kléber, où un meeting était organisé par les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et FEN et les partis de gauche.

THOMAS FERENCZI

LE DISCOURS DE STRASBOURG DU CHEF DE L'ÉTAT

Voici les principaux extraits du discours prononcé vendredi 26 novembre à Strasbourg par M. Giscard d'Estaing et largement repris dans les dernières éditions du 27 novembre :

● SUR LA CRISE

« La France, a affirmé le chef de l'Etat, doit retrouver son équilibre et repenser son projet. C'est un résultat qui est indispensable et qui est à notre portée. Pour l'atteindre, il faut accepter des disciplines, il faut accomplir des efforts que font les autres. On ne peut se contenter de la seule démagogie pour doctrine, cette démagogie qui affirme que tout serait facile si, par malheur, le gouvernement n'y faisait obstacle, que chacun pourrait recevoir davantage en produisant moins (...), cette démagogie qui s'attaque aux esprits pour les briser, qui les aggrave et qui impatientent pour les exciter (...). »

● SUR LE PLAN BARRE

« Il faut qu'il réussisse. Il y a trois conditions : la ténacité du gouvernement, la patience de l'opinion, une perspective de progrès pour la France. »

« La confiance ne naît pas de

l'illusion, elle se mérite. Pour l'obtenir, le gouvernement doit se montrer méconnaissable dans sa détermination de lutter contre la dégradation de l'équilibre des équilibres intérieurs et extérieurs. La fermeté du gouvernement est aujourd'hui une loi nécessaire. »

« L'opinion doit soutenir cet effort. On peut, on doit demander à l'opinion la confiance et la patience. Toute politique économique a besoin d'un délai de six à neuf mois pour apporter ses premiers résultats. Pendant cette période, il ne faut pas rechercher des avantages supplémentaires : ils seraient tristes et trompeurs. Il faut renforcer de protéger ce que l'on a, ce qui signifie le maintien du pouvoir d'achat, jusqu'à ce que la vague de l'inflation recule. »

● SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

« Après le rétablissement de notre équilibre économique, qui devrait pouvoir être constaté à partir du deuxième semestre de l'an prochain, le gouvernement devra définir et engager un programme d'équipement et de développement améliorant notre outil de production et créant de nouveaux emplois. Le succès du

plan Barre ne devra pas déboucher sur une pause, comme en d'autres temps, mais sur une nouvelle période de modernisation et d'équipement de l'économie française. »

● SUR L'EUROPE

« La France a une politique européenne. Celle-ci ne doit être ni velléitaire ni équivoque (...). Certains s'interrogent sur l'utilité ou la solidité de l'Europe. Quelle est notre réponse ? Elle tient en deux principes : l'application complète du traité de Rome par des institutions capables d'exercer pleinement les compétences du traité ; un effort permanent tendant à assurer la convergence des politiques économiques des Etats membres dans un esprit fédéral (...). »

« L'élection au suffrage universel de l'Assemblée parlementaire européenne ne comporte aucune modification de compétences. Il s'agit de donner à une assemblée dotée de pouvoirs précis un statut électif. C'est dans cet esprit que le gouvernement proposera au Parlement, au printemps prochain, et compte tenu de nos dispositions constitutionnelles (1), la ratification de l'accord conclu entre les neuf ministres des affaires étrangères de la Communauté, et l'invitera à se prononcer. »

(1) N.D.L.R. — M. Giscard d'Estaing a annoncé le 5 novembre dernier à M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel, que celui-ci serait prochainement consulté sur la question de savoir si l'engagement international du 20 septembre 1976 comporte des clauses contraires à la Constitution (cf. Monde daté 7-8 novembre).

DANS LA PRESSE PARISIENNE

LE FIGARO : depuis longtemps la politique économique dépend de ses choix.

« La tâche de M. Giscard d'Estaing est d'ailleurs, moins aisée qu'il est en apparence, la plus longue. Il a raison quand il parle de combiner à la fois la hausse des prix et le chômage ; il a raison quand il soutient que toute politique économique a besoin d'un délai pour apporter ses résultats. Mais il est trop facile de lui répondre en lui demandant depuis quand la politique économique et l'économie dépendent en fait de ses choix. »

« Longtemps, M. Giscard d'Estaing a mis l'accent sur le changement. Le président a dit : « L'ancien régime a été le maître aujourd'hui sur l'effort. Peut-être est-il mieux venu parler ce langage et y a-t-il deux ans. Les Français ont compris. (...) L'ancien régime a été plus rigoureux et plus discipliné que la liberté. La fermeté présidentielle est de bon augure, il faut maintenant que les réalités succèdent aux promesses. Et il faut faire vite. L'hiver sera rude. »

L'HUMANITE : exaltante perspective !

« Ce qui frappe dans le discours de Strasbourg ce n'est pas la nouveauté des arguments avancés, mais leur médiocrité. M. Giscard d'Estaing invite à la

patience, mende un nouveau sursis parce que « toute politique économique a besoin d'un délai de six à neuf mois pour apporter ses premiers résultats ». On croit rêver... N'est-il pas ministre des finances depuis une quinzaine d'années ? Ne dit-il pas pendant la campagne présidentielle que cent jours seulement lui seraient nécessaires pour que son action porte ses fruits ? Pour donner ensuite, un nouveau délai de cinq cents jours. Et pour jurer solennellement aujourd'hui « je faisais ceci à Strasbourg sans risque de me tromper » que le même ordre que les présidents d'années ? Ne dit-il pas mieux en France à condition que nous mettions nos pas dans ceux de nos voisins d'outre-Rhin ? Quelle exaltante perspective ! »

LE QUOTIDIEN DE PARIS : risque d'effacement.

« Le président de la République et le premier ministre savent tous deux qu'ils ont placé leurs espoirs politiques dans le plan anti-inflation et que leur crédibilité de gouvernants en jeu. Le raisonnement de M. Giscard d'Estaing ne tiendra plus du tout si les indices de novembre et de décembre sont du même ordre que les précédents. L'édifice laborieusement bâti par M. Barre et défendu avec entêtement contre toutes les critiques et tout un travail de sape, risqué, dans les quatre semaines qui viennent, de s'effondrer. »

(RICHARD LISCIA.)

DEUX CONGRÈS MONARCHISTES

Le congrès de la Fédération nationale des unions royalistes provinciales (1) siège à Dijon jusqu'au dimanche 28 novembre. Les unions, au nombre d'une douzaine, ont quitté la Restauration nationale en 1973 : elles jugeaient la « maison mère » du monarchisme royaliste français sclérosée et vieillie, mais ne se décidaient pas, cependant, à rejoindre la précédente scission, celle de la Nouvelle Action française. Le congrès pourrait notamment débiter, au cours de la séance de clôture, de modifier l'appellation du mouvement. Celui-ci deviendrait la Fédération des unions royalistes d'Action française (FUR).

La fin de semaine sera également consacrée, chez les monarchistes, à un autre congrès : celui de la Restauration nationale (2), dont les cadres se réunissent samedi 27 et dimanche 28 novembre à Paris, de même que les correspondants de l'rhédomatisme. « Aspects de la France ». Ce congrès sera donc, de même que le précédent, un quelconque d'Action française. »

(1) Au Centre de rencontres internationales, 1, rue Champollion, 21000 Dijon.

(2) Salle Debussy-Pleyel, 8, rue Dant, 75008 Paris.

● L'U.J.P. (Union des jeunes pour le progrès) devait tenir son assemblée générale annuelle samedi 27 novembre et, à cette occasion, procéder à l'élection au renouvellement de son président. M. Bernard Loth, président de l'U.J.P. depuis un an, nous a fait la déclaration suivante : « Que dire d'un homme qui ramène la France au rôle de puissance moyenne, ignorant d'ignorer son rayonnement en culture et la politique dans le monde ? Que dire d'un homme qui, pratiquant le cérémonisme, fixe comme ambition nationale à ses concitoyens l'intégration européenne, c'est-à-dire notre alignement sur les thèses germano-américaines ? A l'intérieur, c'est un million de chômeurs et une inflation toujours galopante. Et, ce n'est pas Auschwitz, mais le Bérézina. Il convient de se déclarer prêt à jeter les bases d'une nouvelle majorité politique dont l'axe principal doit être le mouvement gaulliste. »

● Un groupe de députés U.D.R. s'est réuni, vendredi 26 novembre, à Colombey-les-Deux-Églises, sur la tombe du général de Gaulle. M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, a déclaré à cette occasion : « Il nous paraît aujourd'hui nécessaire, en un moment où nous nous trouvons en proie à de profondes transformations, de montrer que tout ce qui se fera demain avec nous sera placé sous le signe du gaullisme. »

L'examen du budget au Sénat

Coopération : une cause nationale mais pauvre

Le Sénat poursuit, vendredi 26 novembre, l'examen de la seconde partie du projet de loi de finances. Il étudie tout d'abord le budget de la coopération.

M. SCHMITT (U.D.R.), rapporteur de la commission des finances, note à ce sujet : « Nous n'avons pas les moyens financiers de notre ambition. »

M. MARTIN (R.I.) indique que la commission de la défense et des affaires étrangères, dont il est le rapporteur, émet de sérieuses réserves sur la politique des concours financiers à destination du Mali, de la Haute-Volta, du Tchad et de la République Centrafricaine.

M. VERRILLON (P.S.), rapporteur avis de la commission des affaires culturelles, met l'accent sur les liens culturels, les expériences pilotes et la formation technique qui seule, selon lui, « permettront de passer de la

coopération de substitution à la coopération de formation. »

Le ministre de la coopération, M. ROBERT GAILEY, insiste sur le fait que « l'Afrique souhaite que la France l'aide » et il ajoute : « La France doit répondre à cet appel. »

Après avoir rappelé que les crédits de son département n'augmentent que d'un peu plus de 5 %, il déclare assigner deux objectifs essentiels : « Montrer que la coopération n'est pas un luxe, mais une cause nationale ; renforcer l'efficacité de nos interventions pour combattre une asphyxie trop prompt à se répéter. »

Pour M. PERIDIER (P.S., Hérault), il importe de respecter l'indépendance des Etats que nous aidons, particulièrement dans un continent où les rivalités sont souvent plus tribales que politiques. « Or, ajoute-t-il, la politique de coopération a eu pour objet de maintenir au pouvoir des

chefs d'Etat décalés », comme au Congo ou au Tchad.

La présidente du groupe communiste, Mme GOUTMANN (Seine-Saint-Denis), estime que le gouvernement français ne cesse de se salir avec les Etats réactionnaires Zaïre, Iran, République Sud-Africaine, au détriment des pays démocratiques, à commencer par l'Algérie. Elle « cette politique néo-colonialiste n'a pas d'autre résultat que de transporter dans les pays en voie de développement la crise du régime capitaliste. »

M. CROZE (R.I.), regrette que la loi généralisant la Sécurité sociale ait oublié les coopérateurs. Il propose, à l'Assemblée nationale, que cette « lacune » sera comblée en 1977. Après l'explication de vote de M. VADIER (Seine-Maritime), au nom de l'Union communiste, il déclare : « L'Etat ne met pas suffisamment le poids de la coordination des actions soit plus effectives, les crédits sont adoptés. »

Justice : augmentation normale des divorces

Après avoir voté le budget annexe de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération sur rapport de M. FROST (non inscrit), les sénateurs passent à l'examen des crédits du ministère de la Justice.

Pour M. LOMBARD (un. cent.), rapporteur de la commission des finances, la machine « se grippe au double niveau de la prévention et de la sanction : les procès des éducateurs et des juges en effient ! »

M. THYRAUD (R.I.), rapporteur pour avis de la commission des lois, estime que « la grande misère des prisons et des tribunaux contredit les principes sur lesquels notre justice est fondée. Il se demande si les juges de conciliation pourront combler les vides qu'ont laissés les tribunaux de chef-lieu de canton supprimés par la réforme de 1958. »

Assurant qu'il ne peut être satisfait du budget qu'il présente, M. OLIVIER GUICHARD, ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la Justice, reconnaît que « les lois de justice, reconnues par notre appareil judiciaire et pénitentiaire ne sont pas tout à fait ce qu'il faudrait être. »

Après avoir émis le vœu d'une meilleure répartition géographique au profit de la province des moyens en fonctionnaires et en équipement, le ministre souligne qu'« une voie d'avenir s'ouvre avec les perspectives d'informatisation. »

Il relève que malgré des améliorations sensibles, la justice « est encore trop peu acces-

sible, trop lente, trop pleine de périls pour le citoyen ordinaire, trop incertaine dans ses résultats ». Il souligne enfin les avantages qu'aura selon lui l'installation de juges de conciliation.

Pour M. BERREARD (P.C., Seine-Maritime), la justice, comme tout le reste, est « malade du système ». Il note qu'elle est « inaccessible aux pauvres » et « n'est pas la même pour tous ». Assurant que le personnel judiciaire est « las de l'autoritarisme du gouvernement », il indique que son groupe ne votera pas ce budget.

Avant de préciser que le groupe socialiste, au nom duquel il s'exprime, adoptera la même position, M. TAILHADES (Gard) relève que le malaise qui règne dans les milieux judiciaires « n'a pas seulement des causes spécifiques : elle n'est qu'un aspect de la crise générale de la société », une société d'argent et de privilèges qui elle-même est porteuse de justice », demande-t-il.

Au nom du groupe de l'Union centriste, M. LE MONTAIGNER (Morbihan) évoque les incidents consécutifs à l'assouplissement de la détention, les conséquences de la réforme du divorce, les travaux de la commission « Informations et libertés » et la réforme des tribunaux de commerce.

M. GICCOLINI (P.S., Bouches-du-Rhône) s'inquiète de la voie dans laquelle s'engage la justice : « On ne peut faire le droit, affirme-t-il, même s'il est menacé par la technocratie. (...) Le

domaine de la loi est délimité, celui du règlement n'est pas ; le règlement tend à devenir plus important que la loi. »

Répondant aux différents orateurs, M. GUICHARD est amené à préciser que les demandes de divorce sont environ au nombre de soixante-quatre mille en 1976 contre soixante-deux mille en 1975. « Cette évolution, note-t-il, paraît normale car le nombre des demandes augmente habituellement de 4 à 6 % d'une année sur l'autre. » Il relève que 30 % des divorces se font sous le régime du consentement mutuel, les demandes de divorce pour rupture de la vie commune ou pour altération mentale étant très peu nombreuses.

Sont examinés ensuite deux amendements identiques de MM. LOMBARD et THYRAUD, visant à supprimer un crédit correspondant au dédoublement des conseillers et des substituts généraux de Versailles. Après les interventions de M. CROZE (R.I.), MARIEN (Union centriste) et BONNEFOUS (Gauche démocratique), respectivement président de la commission des lois et président de la commission des finances, les amendements sont retirés après que le ministre eut assuré leurs auteurs qu'il sera tenu compte de leurs observations. Demandé par l'U.D.R. un scrutin public, sur les résultats suivants : 206 pour, 74 contre sur 280 votants.

ANNE CHAUSSEBOURG.

« L'EXEMPLE D'UN DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX POUR LA FRANCE »

Dans le discours qu'il a prononcé, vendredi 26 novembre, à Strasbourg, M. Giscard d'Estaing a donné des précisions sur le programme d'action établi par le gouvernement en faveur de l'Alsace.

« L'axe nord-sud alsacien, considéré comme la priorité des priorités pour les responsables, est l'objet d'un effort sans précédent du budget de l'Etat. En 1976, les crédits accordés sont supérieurs à l'ensemble des crédits rovers attribués au cours du VIIe Plan à l'Alsace. Malgré les contraintes budgétaires, je vous indique que l'effort sera maintenu en 1977 et les années suivantes », a déclaré le chef de l'Etat.

A propos de l'industrie : « Les nouvelles industries d'Alsace sont l'objet d'un grand effort d'équipement. Les zones d'activités dans les vallées vosgiennes vont recevoir une aide publique importante. Une campagne d'information a été lancée auprès des chefs d'entreprises pour les inciter à bénéficier des facilités offertes par les collectivités locales et à s'installer en Alsace. »

Le président de la République a aussi indiqué qu'un programme de construction de nouvelles classes maternelles sera lancé en 1977 pour tenir compte des besoins particuliers de la région.

D'autre part, « le plan de protection de la forêt rhénane et le schéma régional des gravières sont maintenant mis au point. Ils sont l'objet de consultations nécessaires avant leur approbation définitive. »

Parlant de l'avenir de Strasbourg, le chef de l'Etat a conclu : « La vocation européenne de Strasbourg ne doit pas être seulement d'ordre politique mais aussi d'ordre économique. C'est le sens profond qu'il faut donner à l'Alsace à la décision de réaliser la liaison fluviale entre le Rhin et le Rhône. Strasbourg, métropole rhénane, sera, grâce à cette liaison internationale, placée au centre de l'Europe et assurera son avenir. (...) L'Alsace donne l'exemple d'un développement harmonieux pour la France. »

ÉDITION

« LA BATAILLE DU LIVRE » VUE PAR FR 3

Libres opinions

Pour une autre politique

par GUY HERMIER (*)

LES difficultés rencontrées par l'édition et la distribution du livre sont à nouveau à l'ordre du jour. Pour une large part, cela tient à la relance du débat autour de la question du « discount » pratiqué par de grandes surfaces et notamment par la FNAC qui va s'installer dans plusieurs grandes villes de province.

Débat curieux, en vérité. Le gouvernement, qui porte une si lourde responsabilité dans la difficile situation du livre et de la lecture en France, fait mine de jouer les arbitres. M. Valéry Giscard d'Estaing, lui-même, préconise de tenir, cet automne, une « table ronde » pour résoudre ces questions. Du coup, les professionnels de l'édition et de la distribution du livre s'animent, multiplient les propositions et s'opposent entre eux, parfois avec vigueur.

Pour notre part, nous comprenons l'inquiétude des petits et moyens éditeurs et libraires. Nous la comprenons, d'autant mieux que nous avons été les premiers, et longtemps les seuls, à mettre en évidence la profondeur de la crise du livre et la gravité de ses conséquences tant sur le plan culturel que démocratique et national.

Nous soulignons, par exemple, que la concentration capitaliste, préconisée par le VI^e Plan, bouleverserait à un rythme accéléré les structures de l'édition et de la diffusion. La vie nous a donné raison. Hachette vient d'ajouter Marabout à son empire. Les Presses de la Cité menacent d'abandonner la collection 10/18. Dans le même temps, la bataille de requins que se livrent de grands groupes financiers — dont la Banque de Paris et des Pays-Bas, qui préside aux destinées de la FNAC et du trust Hachette — pour un repartage du « marché du livre » met en cause l'existence d'un réseau dense de librairies qualifiées et de maisons d'édition indépendantes des pulsances financières. Nous ne saurions nous réjouir d'une telle évolution qui menace le pluralisme, la liberté de création, le développement de la culture auxquels nous sommes si fondamentalement attachés. Nous ne saurions nous en réjouir, mais c'est un fait. Un fait que seule la lutte pour créer les conditions d'un autre cours de la politique du pays et de son développement culturel, peut permettre de modifier.

Nombre d'éditeurs et de libraires en sont conscients, qui dénoncent la gravité du mal et soulignent l'urgence de solutions véritables. Encore faut-il déterminer les causes réelles de la crise pour définir les moyens efficaces d'en sortir. Cela exige la clarté.

On aime, par exemple, à répéter que le livre n'est pas un « produit », comme les autres, qu'il nécessite des mesures particulières. C'est vrai. Mais s'il en est ainsi c'est avant tout parce qu'il est en œuvre de création et qu'il répond à des besoins particuliers de connaissance, de formation, de culture.

Or la plupart des écrivains sont en butte au malthusianisme et à l'autoritarisme. Ils connaissent une situation matérielle précaire que n'a pas améliorée la loi normalisant leur statut social puisque les décrets d'application ne sont toujours pas parus. Ils sont en proie à la censure et à l'auto-censure, et voient la publication de leurs œuvres de plus en plus retardée ou refusée. La création se trouve, par ailleurs, mutilée d'être privée d'un contact vivant, fécond, avec un large public de lecteurs. Car, dans la France de 1976, de la ségrégation sociale à l'école à la misère des bibliothèques et de la lecture publique, de l'extension du chômage à l'accroissement des difficultés de travail et d'existence, c'est tout un système qui refuse au plus grand nombre l'accès au livre et à la culture.

Dans le même temps, comment ne pas mesurer les graves conséquences de la mainmise de la haute finance sur l'édition française, symbolisée par la présence du vice-président du C.N.R.F., M. Yvon Chotard, à la tête du syndicat des éditeurs ? Inquiète pour son pouvoir, la grande bourgeoisie, M. Valéry Giscard d'Estaing en tête, utilise de plus en plus le livre pour soutenir son système et combattre le marxisme et la politique des communistes. Préoccupée de réaliser le maximum de profits, elle favorise les modes idéologiques et la pratique des best-sellers qui font du livre un marchandisable et valent le créateur au rang de fournisseur d'un produit pré-déterminé. Cette année, à Francfort, si le livre mandaté a créé l'événement, la prostitution était aussi à l'honneur, les Mémoires de Nixon s'arrachant à coup de milliards, et le marasme s'étendait au roman, à la philosophie, à la science, à la technique, aux ouvrages de recherche et de réflexion.

Enfin, l'autoritarisme se fait plus pesant, comme en témoignent les mesures de démantèlement des bibliothèques et de la lecture publique, ou la réorganisation du Centre national des lettres qui a fait dire à son ancien président : « En notre pays, le moment n'est pas venu où l'on mettra les éditeurs à genoux et les écrivains en cage. »

On le voit, tout se tient. On ne peut isoler tel ou tel aspect de la situation du livre, de la lecture et de l'édition dont les difficultés trouvent leur origine dans la crise de la société française et dans la politique d'un pouvoir qui l'aggrave. Il n'est donc rien à attendre de prétendus remèdes miracles qui ne s'en prendraient pas au fond des choses. Si la table ronde gouvernementale devait en rester, comme c'est à prévoir, à la recherche de solutions purement techniques, elle ne pourrait résoudre aucune des difficultés actuelles.

On parle, par exemple, d'instituer un prix imposé du livre. Mais, prise isolément, cette disposition n'est pas de nature à résoudre les problèmes. A plus ou moins long terme, elle contribuerait à rendre le livre plus cher et à en écarter encore un peu plus les lecteurs.

Dans ces conditions, ne serait-il pas plus efficace de lutter résolument pour que le livre soit bon marché en exigeant, entre autres mesures, la suppression de la T.V.A. qui le frappe et des moyens pour élargir le public des lecteurs ? Par ailleurs, le moment n'est-il pas venu de mettre fin au monopole d'Hachette-Diffusion et de transformer cet organisme en service public non obligatoire de diffusion du livre, géré démocratiquement par toutes les parties intéressées ?

Ces quelques exemples le montrent : pour sortir de la crise actuelle, il faut une politique d'ensemble qui permette d'agir à la fois pour aider la création, la libérer du carcan qui l'étouffe, pour créer les conditions d'un vaste développement de la lecture, et pour desserrer l'emprise du grand capital sur l'édition et la diffusion du livre.

C'est dire que tous ceux qui ont à cœur l'avenir du livre ne peuvent compter que sur leurs luttes, pour contraindre tout de suite le pouvoir à prendre un ensemble cohérent de mesures urgentes, et pour créer les conditions d'un changement véritable, d'un épanouissement de la démocratie et de la liberté, qui peuvent, seuls, permettre que le développement de la culture corresponde aux possibilités ouvertes par la connaissance, aux aspirations des écrivains, aux besoins des masses populaires et à l'intérêt national.

C'est cette bataille du livre que les communistes n'ont cessé de mener. Ils entendent la poursuivre, dans l'union la plus large, en prenant une part active aux luttes quotidiennes, en ouvrant à la victoire du programme commun, et en proposant pour l'avenir, avec leur XXII^e congrès, une société nouvelle où le progrès et la justice, la liberté et la culture iront enfin du même pas.

(*) Membre du bureau politique du P.C.F.

Une synthèse sans truchage

Les débats qui, depuis plusieurs années, animent le secteur du livre, de sa production à sa consommation, et dont « le Monde » s'est toujours fait l'écho, trouvent leur point d'aboutissement dans l'émission de Maurice Casseville et Jean-Pierre Alessandri, « Vendredi », leur expression télévisée à FR 3.

Vouloir ramasser en une heure une matière aussi diversifiée et aussi vaste que la création, l'édition, la distribution et la lecture du livre, qui a déjà suscité de nombreux ouvrages et de multiples controverses, pouvait apparaître comme une gageure. Il n'en reste pas moins que l'enquêteur, Philippe Modéin, et sa présentatrice, Christine Ockrent, ont réussi à donner une synthèse honnête, sans parti pris, sans truchage du problème.

Bernard Privat, directeur des éditions Grasset, et Jean-Edern Gaspard, des éditions du même nom, ont pu trouver un aperçu du débat sans fin, sinon sans fondement, et encore moins sans fond, qui agit le Landernau littéraire chaque automne, sur la justification et l'humanité des prix.

André Gouillon, directeur des relations publiques de la FNAC, et Jérôme Lindon, au nom du Syndicat des éditeurs de littérature, ont ajouté un round au combat qui les oppose sur l'utilité (ou la nocivité) du « discount », le rôle joué par l'ancienne librairie, ou la nouvelle, dans la défense de la littérature difficile, de recherche.

André Spire, des Editions sociales, et M. Poincaron, inspecteur général des bibliothèques, se sont affrontés sur le sujet capital de la lecture publique, le premier brandissant le drapeau de la revendication (d'avantage de bibliothèques — y compris d'entreprise, — de création de participation de l'Etat), le second corrigeant par un état (nuancé) des améliorations en cours et renvoyant à la responsabilité des municipalités.

Débat sans conclusion, mais qui avait le mérite d'informer le public, pour la première fois globalement, sur un sujet dont il ne mesure sans doute pas assez ni l'ampleur, ni la complexité, ni l'intérêt pour lui-même et sa qualité de vie.

La réflexion la plus éclairante pour l'avenir nous a paru venir d'un usager des bibliothèques publiques à qui l'on a demandé s'il achetait des livres.

Une fois que le livre est lu, il est lu. Pourquoi le conserver. Je préfère les emprunter et les renouveler.

Le jour où le plus grand public aimera assez les livres pour ne pas se contenter de les lire, mais les souhaitera les collectionner pour les relire, ce jour-là, la librairie aura sans doute trouvé son sens, l'édition, son bain de jeunesse, l'avenir.

PAUL MORELLE.

CULTURE

A la Société des études renanienues

MM. EDGAR FAURE ET GÉRALD ANTOINE CÉLÈBENT LE CENTENAIRE DE LA « PRIÈRE SUR L'ACROPOLE »

A l'occasion du centenaire de la « Prière sur l'Acropole », la Société des études renanienues (16, rue Chaplain) a organisé au Collège de France une réunion présidée par M. Edgar Faure.

Le président de l'Assemblée nationale a parlé de Renan, auteur de théâtre et de son drame le « Prêtre de Nemé », dans lequel il « propose, promeut un mythe, une légende, peut-être une réalité — on ne sait pas — mais dont le sens est très profond, et dans laquelle nous saisissons ce que l'on peut appeler la tragédie du pouvoir, qui est celle de sa trahison, puisque le nouveau prêtre ne peut être que celui qui aura immolé l'ancien ».

M. Géraud Antoine, ancien recteur de l'académie d'Orléans a ensuite prononcé une conférence consacrée au style de Renan, qu'il a analysé à travers les textes et les critiques de Zola à Gide, sans oublier le pastiche de Proust. « Qu'est-ce donc, en définitive, a dit M. Antoine, que la « Prière sur l'Acropole », sinon le premier chef pour emprunter à Baudelaire, le « Confiteur de l'artiste » ou, si vous préférez, son art poétique ».

Le Monde aujourd'hui daté 21-22 novembre a publié une longue étude de M. René Servoise sur la « Prière sur l'Acropole ».

ARTS ET SPECTACLES

Architecture

Le bonheur construit

(Suite de la première page.)

Le début du siècle rêvait de villes utopiques, les architectes rêvaient après les philosophes. Mais, contrairement au futuriste italien Sant'Elia et à Tony Garnier, l'architecte des cités ouvrières révolutionnaires, Henri Sauvage, raisonnait en architecte de villes existantes. Lorsqu'un de ses immeubles à gradins couvre les quatre côtés d'un îlot, il devient une pyramide. Il faut bien examiner celle qu'il a imaginée pour le front de Seine, dès 1928, première « mégastucture » en terrasses qui recouvre une autoroute et rend la circulation au piéton. En dépit de son esthétique de genre égyptien, ce projet est plus moderne que l'actuelle opération immobilière qui porte le même nom.

La présente manifestation, qui procède à une scrupuleuse archéologie d'un créateur mal connu, propose une découverte et des interrogations salutaires. Henri Sauvage a vingt-sept ans en 1900. Son théâtre pour la Loie Fuller, avec sa façade en drapé qui annonce la couleur comme une affiche, est une œuvre insolite « modern style ». Une architecture-enseignement dans laquelle il allait plus tard exceller, au moment de l'« art-déco ». Mais entre-temps, en 1908, la maison Majorelle à Compiègne, tout en rond basse et en bow-windows, montre ce mélange d'« art nouveau » et de « médiévalisme » qui a caractérisé les premières œuvres alliées d'une fantaisie plastique et d'un goût prononcé pour la « rationalité constructive », recherchée en tant que spectacle architectural.

La régression

Dans ces deux chefs-d'œuvre, Henri Sauvage vit encore au dix-neuvième siècle. L'année suivante, avec son projet pour la rue des Amiroux et ensuite avec la première « cité-jardin » en plein Paris, du 26, rue Vavin, il bascule en plein vingtième siècle. Ossature en béton qui le rapproche de Perret, système avancé de préfabrication, équipement de loisirs intégrés, des terrasses de la verdure... Nous ne sommes qu'en 1912, quelque trente ans avant l'unité d'habitation de Le Corbusier à Marseille...

Comment expliquer la « régression » de ces projets qui ont suivi ? Un immeuble d'habitation tout à fait haussmanien, boulevard Raspail, mitoyen de l'immeuble en gradins de la rue Vavin ; un déchaînement décoratif purement théâtral au cours des années 25. Au moment où Le Corbusier et Mallet-Stevens « rationalisent », lui, décorait. Ce talent protéiforme bourré d'inconséquences, l'a rendu suspect et incertain. Henri Sauvage, c'est en quelque sorte le Picasso de l'architecture contradictoire, vivant un pied dans le passé, l'autre dans le futur. Architecte lourdement académique, servant des pouvoirs dans son projet pour la porte Maillot (1931) et architecte de l'essentiel dans sa façade du magasin Decré à Nantes

(détruit après 1940), où, dès 1931, un an avant sa mort, il est le premier à formuler une pure façade de verre en mur-réseau. C'est encore à Henri Sauvage qu'on doit l'architecture quasi musolinienne de la nouvelle Samaritaine.

Ce sont les ombres de son œuvre. Parmi ses lumières, l'étonnant « studio-building » du 66, rue La Fontaine aux façades couvertes de céramiques ocre et percées de larges ouvertures d'intérieurs aménagés en ateliers d'artistes, mais pour habitation bourgeoise. Rien de ce qu'a imaginé Henri Sauvage, qu'il s'agisse de série d'« habitations hygiéniques », populaires, de villas pour riches clients, de cinéma « art-déco » ou bien de cité visionnaire, ne laisse indifférent. Tout est marqué par un talent de premier ordre. Dans sa période « art-nouveau », avec moins d'agilité créatrice que Guimard ; et dans sa période moderne, sans la cohérence doctrinaire de Le Corbusier qui savait si bien dire de sa voix de prophète : « Il faut une doctrine, une doctrine d'urbanisme... ».

Henri Sauvage n'avait pas de doctrine et peu de verbe. Il lui arrivait de pratiquer une architecture « révolutionnaire » sans le dire. Peut-être sans le savoir. Mais il est probable que la génération à venir des immeubles d'habitation collectifs reprendra, encore plus largement, la formule d'Henri Sauvage : « A chacun sa terrasse et le soleil pour tous. »

JACQUES MICHEL.

* Henri Sauvage, exposition organisée par la Société des architectes diplômés par le gouvernement et les Archives d'architecture moderne à Bruxelles ; 100, rue du Cherche-Midi.

Variétés

SUSANA RINALDI

Dans une Argentine qui a glissé, il y a deux ans, dans un décor de violence de guerre civile, l'émiettement et de chute aux arrières, mais où les gens dans leur majorité semblent vouloir continuer à vivre comme indifférents, le tango demeure une des expressions vivantes du peuple. Il peint ses passions, ses désirs, l'amour blessé, cassé, tout ce que l'homme pense et sent en Argentine, tout ce qui l'entoure et aussi la partie pittoresque de la ville. Il est encore ressenti comme une nécessité chez des gens très individualistes, très émotifs, qui siment la nuit et la saveur jusqu'à 4 heures du matin.

Avec une voix très pure et sublimement populaire, qui sait montrer le tango dans sa plus belle audace, Susana Rinaldi, a commencé, il y a dix ans, par chanter dans les cafés-concerts existant encore à Buenos-Aires comme El Viejo Almacén animé par une figure légendaire du tango, Edmondo Rivero. Aujourd'hui, elle est incontestablement l'une des figures les plus populaires du tango argentin, sur la scène comme à l'écran, dans des comédies musicales mélodramatiques. Susana Rinaldi a participé au grand mouvement qui, au milieu des années soixante, a essayé de renouveler le tango tout en mettant en valeur son essence populaire. Elle chante la milonga (l'une des premières formes du tango, au siècle dernier) et le tango comme une forme de blues argentin. Elle chante une musique qui est un rite, une incantation, l'âme d'un pays et aussi la réalité dans laquelle vivent ses habitants. Il faut aller écouter Rinaldi au Petit Oxy.

★ Petit Oxy, jusqu'au 30 novembre, à 20 h. 30.

Petites nouvelles

■ Pour le dixième anniversaire de sa création, le Théâtre universitaire de Picardie présente, du 23 novembre au 11 décembre, un festival de quinze films inspirés par l'œuvre théâtrale de William Shakespeare.

■ Le grand prix du Festival international du film et d'échanges francophones a été attribué au réalisateur belge André Renette pour son long métrage « Rue haute ». Un prix spécial a été décerné au cinéaste français Jean Poirault, auteur de

Musique

CARLOS PAITA ET CHRISTINE WALEVSKA

Il avait débuté à Paris dans des conditions difficiles, remplaçant Lorin Maazel presque au dernier moment, et ses concerts n'avaient pas laissé un très bon souvenir (le Monde du 20 décembre 1969). Bien qu'il ait assagi les variations d'une dynamique insensée, Carlos Paita n'a pas vraiment pris sa revanche à la tête de l'Orchestre national de France, celui-ci loin de la forme qu'il avait manifestée avec Léonard Bernstein.

Peut-être la physique opulente de l'artiste, l'ancienne, le masque bestial sous l'abandonné, l'oisson, desservent-ils le chef argentin ; mais sa direction paraît encore assez monotone et somnolente. Avec sa grosse main ouverte (sans baguette), il bat vigoureusement la mesure ; la gauche prend le relais, la droite enchaîne ; la main libre n'est guère active et se contente d'indiquer les nuances ou les sonorités. Certes, une conviction et un lyrisme sincères émanent de sa personne, mais cela ne peut suffire à modérer les phrases les plus sonores, l'âme multiple de l'orchestre. On oscille ainsi d'une stature assez grandiose à une honorable banalité, car la grandeur de conception est trop souvent perdue par la mollesse du détail, dans la Symphonie héroïque comme dans le Concerto pour violoncelle de Bruch.

La jeune et belle soliste de cette dernière œuvre, Christine Walewska, avec sa robe-drapée bicolor, notée autour du cou, évoquant les épaules, fait admirer une folie sonore un peu flutée, avec un vibrato fort constant, un feu agile parfois couvert par l'orchestre. Et ce concerto superbement fougueux et de lyrisme paraît manquer souvent d'accent et d'originalité.

JACQUES LONCHAMPT.

Vichnevskaya Rostropovitch et l'Orchestre de Paris

A dix heures du matin, le Mont Chevre se soulevait mal sans doute de ses sabbats nocturnes et l'Orchestre de Paris, samedi, malgré le tempo ultra-rapide adopté par Rostropovitch, n'avait pas trouvé la carburation idéale de ce train de sorcières imaginé par Moussorgski. En revanche, Galina Vichnevskaya, dans sa belle tunique blanche parsemée d'oiseaux stylisés, chantait exquisement le « Vaincu » de Franck et atteignait à une expression bouillonnante de sursis dans l'air de la folle de la Fiancée pour le tsar de Rimski, d'horreur tragique dans le monologue de Katerina Ismailova, la « lady Macbeth » de Chostakovitch. Cette voix au bleu métal, labourée par tant de drames vécus ou adoptés qui la font resplendir, toujours plus limpide, dépourvue.

Rostropovitch fait corps avec la grandiose Huitième Symphonie de Chostakovitch, comme s'il l'avait lui-même écrite, comme si le superbe Orchestre de Paris était son immense violoncelle. Dans les lentes désertiques de la guerre montent l'angoisse, l'épouvante. Mais au terme de la détresse humaine, l'aube de l'espoir se lève, un royaume de paix et de confiance, un rêve d'une beauté si suave qu'on ne saurait le traîner en dérision. Une interprétation d'une foi herculéenne. J. L.

CABARETS

JOCKEY
127, bd Montparnasse
226-48-93
Pas comme les autres
on s'y amuse !...

BAL DU MOULIN ROUGE
LISEITE MALIDOR
163' par pers.
22 h 30 CHAMP-REVUE
105' par pers.
SERVISE COMARIS

LIDO
20 h DINNER DANSEMENT
1/2 champagne
Nouveaux 22 h 30
22 h 30 Champagne 105'
et 046' Nove
SERVISE COMARIS

صكرا من الاصل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Provence - Côte d'Azur

LA POLITIQUE DES « COUPS PARTIS »

Les travaux continuent à Bormes-les-Mimosas

La marina de Bormes-les-Mimosas (Var) ne sera pas démolie. Le ministre de l'équipement s'appuie sur un contrat à régulariser la situation juridique de cet ensemble d'immeubles - les pieds dans l'eau - et du port de plaisance, privés d'existence légale depuis plus de quatre ans. Le tribunal administratif de Nice et le Conseil d'Etat ont en effet annulé les concessions et les permis de construire nécessaires à cette réalisation.

Depuis, les règles en matière d'utilisation du littoral ont été clarifiées : une circulaire de janvier 1973 précise que les terrains gagnés sur la mer doivent demeurer dans le domaine public et qu'on ne peut y construire de logements privés. Malgré ces directives, l'administration s'estime aujourd'hui en droit de déléguer, pour Bormes-les-Mimosas, de nouvelles autorisations qui entérinent une situation de fait : le port, en partie privé, deviendra public dans cinquante ans. En revanche, les terrains où sont construits les immeubles deviendront définitivement privés. Encore une fois, sous prétexte de « coup parti » et de peur d'avoir à indemniser les promoteurs, l'Etat doit-il se contenter d'une circulaire, et ne faudrait-il pas préciser dans un décret les règles d'utilisation du bord de mer ?

De notre envoyée spéciale

digue envisagée aujourd'hui et du dédoublement de 162 millions de francs demandés par les promoteurs. Une paille, qui a fait réfléchir.

Une affaire à l'envers

Toute l'affaire avait démarré à l'envers. Bormes-les-Mimosas et Le Lavandou, son voisin, se livraient une petite guerre des ports de plaisance. Mais ce la concurrence qui poussa le promoteur à ouvrir le chantier dès 1969, alors que les autorisations ne furent délivrées que l'année suivante et que le plan d'urbanisme « prévoyait » le port et la marina ne fut approuvé que le 23 juin 1971. Tous ces documents furent annulés. Le Conseil d'Etat confirma avec éclat, le 30 mars 1973. L'irrégularité des deux concessions prononcées par le tribunal administratif de Nice en juillet 1972. Car, arrêt fut très remarqué, car il rappelait la destination « publique » du domaine public maritime, et semblait condamner, comme venait de le préciser la circulaire signée le 3 janvier 1973 par MM. Olivier Guichard et Valéry Giscard d'Estaing, toute appropriation privée. Selon ce texte, le domaine public, c'est-à-dire le bord de mer, et, a fortiori, les terrains gagnés sur la mer ne peuvent être concédés que pour de courtes durées et doivent être réservés à des usages collectifs (ports, hôtels, villages de vacances). La circulaire marquait la fin du laisser-aller : on ne pouvait plus brader le domaine public et faire pousser un peu partout le long des côtes des excroissances désordonnées.

Par suite, le tribunal administratif de Nice annula aussi le permis de construire de la marina, et même le plan d'urbanisme du quartier de la Favière de 1971, qui avait été annulé. Mais il rétablit la validité du plan d'urbanisme (sauf sur un point, le mode de calcul de la densité, qui permettait, par une astuce, une densité double de celle qui apparaissait dans le règlement). Tout se passa comme si le Conseil d'Etat, après avoir donné, en mars 1973, un coup de semonce à l'administration, venait lui permettre de se racheter et de se mettre en règle sur cette affaire. Précisément, puisqu'elle avait « juré » de ne pas recommencer.

Le commissaire du gouvernement a bien regretté que « la politique d'équipement à tout prix » ait conduit à cette situation.

A PROPOS DE...

LES TARIFS SPÉCIAUX POUR LES PERSONNES AGÉES

< Anciens > en balade

En avion comme en train, faut-il accorder des tarifs de faveur pour les personnes du « troisième âge » ?

« Les avantages tarifaires octroyés actuellement par les transporteurs aériens aux personnes âgées sont tout à fait comparables à ceux conférés par la carte vertm », estime M. Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, dans une réponse écrite parue au « Journal officiel » du 23 novembre.

« Pour ce qui concerne les lignes intérieures, indique M. Cavallé, il est accordé une réduction de 25 % sur le tarif de base aux personnes âgées (plus de soixante ans pour les femmes, plus de soixante-cinq ans pour les hommes). Sur les lignes d'outre-mer ainsi que sur certaines destinations étrangères, un tarif de troisième âge a été institué au profit des personnes âgées de plus de soixante ans. »

De son côté, le S.N.C.F. devrait accorder des réductions pour

les billets aller et retour ordinaires ? « Ces réductions sont génératrices de pertes de recettes non compensées », note M. Cavallé. La S.N.C.F. a évalué le manque à gagner à 148 millions de francs environ pour l'exercice d'une réduction de 10 %, et à 296 millions pour l'exercice d'une réduction de 20 %.

Au demeurant, de nombreux réseaux de chemins de fer européens n'accordent aucune réduction pour les billets aller et retour : tel est le cas notamment des réseaux belge, britannique et espagnol. « Bien plus, précise le secrétaire d'Etat, le réseau fédéral allemand, qui prévoit, il y a encore quelques années, une tarification de cette espèce, a dû renoncer récemment. »

Ces explications suffisent-elles à condamner le projet de favoriser davantage les déplacements des personnes âgées conforme à une certaine justice et répondant à un certain intérêt commercial ? « C'est ce qui sera décidé par le ministre des transports », dit-il.

MICHELLE CHAMPENOIS.

Paris

Les commissaires-priseurs et l'hôtel Drouot

DE LOURDS ENGAGEMENTS FINANCIERS

Après le refus des commissaires-priseurs de venir d'installer dans le futur hôtel des ventes, rue Drouot, M. Gabriel Kasper, député U.D.R. du 9^e arrondissement de Paris, nous a déclaré : « Les travaux sont lancés, et nous sommes tenus à la fin de 1978. Le secrétaire d'Etat à la culture vient de nous donner son accord au projet des architectes, MM. André Héro et Jean-Jacques Fenier. »

L'administration parisiennaise affirme, de son côté : « Le bâtiment à construire est financé par la S.N.P., la Compagnie des commissaires-priseurs et la ville de Paris pour des équipements publics. Il est bien évident que, si un des trois partenaires se retire, le mécanisme est à revoir. Mais dans quelle mesure les commissaires-priseurs peuvent-ils se retirer compte tenu de leurs engagements passés avec la S.N.P. ? »

Dans l'illustre défilé par les rues Drouot, Roussin et Chancet, le Conseil de Paris a prévu la demande de M. Kasper, de construire une nouvelle salle des ventes, un commissariat de police, un tribunal d'instance, une école, un foyer pour personnes âgées et 4700 mètres carrés de bureaux. Trois ans seront nécessaires pour édifier ce bâtiment, dont le coût total évalué en 1975 à près de 25 millions de francs.

CIRCULATION

EXCÈS DE VITESSE MIEUX CONTRÔLÉS

Dès ce week-end, et conformément aux instructions données par le gouvernement pour favoriser le développement des transports, des dépassements de limitation de vitesse dans les agglomérations (80 km/h), sur les routes (90 km/h) et sur les autoroutes (130 km/h) seront plus strictement contrôlés.

Un certain relâchement dans le respect des limitations avait été constaté ces mois derniers ; il avait entraîné une augmentation des accidents de la route.

A ce propos, le Comité national d'action pour la sécurité des usagers de la route déclare dans un communiqué : « La sécurité de la route est à 110 kilomètres à l'heure sur les autoroutes, 90 kilomètres à l'heure sur les routes et 80 kilomètres à l'heure dans les agglomérations : ces limites vitales doivent être respectées à tout prix. »

CONTROLES POUR LES ECONOMIES D'ENERGIE. M. Michel d'Ornano a donné le coup d'envoi, vendredi, de la nouvelle campagne pour les économies d'énergie. Il s'est rendu à la Tour Maine-Montparnasse, accompagné de trois ingénieurs du service des instruments de mesure, afin de contrôler la température des locaux. Celle-ci variait de 21° à 29° selon les pièces visitées, alors que la température maximale autorisée est, on le sait, de 20°.

FAITS ET PROJETS

Transports

ACCORD ENTRE ELF ET SHELL POUR APPROVISIONNER LES RAFFINERIES

La Société maritime Shell (S.M.S.) vient de conclure avec le groupe de raffinage français Elf-Aquitaine, un accord au terme duquel des cargaisons transportées à bord des navires d'une société pourront être livrées - au coup par coup - à la raffinerie de l'autre groupe, et réciproquement.

Une première application de cet accord de réciprocité concerne le pétrolier géant de la Shell, *Baltika*, de 540 000 tonnes, livré en juin dernier. Un contingent de 235 000 tonnes de pétrole brut a ainsi été livré à Elf. De même un lot de 250 000 tonnes transportées par un navire du groupe Elf a été débarqué à Rotterdam pour Shell.

On sait que les Chantiers de l'Atlantique doivent encore livrer au cours des prochains mois trois pétroliers de 540 000 tonnes : un pour la S.M.S. et deux pour la Compagnie nationale de navigation (qui affecte ses bateaux à Elf).

AIR ALPES FERME CHAMBERY-BORDEAUX. — La compagnie Air Alpes annonce sa décision de supprimer sa ligne Chambéry-Grenoble-Saint-Etienne-Bordeaux. Elle explique que cette ligne faisait partie de celles qui après deux ou trois ans de fonctionnement ont démontré qu'elles ne correspondent pas à un besoin essentiel.

ÉCONOMIE

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

LE DÉFICIT COMMERCIAL EUROPE-JAPON

La réponse de Tokyo à la C.E.E. n'est guère positive

La réponse japonaise à la mise en demeure des Neuf remises jeudi soir 26 novembre à la Commission des Communautés européennes (le Monde du 28 novembre) a été transmise aux représentants des États membres de la C.E.E. en vue du « sommet » de La Haye les 29 et 30 novembre. Le porte-parole de la Commission s'est refusé à tout commentaire sur cette réponse et son contenu. Des informations obtenues de sources diplomatiques, il ressort toutefois que, par rapport au problème des chantiers navals et de la production de navires marchands, la réponse japonaise est « moins positive » que Tokyo ne l'avait laissé entendre.

La réponse elle-même, un document de six pages, commence par un exposé des principes de la politique commerciale du gouvernement japonais. Après avoir pris note de la position de la Communauté concernant le déficit croissant de son commerce avec le Japon (plus de 4 milliards de dollars), le gouvernement japonais estime que le déséquilibre des échanges entre pays industrialisés ne peut être résorbé par des mesures bilatérales, mais que la solution de ce problème doit être recherchée sur une base multilatérale et par le principe du libre échange.

Le déséquilibre existant entre le Japon et la C.E.E. au détriment de cette dernière ne peut être réduit que par une expansion des échanges, estime le gouvernement japonais.

En ce qui concerne les propositions précises avancées par Tokyo, il semble bien qu'elles se réduisent aux quelques points suivants : le Japon s'engage à augmenter de 10 % les importations de voitures vers la Grande-Bretagne, étude dans le cadre de l'O.C.D.E. du problème des chantiers navals et des ventes de navires marchands neufs, élargissement des contingents pour l'importation du lait en poudre et accroissement des achats de cigarettes européennes.

Les « petits » directement touchés

De leur côté, les ministres des affaires étrangères des pays du Benelux, réunis jeudi 26 novembre à Bruxelles, estiment « qu'il faut trouver rapidement une solution aux problèmes que pose la concurrence japonaise dans le secteur sidérurgique et dans celui de la construction navale, par le biais de conversations bilatérales entre les Neuf et les autorités japonaises ».

« Les pays du Benelux, estiment les ministres, souffrent plus de la concurrence japonaise que les grands États européens comme la R.F.A. et la France. Ces derniers disposent d'un vaste marché intérieur, mais les « petits », comme la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, dont la production est axée vers l'exportation, se font enlever leurs marchés par les Japonais dans les pays riches de l'Europe, des Amériques, du Sud, la Suisse, l'Autriche, par exemple. »

AGRICULTURE

LE SIÈGE DU C.N.I.A. OCCUPÉ PAR DES CONTESTATAIRES

Une soixantaine de jeunes agriculteurs venant de l'Isère, de la Drôme, du Rhône, de la Savoie, de la Mayenne et de la Loire ont occupé, vendredi après-midi 26 novembre, le siège du Centre national des jeunes agriculteurs, rue La Boétie, à Paris, pour protester contre les méthodes de sélection des animaux départementaux. Depuis le début de l'année, quatre animaux de la Drôme de l'Isère, de la Haute-Corse et de la Vienne ont été refusés à l'examen national d'aptitude dont le jury est constitué de trois membres du C.N.I.A., deux du ministère de l'Agriculture, deux représentants des animaux et un de l'Association du développement agricole (A.D.A.).

Il s'agit d'un règlement de compte du C.N.I.A. avec les agriculteurs qui ne sont pas satisfaits de la réforme de la sélection des animaux. Les manifestants proches du courant des paysans-travailleurs. Le non-agrément d'un animal entraîne non seulement son licenciement, mais également la suppression des subventions versées au centre départemental (C.D.J.A.) par l'ANDA.

Faits et chiffres

M. MICHEL DEBRÉ, ancien premier ministre, député U.D.R. de la Réunion, a posé, vendredi 26 novembre, une question écrite au ministre de l'Industrie, pour lui demander « s'il est exact qu'une coalition d'intérêts étrangers s'oppose à ce que le site de Courdonne (Bouches-du-Rhône) soit choisi pour la construction de la nouvelle centrale européenne thermo-nucléaire ? ».

ACCIDENT MORTEL DU TRAVAIL PRES DE DOULAI. — Un ouvrier domicilié à Fiume-sur-Seine (Yvelines), M. Henri Lelen, quarante-deux ans, père de trois enfants, pilotait une pelle mécanique, vendredi après-midi 26 novembre, à Fiers-en-Escrebois (Nord) — où se poursuit la reconstruction de l'imprimerie Malange, incendiée en juillet dernier, — lorsque l'engin se renversa dans une tranchée. M. Lelen a été tué sur le coup.

LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU PRÉSIDENT FORD pour les négociations commerciales, M. Frederick Dent, a annoncé le 26 novembre que les droits de douane sur le cognac, valant de 3 à 13 dollars selon le conditionnement, sont portés de 1,25 à 3 dollars par gallon. Selon M. Dent, cette décision est motivée par le fait que les négociations entre les États-Unis et la C.E.E. sur les importations de volailles américaines en Europe n'ont pas abouti. C'est donc

un nouvel épisode de la « guerre du poulet » déclenchée dans les années 60 pour le même motif. — (U.P., A.F.P.).

AL SAUDI BANK, première banque privée saoudienne à s'installer en France, a été ouverte officiellement le mercredi 24 novembre. Son capital de 50 millions de francs est détenu à 75 % par une société holding de droit luxembourgeois (Saudi Arab Finance Corporation) regroupant des actionnaires privés saoudiens, notamment certains membres de la famille royale, et à 25 % par une société libanaise, Arab Finance Corp. et son holding luxembourgeois, la Banque de l'Union européenne et la Manufacture Hanover Trust. Banque de dépôt et banques d'affaires, Al Saudi Bank se consacrera notamment au financement du commerce international avec les pays arabes.

LA SIMCA 1100 AS (pour affaires et sociétés) est une nouvelle version utilitaire de la Simca 1100, deux portes, deux places, à l'arrière latérales fixes. Elle entre dans la catégorie des véhicules acquittant la T.V.A. au taux de 20 % et, à ce titre, offre un intérêt particulier pour les sociétés, commerçants et artisans soumis aux E.C. Commerciales en décembre, elle est équipée du moteur 6 CV basse compression fonctionnant à l'essence ordinaire.

سكيا ١١٠٠ اس

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

EMPLOI

Le chômage et des projets de licenciements provoquent de nouvelles réactions

La montée du chômage et les menaces qui pèsent sur l'emploi continuent de provoquer des réactions. La C.F.D.T. qualifie de « politique du pire » les déclarations de MM. Ceyrac, président du C.N.P.F., et Beaulac, ministre du travail, sur la nécessité pour les entreprises de licencier le personnel en surnombre. Elle y voit « une nouvelle atteinte aux droits des travailleurs ».

A Besançon (Doubs), la réunion, le vendredi 26 novembre, des membres de la mission régionale de relance de Lip — réunion à laquelle les représentants des salariés n'étaient pas invités — a donné lieu à une manifestation devant la préfecture, où des inscriptions ont été tracées sur le mur

d'enceinte. Un manifestant a été interpellé. A Roanne (Loire), les quelque mille six cent cinquante salariés des Ateliers roannais de construction textile (A.R.C.T.) ont occupé, le même jour, leur entreprise pour protester une fois de plus contre la décision — prise en mai dernier — de licencier bientôt trois cents personnes. Ce conflit ressortit à la veille d'une journée d'action de la fédération C.G.T. du textile le 30 novembre, au moment où aura lieu une commission paritaire sur l'emploi. Dans la Loire également, c'est toute la population de Chazelles-sur-Lyon qui s'est associée à une manifestation contre les licenciements et le chômage.

Opération « ville morte » à Chazelles-sur-Lyon

Saint-Etienne. — Dans les monts du Lyonnais, le canton de Chazelles-sur-Lyon (Loire) vivait depuis des années. Une activité semi-rurale et une industrie traditionnelle y battent de l'aile. Depuis 1962, la population s'amoindrit à un rythme de 0,5 % par an. Elle est tombée de 5 698 habitants en 1968 à 5 379 en 1975. En une génération, 3 043 emplois ont été supprimés et 33 petites ou moyennes entreprises ont disparu avant la fermeture, au début de ce mois, de la SIC (Société Industrielle de Chapellerie) employant 170 salariés (Le Monde du 12 novembre 1976) suivie, quelques jours plus tard, de l'annonce d'un projet de 90 licenciements dans la dernière entreprise importante, les bougies Eyquem, filiale de Labo-Industrie.

De notre correspondant

Dans cet inhabituel cortège, toutes les couches sociales étaient représentées : chapeliers sans travail, ouvriers menacés de perdre leur emploi, paysans, employés d'administration, parents d'élèves et membres du corps enseignant privé ou public, artisans, commerçants. Devant la Bourse du travail, les banderoles ont été déployées. Il y avait celles, communes, de la C.G.T., de la C.F.D.T., de la C.G.C. et de F.O., celles de la FEN, des écoles publiques, des parents et enseignants catholiques avec des inscriptions comme « On veut vivre à Chazelles », « Des emplois pour tous », « Chômage, urgent importation d'industries ».

Précédant de quelques pas le cortège conduit par les élus locaux, marchaient huit hommes et femmes portant comme une relique un modèle différent de couvre-chef ayant fait longtemps la réputation de Chazelles. « Chazelles ne doit pas porter le chapeau de la politique Giscard-Barre » vinrent dire les représentants des partis de gauche aux manifestants qui s'étaient massés sur les marches de l'hôtel de ville, tandis que M. Armand Bazin, maire de Chazelles et conseiller général,

ses adjoints et des délégués syndicaux étaient reçus à la préfecture par M. Torrado, préfet de la Loire, et M. François Dubanchet, sénateur C.D.S. et premier adjoint au maire de Saint-Etienne, M. Duratour, ministre délégué à l'économie et aux finances.

Présidé par M. Bazin, le comité d'expansion de la Loire a obtenu ces jours-ci l'accord du commissariat à l'industrialisation du Massif Central, à qui il avait demandé une assistance technique en vue de la restructuration économique du canton de Chazelles. M. Bressy, l'un des principaux artisans de la restructuration des Tanneuses d'Annonay, est officiellement mandaté pour cette mission.

PAUL CHAPPEL.

Toute la ville a pris conscience des dramatiques répercussions de cette hémorragie économique. En début d'après-midi, le vendredi 26 novembre, Chazelles donnait l'impression d'une cité déserte, abandonnée. Pas un passant sur les trottoirs, les rideaux des magasins étaient baissés. Un millier d'habitants avaient pris place dans douze cars et dans une cinquantaine de voitures pour rallier Saint-Etienne afin de manifester pour « le droit de Chazelles au travail ».

COLLOQUES ET CONGRÈS

LES JOURNÉES D'ÉTUDES DU C.N.P.F. A DEAUVILLE

La formation continue doit être au service de l'emploi

Deauville. — C'est par une réflexion critique, un appel à des propositions, que se sont déroulées les journées d'études du C.N.P.F. sur la formation continue qui ont réuni, les 25 et 26 novembre à Deauville, quelque cinq cents chefs d'entreprises, responsables de formation et dirigeants d'associations patronales de formation (ASFO). La réflexion critique a porté

sur l'efficacité des politiques de formation menées ces dernières années par les entreprises. L'appel a été lancé par M. Yvon Chautard, vice-président du C.N.P.F. et président de sa commission sociale. « La formation, a-t-il déclaré, doit être mise en priorité au service de l'emploi. » Les propositions ont porté en particulier sur les moyens d'améliorer la qualité et le « suivi » de la formation.

Est-ce pour justifier le fait que le taux de participation des entreprises à la formation permanente n'augmente plus (1) ? Est-ce parce que cette période d'austérité commande qu'on se préoccupe davantage de la rentabilité des efforts consentis dans ce domaine ? Est-ce parce que, après s'être attachés à la mise en place de la loi de 1971, sur la formation permanente, les entreprises jugent qu'il est temps de franchir une nouvelle étape ? Le C.N.P.F. estime en tout cas qu'il faut maintenant passer « du quantitatif au qualitatif ».

Cette déclaration a servi de fil conducteur à vingt-sept groupes de travail, dont les conclusions seront réunies dans un ouvrage que le C.N.P.F. publiera au début de l'année prochaine. Le « qualitatif » consiste d'abord à évaluer les résultats des stages de formation. Tâche facile si l'on s'en tient aux recettes éprouvées : examens de type scolaire, diplômes, etc. Entreprise complexe, lorsqu'il s'agit de mesurer les conséquences psychologiques de la formation acquise, ainsi que les relations nouvelles s'établissant entre l'individu et son milieu professionnel, voire familial. Afin de recenser les difficultés rencontrées au cours des stages et d'améliorer leur contenu, un psychologue, M. Roger Mucchielli, a proposé que les bénéficiaires et les responsables des stages soient dorénavant invités à remplir des questionnaires, qui feraient ensuite l'objet d'un dépouillement systématique.

Seconde préoccupation qualitative, le « suivi », a expliqué en substance M. Bernard Bachelot, directeur de l'éducation d'I.B.M.-France, consiste à mesurer les effets de la formation dans le temps, à analyser ses résultats, à corriger la politique menée, à la relancer, à lui donner plus de

De notre envoyé spécial

cohésion, à faire en sorte qu'elle devienne un réflexe naturel des salariés et de la hiérarchie. A cette prise en charge de la formation par l'ensemble de l'entreprise s'oppose la mainmise des spécialistes. C'est un danger que le C.N.P.F. veut éviter. M. Yves Corpet, délégué général à la formation, a, en particulier, insisté pour que les responsables des formations quittent leur poste au bout de quelques années et pour que les ASFO soient mieux contrôlées par les organisations patronales, qui les ont créées afin d'éviter « une concurrence avec les réalités de l'entreprise » telle qu'on l'observe dans l'éducation nationale.

C'est toutefois le renfort apporté par le C.N.P.F. aux orientations du gouvernement, dans le domaine de la formation permanente, qui a donné la note politique de ces

journées. Le C.N.P.F. encourage l'Etat à consacrer, comme il le fait, l'essentiel des crédits de la formation professionnelle aux stages en faveur des demandeurs d'emploi, mais il est plus réticent à inciter les entreprises à utiliser une partie de leur budget formation pour financer de tels stages. Il approuve aussi la relance de l'apprentissage, mais celle-ci coûtera peu aux employeurs. Il demande le développement des contrats emploi-formation (C.E.F.), mais aussi de pouvoir dorénavant déduire le coût de ceux-ci de la taxe d'apprentissage.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Après avoir augmenté de manière continue jusqu'en 1974, ces crédits représentent en 1975 — dernier chiffre connu — 1,83 % de la masse salariale, soit 5,5 milliards de francs, contre 1,83 % l'année dernière. L'obligation légale est de 1 %.

(2) Ces contrats offrent aux jeunes de dix-sept à vingt-cinq ans un emploi et une formation, au financement de laquelle l'Etat participe.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

PREMIÈRE DIRECTION - PREMIER BUREAU

ARRÊTÉ

Prescrivant l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux à réaliser pour le remembrement à TOULOUSE des services centraux de la Météorologie Nationale.

Le Préfet de la Région « MIDI-PYRENNES »

Préfet de la HAUTE-GARONNE.

Officier de la Légion d'Honneur,

VU l'ordonnance n° 58 997 du 23 octobre 1958 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, ensemble le décret n° 59 701 du 6 juin 1959 modifié par le décret n° 76 432 du 14 mai 1976 portant règlement d'administration publique sur les procédures d'enquête et notamment son titre premier ;

VU le décret n° 72 195 du 29 février 1972 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le plan d'urbanisme directeur de TOULOUSE approuvé par décret du 31 juillet 1962 et mis en révision le 1^{er} avril 1963 ;

VU le projet de remembrement à TOULOUSE des services centraux de la Météorologie Nationale ;

VU les pièces du dossier transmis par le Directeur Départemental de l'Équipement pour être soumises à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de ces travaux et notamment une notice explicative et l'ordre de grandeur des dépenses ;

VU la liste des commissaires enquêteurs publics au recensement des actes administratifs de la Préfecture de la HAUTE-GARONNE le 1^{er} mars 1976 ;

Considérant que l'opération est compatible avec le Plan d'Urbanisme Directeur de TOULOUSE approuvé par décret du 31 juillet 1962 et mis en révision le 1^{er} avril 1963 ;

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER. — Il sera procédé à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique portant sur le projet de remembrement à TOULOUSE des services centraux de la Météorologie Nationale.

ARTICLE 2. — Il est institué une Commission d'Enquête constituée par :

Président : M. Abel GROC, Chef de Division Honoraire de Préfecture, 18, rue Devouille, à TOULOUSE ;

Membres : M. Roger SABALOT, Ingénieur Divisionnaire Honoraire des T.P.E., 25, rue de Metz, à TOULOUSE ;

M. Paul GLENNAN, architecte D.P.L.G., 18, rue Tolosane, à TOULOUSE.

La commission d'enquête siégera à la Mairie de TOULOUSE (Direction Domaines Publics et Privés).

ARTICLE 3. — Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés pendant quarante-cinq jours consécutifs à la Mairie de TOULOUSE (Direction Domaines Publics et Privés), du 1^{er} décembre 1976 au 21 janvier 1977 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance, de 7 h. 45 à 12 h. 15 et de 14 h. à 16 h., sauf les samedis et dimanches.

Par ailleurs, pendant le même délai, une maquette ainsi qu'un plan de masse au 1/10.000 seront tenus à la disposition du public.

ARTICLE 4. — Préalablement à la date d'ouverture de cette commission, le registre d'enquête déposé à la Mairie de TOULOUSE sera coté et paraphé par les membres de la commission d'enquête.

ARTICLE 5. — Toute personne ayant des remarques ou suggestions à formuler sur le projet soumis à l'enquête pourra soit consigner directement ses observations sur le registre ouvert à cet effet, soit adresser ces dernières par lettre recommandée au Président de la Commission d'Enquête - Mairie de TOULOUSE, Direction Domaines Publics et Privés.

ARTICLE 6. — Les 15, 20 et 21 janvier 1977, de 10 heures à 12 heures, l'un des membres de la commission d'enquête désignés à l'article 2 ci-dessus recevra à la Mairie de TOULOUSE - Direction Domaines Publics et Privés toute personne qui souhaiterait obtenir des informations complémentaires ou que la commission d'enquête jugerait utile de consulter.

ARTICLE 7. — A l'expiration du délai fixé à l'article 2 ci-dessus, le registre d'enquête sera coté et paraphé par le Maire de TOULOUSE et transmis dans les vingt-quatre heures avec le dossier d'enquête au Président de la Commission d'Enquête.

Le commissaire d'enquête remettra le dossier accompagné de ses conclusions dans un délai de trente jours à compter de la clôture des opérations au Préfet de la HAUTE-GARONNE.

ARTICLE 8. — Toute personne qui en exprimera le souhait pourra prendre connaissance du rapport dressé par la Commission d'Enquête à compter du 28 février 1977 à la Mairie de TOULOUSE.

ARTICLE 9. — Le présent arrêté sera inséré en caractères apparents une première fois avant le 28 novembre 1976, une seconde fois dans la période comprise entre le 7 et le 15 décembre 1976 dans les journaux quotidiens suivants : « LE MONDE », « LE FIGARO », « LA DÉPÊCHE DU MIDI » et « LA CROIX ». Un exemplaire de chacun de ces journaux portant publication de l'arrêté préfectoral de ce jour sera joint au dossier d'enquête.

ARTICLE 10. — Le présent arrêté sera affiché notamment : à la Préfecture de la HAUTE-GARONNE, à la porte de la Mairie de TOULOUSE, à proximité des lieux où se déroulent les opérations de remembrement, à TOULOUSE SAINT-CYPRIEN et de TOULOUSE VICTOIR-HUGO, à la gare de TOULOUSE-MATABIAU, ainsi que dans les quartiers suivants de TOULOUSE : LA CROIX, L'ARRENIER, SAINT-SEMON, LE MIRAIL, et en bordure du C.D. 23. Ces formalités devront être effectuées au plus tard avant le 4 décembre 1976 et justifiées par un certificat du Maire de TOULOUSE.

ARTICLE 11. — Des copies du présent arrêté seront adressées :

- à M. le Maire de TOULOUSE,
- aux membres de la Commission d'Enquête,
- au Ministère de l'Équipement,
- au Directeur Départemental de l'Équipement.

ARTICLE 12. — Le Secrétaire Général de la HAUTE-GARONNE, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Maire de TOULOUSE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

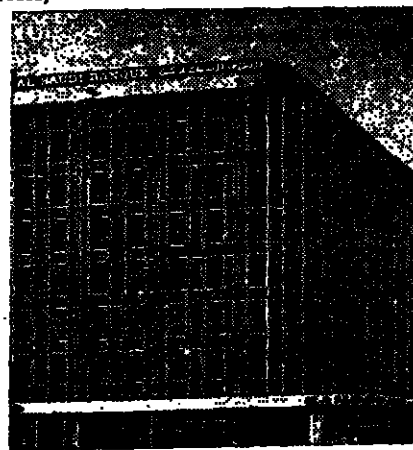
Pour ampliation, pour le Préfet :
le Chef de Bureau, délégué,
J. MEULET.

Toulouse, le 23 novembre 1976.
Pour le Secrétaire Général,
Paul JEAN.

البنك السعودي

أهلاً وسهلاً في داركم

Au 51 de l'avenue George-V, à Paris, s'ouvre la porte des marchés du Proche-Orient. Et, particulièrement, le marché de l'Arabie Saoudite, 7 milliards de dollars d'importations en 1975, 142 milliards de dollars d'investissements programmés sur 5 ans. Première banque à capitaux privés saoudiens hors d'Arabie, nous offrons un contact direct avec le monde arabe des affaires.



Nos actionnaires et fondateurs : Saudi Arab Finance Corporation, Arab Finance Corporation, Banque de l'Union Européenne, Manufacturers Hanover International Finance Corporation. Notre capital : 50.000.000 F. Tél. 720.86.08 Télec SAUDBK 630349 F. Câble Saudi banque.

Al Saudi Banque

صَبَّحْنَا مِنَ الْإِصْبَلِ

LA REVUE DES VALEURS

Bourse de Paris

SEMAINE DU 22 AU 26 NOVEMBRE 1976

ENLISEMENT

Le mouvement de repli s'est poursuivi presque sans interruption cette semaine à la Bourse de Paris et les différents indices ont encore fléchi de 1,5 %.

Sur de nouvelles ventes, liées à la mise en règlement judiciaire d'un petit établissement financier du Nord, la société Charles Fierier de Roubaix (six cents clients environ) spécialisée dans la gestion de portefeuilles, la baisse se résumait dès lundi, jour de liquidation générale. Une liquidation générale bien triste, puisque à nouveau perdante de 3 % en moyenne, le compartiment bancaire faisant exception. Le lendemain, pour le début du dernier mois boursier de l'année, le marché se ressaisissait un peu. Pas longtemps. Mercredi, l'effacement reprenait et allait se poursuivre jusqu'à la veille du week-end, et bien que la Bourse se retrouvait à son plus bas niveau de l'année.

Cela aurait pu être pire, affirmait les professionnels sous les colonnes du palais Brongniart. De fait, sans l'intervention discrète mais efficace des organismes de placement collectif, la baisse aurait probablement été plus importante.

En effet, l'actualité, une fois encore, a été défavorable à la Bourse. Outre les nombreux coups enregistrés au sein de la majorité, qui prennent l'allure d'une véritable bataille rangée, la crédibilité et l'autorité de M. Barre se sont brusquement affaiblies. D'abord avec le discours virulent prononcé par le premier ministre dans lequel il dénonçait l'attitude suicidaire des chefs d'entreprise, qui, méfiant, se refusent à investir. Ensuite avec le très mauvais indice des prix d'octobre (+ 0,9 %), premier mois de la mise en application du plan de lutte contre l'inflation. Enfin, avec la perspective du malheur, au-delà de la date prévue, du pal de certains prix et la hausse du coût de la vie ne se ralentissant pas. Ce qui paraît probable compte tenu du relèvement des tarifs de l'essence en novembre.

Aut valeurs étrangères, les allemandes se sont mises en vedette. Les pétroles internationaux ont aussi fortement monté. Les mines d'or, en revanche, se sont affaiblies et les américaines ont été irrégulières.

Sur le marché de l'or, où l'activité a décliné, le lingot a légèrement fléchi, perdant 15 F à 21 180 F. Repli également du napoléon à 229,30 F contre 233,90 F.

P. C.

UN REDRESSSEMENT A LA JAPONAISE

Doublement ses profits en l'espace de neuf mois comme l'a fait la B.A.S.F. constitue déjà une performance, même si la période prise en compte pour la comparaison apparaît mal choisie dans la mesure où elle a été nettement marquée par l'industrialisation chimique et que le phénomène de correction a pu pleinement jouer avec la reprise de l'activité. Que dire des résultats de Bayer, qui, en septembre, a dégagé un bénéfice avant impôts de 104 millions de francs en hausse de 132 % pour un chiffre d'affaires accru de 21,7 %.

Avec le boulet des fibres chimiques (7 % du chiffre d'affaires) tiré par la firme de Leverkusen — cette division lui coûte cette année 104 millions (plus de 900 millions de F), par rapport à la Bie et de 37 % par rapport à la Iva et des prix qui ne bougent pas : cela devient un joli tour de force, qui a permis de rejoindre les niveaux de 1974 (année record). Malgré les difficultés qui restent à surmonter, les dirigeants de Bayer demeurent optimistes. Pour 1976, ils tablent sur un chiffre d'affaires mondial de 26,8 milliards (+ 18,5 %) et pour 1977 sur un retour à une croissance normale (+ 6 %) du volume des ventes. De l'avis du vice-président, M. H. M. M., le prochain exercice sera quand même dur. Les fibres chimiques resteront dans le rouge à l'avenir. En outre, le dividende sera difficile à décaisser. En attendant, le dividende ramené de 8,50 à 7,50 F pour 1975, sera majoré comme promis. Une preuve supplémentaire d'optimisme. — A. D.

Valeurs à revenus fixe

ou indexées

L'emprunt national pour les moyennes et petites entreprises et l'emprunt 10,80 % 1976 a retrouvé son nominal pour la première fois depuis son introduction à la cote officielle, courant octobre.

Le Groupement de l'Industrie

	28 nov.	diff.
4 1/2 % 1973	612	+ 4,80
7 % 1973	620	+ 0,80
Empr. 10,30 % 1975	94,81	+ 0,09
10 % 1976	100,03	+ 0,01
Empr. 12,50 % 1976	100,03	+ 0,01
4 1/4 % 1983	102,18	+ 0,02
4 1/4 - 4 3/4 % 1983	89,29	+ 0,29
5 1/2 % 1985	104,50	+ 0,70
6 % 1985	106,00	+ 0,50
6 % 1987	105,10	+ 0,50
C.N.E. 2 %	103,13	+ 0,13

sidérurgique, G.I.S., va procéder, à partir de lundi, à l'émission d'un emprunt de 700 millions de francs au taux nominal de 11,40 % (taux de rendement actuariel : 11,33 %).

Ranvies, assurances, sociétés

d'investissement

La situation provisoire de Soudab au 30 septembre laissait apparaître un bénéfice (hors plus-values) de 15,1 millions de francs (contre 13,5). Les dirigeants de

cette société estiment que le bénéfice net 1976 devrait atteindre 20 millions de francs — ce qui

	28 nov.	diff.
Bell Equipement	145	+ 2
B.C.T.	104	+ 4
Compagnie bancaire	284,50	+ 2,50
C.C.F.	235	+ 7,70
Crédit foncier	325	+ 7
Crédit lyonnais	325	+ 14,50
Financ. de Paris	138	+ 1,50
Leclercq	123,50	+ 23,50
Prothail	310	+ 10
U.C.B.	181,50	+ 1,50
La Rénia	305	+ 10
S.M.I.	325	+ 4
Chargeurs réunis	168,50	+ 5,50
Suratrac	175,50	+ 2,50
Schneider	125,50	+ 1,50
Suez	185	+ 5,50
A.G.F. (I)	204,50	+ 20,70

(1) Ex-droit attribution : 20,40 F.

représenterait une augmentation de 12 % — et permettrait de distribuer un dividende supérieur de plus de 10 % au précédent.

Alimentation

Guyenne et Gascogne va augmenter son capital par incorporation.

	28 nov.	diff.
Beghin-Say	65,05	+ 2,95
B.N.-Gerv.-Dan.	478	+ 21
Carrefour	1306	+ 12
Cashco	1048	+ 10
C.L.C.	178,50	+ 0,10
Monm	371,50	+ 5,50
Oudin et Cahy	126,10	+ 3,70
Perrier-Biscuits	35	+ 1,50
Radax	372	+ 1,50
Raffinerie St-Louis	74	+ 4,50
S.I.A.S.	222	+ 1,50
Verve	415	+ 15
Vilprieux (I)	330	+ 62,50
Club Méditerranée	35	+ 1,50
Parry	83	+ 0,40
Jacques Borel	212	+ 35,50
P.L.M.	620	+ 10
W.D.	639	+ 120

(1) Ex-droit attribution de 38 F.

tion de réserves et attribution gratuite d'une action nouvelle pour trois anciennes.

Pâtisseries, textiles, magasins

Dans le cadre du plan de redressement de Prénatal, le réseau de la filiale d'exploitation

	28 nov.	diff.
Dollfus-Mieg	42,10	+ 3,90
Semmer-Albert	485	+ 4
Leclercq	68	+ 4
La Soie	63,20	+ 1,50
Vitex	91,10	+ 1,50
C.L.C.	42	+ 4,50
Galeria Lafayette	54,40	+ 1,50
Paris-France	85	+ 1,50
Prénatal	32,80	+ 2,30
Prénatal	32,80	+ 2,30
La Redoute	578	+ 1
Prénatal	27,40	+ 5,10

Sodirge serait alléger par la cession d'une doublette de magasins faisant double emploi.

Régime et travaux publics

Un seul titre s'est détaché dans le compartiment : Dumas, qui laisse prévoir pour l'exercice 1976 un résultat consolidé de 140 millions à 150 millions de francs.

	28 nov.	diff.
Auxil. d'entrepr.	179,50	+ 1,80
Bouygues	282	+ 1
Chim. et Bouteille	91,80	+ 0,80
Chimie française	2,78	+ 0,78
Dumas	494	+ 37
Est. J. Lefebvre	156,50	+ 5,50
G.I.S.	122	+ 1
Gds Travaux de Mar.	175	+ 2
Lafarge	182,10	+ 1
Mohand Frères	122	+ 1
Poliet et Chausson	147,50	+ 0,50

en 1976). Une légère augmentation du dividende serait envisagée, s'appliquant à un capital augmenté par attribution gratuite de trois actions pour cinq.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Légère hausse

Réduire à quatre séances en raison de la célébration du Thanksgiving Day, jeudi, la semaine a été plutôt positive à Wall Street, où l'indice Dow Jones a gagné 7,82 points pour s'établir à 958,82 à la veille du week-end.

Le climat est cependant resté prudent.

D'une part, la baisse du taux de base des banques à 6,25 % ne s'est pas — comme beaucoup l'espèrent — généralisée. D'autre part, la pause économique semble se poursuivre, les ventes de voitures demeurant, par exemple, à des niveaux plutôt décevants.

L'activité de la semaine a porté sur 75,44 millions d'actions contre 108,18 millions la semaine précédente (cinq séances).

Indice Dow Jones des transports, 226,35 contre 221,80; des services publics, 102,76 contre 100,24.

	Cours 19 nov.	Cours 26 nov.
Alcoa	53 1/4	54 3/8
A.T.T.	43 1/2	44 1/2
Boeing	43 1/2	44 1/2
Chase Man. Bank	27	27 1/2
Du P. de Nemours	122 1/4	123 1/4
Eastman Kodak	86 1/4	86 3/4
Exxon	57	57 1/2
General Electric	51 3/4	52 1/4
General Foods	28 1/2	28 3/4
General Motors	70 5/8	70 7/8
Goodyear	23 1/4	23 1/2
I.B.M.	27 1/2	27 3/4
L.T.T.	20 3/4	20 3/4
Kennecott	26 1/4	26 1/4
Mobil Oil	37	37 1/2
Pfizer	27 1/4	27 3/4
Schlumberger	58 1/2	58 3/4
Tesco	26 1/2	26 3/4
U.A.L. Inc.	24 3/4	25 1/4
Union Carbide	56 1/2	57 1/2
U.S. Steel	46 1/2	46 3/4
Westinghouse	18 1/4	18 1/2
Xerox Corp.	54 1/4	54 3/4

LONDRES

Léger repli

Les cours se sont légèrement repliés cette semaine au Stock Exchange en dépit de la meilleure tenue de la livre et de précédentes écroulements favorables.

La prolongation des discussions avec le F.M.I. à propos de l'emprunt sollicité par le gouvernement britannique et la possibilité de nouveaux conflits chez les mineurs sont à l'origine du malaise.

Indice « Financial Times » des industrielles : 302,5 contre 307,2; fonds d'Etat : 58,56 contre 58,44; mines d'or : 132,7 contre 138,8.

Cours 19 nov. Cours 26 nov.

	19 nov.	26 nov.
Rowat	159	162
Brit Petroleum	716	749
Charter	120	122
Courtauld	52	53
De Beers	203	193
Fr. State Gold	11 1/2	11
Gl. Dist. Stores	122	124
Imp. Chemical	200	200
Shaw	480	411
Vickers	128	121
War Loan	23 7/8	23 7/8

FRANCFORT

Raffermisssement

Les cours se sont raffermis cette semaine à la Bourse de Francfort, où en dépit de ventes bénéficiaires en fin de semaine, l'indice Com-mersbank s'est établi à 719,4, contre 711,6 le vendredi précédent.

	Cours 19 nov.	Cours 26 nov.
A.B.G.	51,10	52,10
B.A.S.F.	250,50	255,50
Bayer	130,50	134,50
Commerzbank	181,50	186,50
Deutsche Bank	133,50	138,50
Manneberg	335,50	339,50
Siemens	254,50	256,50
Volkswagen	134,50	137,50

Un marché unique

La réforme de la Bourse de Paris, dont les grandes lignes avaient été formulées en mars dernier par le F.M.I., syndicat de la Compagnie des agents de change, va trouver son premier point d'application.

M. Florany, en effet, a annoncé que la distinction entre le marché à terme et le marché au comptant va disparaître, le principe d'un marché unique étant virtuellement adopté. L'ensemble des valeurs sera négocié sur un seul marché au comptant, la possibilité étant offerte à la clientèle d'engager et de pour-suivre les opérations à découvert grâce à des mécanismes nouveaux de prêts d'argent et de titres sur un nombre limité de valeurs dont la liste sera arrêtée et actualisée par la Chambre syndicale des agents de change. Le marché conditionnel (prime) sera conservé, des contrats d'options négociables étant expérimentés.

Il reste néanmoins à choisir entre deux types de marché unique, la décision devant être prise à la fin de l'année pour mise en application à la fin du premier semestre 1977 ou au début du second. On trouve, d'un côté, un marché au comptant classique, du type américain, reposant sur une compensation des opérations à découvert, et, de l'autre, un marché à terme, où les opérations sont effectuées sur la base de titres et de titres.

On trouve de l'autre un marché au comptant « adapté », du

type anglais, fondé sur une compensation par quinquaine, et, en fait, toutes les opérations se feront sur la base de titres. Les boursiers français, habitués à des négociations faisant connaître leurs intentions à cette occasion et gardant la liberté d'obtenir un règlement de fonds ou une livraison de titres par anticipation moyennant paiement d'une commission (ou agio).

En gros, cela signifie, d'abord, que la vieille distinction entre le comptant et le terme va disparaître, ce qui mettra fin aux différences de cours parfois étonnantes qui existaient sur les deux marchés à propos d'une même valeur. Ensuite, l'ancienne technique du report, qui par une habile fiction juridique, permettait aux détenteurs de capitaux de faire passer leur prêt d'argent pour un bénéfice de « Bourse », fin à l'avance et non taxable à l'I.R.P.F., va disparaître. Elle sera remplacée par une technique plus classique de prêt d'argent au taux du marché monétaire, à un niveau plus élevé mais taxable à l'I.R.P.F. et justiciable du pré-lèvement forfaitaire de 33,33 %.

Notons que le report traditionnel serait tombé, de toute façon, sous le coup de la taxation des plus-values.

Il n'est pas obligatoire que cette nouvelle formule soit plus onéreuse que celle du report, dont le taux de base, traditionnellement réduit à 5 % pour le marché monétaire, est majoré d'une cascade de courtages, de frais et de taxes (7 au total), qui le porte à plus de 11 % l'an. — P. R.

Métallurgie, constructions

mécaniques

Redressement parfois sensible de valeurs de sidérurgie, très touchées ces derniers temps en raison de l'aggravation de la crise dans ce secteur. L'emprunt d'au-

	28 nov.	diff.
Châtillon	31,50	+ 2,50
La Chaux	77,50	+ 2,50
Creusot-Loire	33,50	+ 1,70
Demidov	85	+ 2
Marine-Firminy	54,50	+ 0,50
Métal Normand	67,50	+ 2,50
Tréport	35,50	+ 1,50
Sandier	33,10	+ 1,10
Senales	75,50	+ 5,45
Uster	35	+ 2
Vallourec	123,50	+ 1,50
Alpi	60,50	+ 0,50
Bochard-Fives	75,50	+ 1,15
Gédr. de fondée	142	+ 1
Podina	150	+ 8
Sagana	451	+ 15
Saint-Denis	77,10	+ 0,10
Penhoët	202,50	+ 12,50
Cicrona	39	+ 0,50
Perodé	321	+ 0,50
Faugnot	155,70	+ 5,50

tomme du G.I.S. sera lancé comme d'habitude (voir en début de page).

Les Ets Mapp Frères ont fixé à 195 F (imposé) leur bénéfice global.

Pétroles

Brasque reprise de Pétroftina et avance de Royal Dutch.

Nord-Hydro a touché son plus haut niveau de l'année dans un marché très animé qui a subi des ventes bénéficiaires après la déclaration du directeur général, M. Holm, qui choisit la France, premier actionnaire étranger avec 22 %, pour prononcer sa première grande conférence de presse. Tout en restant très optimiste sur le développement des revenus tirés du pétrole, qui représenteront plus de 50 % du bénéfice l'an prochain, et se confortant grâce au prix de Frig, il a déclaré que l'entreprise en cours ne serait pas une bonne année. Les espoirs in-

	28 nov.	diff.
Aquitaine	238,50	+ 2,50
Esso	49,50	+ 2,50
France	85,50	+ 2,50
Pétroles B.P.	130	+ 0,30
Primagaz	101	+ 10,50
Elf	621	+ 4
Sogehap	74,40	+ 0,50
Rxon	280	+ 7
Nord-Hydro	225	+ 2,50
Pétroftina	597	+ 33
Royal Dutch	238	+ 13,50

teurs ayant été déçus. Selon toute vraisemblance, le dividende serait maintenu à 12 % d'un nominal par action, qui sera porté de 60 couronnes à 100 couronnes en deux étapes.

Quant au financement du programme d'investissements en cours, « les moyens actuels sont suffisants », un appel au capital ne devant être effectué, vraisemblablement, avant l'achèvement dudit programme, fin 1977.

Bien que le pétrole soit le poste le plus important dans l'avenir, Nord-Hydro maintiendra et développera ses activités chimiques lourdes et métaux légers (magnésium notamment).

Mines, caoutchouc, outre-mer

mer

Le dividende final de Rand Selection, pour l'exercice au 30 septembre 1976, s'élève à 35 cents contre 43 cents, faisant pour l'an-

	28 nov.	diff.
Imetal	89,50	+ 1,10
Peñaroya	41,50	+ 0,50
Asarco	140,50	+ 0,50
Charter	10,10	+ 0,65
Internat. Nickel	145,50	+ 7,50
B.T.Z.	12,50	+ 0,50
Tanganyika	12,65	+ 0,65
Union minière	136,50	+ 2
Z.C.T.	0,88	+ 0,65
Butchman-Maps	55	+ 5
Kleber	46,10	+ 0,40
Michelin	1130	+ 4

née un total de 66 cents contre 70 cents.

Comme prévu, les actionnaires de Michelin reçoivent une action « B » pour dix actions anciennes « A » ou « B » indistinctement.

Valeurs diverses

La société Seltzer-Leblanc a fixé à 12 francs le montant de son dividende global. Compte tenu

	28 nov.	diff.
L'Air liquide	321,50	+ 2,50
Bic	742	+ 2
Ascar	85	+ 5
L'Oréal	89	+ 5
Club Méditerranée	380	+ 14,50
Arjomari	135,10	+ 7,10
Hachette	145,50	+ 2,50
Presses de la Cité	157	+ 5
St-Gob. P.-d.-M.	107,10	+ 2,50
Sika Rossignol	154	+ 12
Chargeurs réunis	168,50	+ 5,50

d'une attribution gratuite d'une pour cinq en mai 1976, la progression ressort à 20 %.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. **DIPLOMATIE**
 - La visite de M. de Gaulle à Bonn.
 - L'Assemblée générale de l'ONU regrette le veto des Etats-Unis à l'admission du Vietnam.
- 2-3. **EUROPE**
 - R.D.A. : les prolongements de l'offensive berlinoise.
 - La réunion de l'Internationale socialiste à Genève.
4. **PROCHE-ORIENT**
 - LIBAN : l'O.L.P. critique violemment la politique de Damas.
4. **AMERIQUES**
 - CANADA : au Québec, M. René Lévesque a formé le nouveau gouvernement.
4. **AFRIQUE**
4. **ASIE**
10. **EDUCATION**
 - La fermeture de l'université de Provence interdite par le recteur.
10. **JEUNESSE**
10. **SPORTS**
 - AUTOMOBILISME : une incursion dans l'étranger.

LE MONDE A JOURNÉE

- PAGES 11 à 18
- Au fil de la semaine : Les goulots de la France, par Pierre Vianon-Fort.
 - Lettre de Sullon Vos (des Shetland), par Yvonne Hebert.
 - Revue des revues, par Yves Florenne.
 - Couple : Le silence, par Paul Denois.
 - RADIO-TELEVISION : Les classes moyennes au magasin « Vendredi », par Anne Rey ; « le Journal d'un prétre ouvrier », par Claire Desvieux ; La radiofréquence des années 60 (IV), par Jean d'Arcy.
 - 19-20. **POLITIQUE**
 - Questions orales à l'Assemblée nationale.
 - Le débat budgétaire au Sénat.
 - 21. **JUSTICE**
 - Le syndic de la magistrature envisage de se prononcer sur la peine de mort.
 - 22. **EDITION**
 - LIBRES OPINIONS : « Pour une nouvelle politique », par Guy Henner.
 - 22-23. **ARTS ET SPECTACLES**
 - CINÉMA : le Jeu du soldat, de Jean-François Adam.
 - 24. **EQUIPEMENT ET REGIONS**
 - Les travaux continuent à Bormes-les-Mimosas.
 - 24-25. **LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE**
 - Les journées d'études du C.N.P.F. à Deauville.
 - 26-27. **LA SEMAINE FINANCIERE**

LIRE EGALEMENT

- ANNONCES CLASSÉES (26) : Carnet (21) ; Informations pratiques (20) ; « Journal officiel » (20) ; Méthodologie (20) ; Mots croisés (20).

SUR MESURE OU DEMI-MESURE
CHÉMISES

LES
BELLAS

«... à votre goût...
à votre taille...
à votre longueur de manche...»

"DURFOR"
à Saint-Georges-Flers-61100 Orne

ARTICLES DE QUALITÉ
POUR LES CLASSES SUPÉRIEURES

ALBUM GRATUIT SUR DEMANDE
ADRESSE UTILE À CONSERVER

Contre le Froid, le Vent, l'Humidité
Les Fumeuses
CHÉMISES "VITALAINE"
en flanelles isolantes
PRÉSERVENT LA SANTÉ

Le numéro du « Monde »
daté 27 novembre 1976 a été
tiré à 568 316 exemplaires.

A B C D E F G

Le gouvernement mise sur un développement de la pétrochimie dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais

M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, a présenté, vendredi soir 26 novembre, les mesures arrêtées par le gouvernement au cours d'un comité inter-ministériel d'aménagement du territoire. Outre les dossiers des contrats de pays et des villes moyennes (le Monde du 27 novembre), M. Lecanuet a annoncé que le gouvernement avait décidé de prolonger, jusqu'en 1980, l'action de la mission d'aménagement du Languedoc-Roussillon.

L'aménagement du plateau de Valenciennes, près de Lille, doit être un des points forts de la façade méditerranéenne. Aussi le gouvernement a-t-il décidé d'y favoriser des implantations du secteur tertiaire de haut niveau et de rayonnement international. Dès 1978, une ligne spéciale au budget des services généraux du premier ministre sera ouverte pour le plateau de Valenciennes.

Enfin, un programme quinquennal visant à résoudre les problèmes des zones d'ombre de télévision sur l'ensemble du territoire, avec, dans un premier temps, un effort spécial pour l'Alsace — a été approuvé.

Le « gros morceau » du comité était l'annonce de mesures en faveur du Nord-Pas-de-Calais. Plusieurs de ces mesures étaient connues et leur présentation relève davantage de la confirmation. Parmi les plus importantes on

peut retenir : la volonté d'installer des industries pétrochimiques dans le bassin minier, liée au transport d'éthylène depuis le vapo-craqueur de Dunkerque ; la sous-traitance, l'aménagement de la zone industrielle de Somain-Aniche, le renforcement de Lille comme métropole tertiaire, l'industrie agro-alimentaire et le centre de froid de Boulogne, les équipements universitaires à Calais et à Valenciennes, un effort pour les hôpitaux (Béthune), l'humanisation des grands ensembles d'habitation.

Pour sa part, M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T. et candidat de la majorité présidentielle à la mairie de Lille, a indiqué, samedi 27 novembre, que ce programme — qu'il évalue à 500 ou 600 millions de francs ses crédits budgétaires — ne représente qu'un « premier trait » de mesures qui seront suivies par d'autres avant la fin du VII^e Plan.

DES CONFIRMATIONS

De notre correspondant

Lille. — On ne trouve guère dans la presse régionale du Nord de ce samedi 27 novembre de commentaires chaleureux sur les décisions prises vendredi par le comité inter-ministériel de l'aménagement du territoire. On parle d'efforts mesurés, d'« aides modiques », de « mini-mesures », et l'on souligne surtout que fort peu de mesures sont accompagnées d'« espèces sonnantes et trébuchantes ».

À la vérité, les « vingt mesures » mises en vedette représentent fidèlement, mais en partie seulement, les propositions du préfet de région, M. André Chadeau, mises au point en accord avec les services parisiens, pour le VII^e Plan. À la veille de la venue de M. Giscard d'Estaing et du gouvernement à Lille, on a fait une première gerbe de quelques opérations prévues dans les programmes d'actions prioritaires d'initiative régionale, sans toutefois en préciser dans la plupart des cas les délais d'exécution. On sait (« le Monde » du 26 novembre) que le plan approuvé par le conseil régional allait bien au-delà des perspectives entrevues dans le document officiel.

À propos de la pétrochimie dans le « pays noir », on croit savoir que le transport de l'éthylène se fera de

préférence par barges sur le canal à grand gabarit plutôt que par pipeline.

Pour ce qui concerne la rénovation de l'habitat dans les communes minières, le gouvernement ne fait que répéter l'engagement de M. Jacques Chirac lors de sa visite dans le Nord : trois mille logements rénovés par an, et cela sur vingt années, engagement qui semblait avoir été freiné ces derniers temps, ce qui avait soulevé des protestations. Le volé à nouveau confirmé.

Pour les liaisons routières, rien de vraiment neuf non plus. On note le « coup de pouce » pour les roades minières, la voie rapide entre l'autoroute A 26 et Calais, qui est une solution transitoire, l'autoroute ne passant pas se justifier maintenant... Rien de neuf non plus pour le raccordement du canal à grand gabarit au réseau belge au nord de Valenciennes et de Lille.

Quant à l'extension des usines Chrysler-France à Froidfontaine, il s'agit là encore d'une confirmation.

Beaucoup des mesures annoncées vendredi restent donc des projets sans accompagnement financier, qui réclameront d'ailleurs des efforts — qui n'ont pas été chiffrés non plus — des collectivités locales. Or, on sait que depuis des années, dans beaucoup de domaines, les retards se sont accumulés. En sera-t-il autrement pour cette année du VII^e Plan ?

GEORGES SUEUR.

NOUVELLES FRONTIÈRES
TOURAIL ENTRE

DÉCOUVERTE INDIVIDUELLE

DÉPART DE PARIS

TUNIS	720 F
ALGER	780 F
LE CAIRE	1 300 F
NEW YORK	1 450 F
NAIROBI	1 750 F
SANAA	1 800 F
BANGKOK	2 050 F
BOMBAY	2 250 F
RIO	2 800 F
LIMA	3 050 F

ALLER - RETOUR

BON À DÉCOUPER ET À ENVOYER
à NOUVELLES FRONTIÈRES
66, bd Saint-Michel - 75006 PARIS
Tél. : 325.57.51 - 633.28.91

NOM
RUE
VILLE

Je désire recevoir
la documentation
sur le voyage

Après les programmables
TEXAS INSTRUMENTS
SR 55 SR 52
Découvrez chez **FRANKLIN**
le **SR 60** 2000
UN CALCULATEUR
CONVERSATIONNEL

Le gap entre calculatrice et ordinateur
est comblé !!

- Écran LCD avec affichage
- Imprimante thermique intégrée
- 400 programmes (dont jusqu'à 5760)
- 40 mémoires (dont jusqu'à 420)
- Afficheur de cartes magnétiques
- En option : clavier
- Mémoire cassette
- Machine à écrire
- Table de calcul

FRANKLIN 2000 Montparnasse
8 Rue de l'Arrivée 75015 PARIS 948.32.00
FRANKLIN 2000 Strasbourg
2 Rue de Metz 67000 STRASBOURG 82.50
FRANKLIN 2000 La Défense
Librairie EVASION 16 Place des Reflets
Quartier Alsace 92400 La Défense 776.51.63

La préparation des élections municipales à Paris

LA CANDIDATURE DE M. D'ORNANO DIVISE DE PLUS EN PLUS LA MAJORITÉ

M. Pierre Bas, député U.D.R. et président du groupe Paris-Majorité du conseil de Paris, avait écrit, à M. Bertrand de Malgret et Pierre Lépine, respectivement présidents des groupes républicain indépendant et centriste, pour leur demander que les différentes formations de la majorité représentées au conseil de Paris se réunissent ensemble pour la candidature de M. D'Ornano à la mairie de Paris et de la constitution de listes communes.

M. de Malgret et Lépine ont répondu à M. Bas en indiquant qu'ils acceptaient de rencontrer les représentants de l'U.D.R. à condition que ceux-ci ne remettent pas en cause le choix fait par l'élusé en faveur de l'actuel maire de Paris, M. de Malgret. M. de Malgret précise : « Dans ces conditions, nous sommes prêts à nous réunir à tout moment avec vos représentants et ceux des autres formations de la majorité pour constituer les listes qui seront présentées au suffrage des Parisiens. » M. Lépine affirme de son côté : « Selon un processus accepté par tous les partis de la majorité, une personnalité a été désignée. C'est autour de cette personnalité que se formeront les listes de la majorité, et que seront conduites les négociations devant aboutir à la formation des listes de la majorité. »

M. Pierre Bas a d'autre part annoncé, à l'issue d'un entretien qu'il a eu avec M. Edgar Faure, vendredi 26 novembre, que le Nouveau Contrat social — mouvement qu'anime le président de l'Assemblée nationale — « figurait sur les listes présentées aux élections municipales parisiennes par l'U.D.R., le C.N.I.P., le Centre républicain, les Démocrates-V », divers mouvements centristes et autres « groupements » sous le label : « Union pour Paris ».

Le 75^e congrès du parti radical

De notre envoyé spécial

Vichy. — Le soixante-quinzième congrès du parti radical a commencé ses travaux vendredi après-midi 26 novembre, à l'Élysée-Palace, de Vichy.

Chiraquiens et giscardiens

La première séance s'est tenue à huis clos. Les congressistes présents ont examiné et adopté le processus selon lequel le Centre républicain (formation présidée par M. André Morice, née en 1956 d'une scission causée par un désaccord sur la politique algérienne du parti) serait réintégré dans le parti radical : jusqu'au prochain congrès (en 1977), le bureau national du Centre républicain sera associé aux travaux du bureau radical, puis, à partir de 1977, des membres de sa direction entreront dans les instances dirigeantes du parti radical.

Dans les couloirs du congrès, vendredi après-midi, les délégués semblaient se répartir assez nettement en deux courants : d'une part, ceux

qu'intéressent vivement les projets de M. Jacques Chirac (et qui, en conséquence, adoptent des positions critiques à l'égard du chef de l'Etat et du gouvernement), d'autre part, ceux — indiscutablement moins nombreux — qui laissent deviner leur hostilité à l'égard de l'ancien premier ministre. Dans le premier courant figurent les radicaux, à qui le dynamisme de M. Chirac laisse espérer quelques « retombées » électorales pour un parti qui se serait associé à son entreprise. On compte des représentants de cette tendance au sein de la direction même de la formation.

L'autre tendance est plutôt incarnée par des membres du gouvernement ou leur entourage, notamment M. Michel Durafour ; on y trouve aussi une personnalité comme M. Jean-Claude Collin, cofondateur de l'association Démocratie française (le Monde du 26 novembre). Certains de ces radicaux plus « giscardiens » ne cachent pas leur intention de manifester leur solidarité à l'égard du chef de l'Etat et du gouvernement, au cas où ceux-ci seraient trop durement attaqués en séance.

Samedi matin, les délégués devaient se répartir en commissions. Les débats publics devaient commencer dans l'après-midi.

NOEL-JEAN BERGEROUX.

A Algérie

Le Front de libération nationale corse revendique un attentat contre une cave vinicole

La cave Cohen-Skalli, près d'Aléria, en Corse, a été une nouvelle fois attaquée, vendredi. Le 22 août dernier, elle avait déjà été dynamitée.

De notre correspondant

Bastia. — Vendredi 26 novembre à 18 h. 30 : un groupe de dix hommes portant des masques de carnaval, armés de pistolets mitrailleurs, de pistolets automatiques et de fusils de chasse, investit la cave Cohen-Skalli, près d'Aléria. Le commando munit et ligote les sept ouvriers d'origine nord-africaine qui s'y trouvent, puis les hommes ouvrent les rames des caves, qui laissent échapper 4 000 hectolitres de vin et 1 000 litres de moût concentré. Le commando se retire en emportant les quatre véhicules du personnel, après avoir crevé les pneus des tracteurs stationnés dans la cour. Terroristes, les ouvriers ne donnent l'alerte que vers 21 heures. Peu de temps après, le Front de libération nationale corse revendique par téléphone cet attentat et précise qu'il est une réponse aux questions posées par le docteur Max Siméoni.

Celui-ci est, on le sait, au moins depuis le 23 août dernier, c'est-à-dire depuis le jour où il avait lui-même, avec un commando d'une quinzaine d'hommes, occupé la cave Cohen-Skalli, qu'il avait dynamitée avant de prendre la fuite (le Monde du 25 août).

Dans un article publié par l'hebdomadaire satirico-militaire *Arrêt*, le docteur Max Siméoni dénonçait, ce même 26 novembre, l'utilisation de la violence entre Corses.

Il condamnait à ce propos le récent attentat revendiqué par le F.L.N.C. contre M. Jean Lançon, président de la chambre économique de Bastia, attentat qu'il qualifiait d'« erreur majeure », d'« impasse définitive » (le Monde du 16 novembre). Il concluait : « Je demande personnellement au F.L.N.C. qu'il clarifie une fois pour toutes sa position à ce sujet et qu'il décrète, puisqu'il se dit le

bras séculier du peuple corse en lutte, le principe du refus volontaire et sincère de l'affrontement entre Corses de son fait. » En choisissant le même objectif que le docteur Siméoni, le F.L.N.C. semble répondre clairement, au moins sur un point, à la lutte contre la « colonisation ».

En Anatolie orientale

LE SÉISME AURAIT DÉTRUIT QUATRE-VINGTS AGGLOMÉRATIONS

Van (A.F.P.). — Le bilan définitif du violent séisme qui a ravagé le 24 novembre dernier, la province de Van (dans l'est de la Turquie) ne peut encore être établi. Mais il est certain qu'il dépassera largement le chiffre de trois mille cinq cents morts. Selon les estimations les plus fréquemment entendues, le tremblement de terre aurait fait au moins six mille victimes.

Les secours arrivent dans la région dévastée, mais il est très difficile de les acheminer jusqu'aux bourgades et villages sinistrés. Pour arriver jusqu'à certaines agglomérations isolées dans la montagne, les hélicoptères devront être utilisés. Nombre de sinistrés ont passé une troisième nuit dehors par une température de -10 °C, n'ayant, pour essayer de se réchauffer, que les feux de paille avec les débris combustibles arrachés aux ruines.

Il semble, d'après les informations recueillies, que quatre-vingts localités ont été entièrement détruites. Les secours arrivent de l'étranger : des avions militaires des Etats-Unis, d'Allemagne de l'Ouest, d'Italie, d'Iran, de Grande-Bretagne, de Suisse, ont ou vont apporter du matériel de première urgence, des médicaments et des vivres. Le gouvernement turc a fait savoir que l'aéro-drome de Van pouvait recevoir des avions à réaction de toute nationalité.

L'UNICEF a attribué un crédit de 25 000 dollars (25 000 F) aux vingt-cinq mille enfants qu'elle estime avoir été sinistrés et elle va envoyer des vêtements. L'organisation des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe va faire expédier près de neuf mille couvertures. La section italienne de l'organisation catholique Caritas a fait un premier don de 50 millions de liras.

Pour 1977 et 1978

L'UNESCO DISPOSERA DE 224,4 MILLIONS DE DOLLARS

Nairobi (A.F.P.). — La conférence générale de l'UNESCO (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture), réunie dans la capitale du Kenya depuis le 26 octobre, a approuvé, ce samedi 27 novembre, le projet de budget de l'Organisation présenté par le directeur général, M. Amadou Mahtar M'Bow. Quatre-vingt-un pays ont voté pour, douze se sont abstenus (dont les Etats-Unis et l'Union soviétique) mais aucun n'a voté contre.

L'Organisation disposera pour 1977 et 1978 (la conférence générale se réunit tous les deux ans) de 224 400 000 dollars, ce qui ne permettra qu'un accroissement de 4,2 % de ses activités par rapport à 1975-1976.

Je vous donne ma paix, ne soyez pas inquiets; je m'en vais, mais je reviendrai. **Jésus**

Pour connaître JESUS, il faut lire l'ÉVANGILE
Je désire gratuitement, sans engagement l'Évangile

NOM
ADRESSE

Ecrire à La Cheminière, R. Colbert, 84200 Carpentras

صلى الله عليه وسلم